

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME SOIXANTE-QUATORZIÈME

ANNÉE 1913. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1913

12-11-11
11-11-11
11-11-11

DC 611
M 221 R 5
V. 74

L. 13. 2

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME SOIXANTE-QUATORZIÈME

ANNÉE 1913. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1913

LES ŒUVRES

DE

VÉRON DE FORTBONNAIS⁽¹⁾

L'économiste François Véron de Fortbonnais (2) peut être inscrit au nombre des hommes du XVIII^e siècle qui ont le plus écrit sur les questions de Finances et de Commerce. Pendant toute la seconde moitié de ce siècle il n'a pas cessé, en effet, d'étudier toutes ces questions et de publier les résultats de ses recherches, de ses études, de ses critiques et de ses théories. Il vivait à une époque où les questions économiques avaient amené la formation successive de plusieurs écoles, qui développaient des doctrines financières très variées. Aux premières théories présentées

(1) Cet article est extrait d'un volume que M. Gabriel Fleury fera paraître prochainement sur *François Véron de Fortbonnais, sa famille, sa vie, ses actes, ses œuvres, 1722-1800*. [Note de la Rédaction].

(2) L'orthographe du nom de Fortbonnais a subi de nombreuses variantes, suivant les auteurs qui, à diverses époques, ont écrit sur cet économiste. Les principales variantes, que nous avons pu relever dans les écrits de ses contemporains, sont les suivantes : Fortbonnais, Forbonnois, Forbonais, de la Forbonnaye, de la Fourbonnais, de Forboney Nous avons adopté de préférence celle qui concorde avec la signature de Fortbonnais, telle que nous l'avons relevée dans sa correspondance, à toutes les époques de sa vie, ainsi qu'on peut le voir sur les fac-simile de ses signatures du 25 novembre 1764, et du 28 messidor an IV (16 juillet 1796), et sur la gravure de son portrait, que nous reproduisons ci-contre.

par Boisguillebert, Melon, Dutot, Vauban et Law, les Physiocrates opposèrent une nouvelle doctrine, formulée principalement par Quesnay, le marquis de Mirabeau, Dupont de Nemours, l'abbé Baudeau et Mercier de la Rivière. Fortbonnais n'a appartenu à aucune de ces écoles ; il est toujours resté indépendant, ne cherchant, dans ses discussions et ses critiques, qu'à défendre les véritables intérêts de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, pour assurer la prospérité du pays et la richesse de la France. Il forme, pour ainsi dire, une transition entre les deux principales écoles qui se combattaient de son temps, dont les idées sont encore partagées par des économistes de nos jours, sans que les grandes questions, discutées alors avec tant de passion, aient aujourd'hui acquis des solutions indiscutables. La lutte des Physiocrates et des Économistes ne s'est pas éteinte avec le XVIII^e siècle ; Eugène Daire et G. de Molinari (1) ont ravivé la défense des libre-échangistes ; de même le *Journal des Éphémérides* et la *Gazette du Commerce* retrouvent encore aujourd'hui des échos de leurs théories dans le journal de *l'Économie politique* et dans *l'Économiste français*.

Parmi les nombreuses publications de Fortbonnais, quelques-unes seulement sont bien connues de nos jours, car l'établissement de leur liste complète et exacte offre de grandes difficultés ; nous n'avons même pas pu trouver cette liste dans l'inventaire de sa bibliothèque, fait en 1829, après la mort de madame de Fortbonnais. Dans les 1102 volumes, de tous formats, qui y sont signalés, pas un ne représente une publication de Fortbonnais. D'autre part, les opuscules de Fortbonnais se retrouvent difficilement, comme en général, du reste, tous ceux des économistes du XVIII^e siècle. La liberté d'écrire n'existait pas, à cette époque, sans responsabilité ; en plus du permis d'imprimer

(1) Cf. *Mélanges d'Economie politique*, Paris, Guillaumin, 1847.

qui était exigé, un édit du 28 mars 1764 interdisait toute publication de mémoires, de plans financiers, « formés par des gens sans caractère », c'est-à-dire sans qualification officielle. De là ces nombreuses publications anonymes qui déroutent toutes les recherches. Cet anonymat est même appliqué au nom de l'éditeur et à sa résidence, qui est souvent déguisée sous un nom de pays étranger ; c'est ainsi que sur bien des ouvrages on trouve imprimé le nom de Leyde, de Dresde, et autres villes, au lieu de celui de Paris.

D'autre part, il arrive fréquemment que des ouvrages anonymes, se rapportant aux mêmes questions, ont été réunis dans un seul volume, quoiqu'ils aient été écrits par des auteurs différents. Cette réunion a été une cause d'erreurs assez fréquentes dans les attributions, même pour les contemporains. Ainsi, de l'Isle de Sales (1) voulant faire connaître les premiers travaux de Fortbonnais, cite comme principaux mémoires : *Questions sur le Commerce des Français au Levant ; Essai sur l'admission des navires neutres dans les Colonies ; Divers traités sur la prohibition des Toiles peintes, sur les Bijoux d'or et d'argent, et sur le Privilège exclusif de la Manufacture des glaces*, et il ajoute : « Ces opuscules, qui, réunis, forment trois volumes in-12, ne parurent que quelques années après ». Ce groupement n'est pas régulier ; si nous avons, en effet, trouvé plusieurs volumes composés de mémoires de Fortbonnais, nous ne les avons pas toujours rencontrés avec ce même groupement invariable ; on ne peut donc pas s'appuyer sur ce rapprochement des mémoires pour leur attribuer un auteur commun. Un autre exemple de ces erreurs d'attribution d'auteur se rencontre dans les *Opuscules de Fréron* (2) ; dans la préface, l'éditeur affirme que les trois volumes sont du même auteur.

(1) *Vie littéraire de Forbonais*, p. 16.

(2) Trois volumes in-12, publiés en 1753. Bibliothèque Mazarine, n° 34.165.

« Il y a longtemps, écrit-il, que vous me sollicitez de vous faire part des petits ouvrages de M. F^{***}, dont les uns, publiés avec succès, sont devenus extrêmement rares, et les autres sont encore manuscrits. Vous savez que je les possède tous. Je suis lié depuis douze ans avec l'auteur, de l'amitié la plus intime, et il n'a jamais cessé de me communiquer ce qu'il a composé, soit en prose, soit en vers, pas même depuis que je suis en Hollande. J'ai pris le parti, me trouvant dans un pays libre, de faire imprimer ses opuscules, au risque de lui déplaire ». Cette prétendue liberté ne lui permit pas cependant de donner le nom de l'auteur, et, malgré son affirmation, il n'est pas douteux que l'ensemble des trois volumes appartient à des auteurs différents, et que particulièrement, le troisième volume tout entier, composé exclusivement des *Observations sur l'Esprit des Loix*, a Fortbonnais pour auteur, car ces *Observations* constituent le premier ouvrage imprimé de Fortbonnais.

Les premières publications de Fortbonnais sont des analyses d'ouvrages économiques, publiés antérieurement, tant en France qu'à l'étranger ; ces analyses, il les avait faites pour lui, pour son instruction personnelle ; il demandait au passé une expérience pour se diriger dans l'avenir, il y cherchait des preuves pour appuyer les théories qu'il développerait plus tard ; mais à l'époque où il écrivait ses premières études il ne pensait nullement à les rendre publiques. Il le reconnaît lui-même dans l'avertissement qu'il a placé en tête de ses *Observations sur l'Esprit des Loix*. « J'avais entrepris, écrit-il, cet extrait du livre de *l'Esprit des Loix*, pour mon utilité particulière, et il était achevé longtemps avant qu'on eût rien imprimé sur ce sujet. Depuis peu, des personnes en qui je dois avoir confiance, ont eu occasion de voir ce travail, et m'ont persuadé qu'il pourrait être commode à bien des lecteurs ; c'est le seul motif qui m'a engagé à le faire paraître ».

« Si je contredis quelquefois l'ouvrage de *l'Esprit des*

Loix, je n'entends proposer que mes doutes, et si j'ai pris le ton décisif en quelques endroits, je supplie le public et l'auteur, de croire que c'est le reste de la liberté d'un homme qui croyait ne parler qu'à lui-même. »

D'après Le Prince d'Ardenay (1), la première édition des *Observations sur l'Esprit des Loix* aurait paru en 1750 avec cette épigraphe : *Conamur tenues grandia* (2). Une autre édition fut publiée plus tard, sans nom d'auteur, de 432 pages de format in-12 ; elle porte sur son frontispice les titres et renseignements suivants : « *Observations sur l'Esprit des Loix ou extrait de ce livre, chapitre par chapitre, avec des remarques sur quelques endroits particuliers du même ouvrage et une idée de toutes les critiques qui en ont été faites*. Nouvelle édition augmentée. A Londres, et se trouve à Paris, chez Duchesne, libraire rue Saint-Jacques, au-dessous de la Fontaine Saint-Benoît, au Temple du Goût. M. DCC LXII (3).

Hauréau dans son *Histoire littéraire du Maine* (4), donne cette édition comme plus complète que celle qui parut en 1753, dans le troisième volume des *Opuscules de M. Fréron*. Cette augmentation ne peut s'appliquer qu'en une comparaison avec l'édition de 1750, car cette édition de 1762 est la reproduction exacte de celle de 1753 ; on y retrouve le même nombre de pages, les mêmes vignettes et les mêmes lettres cassées, dans les lignes du texte ; le texte a donc été imprimé en 1753, la seule modification (5) apportée dans

(1) *Eloge historique*, p. 3.

(2) Nous n'avons pu retrouver d'exemplaire de cette édition.

(3) Bibliothèque Mazarine, n° 43.280.

(4) Tome X, page 152, note 3. Hauréau n'a pas dû prendre personnellement communication de cette édition ; il a dû emprunter ses renseignements à la *Bibliographie du Maine* de Desportes, car dans le relevé du titre il a commis la même erreur que ce dernier, en écrivant « *remarques sur quelques chapitres particuliers* » au lieu de « *remarques sur quelques endroits particuliers* ».

(5) Au commencement des feuilles, en bas de page, on a enlevé la

cette édition de 1762 consiste dans la rédaction du titre qui n'est pas identique à celui imprimé au commencement du tome III des *Opuscules de Fréron*, lequel est ainsi rédigé : *Opuscules de M. F***, tome III contenant un Extrait chapitre par chapitre du Livre de l'Esprit des Loix, des observations sur quelques endroits particuliers de ce livre, et une idée de toutes les critiques qui en ont été faites, avec quelques remarques de l'Éditeur*. A Amsterdam, chez Arkstée et Merkus. M. DCC LIII (1).

Comme l'indiquent les détails de ce titre, le travail de Fortbonnais se divise en trois parties ; la première est une simple série d'extraits faits successivement dans les vingt-sept premiers livres de l'étude de Montesquieu, sans commentaires. Fortbonnais ne commence sa critique qu'à la page 173, sous le titre : *Remarques sur quelques endroits particuliers du Livre de l'Esprit des Loix*. Dans son avertissement, en cherchant l'idée générale du livre de *l'Esprit des Lois*, il avait déjà fait ces réflexions : « Les hommes naissent partout avec les mêmes organes et les mêmes passions ; cependant il y a dans les caractères, dans les mœurs, dans les coutumes et dans les manières des peuples des différences très marquées.

« Je suppose que l'auteur en aura recherché les causes. Pour les découvrir il aura examiné quelles sont les choses qui influent davantage sur les hommes : la Religion, le Gouvernement, le Climat, sont celles dont ils dépendent le plus.

« Pour mieux connaître leurs effets, il aura approfondi les principes, la force, le caractère de chacune dans ses différentes formes ; les règles générales qui en résultaient

mention *tome III*, qui existe dans l'opuscule de Fréron, mais à la fin de la dernière page du texte, on a oublié d'enlever la mention suivante : *Fin du troisième et dernier tome*, ce qui prouve bien que cette édition a été imprimée en 1753, en même temps que le tome III des *Opuscules de Fréron*.

(1) Bibliothèque Mazarine, n° 34.165.

se seront trouvées conformes à l'expérience, mais avec des exceptions. Les différentes situations des peuples, le nombre des citoyens, leur commerce, la qualité du terrain, la façon de le cultiver, lui auront fait concevoir, qu'outre le concours des trois premiers principes, il y a une infinité de petites causes à l'impulsion desquelles les hommes sont sujets. Il aura conclu que les hommes vivant en société, ces sociétés ne seraient pas heureuses, si les législateurs n'avaient envisagé les divers rapports de toutes les causes entre elles, afin de réunir les forces et de les appliquer à leur objet, c'est-à-dire, au bonheur des peuples.

« Il se met à la place de tous ceux qui ont donné des lois à la terre. Rempli de leur esprit, il remonte à la formation des sociétés ; il y trouve l'origine des lois, il explique les rapports qu'elles ont avec tout ce qui tient aux hommes, et ceux qu'elles ont entre elles. Voilà où commence *l'Esprit des Loix* ; on n'y en propose point ; mais on y enseigne l'esprit dans lequel on doit les faire, et comment on doit juger de celles qui sont faites.

« Si je trouve quelques fautes de correction dans ce grand dessein, j'ai peut-être tort, mais le plan n'en souffrirait point, quand même il y aurait quelque chose à changer dans l'exécution. »

La première remarque de Fortbonnais porte sur la comparaison faite par Montesquieu entre le gouvernement d'Angleterre et le gouvernement de France (1). Il défend le régime français contre les critiques de Montesquieu ; dès les premières lignes il s'exprime ainsi : « Pourquoi l'auteur de *l'Esprit des Loix* met-il partout le gouvernement républicain au-dessus du monarchique et de tous les autres gouvernements, après avoir, dans les premières lignes de sa préface, « rendu grâce à Dieu de l'avoir fait naître dans le gouvernement où il vit ? » Le Républicain, selon lui, est

(1) Pages 173-214.

le seul qui ait la vertu pour principe ; le Monarchique, auquel il passe l'honneur, est si l'on veut, « un chef-d'œuvre de législation, mais le hasard le fait rarement » ce chef-d'œuvre, « et rarement on le laisse faire à la prudence ». Après tout ce qu'il a dit de notre gouvernement, qu'il n'est plus permis de méconnaître aux traits par lesquels il le désigne, il est clair que ce parallèle lui suppose tous les vices du despotisme. Quel sera donc l'objet de ses complaisances ? C'est le gouvernement d'Angleterre qu'il regarde comme le plus juste, le plus parfait de tous, c'est donc celui dans lequel, en raisonnant conséquemment il aurait dû désirer d'être né.

« Je doute qu'il pût trouver un anglais censé, quelque partisan qu'il puisse être des lois, des mœurs et des manières de sa patrie, qui souscrivit à la proposition que « le climat a produit en grande partie ces lois, ces mœurs et ces manières ». Il y aurait trop à perdre pour une nation aussi fière et aussi éclairée que la nation Anglaise, à se voir avilie par un tel système. Aussi, quand il s'agit de l'Angleterre, notre législateur, pour l'honneur de cette nation, adoucit son système. Pour un Français, un Allemand, un Espagnol, tout dépend indistinctement du climat : Loix, Mœurs et Manières. Pour un Anglais, elles n'en tiennent qu'en partie, il est vrai que cette partie est grande, mais au moins il est vrai, selon l'auteur, qu'un Anglais est moins machine que nous en quelque chose. »

Sur la question de la Religion, Fortbonnais relève cette affirmation de Montesquieu : « Chaque citoyen n'étant conduit que par sa propre volonté et par ses propres lumières, chacun a beaucoup d'indifférence pour toutes sortes de religions et les sectes de la dominante se multiplient ; beaucoup de gens n'en ont même point. Mais entre les autres il y en a une, c'est la religion catholique que l'on a tenté d'établir par la voie de l'esclavage, et elle y est odieuse. Les lois contre ceux qui professent cette religion ne sont point san-

guinaires ; car la liberté n'autorise point ces sortes de peines ».

A cette conclusion Fortbonnais réplique : « Je me contenterai de dire que quelque tolérans que l'on nous peigne ici les Anglais sur une matière si respectable, on oublie en les louant de leur modération à l'égard de la religion, que cette même religion, qu'on soutient leur être si indifférente, a été le prétexte dont ils se sont servis pour faire périr un de leurs rois et chasser l'autre ».

Malgré les observations de Montesquieu, favorables au gouvernement anglais, Fortbonnais reste partisan du gouvernement français, et préfère son pays qu'il aime de tout cœur. Voici les motifs qu'il donne à sa satisfaction d'être français : « Il a été des temps où le gouvernement français ressemblait au gouvernement anglais, autant que deux gouvernements peuvent se ressembler. On en peut placer l'époque au commencement de la troisième race de nos rois, et tant que ce gouvernement a duré parmi nous, nous avons éprouvé, de même que l'Angleterre, tout ce que la fureur des guerres et des discordes intestines peut produire de maux par les meurtres, le carnage et la désolation. Les révolutions renaissaient sans cesse, elles ne laissaient, pour ainsi dire, de repos à la nature, que pour lui donner le temps de fournir à la Rage de nouvelles victimes à sacrifier. Tel a été l'état des deux monarchies, peut-être plus affreux encore en Angleterre, tant qu'elles ont suivi les mêmes principes. Instruite par une si fatale expérience, la France a renoncé à la liberté funeste qui en était la cause, et l'Angleterre s'est obstinée à la conserver ; voyons quels en ont été les effets.

« La France jouit intérieurement de la paix et de la sûreté que lui procure sa soumission ; je vois au contraire les malheurs excéder toute mesure en Angleterre. Un roi y périt sur l'échafaud, jugé par ses sujets. A ce spectacle épouvantable succède celui d'un citoyen, dont la naissance

souille le trône sur lequel il ose monter et qui Tyran, sous le nom de Protecteur, venge sur la liberté de la Nation, le crime qu'il lui a fait commettre. La justice opprimée rappelle à ses droits la race des souverains légitimes ; mais la liberté portée au fanatisme ne connaît point de droits ; bientôt sous le masque de la Religion, elle chasse le sang royal qu'elle a rétabli. C'est ainsi que l'on peut dire que l'Angleterre, si fière de son indépendance, jouit des richesses que lui procure un commerce heureux. Elle n'est libre qu'en apparence, puisque si sa félicité ne dépend pas d'un roi, elle dépend, ce qui est plus effrayant, des révolutions dont le germe subsiste toujours dans son sein ; ce germe n'attend que l'occasion pour se développer, et ne permet dans cet état aucune tranquillité, parce que la plus profonde paix y est suivie en un moment de l'orage le plus dangereux.

« Tels sont les faits à l'expérience desquels tous raisonnements doivent céder, et je n'imagine pas qu'on ose me contester que tout gouvernement dans lequel les peuples sont plus heureux, ne jouisse des meilleures lois. J'avoue qu'on peut penser que, comme Français, je suis prévenu, mais j'en explique les raisons, et elles m'autorisent plus que suffisamment à croire que puisque je suis très content de mon sort, je ne tiendrais pas les Anglais comme perdus et comme une nation éteinte, si le sort des événements la réduisait à la même condition que la mienne. »

Après cette déclaration, Fortbonnais critique les théories de Montesquieu sur les lois féodales et leur rapport avec l'établissement de la monarchie, la loi civile des peuples Germains, la loi salique concernant l'exclusion des femmes de la succession de la Couronne, la noblesse française et enfin les lois féodales chez les Francs dans le rapport qu'elles ont avec les révolutions de la Monarchie.

A l'appui de ses critiques, Fortbonnais, dans un chapitre intitulé : Idée de toutes les critiques qui ont été faites du

Livre de l'Esprit des Lois, signale (1) les premières publications qui ont été écrites sur l'ouvrage de Montesquieu. Il cite d'abord, comme la plus importante, la critique de l'abbé de Bonnaire, intitulée : *L'Esprit des Loix quintessencié par une suite de lettres analytiques* ; 2 volumes in-12 contenant 27 lettres « familières, écrites dans un style moitié sérieux, moitié bouffon, et qui ne convenait ni au grand âge du critique, ni à la gravité de la matière, ni à la dignité du magistrat respectable qu'on y attaque ».

Fortbonnais termine sa critique des lettres de l'abbé de Bonnaire par cette page : « M. l'abbé de Bonnaire ne tarda pas à s'apercevoir que les faiseurs de critiques sont soumis comme les autres à la censure. Personne ne méritait plus que lui d'en ressentir les aiguillons. On est étonné seulement qu'il y paraisse si sensible, lui qui n'a gardé aucune sorte de modération envers un homme à qui il devait des égards. Il se plaint amèrement de M. de Rivery, qui dans son *Apologie de l'Esprit des Loix*, prend un ton dédaigneux en parlant de sa critique. Mais quel ton n'a-t-il pas pris lui-même en parlant du livre de M. de Montesquieu. Est-il une sorte d'injures qu'il n'ait mis en usage contre l'auteur qu'il a si mal critiqué ? Je me suis étendu sur le livre immense de l'abbé de Bonnaire, parce qu'il est peu connu, et qu'il n'en a été fait mention dans aucun ouvrage périodique » (2).

Il indique ensuite les *Observations sur l'Esprit des Loix ou l'art de lire ce livre, de l'entendre et d'en juger*, par l'abbé de la Porte « qui divise sa critique en cinq articles, la Religion, la Morale, la Politique, la Jurisprudence et le Commerce. Il prétend que c'est là principalement ce que renferme le livre de M. de Montesquieu, et qu'on peut rapporter à ces cinq objets, tout ce qui se trouve dispersé sans ordre dans son ouvrage. Il y a dans cette critique bien

(1) Pages 313-387.

(2) Page 378.

écrite, plusieurs remarques qui font honneur au jugement et à l'esprit de M. l'abbé de la Porte ; mais il y en a aussi plusieurs qui n'ont pas été trouvées solides et qu'on a réfutées avec succès » (1).

Les *Observations* de M. de la Porte s'attirèrent une *Réponse ou Apologie de l'Esprit des Loix*, par M. de Rivery. « L'auteur, dit Fortbonnais, veut absolument tout défendre ; on s'aperçoit par la faiblesse de quelques-unes de ses raisons, qu'il aurait mieux fait de donner quelquefois gain de cause à son adversaire ».

Une autre *Réponse aux Observations sur l'Esprit des Loix* a été écrite par un inconnu et imprimée à Bordeaux. L'auteur a suivi le même ordre que l'abbé de la Porte. « Cette réponse, écrit Fortbonnais (2), est très judicieuse en général, et mérite d'être lue, elle répand beaucoup de lumière sur le grand ouvrage de l'illustre auteur qu'on défend ».

Sur la *Défense de l'Esprit des Loix*, écrite par Montesquieu lui-même, et comprenant 200 pages, Fortbonnais y trouve « la grâce unie à la justesse, le brillant au solide, la vivacité du tour à la force du raisonnement. On y voit l'homme d'esprit et l'homme de génie, le politique et l'académicien, le philosophe et le chrétien. Elle est semée de traits vifs et mordants contre l'auteur ou les auteurs de l'Examen critique, traits qui tous vont au but et au profit de la cause ».

Cette *Défense* eut une *Réponse* dans les *Nouvelles Ecclésiastiques* du 24 avril et 1^{er} mai, à laquelle Montesquieu ne jugea pas à propos de répliquer, ce que fit cependant M. de la Beaumelle en 1751. « Cet ouvrage m'a paru bien fait, écrit Fortbonnais, l'auteur est plein de zèle, de feu et de raisons pour défendre son héros, M. de Montesquieu. Il

(1) Page 379.

(2) Page 382.

examine la réplique des *Nouvelles Ecclésiastiques*. Il répond aux reproches auxquels M. de Montesquieu avait dédaigné de répondre dans sa *Défense* ; il combat aussi avec force les récriminations de l'adversaire de *l'Esprit des Loix*. M. de la Beaumelle parle aussi du *Remerciement sincère*, brochure de M. de Voltaire (1), dans laquelle ce grand auteur politique prétend que le livre de *l'Esprit des Loix* est sans plan, que les chapitres sont sans liaison, et que les matières n'y sont point enchainées les unes aux autres. Des esprits très philosophes, répond M. de la Beaumelle, en ont porté un jugement plus avantageux ; ils en ont admiré l'ordre et la méthode. Cette chaîne est cachée, ont-ils dit, mais elle n'est point rompue ; les principes sont bien posés et les conséquences bien déduites. Peut-être, M. de Voltaire a-t-il cherché par ce trait à se consoler du reproche qu'on lui fait depuis si longtemps de ne sçavoir point unir l'art du plan aux grâces du détail ».

Fortbonnais termine ce chapitre concernant les ouvrages critiques écrits sur *l'Esprit des Loix* par la publication de « cinq lettres manuscrites qui lui sont tombées entre les mains » ; ces lettres étaient attribuées à de la Beaumelle, et Fortbonnais estime « qu'elles en sont dignes par la vivacité du style ». Il les a imprimées à la fin de son volume pour répondre aux souhaits de la personne qui les lui avait remises. Ces deux dernières parties constituent probablement l'augmentation qui a été annoncée dans l'édition imprimée en 1753.

Après la publication de ses *Observations sur l'Esprit des*

(1) Cette note de six pages, intitulée : *Remerciement sincère à un homme charitable*, n'est pas d'une attribution très certaine ; elle est datée de Marseille 10 mai 1750. Voir *Œuvres de Montesquieu*, 1827, tome V, p. 309.

Voltaire a écrit un travail plus important sur le même sujet et intitulé *Commentaire sur quelques principales maximes de l'Esprit des Lois*. Même édition, tome V, pages 187-296.

Loix, Fortbonnais continue ses études sur le commerce, mais il fait ses recherches dans les systèmes étrangers. Il traduit successivement des ouvrages espagnols et anglais, qu'il publie avec des notes et des critiques.

Le premier de ces ouvrages est intitulé : « *Théorie et pratique du Commerce et de la Marine. Traduction libre sur l'Espagnol de don Geronymo de Ustariz, sur la seconde édition de ce livre à Madrid, en 1742, à Paris, chez la veuve Estienne et fils, rue Saint-Jacques, à la Vertu. M. DCC. LIII.* » Ce volume de format in-4° (1), contenant XII-280-206* pages, de l'imprimerie de la veuve Quillau, avec permis d'imprimer du 8 octobre 1752 et privilège du Roi, du 9 décembre 1752, dut paraître dans les premiers mois de l'année 1753, car le *Journal des Sçavans* (2) en a publié une analyse dans son numéro d'avril de cette année. Il ne nous donne pas le nom du traducteur ; toutefois, la dédicace de cet ouvrage permet bien de l'attribuer à Fortbonnais, qui l'offre « à Monseigneur de Machault, garde des Sceaux de France et contrôleur général des Finances », en ces termes :

Monseigneur,

L'estime que les nations commerçantes accordent à cet ouvrage, m'en a fait entreprendre la traduction, et j'ose la présenter à votre Grandeur, parce que rien de ce qui peut être utile ne lui paraît indigne de ses regards. L'auteur de ce traité, Monseigneur, était un ministre espagnol, aussi distingué par l'étendue de ses connaissances, que précieux à sa patrie par son amour pour elle et par son zèle pour la

(1) Bibliothèque de l'Arsenal, n° 3.628, Sciences et Arts. — Hauréau signale une autre édition, en deux volumes in-8°, qui aurait également paru en 1753. Nous n'avons pu en trouver d'exemplaire.

(2) Année 1753, tome IV, avril, p. 195-201.

gloire de son Prince. A ces titres, Monseigneur, l'hommage vous en était dû.

Je suis avec un très profond respect,
Monseigneur,
de votre Grandeur,
le très humble et très
obéissant serviteur.
V. D. F.

Dans les abréviations de cette signature on peut bien lire :
Véron De Fortbonnais.

Le *Journal des Sçavans* estime que cet ouvrage mérite les plus grands éloges : « On y admire l'amour éclairé de la Patrie, la justesse des idées, la sagesse des vues, l'étendue des connaissances ». Il reconnaît que le traducteur « a prouvé par son style et par des notes toujours nécessaires et toujours judicieuses qu'il était digne de s'associer aux travaux de l'auteur espagnol ». Il relève aussi que le traducteur remarque qu'à cette époque on avait « peu de guides pour le commerce dans notre langue ; qu'il est plus utile d'étudier les principes connus que d'en inventer de nouveaux ; que l'habileté consiste à appliquer les idées générales aux circonstances particulières, et qu'enfin les pratiques étrangères nous présentent des expériences et des objets de comparaison, dont la connaissance peut éclairer nos entreprises. Ce n'est point ici un ouvrage dans lequel l'attention soit amusée par des idées saillantes, et par les agréments recherchés du style. Les lecteurs y sont frappés par la profondeur et la justesse du sens, par le choix des principes les plus simples, par la connaissance immense des détails appliqués à des objets que l'art aurait défigurés, et que leur importance a dû défendre, s'il est permis de parler ainsi, contre la frivolité des ornements. Nous remarquerons cependant que le style du traducteur a de la précision, de la noblesse et souvent de la rapidité »

Fortbonnais a placé avant sa traduction une préface dans laquelle il explique le plan général de l'ouvrage, et les modifications apportées, depuis quelque temps, dans les besoins de la vie et dans les considérations financières qui en sont la conséquence : « Depuis environ un siècle, écrit-il, l'esprit de calcul a plus contribué au bonheur de la terre que ne l'avaient fait les leçons des philosophes dans tous les siècles précédents ; il a en quelque sorte multiplié les liens de chaque société particulière en perfectionnant les arts ; les besoins introduits par les arts ont forcé ces sociétés à communiquer davantage entre elles. Si l'esprit de calcul n'a pas corrigé les passions des hommes, s'il n'a pas détruit l'ambition, il a réformé le plan de sa politique ; ce ne sont plus les conquêtes, le carnage et l'effroi qui décident de la supériorité d'un empire ; c'est le bonheur de ses sujets. La richesse, le nombre d'un peuple, sont la mesure de l'empressement et de la confiance de ses alliés, du respect et du ménagement de ses rivaux ; l'étendue de ses domaines déserts et appauvris, ne serait qu'une prospérité stérile, souvent funeste et toujours incertaine ; l'industrie seule ne lui peut être arrachée, c'est là plus forte et la plus riche de ses Provinces.

« C'est au Commerce, père de l'Industrie, que le monde est redevable de ces heureux changements ; il peuple les États, lui seul les enrichit ; sa présence est toujours l'époque d'une grandeur qui passe avec lui. Ami de la paix et de la liberté, puisqu'il ne subsiste que par elles, il assure aux hommes les deux premiers biens dont ils puissent jouir. La politique nouvelle des Nations n'a donc pour objet que d'attirer à l'envi, par des secours puissants, de le fixer par des faveurs constantes, et si cet intérêt les divise quelquefois, l'équilibre et la paix sont le but nécessaire de la victoire. »

Il trace ensuite cette histoire générale de la progression du commerce dans les divers pays de l'Europe : « Aux

premiers rayons que le Commerce répandit sur l'Europe vers le douzième siècle, on n'aperçut point toute l'influence qu'il aurait sur les affaires politiques. Le développement de ses principes n'est dû qu'à la concurrence et à l'émulation générales. Venise, Gênes, Florence, Pise, s'enrichirent par son moyen et figurèrent quelque temps parmi les puissances; malgré les bornes étroites de leurs territoires; mais ces républiques connaissaient elles-mêmes si peu la nature et les conséquences de ce trésor, qu'elles en découvrirent la mine. La Flandre dont elles firent imprudemment l'entrepôt de leurs arts, de leurs manufactures, les imita et ébranla leur commerce dans ses plus solides fondements. A peine la route des Indes Orientales fut-elle ouverte par les Portugais que le commerce et le rang de l'Italie se trouva réduit à ce qu'elle avait conservé d'industrie. Presque au même instant, l'Univers s'étendit pour les Espagnols; ils moissonnèrent l'or et l'argent dans leurs nouveaux domaines; mais ils se contentèrent d'être riches, ainsi que les Portugais, et bientôt ils ne le furent plus assez pour payer l'industrie des autres. Celle de la Flandre et du Brabant continuait de lever un tribut sur le reste de l'Europe, lorsqu'effrayée de la révocation de ses franchises, et chassée par le tumulte des séditions, elle chercha des asiles plus sûrs. En Hollande elle soutint la liberté naissante, et s'accrut sous les auspices de la liberté; en Angleterre elle récompensa la confiance d'Élisabeth dans le fameux Gresham. Cette grande princesse voulut et sut régner; secondée par son ministre, elle fonda la puissance de son peuple sur l'industrie; l'admiration de son siècle est la moindre partie de sa gloire. »

Quant à la situation de la France à cette dernière époque, il reconnaît que « quoique encore peu industrielle et accablée sous le poids de ses guerres intestines, elle ne laissa pas d'entrer dans le partage que les grandes nations firent des domaines de l'Amérique », que le hasard la servit bien et que sous la direction de Colbert, son commerce fut

encouragé et favorisé. « L'usage heureux, dit-il, que nous fîmes des grands principes du commerce leur donna un nouveau degré d'importance ; ce fut alors qu'ils devinrent véritablement l'objet des études politiques. La combinaison des richesses réelles et relatives par le commerce, décida de la force des États ; chacun d'eux se fit un système conforme à sa position et le suivit avec une attention aussi scrupuleuse que nécessaire, dans tous les changements que produit l'instabilité ordinaire des choses humaines. Ainsi les usages particuliers, les caprices du luxe sont devenus des objets importants ; toute nouvelle exportation est une victoire. Les hommes abondent partout où ils trouvent de l'aisance et du travail, et les efforts des souverains tendent à les fixer par leur félicité ».

Après avoir constaté les tendances de la France vers le progrès, il déplore l'inertie de l'Espagne qui restait toujours dans l'ivresse où l'avaient plongée ses richesses imaginaires, qui avait échangé ses hommes contre des métaux ; dont la tranquillité apparente était un engourdissement et qui, par l'expulsion des Maures, fut privée de leur secours, dans le temps où elle en avait le plus besoin. « Elle ne connut ses maux qu'à leur excès ; à son réveil elle compta avec elle-même ; ses trésors étaient disparus ; ce n'était qu'un dépôt passager dont l'éclat imposteur l'avait abusée. Pauvre et dénuée de ressources, elle ne trouva que des expédients ruineux ou momentanés ; la voix des loix fut impuissante contre les abus, l'oubli des premiers principes convertit en poison des remèdes salutaires en d'autres temps ».

Ce fut ainsi que l'Espagne succomba sous les impôts, perdit son commerce et ses manufactures jusqu'au jour où « un citoyen zélé, d'une très grande pénétration et d'un sens admirable, distingué d'ailleurs par ses emplois, don Geronymo de Ustariz, entreprit le premier d'éclairer ses compatriotes. Il composa l'ouvrage que j'ai fait passer dans

notre langue, écrit Fortbonnais ; il y distingue les deux sortes de commerce que peuvent faire les Nations ; il prouve à la sienne que celui qu'elle fait est ruineux. Après en avoir approfondi les causes, il propose en détail les remèdes propres à chaque inconvénient, et trace un plan pour le rétablissement des manufactures, de la marine et la réforme des Finances. Ces objets sont inséparables et supposent eux-mêmes une excellente culture des terres, base fondamentale de tout commerce et de toute manufacture. Ces trois grands ressorts, l'Agriculture, le Commerce et les Finances, font mouvoir un État ; leur force est comparable à celle de trois roues qui s'aident et se soutiennent mutuellement dans leur marche ; si l'action de l'une diminue, les forces des autres ne sont plus entières, et l'inaction totale succédera au déclin imperceptible des mouvements ».

L'ouvrage de don Geronimo de Ustariz que traduit Fortbonnais avait d'abord paru en 1724, imprimé à un très petit nombre d'exemplaires ; il eut une seconde édition en 1742. Une première traduction, dédiée au prince de Galles, parut à Londres en 1751. Suivant l'exemple des Anglais, Fortbonnais fit sa traduction, et il expose ainsi les motifs qui l'ont décidé à exécuter ce travail : « Nous avons si peu de livres dans notre langue sur le Commerce, que j'ai regardé les détails de celui-ci comme très utiles à l'instruction de ceux qui veulent étudier cette grande partie. Souvent faute d'un guide pour conduire ses premiers pas, l'on s'égare en systèmes, ou l'on abandonne la carrière. Les arts ne se conservent dans un État que par les moyens mêmes qui les y ont attirés ; il y a plus de vrai mérite à bien saisir l'esprit des bons principes connus et à les suivre, qu'à en imaginer de nouveaux qui n'ont qu'un règne passager ; et l'habileté consiste à bien saisir la manière dont on peut appliquer les principes généraux aux circonstances particulières de chaque pays. La connaissance des pratiques employées par les Étrangers, est la voie la plus courte et la plus sûre pour y

parvenir, puisqu'elle présente au jugement des expériences et des objets de comparaison. Le découragement dans les études n'est guère moins funeste à la Patrie que les systèmes, puisqu'il la prive de la concurrence des talens ; les connaissances ne peuvent être trop multipliées pour le bonheur public ».

Dans cette préface on ne reconnaît guère le style des œuvres postérieures de Fortbonnais ; les membres de phrase sont courts, les expressions plus recherchées ; l'ensemble est d'une lecture plus facile et plus attrayante. Il nous dit lui-même qu'il a cherché à être clair, bref et précis ; il a étendu cette intention de sa traduction à sa préface. « J'ai peu de chose à dire de ma traduction, écrit-il à la fin de son introduction, j'ai cherché à y mettre la clarté et la précision qui conviennent à ces matières et que je n'ai pas toujours rencontrées dans mon auteur ; la langue espagnole est très noble, mais un peu verbeuse J'ose répondre de la fidélité du sens et des choses, mais je me suis quelquefois dispensé de rendre les tours, les longueurs et les répétitions inutiles Si quelques-uns, contre mon attente, m'en savent mauvais gré, je les prie de m'accorder quelque indulgence en faveur du courage qu'il faut à un homme pour traduire des détails assez longs sur des matières sèches, et qu'il a souvent repassées »

Dans le corps de sa traduction, Fortbonnais a annoté certains passages ; ces notes sont la première expression des théories qu'il développera plus tard dans ses autres ouvrages, et qu'il soutiendra contre les attaques de ses adversaires.

Quand don Geronimo de Ustariz rapporte que le roi Louis XIV a exhorté la noblesse à faire le commerce en gros ou à s'y intéresser, déclarant que cet acte n'était point dérogeant, Fortbonnais ajoute : « Le génie de la Nation était si peu porté à répondre aux soins extraordinaires de ce grand prince, qu'aujourd'hui même la moitié

de la noblesse ignore encore les faveurs accordées au commerce. J'en ai vu souvent regretter que la loi n'existe pas, et quand on la leur montre, ils continuent à se plaindre du préjugé qui la rend inutile » (1).

Sur la défense de l'exportation des laines de l'Espagne, il appuie l'auteur qui ne s'y montre pas favorable et il trouve son opposition à cette défense d'autant plus juste « que l'on a souvent observé qu'une interdiction de sortie sur une denrée, en arrête la culture au point d'en manquer quelquefois ; ainsi, à moins qu'elle ne soit d'un besoin indispensable pour les autres nations, et unique, l'on ne peut guère donner de lois fixes à ce sujet. Elles dépendent presque toujours du prix combiné des diverses provinces d'un État, comme à l'égard du blé. Si l'on interdit ou si l'on renchérit trop la sortie d'une matière première qui peut se remplacer, il est évident que c'est en favoriser la culture dans d'autres pays sans que les manufactures y gagnent rien. Quoique la concurrence des acheteurs renchérisse la marchandise, ce surhaussement de prix est supporté par les fabriques étrangères comme par les nationales ; et celles-ci ont toujours à payer de moins les frais de transport, de commission, de déplacement ; à égalité d'industrie, elles doivent vendre à meilleur marché. Cependant, la balance générale d'un État en est augmentée, et ses terres sont plus cultivées » (2).

Si Fortbonnais approuve les observations de don de Ustariz sur la noblesse commerçante et sur l'exportation, d'autre part il le critique sur des principes qui s'appliquent à l'importation, à l'industrie et à l'agriculture. Il proteste contre la perception de gros droits à l'entrée et à la sortie des produits dans un pays, parce que ce serait empêcher tout entrepôt, et que tout entrepôt est utile parce qu'aucune marchandise ne s'arrête dans un endroit sans y laisser du

(1) Page 80, note *b*.

(2) Page 78 *, note *a*.

profit. Dans quelques États on perçoit de gros droits d'entrée sur des marchandises étrangères dont la consommation n'est pas nécessaire, mais on restitue ces mêmes droits à la sortie.

Sur la question de l'installation des manufactures dans les villes sous raison de commodités pour la vente de leurs produits, il objecte que « cela ne prouve nullement qu'il ne fut très avantageux à un État que ses fabriques, celles de laine surtout, fussent répandues dans les gros villages et les bourgs. Les ouvriers en seraient moins dissipés, et dès lors plus curieux de leur ouvrage ; ils en seraient plus riches, parce que les vivres, les loyers, les ouvriers y seraient moins chers ; les filages y seraient à meilleur marché et la présence du fabricant les y perfectionnerait. Enfin leur commerce ferait circuler l'argent dans les campagnes et rendrait un double service à l'agriculture. . . . Dans le petit nombre de manufactures qui se trouvent répandues dans les campagnes, on remarque les avantages dont je viens de parler, il est de fait que l'ouvrier de campagne est dans l'aisance, tandis que celui de ville a peine à se soutenir. Il ne serait pas à propos sans doute que le manufacturier habitât avec le laboureur ; mais la place de ce dernier est au milieu de son champ, on en voit peu dans les bourgs et les gros villages » (1).

A propos des taxes, Fortbonnais prend encore la défense de l'agriculture. Don de Ustariz affirmant que l'artiste est moins gêné par l'augmentation des denrées comestibles, que par les taxes personnelles qui le peuvent rebuter quelquefois, Fortbonnais demande que ce même principe, vrai et reconnu, soit étendu au laboureur, car, dit-il, « s'il paye personnellement et qu'il ait devant les yeux un état franc, il quittera sa terre pour travailler aux arts, ou du moins il y engagera ses enfants ; les troupeaux diminueront, parce

(1) Page 127 *, note a.

que ce laboureur qui ne cherche qu'à fuir la taxe, en aura le moins qu'il pourra, afin de moins payer ; les manufactures manqueront de matières. Pour remédier à un pareil inconvénient, il serait simple de comprendre dans la valeur des terres, le nourri et les autres productions dont elles sont susceptibles, indépendamment des grains ou des fruits proprement dits. Chacun en ce cas s'applique à multiplier son produit, et il ne paraît pas injuste que ceux qui négligent de tirer de leur champ le meilleur parti possible, en soient doublement punis » (1).

En même temps qu'il traduisait l'ouvrage espagnol de don Geronimo de Ustariz, Fortbonnais préparait la traduction d'un ouvrage anglais sur le commerce ; il en annonce lui-même, dans une de ses notes (2), la prochaine publication. Cet ouvrage anglais avait pour titre : *The British Merchant*. Fortbonnais en a donné une traduction analytique sous ce titre : « *Le Négotiant anglois, ou traduction libre du livre intitulé The British Merchant, contenant divers mémoires sur le commerce de l'Angleterre avec la France, le Portugal et l'Espagne. Publié pour la première fois en 1713. Imprimé à Dresde, et se trouve à Paris, chez les frères Estienne, rue Saint-Jacques, à la Vertu. M. DCC. LIII* ». Cet ouvrage forme deux volumes in-12, sans nom d'auteur (3). Sa publication fut annoncée en juillet 1753 par le *Journal des Sçavans* ; la correspondance de Grimm (4) nous fournit une lettre du 1^{er} août 1753 qui fait connaître la bonne impression produite par son apparition ; cependant l'auteur de la lettre ne paraît pas être un partisan des traductions, car il écrit : « Nous ne voyons depuis

(1) Page 146*, note a.

(2) Page 89, note b, et page 8*, note a.

(3) Bibliothèque de l'Arsenal, n° 3.805, Sciences et Arts ; tome I, cxcii-268 pages ; tome II, 447 pages, plus 4 pages non foliotées au commencement de chaque tome.

(4) Tome II, p. 266.

quelque temps que des ouvrages traduits de l'anglais ; cette mode qui dure déjà plus longtemps que les modes n'ont coutume de durer en ce pays-ci, ne semble pas vouloir passer encore ; et comme tous ceux qui ne seront jamais traduits se mettent à traduire les autres, et que d'un autre côté les bons ouvrages sont rares et en petit nombre chez tous les peuples, il en résulte l'inconvénient qu'on traduit beaucoup de mauvais ouvrages et fort peu de bons. Le *Négociant Anglais*, ou traduction libre du livre intitulé *The British Merchant*, est du nombre des derniers et paraît d'une utilité d'autant plus grande pour les Français, qu'ils n'ont presque rien de ce genre, et qu'il est de leur intérêt, plus que d'aucun autre peuple de l'Europe de cultiver le commerce et d'étudier avec soin tout ce qui peut y avoir du rapport ».

Le nom de l'auteur de cette traduction, qui n'est pas imprimé sur les volumes, ni donné dans cette lettre, nous est fourni par une autre lettre de la correspondance de Grimm, du 15 mars 1755, dans laquelle on lit : « Rien n'est si commun en France, depuis dix-huit mois, que les ouvrages sur le Commerce. M. de Forbonnais, qui s'est chargé de cette partie dans l'*Encyclopédie*, nous a donné la traduction du *Négociant Anglais* » (1).

Le *Journal des Sçavans* a signalé cet ouvrage dès le mois de juillet 1753 et en a donné une analyse au mois d'octobre suivant, mais sans fournir le nom du traducteur du *British Merchant*, publication hebdomadaire qui avait été créée par les principaux négociants de Londres pour réfuter les théories émises dans le *Mercator*, après la paix signée entre l'Angleterre et l'Espagne. Forbonnais n'a pas reproduit en entier toutes ces discussions, mais « il a choisi dans son original ; il a supprimé des discussions ; il a resserré ses matériaux et il a enrichi sa traduction d'un grand nombre

(1) Tome II, p. 506.

de remarques. Il y discute les raisonnements, il y éclaircit les principes et il y combat quelquefois l'opinion des auteurs anglais » (1). En tête de son ouvrage il a écrit un *Discours préliminaire du traducteur*, qui remplit la moitié du premier volume, dans lequel il expose les progrès du commerce de la France dans ses rapports avec l'Angleterre. Il commence par donner les motifs qui l'ont décidé à entreprendre cette traduction, et il le fait en ces termes : « Cet ouvrage m'a paru utile à mon pays, quoiqu'il ait été composé contre lui, et dans des temps qui commencent à s'éloigner de nous. Le récit des exploits militaires, les dates et le précis des traités qui lient les divers États entre eux, ne sauraient donner que des connaissances imparfaites, si l'on ignore les motifs et les ressorts qui ont fait agir la politique des Nations, quelles ressources soutinrent leurs efforts mutuels, sur quels fondements leur puissance fut établie. L'histoire du Commerce est heureusement devenue une partie essentielle de l'histoire des Empires. Ce n'est point pour satisfaire une vaine curiosité qu'il est intéressant de transmettre ces détails à la mémoire des hommes ; c'est parce que les événements passés se retracent souvent sous des formes diverses aux yeux de ceux qui savent voir les événements présents. La nature du commerce est de varier sans cesse dans ses accidents, mais ses principes sont permanents, comme toutes les vérités ».

Il explique ensuite comment l'Angleterre et la Hollande augmentaient leurs richesses alors que la France ne pensait qu'à combattre ses ennemis ou à éteindre ses discordes civiles. « Riche par l'abondance et la variété de ses productions naturelles, mais encore simple en ses besoins, elle songeait même assez peu à multiplier la matière de ses échanges ; quelques soieries d'un luxe encore trop grand pour être commun, des toiles en petit nombre, des ouvrages

(1) *Journal des Sçavans*, octobre 1753, p. 689.

de fer et d'acier, quelques modes, étaient les seuls objets de ses manufactures. Ses colonies reconnaissaient sa domination, mais leurs productions passaient entre les mains des Anglais et des Hollandais, parce que l'intérêt du commerce se sépare bientôt des intérêts politiques, s'il ne reçoit de ceux-ci une protection constante et efficace ».

Les Anglais profitèrent de l'inaction de la France où leurs denrées se répandirent. Le règne de Louis XIV y remédia parce qu'il « tendit aux arts et aux manufactures une main bienfaisante », et créa une marine dont les progrès furent rapides et formidables. Il supprima, en 1664, une partie des impôts, soit dans l'intérieur du royaume, soit pour la sortie des produits de nos manufactures et il augmenta les droits sur l'entrée des marchandises étrangères. Fortbonnais constate que malgré ces nouveaux droits en faveur des Français, leur commerce ne prospéra guère ; les Anglais restèrent toujours les maîtres de la laine et commencèrent même à manufacturer la soie ; toutefois, les Français réussirent mieux dans les manufactures de toile et de soie. Mais l'animosité augmenta sans cesse entre l'Angleterre et la France. La Révolution de 1688 interrompit la correspondance des deux peuples, et la paix de Rivick ne retrancha rien des prohibitions ordonnées pendant la guerre. La Hollande traita séparément. Le roi, en 1701, prohiba les produits de toutes les manufactures d'Angleterre ; toutes les puissances maritimes s'épuisèrent, et alors le gouvernement d'Angleterre conclut son traité avec la France. Après avoir fait en détail le récit de ces événements, Fortbonnais ajoute « que les faussetés qui furent débitées sur ce traité, prouvent que cette critique était une affaire de parti. . . . Le peuple en fut effrayé, il reçut les fables les plus grossières avec cette confiance qu'on prête naturellement à ceux qui paraissent vouloir défendre nos intérêts ». Des polémiques s'engagèrent et il en résulta la création du *The British Merchant*.

Cette publication est ainsi appréciée par Fortbonnais : « La véhémence, et si j'osais le dire, la violence du style, que les esprits mélancoliques prennent quelquefois pour de l'éloquence, n'est pas le seul mérite de ce dernier ouvrage. Les plus saines maximes du commerce s'y trouvent rassemblées. Quoique les conséquences n'en soient pas toujours tirées avec justesse, et que l'objet sur lequel elles s'appliquent soit aujourd'hui médiocrement intéressant pour nous, les particularités qu'elles amènent sont très instructives. Nous ne retrouverions peut-être nulle part de quoi nous former une idée plus juste de la position du commerce dans ces temps-là ; la connaissance en influe sur le temps présent, quoique beaucoup de choses aient changé, et les intérêts en sont encore les mêmes absolument. Nous y découvrons le génie de la nation, sa vigilance, ses lumières sur cette partie, enfin ces heureux principes dont la pratique constante l'a conduite au point de grandeur que l'on connaît. Un pareil tableau représente toute l'importance du commerce et de ses branches infinies ; il trace à des yeux attentifs la route qu'on doit suivre pour s'initier dans les détails ; étude indispensable, puisque la science du commerce politique n'est autre chose que la science de tous les détails particuliers ».

Fortbonnais termine son introduction par des réflexions sur les richesses et le crédit de l'Angleterre. Il résulte des raisonnements de l'auteur que les richesses artificielles sont dangereuses. Si elles excèdent la quantité des richesses réelles, l'État est sans cesse menacé de la perte de son crédit ; lorsqu'elles sont une juste représentation de l'espèce, elles nuisent au commerce étranger et dès lors à l'accroissement des richesses réelles et aux progrès de l'industrie.

Il ajoute enfin la traduction du discours de Davenant sur l'arithmétique politique, publié en 1698. On y voit que la science du calcul n'est pas seulement utile dans les affaires

générales, mais qu'elle est aussi nécessaire dans les administrations. La richesse est toujours le prix du travail et de l'industrie des peuples, et un dénombrement exact est le principe d'où les ministres doivent partir. Ils connaissent par lui le nombre des citoyens propres à porter les armes, des sujets utiles par le travail, et enfin des hommes ou inutiles, ou onéreux à leur patrie. Lorsque le peuple est rangé sous diverses classes, dans lesquelles on distingue les citoyens riches des citoyens aisés, il est facile de calculer le produit d'un nouvel impôt, le revenu des terres, du commerce, du travail, de l'industrie, des arts et des sciences. « Dès que l'on sait, dit l'auteur, ce qu'un pays contient d'acres en terres labourables, en pâturages, en bois taillis, en futaies, en communes, parcs, marais, bruyères, montagnes, routes, grands chemins et terres perdues, que l'on est instruit des différents produits de toutes ces choses, il est raisonnable d'en conclure que telle partie du peuple subsiste du revenu des terres, telle autre de celui des maisons, des mines, de l'industrie, du commerce et ainsi des autres parties. Le nombre des pauvres excédant d'ailleurs celui des riches, c'est par le commun du peuple que nous pouvons juger de la dépense générale ».

Après ce long discours préliminaire, Fortbonnais donne ses extraits du *British Merchant* qui concernent les maximes générales sur le commerce, appliquées particulièrement au commerce de la Grande-Bretagne avec la France. Il accompagne ces extraits de quelques notes. Ainsi, sur l'observation que « les Français s'attachent à prévenir l'inconvénient de la trop grande consommation des marchandises étrangères par les droits d'entrées sur la consommation de province à province, par d'exactes visites des prohibitions et par l'exemple que donne la cour en s'habillant des draps des manufactures du pays », il réplique que « les droits d'entrée de province à province arrêtent moins la consommation du prohibé que la circulation des

denrées », et que d'autre part « les riches étoffes dont on se sert à la Cour ne se font nulle part aussi belles qu'en France, ainsi il est naturel que nos manufactures y aient la préférence ». Toutefois il constate aussi que « les personnes qui vivent à la Cour ont les plus belles moires, les plus belles toiles peintes, les plus jolis meubles d'Angleterre ; tandis qu'à la Cour d'Angleterre on invite les officiers chargés de la police à faire des recherches dans l'intérieur même du palais contre tout ce qui vient de France » (1).

Telle est la nature des notes contradictoires dont il accompagne ses extraits du *British Merchant*, tout en se déclarant disposé à les retirer, car « si j'ai hasardé quelquefois, dit-il (2), mon opinion particulière, je suis prêt à la changer pour une meilleure ; ainsi j'avertis qu'on ne doit l'admettre, ni la rejeter sans examen. Je me sçaurai bon gré de mes erreurs, si elles peuvent exciter des citoyens éclairés à étendre les lumières de notre nation sur le Commerce ; j'ose avancer que sa prospérité dépend des connaissances qu'elle acquérera dans ce genre. A mesure qu'elles se répandent de proche en proche, l'industrie s'anime et devient plus curieuse de ses ouvrages ; l'aisance est plus générale parce qu'il y a plus d'hommes occupés ; les terres ont une plus grande valeur et l'agriculture fournit à son tour de la matière à un plus grand commerce ». Fortbonnais cherche donc toujours la richesse de la France, dans la prospérité et le développement simultanés de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce. Le *Journal des Sçavans* donna son approbation à cette œuvre de Fortbonnais car il estimait que son discours était « un des meilleurs ouvrages qui aient paru depuis plusieurs années. L'auteur règne toujours sur son sujet, et l'on sent qu'il l'a médité dans toute son étendue ; mais il a su le resserrer aux seuls objets utiles, lier avec

(1) Tome I, p. 26, notes a et b.

(2) Tome I, page XXVIII.

beaucoup d'art les différentes parties et former un ensemble aussi frappant que solide. Il a enrichi son discours de vues profondes, de principes lumineux, et son style est toujours orné, noble et facile » (1).

GABRIEL FLEURY.

(A suivre.)

(1) *Journal des Sçavans*, octobre 1753.

L'ART DU VITRAIL AU MANS

DU X^e AU XIII^e SIÈCLE

La peinture sur verre fut au Moyen-Age, dans notre pays du Maine, un art très cultivé et très florissant.

On connaît le dicton : « Bourges, Autun, Le Mans avec Limoges furent jadis les quatre villes rouges ». On peut facilement le transformer en disant que Bourges, Chartres, Limoges et Le Mans, furent jadis les quatre villes où le vitrail fut le plus en honneur.

Sans crainte de me tromper beaucoup, je présume même que le Maine, par l'existence très ancienne de ses ateliers, a été pour la peinture sur verre un centre très important. Son influence fut considérable au XII^e et au XIII^e siècle. Elle le fut encore au XV^e et au XVI^e siècle, avec Jehan Mauclerc, au Mans, les Courtois et les de Lalande à La Ferté-Bernard.

Enfin, plus près de nous, les Lusson, les Châtel, les Fialex et les Hucher, créèrent dans notre région des ateliers d'où sortirent des œuvres destinées aux quatre coins du monde. Saluons en passant cet artiste du nom de Lusson qui, après la longue décadence du vitrail en France, le fit renaître par ses études personnelles. Savant, chimiste et artiste tout à la fois, Antoine Lusson, grâce à de patientes recherches, retrouva tout au moins une partie des secrets

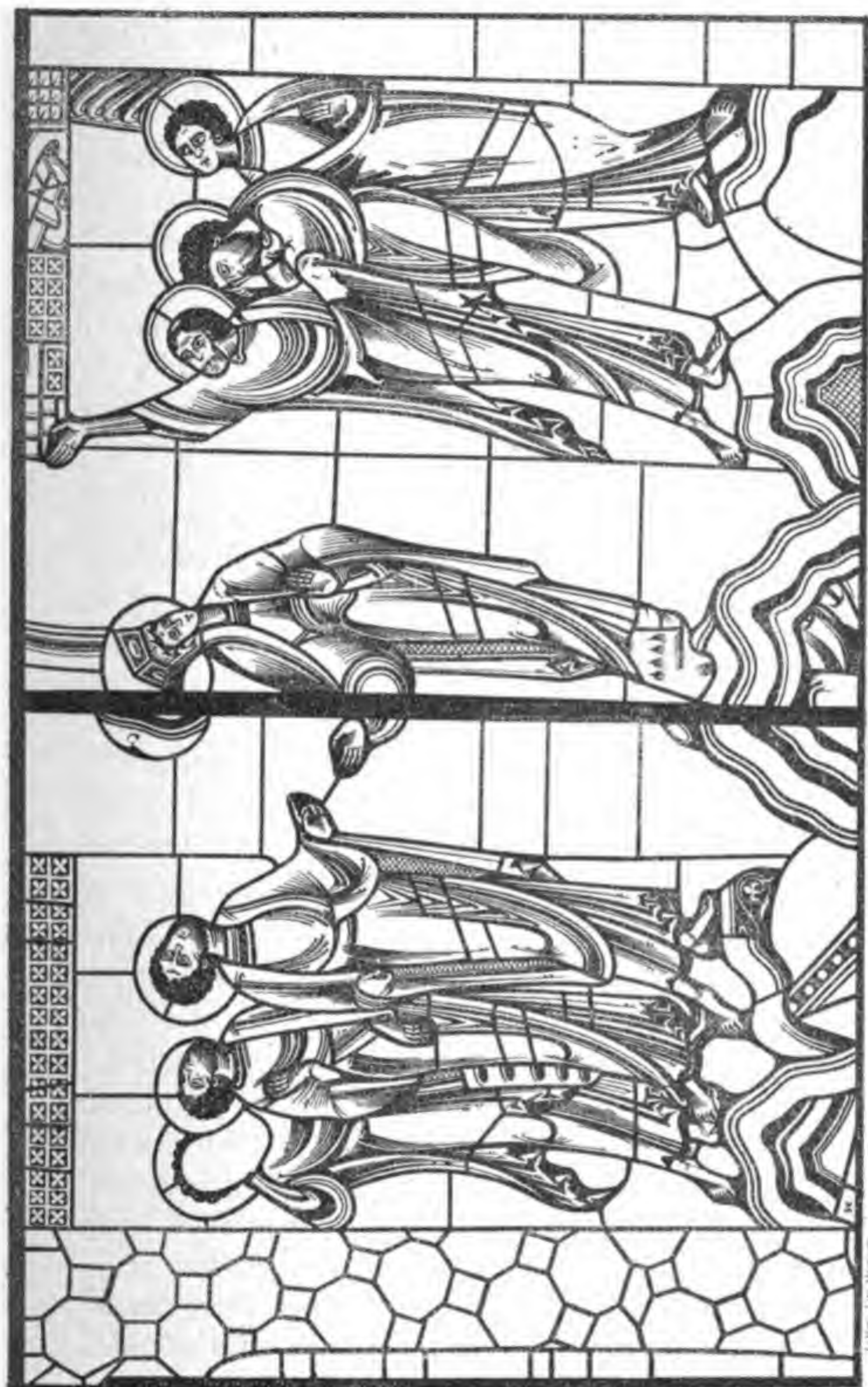
de nos peintres verriers du Moyen-Age et de la Renaissance. Ses ateliers situés rue Erpell, non loin de la route de Paris, dans l'ancienne commune de Sainte-Croix — et dont le souvenir se conserve encore par le nom de la rue de la Verrière — eurent l'honneur et l'audace d'entreprendre la restauration des superbes verrières de la Sainte-Chapelle. Lusson réussit si complètement dans cette restauration qu'on peut dire qu'il sauva d'une destruction complète ces vitraux qui font et feront longtemps l'admiration générale.

Dès la fin du XI^e siècle, des chroniqueurs signalent les vitraux du Mans comme les plus beaux d'alors, et il est d'autant plus plausible que notre ville posséda un des premiers ateliers de peinture sur verre qu'aujourd'hui encore elle conserve des fragments de vitraux qui remontent incontestablement au XI^e siècle.

Il ne serait pas impossible même que les remarquables verrières de l'église abbatiale de Saint-Denis aient été exécutées de 1140 à 1144, par des verriers manceaux ; il est dit que ces peintures furent l'ouvrage d'un grand nombre de maîtres fort habiles, appartenant à divers pays, et Olivier Merson, dans son livre si documenté *Les Vitraux*, suppose que ces étrangers ne pouvaient venir que du pays Chartrain ou Normand, de l'Anjou ou du Maine. C'est une hypothèse, mais elle a sa valeur.

Sur l'origine du premier atelier au Mans, on est en droit de citer au moins un document, un passage des *Actus Pontificum Cenomannensium*, qui affirme que la cathédrale du Mans fut garnie de très belles vitres colorées, par l'évêque Hoël, entre 1081 et 1097.

Une question se pose ici. Ces vitres colorées étaient-elles peintes ? Ne seraient-ce pas les belles et vénérables verrières qui décorent actuellement les huit fenêtres du bas de la nef ; celles de l'*Ascension*, des saints *Gervais et Protais*, de saint *Étienne* et de saint *Julien* ?



CATHÉDRALE DU MANS. — VITRAIL DE L'ASCENSION

(D'après les calques de M. E. Hucher.)

Ces vitraux, véritables incunables du XI^e et du commencement du XII^e siècle, étaient placés autrefois dans la chapelle du XIII^e siècle, dite de Notre-Dame du Chevet. Ils furent déplacés à la suite de trop longues restaurations exécutées dans les ateliers de Paris. On peut le regretter pour cette chapelle, une pure merveille d'art gothique, car ces verrières, jointes à celles du XIII^e siècle qui subsistent encore, formaient alors un ensemble incomparable, et auraient achevé de faire de la chapelle de Notre-Dame-du-Chevet, si précieuse d'ailleurs par ses fresques du XIV^e siècle, la Sainte-Chapelle du Mans, écrin merveilleux d'une floraison qui enlumine de prismes multicolores les légendes sacrées.

C'est bien à cet intérieur mystique que peuvent s'appliquer les jolis vers de Rutebœuf, ce délicieux et délicat trouvère du XIII^e siècle :

Comme l'on voit le soleil chaque jour,
Qu'en la verrière entre et sort et s'en va
Sans la briser, tout y frappe et reffappe.
Ainsi vous dis que resta sans dommage
La Vierge Marie.

Le vitrail de *l'Ascension* — qui est exactement placé au bas de la nef, dans la troisième fenêtre, à droite en regardant vers le chœur — est célèbre dans les fastes de la peinture sur verre ; on le considère comme une des richesses archéologiques de France. On croit généralement qu'il fut peint entre les années 1093-1120. Il est constitué par quatre panneaux qui devaient jadis composer la partie inférieure d'une Ascension du Christ. On y reconnaît, en les examinant avec soin, les procédés curieux d'un art primitif — le roman-byzantin — entre autres les hachures au trait presque toujours terminées par des crochets très caractérisés. C'est vif, dégagé et nerveux. Ne sourions pas des attitudes des Apôtres groupés autour de la Vierge rigide et svelte,

qui les domine en regardant le ciel. Les attitudes sont naïves sans doute, mais d'une naïveté charmante qui n'exclut pas le souci d'une science réelle dans la composition, vive et hardie.

Ce vitrail est vraiment d'une belle conception et les proportions en sont heureuses. Si l'archaïsme des personnages semble outré, il faut reconnaître tout au moins la douceur de sa coloration ; ses verres bleus et rouges restent, malgré l'altération des siècles, bien vibrants. On les dirait sertis d'hier. Or, cette image de verre, qui a gardé toute sa transparence, accuse près d'un millier d'années d'existence !

Il est vraiment regrettable que les autres verrières romanes, complètes ou à peu près lorsqu'elles étaient placées dans les fenêtres de la chapelle du Chevet, aient été modifiées, parfois amoindries, lorsqu'on les remplaça dans les fenêtres de la nef, dont les dimensions plus grandes en largeur étaient plus étroites en hauteur. Pour les adapter aux nouvelles mesures, on a dû morceler, découper de précieux fragments, et même supprimer des panneaux entiers.

Plus encore, après avoir ainsi mutilé ces vénérables verrières, on voulut les couvrir de fleurs, en les ornant de riches bordures, très compliquées ; en comblant certains vides de rinceaux et d'ornements de toutes sortes. Or, ce remplissage intempestif et moderne est loin de nous offrir, comme coloration et comme rendu, l'éclat et la valeur des parties anciennes.

Cette restauration, il importe de le dire, ne se fit pas au Mans, mais à Paris où elle dura plus de dix années, alors que quelques mois eussent pu suffire au travail. Pendant tout ce temps, la chapelle du Chevet, veuve de ses vitraux, demeura close de sacs et de planches !

Revenues enfin, sous la poussée de l'opinion publique, les précieuses verrières byzantines de la cathédrale du Mans ont, par le fait, perdu leur homogénéité primitive.

Ainsi la verrière des *saints Gervais et Protais*, la plus

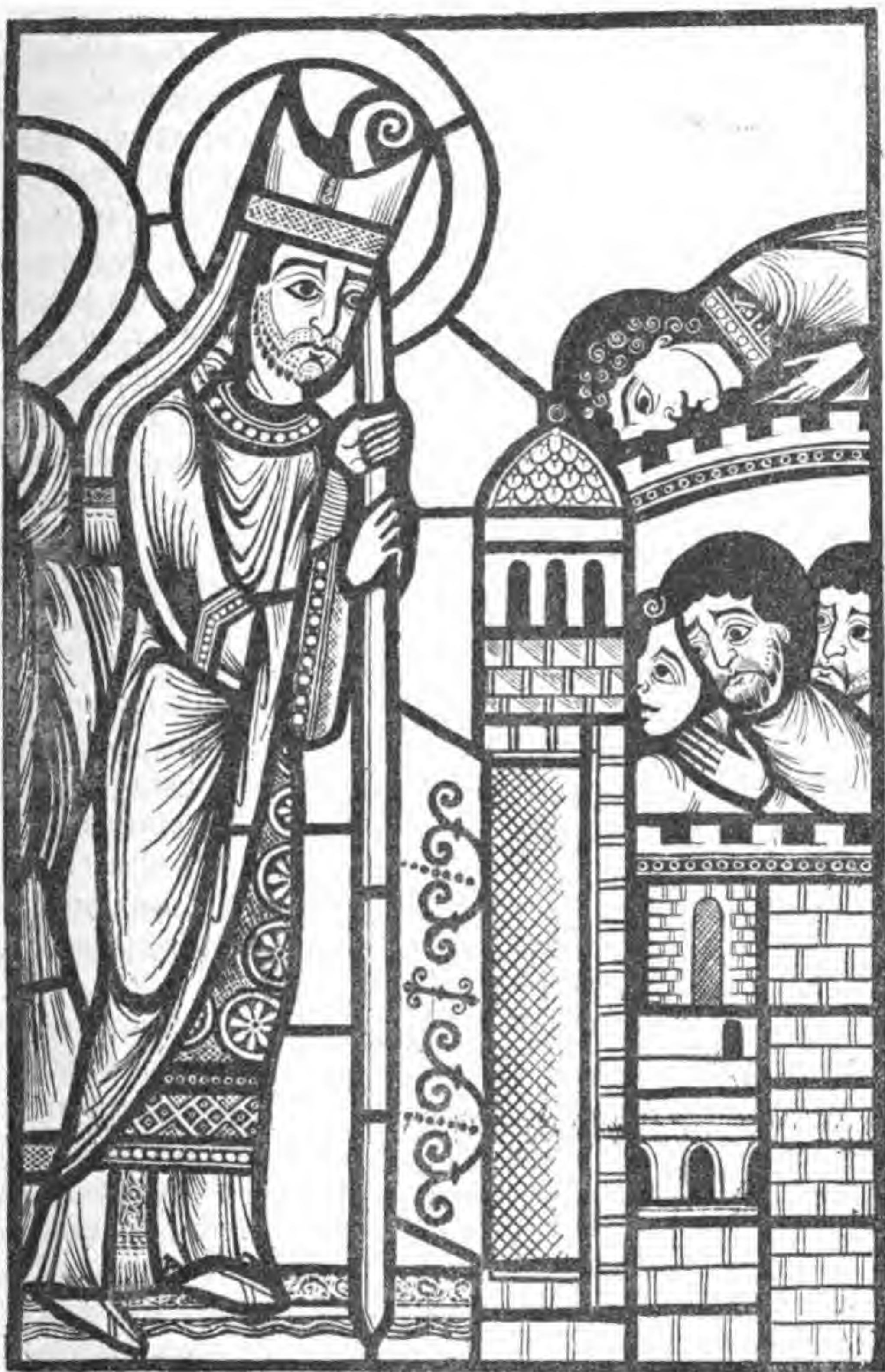
remarquable et aussi la plus complète des huit fenêtres actuelles, ne comportait pas moins de dix-huit médaillons superposés trois à trois. Amputés sur leurs côtés, certains de ces médaillons ont été déformés pour trouver place dans l'amortissement du plein cintre. Cependant, telle quelle, cette fenêtre est encore d'un grand intérêt ; la composition en est habile, serrée, et d'une impression très dramatique ; la scène où le bourreau s'apprête à couper d'un revers de son glaive la tête de Protais, est d'un beau mouvement ; la couleur est d'une belle et solide clarté, très vibrante, très adoucie aussi. C'est une des plus belles et des plus parfaites verrières que nous connaissions et, dans son premier état, elle méritait d'être inscrite au livre d'or du vitrail.

Nous exprimerons les mêmes regrets pour la fenêtre de la *légende de saint Étienne*, dont un panneau, le martyre de ce saint, se voit maintenant dans une des fenêtres de la chapelle Saint-Julien.

Dans la chapelle de la Vierge on trouve également des panneaux égarés, *les rois Mages endormis*, *Jésus devant Pilate*, *Jésus dans les limbes* ; on les suppose de la même date que ceux de *l'Ascension*.

Le grand vitrail du bas de la nef a, lui aussi, des parties anciennes. Sur les vingt-un médaillons composant *la vie de saint Julien*, premier évêque du Mans, dix sont du XII^e siècle. Bien originaux à observer, ces médaillons offrent de naïves silhouettes très empâtées, sans aucun souci des proportions, qui nous font songer aux marionnettes de notre enfance ; successivement ils représentent, sous cet aspect archaïque, l'entrée de saint Julien au Mans, le fameux miracle de la fontaine, place de l'Éperon, la réception de l'apôtre par le *Defensor* de la ville, et le baptême de celui-ci.

Malgré ses remaniements modernes, cette fenêtre, avec son grand personnage, a été mieux comprise. Elle a été restaurée dans les ateliers de Leprévost à Paris, d'après les cartons de Fauquier, et posée en 1898.



CATHÉDRALE DU MANS
ENTRÉE DE SAINT JULIEN AU MANS
(Cliché communiqué par M. G. Fleury.)

Lorsqu'on observe ces antiques verrières *de l'extérieur*, c'est-à-dire *à revers*, la métamorphose est complète. Ce ne sont plus des verres peints, mais bien des émaux ou des gemmes qui brillent et scintillent, surtout lorsque le soleil couchant y darde ses derniers feux. Dans leur sertissage, où est venue se coaguler la poussière des siècles, les tons nacrés des rubis, des opales, des émeraudes et des turquoises s'irisent, et le buste du Christ bysantin prend au crépuscule l'aspect cuivré et lustré des teintes majoliques.

Ajoutons, au sujet du coloris, qu'en général le rouge domine dans les vitraux du XII^e et du XIII^e siècle de la cathédrale du Mans et leur donne une vibration particulièrement chaude et harmonieuse.

Ces verrières si hautement appréciées furent-elles peintes ou exécutées au Mans ? En connaît-on le ou les auteurs ?

Nous savons tous que les artisans et les artistes du Moyen-Age ne signaient pas leurs œuvres qui restaient anonymes. Mais il arrive parfois qu'on retrouve sur la pierre, le verre ou le parchemin, un texte, une inscription, qui révèle quelque nom inattendu. Or, par son étude très approfondie sur le célèbre émail de Geoffroy Plantagenet, M. Eugène Hucher, peintre-verrier lui-même et mon premier et regretté maître, semble avoir résolu indirectement la question.

M. Hucher n'hésite pas, en effet à attribuer l'émail de Plantagenet aux peintres verriers du Mans, qui pouvaient, croit-il, (et c'est aussi l'opinion de Viollet-le-Duc) utiliser leurs fours pour ce genre de travail. Il ajoute : « Nous avons établi qu'au Mans à la fin du XII^e siècle, sous l'épiscopat d'Hoël, il existait une école de peinture sur verre, donnant des produits remarquables et nous avons été assez heureux pour retrouver et signaler aux érudits quatre panneaux d'une *Ascension*, qui ont dû sortir de cette école primitive et décorer le chancel lorsqu'il fut garni de vitraux peints vers 1093 ; or, cette école fleurit encore sous le successeur

d'Hoël, le célèbre Hildebert, dans l'intervalle de 1097 à 1125 ; c'est l'époque où on trouve un chanoine de la cathédrale du Mans, *Guillelmus*, peintre sur verre et assez laborieux pour pouvoir édifier une maison avec des fonds provenant du travail d'art auquel il se livrait en dehors de ses fonctions sacerdotales ».

Nul doute pour M. Eugène Hucher : les vitraux de *saint Gervais et de saint Protais*, de *saint Étienne* et de *saint Julien*, sont bien des œuvres de peintres verriers de notre ville, de ce *Guillelmus* et de ses élèves. Selon lui également, cette fabrique se maintint jusqu'au XIII^e siècle, puisqu'une verrière du cléristory (1) paraît être encore un produit de cet atelier ; elle porte en exergue « *La verrière ecclésiastique* » et on y distingue les verriers, le pinceau à la main, en habits religieux.

Avec M. Eugène Hucher, dont la compétence ne fait aucun doute pour nous, nous nous croyons donc en droit d'être fixé sur les origines de la peinture sur verre au Mans, et de garder le souvenir de ce *Guillelmus* comme d'un précurseur.

La chapelle de Notre-Dame du Chevet, malgré le déplacement d'une partie de ses anciennes verrières, est encore assez riche en vitraux pour retenir longtemps l'attention, ainsi d'ailleurs que les autres chapelles. Nous ne jeterons qu'un rapide regard sur ces verrières elles sont trop nombreuses ; on ne saurait s'en plaindre !

La chapelle du Chevet, tout d'abord, offre un ensemble de verrières des plus remarquables du XIII^e siècle, représentant, pour la plupart, des scènes de l'ancien et du nouveau testament.

Une fenêtre dite le *Vitrail symbolique*, est d'un attrait

(1) Terme aujourd'hui répudié par d'éminents archéologues tels que M. Lefèvre-Pontalis qui propose de lui substituer celui de *Claire-voie*.
[Note de la Rédaction.]

tout particulier avec le Christ portant sa croix et le serpent d'airain, la Résurrection et le prophète Jonas sortant de la baleine, les juifs teignant les portes de leurs maisons du sang de l'agneau pascal. En face des vies de Jésus et de Marie, si ingénieusement traitées, l'arbre de Jessé dont les rameaux soutiennent les rois de Juda ; puis, l'histoire de Mardochée et d'Esther.

Non moins intéressante est la verrière de la *légende de Théophile*, si populaire au XII^e et au XIII^e siècle. Les faits et gestes de ce moine sicilien, qui avait voué son âme au diable, excitèrent longtemps l'imagination et la verve des artistes du temps. Dans presque toutes nos cathédrales, on retrouve la représentation de ce drame célèbre, surgi de toutes pièces de la Légende Dorée. On en a même parfois abusé ; nous voyons à la cathédrale du Mans jusqu'à trois verrières consacrées à exalter les actes ou plutôt les extravagances du moine Théophile.

C'est surtout celle de Notre-Dame du Chevet qui arrêtera notre attention et la scène où l'on voit, pendant que Théophile peint la Vierge, le diable tirer l'échelle pour le faire choir, tandis que la Vierge, de son côté, s'efforce de le retenir. Toujours, dans les légendes de ce temps, le diable se glisse quelque part et il n'a jamais le beau rôle : rien de plus pittoresque, par exemple, que de le voir dans une autre fenêtre transformé en ours, alors que saint Éloi le tenaille par le nez !

Dans la chapelle Saint-Louis, nous trouvons à droite deux belles verrières toujours de la même époque ; ce sont celles de *saint Éloi* qui ne comprennent pas moins de seize épisodes de sa vie. A gauche, c'est toute la légende de *saint Nicolas*.

C'est dans cette dernière verrière que figure la touchante composition de *l'enfant à la coupe d'or*, dont la Légende Dorée donne amplement l'explication. Il s'agit d'un vœu renié par le père de cet enfant. Ayant promis, pour obtenir

un fils, d'offrir en *ex-voto* un vase magnifique, il avait jugé bon, après coup, de le remplacer par un autre d'un métal moins pur. Or, au cours d'un voyage sur mer avec son père, l'enfant tomba du bateau et se noya en voulant puiser de l'eau dans le vase destiné au Saint. Le père, malgré sa douleur, accomplit quand même son vœu en déposant le vase de bronze sur l'autel. Mal ou bien lui en prit, car l'enfant apparut à ce moment derrière l'autel, avec le vase d'or tout d'abord promis. Tout ému de l'apparition, le père offrit au saint Évêque deux vases au lieu d'un, un vase de bronze et un vase d'or. Cette légende, j'allais dire ce poème, est superbement exprimée : Une nef normande, à voiles, vogue sur l'eau ; les rameurs, voyant l'enfant tomber dans l'onde pour reprendre la coupe que le flot emporte, restent figés d'épouvante, pendant que le malheureux père, affolé, éperdu, s'arrache les cheveux de douleur. La scène est vraiment belle et d'un sentiment très dramatique.

Je laisse de côté le vitrail, ou plutôt ce qui reste du vitrail de *saint Martin* pour parler d'une délicieuse rosace à six lobes, d'une tonalité très éteinte, mais d'un joli dessin, de ce petit vitrail qu'on voit à peine ou qu'on dédaigne de regarder, dans une fenêtre blanche de la chapelle baptismale. Rien de plus gracieux que ce vol de six colombes autour de Jésus bénissant, le geste haut, alors qu'une septième colombe vient se réfugier sous son bras protecteur. Ce vitrail est celui des *Sept dons de l'Esprit-Saint*.

Lorsqu'on se trouve en présence de l'incomparable chœur de la cathédrale du Mans, on ne peut se défendre d'une très vive impression, comme en présence d'une vision. Ce magnifique vaisseau n'a pas son pareil. Ni Chartres, ni Bourges, ni Amiens, ne le surpassent. Le chœur de Cologne seul peut soutenir la comparaison.

Recueillons-nous un instant, car le génie de l'homme apparaît ici dans toute sa puissance. Et cependant, combien modestes et simples furent les créateurs de cette merveille !

Saluons ces généreux artisans, tous ces anonymes, décorateurs, peintres-verriers, émailleurs, orfèvres, brodeurs, ciseleurs, tailleurs de pierre, imagiers de pierre et de bois, qui ont su exprimer si magnifiquement par le ciseau, l'aiguille, le burin ou le pinceau, toute leur pensée, tout leur idéal. Ils ont bien mérité notre reconnaissance, ces humbles artisans. Par suite de la disposition particulière des fenêtres des chapelles, du triforium et du cléristory, l'ensemble des vitraux est plus prestigieux encore que partout ailleurs ; l'art décoratif atteint son apogée, l'harmonie règne en maîtresse et en souveraine.

Pour produire cette admirable féerie de la couleur, treize fenêtres de dimensions considérables, divisées par des meneaux en quarante-huit lancettes, éclairent la partie la plus élevée du chœur, la « claire-voie ». Une longue suite de prophètes, d'apôtres, de saints et d'évêques cénomans, animent tout cet étage.

Viennent ensuite les fenêtres du triforium, aux cintres surbaissés, toujours composées de trois ou de cinq lancettes ; les légendes saintes s'y déroulent dans une succession de médaillons aux formes géométriques.

Il serait fastidieux d'analyser toutes ces fenêtres et nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer ceux qui désirent en connaître les multiples détails, au célèbre ouvrage de M. Eugène Hucher, *Calques des vitraux peints de la cathédrale du Mans*.

Très considérés dans le monde savant et artistique, les *Calques des vitraux du Mans*, édités en 1864 chez M. Monoyer, comprennent plus de cent planches in-folio, enluminées à la main. Avec les planches restées inédites et déposées au Musée archéologique, ils permettront longtemps de contrôler et de discerner les futures restaurations. Dans son ensemble, l'ouvrage est un véritable monument, une œuvre de plusieurs années, à laquelle MM. Leveau et

Charles collaborèrent, sous la direction de MM. Hucher et Delarue.

Si on ne suivit pas toujours ce précieux relevé, du moins il rendit grand service, lors des restaurations entreprises au lendemain du désastreux orage du 18 août 1858, dont bien des Manceaux conservent encore le souvenir.

Ce jour-là, des grêlons du poids d'un demi-kilogramme s'abattirent sur une partie de la ville, causant partout les plus graves avaries. A la cathédrale, le désastre fut immense ; une partie des vitraux anciens, surtout les verrières exposées au sud, furent si gravement endommagées que le sol était jonché de débris de verres et de plomb.

C'est alors que le gouvernement entreprit cette interminable restauration dont nous avons signalé plus haut les regrettables effets et qui fut confiée à M. Steinheil, nom trop connu depuis certaine affaire. Sans les calques des anciens vitraux, toute restauration eut été sinon impossible, tout au moins très difficile. Grâce à son intelligent travail, Eugène Hucher, on peut le dire, a sauvé la plus grande partie des inestimables vitraux dont les Manceaux sont aujourd'hui justement fiers. Je tiens, au nom de nos compatriotes, soucieux de la conservation intégrale de nos richesses d'art, à lui rendre ce respectueux hommage (1).

Un souvenir encore, à propos de l'ouvrage de M. Hucher, d'une telle importance pour les peintres-verriers qu'on le trouve dans toutes les grandes bibliothèques de l'étranger.

Près de Bade, au vieux château d'Eberstein, dans la salle des Chevaliers, se voit un vitrail peint, il y a une douzaine d'années, par son Altesse royale, le grand-duc Frédéric de Bade. Ce vitrail représente le Christ sur son trône de gloire, d'après une copie des calques de notre éminent compatriote.

(1) Ce sont aussi les calques de M. Hucher qui ont permis à M. Robert Triger de reconnaître, en 1891, au musée des Arts décoratifs, où il était égaré, le vitrail de *Sainte-Anne et de la Vierge* (XVI^e siècle) et de le faire rentrer à la cathédrale.

Le fait n'a-t-il pas son originalité ? Peut-être, lors d'un passage au Mans dont on se rappelle trop l'époque, le grand-duc avait-il admiré les vitraux de notre cathédrale et surtout remarqué, dans la chapelle de Notre-Dame de Pitié, entre les sarcophages d'une haute allure de Charles du Maine et de Langey du Bellay, le joli vitrail du XIII^e siècle de *l'Homme-Dieu aux sept colombes* ?

La représentation des donateurs au bas de chaque verrière ajoute encore un grand intérêt au fenestrage du chœur de la cathédrale du Mans.

Il était d'usage au Moyen-Age que le donateur se fit portraiturer ainsi avec ses dignités, et que les corporations soient figurées par leurs attributs. Les vitraux deviennent par là même une source de documents précieux pour la vie locale, pour le costume, les mœurs, les usages ; ils nous conservent, en outre, le souvenir d'anciennes familles ou d'associations disparues, rappelant souvent des faits locaux historiques, dévoilant sous une forme chaude et colorée tout un coin du passé. Ici, c'est la famille seigneuriale de Cormes, dont plusieurs membres en armure de mailles, sont revêtus de la cotte d'armes portant *d'argent à trois jumelles de sable*. Là, c'est le sire de Pirmil, de la famille d'Anthenaise, à l'écusson *vairé d'or et de gueules*. Plus loin, un riche seigneur dont le nom est encore incertain, porte sur sa robe rouge deux léopards d'or. L'altière allure de ce chevalier, agenouillé et priant, s'impose. Il a été reproduit dans l'histoire du costume d'Ary Renan (1). D'un grand intérêt documentaire aussi est Jean de Fresnay, procureur de l'abbaye de Bellebranche, en bonnet et en tunique rouge à manches, revêtu d'une chape verte avec chaperon baissé et orné d'une bande rouge. Très soigneux de sa personne,

(1) D'après M. le chanoine Ledru (*La Cathédrale St-Julien du Mans*) ce chevalier serait un Rotrou de Montfort qui assista, en 1254, à la translation des reliques de saint Julien.



CATHÉDRALE DU MANS
JEAN OU SIMON CHAMAILLART
SEIGNEUR DE PIRMIL
(Cliché communiqué par M. G. Fleury.)

Jean de Fresnay tient même à nous montrer ses chaussures jaunes et pointues. Ensuite, c'est une longue théorie de clercs, aux costumes les plus divers, les moines de l'Épau et de Beaulieu, de Saint-Vincent et de la Couture, qu'accompagnent leurs abbés. Particularité intéressante : ce sont les moines de l'Épau qui offrent à la gloire de la Vierge une des fenêtres du miracle de Théophile.

En regard, les chanoines et autres gens d'église tiennent largement leur place ; deux sont connus sous les noms de Philippe le Romain et Robert le Pelé.

Pour clore le cortège, une place honorable est réservée au bienheureux Geoffroy de Loudon. En chasuble d'or et coiffé de la mitre, l'évêque du Mans est à genoux, les mains jointes et la tête renversée en arrière, le regard perdu vers le sommet de la verrière qui reproduit la Vierge et le Christ en croix. C'est ce même évêque, dont on voit les armes reproduites jusqu'à huit fois, qui devait, en 1254, consacrer le chœur de la cathédrale.

Faut-il rappeler de nouveau la célèbre *Verrière ecclésiastique* où l'on voit les donateurs peignant consciencieusement leur vitre ; ce serait, selon M. E. Hucher, la verrière des peintres-verriers eux-mêmes.

Un mot, enfin, de la *Fenêtre des Dames*.

Très distinctement, on y aperçoit en de belles proportions une dame agenouillée, les mains tendues et jointes. Coiffée du voile blanc, elle porte une robe verte. A gauche sont ses armes. Cette dame, qu'aucun indice ne désigne, est bien placée là pour intriguer. Dans une lancette voisine, on surprend — et ceci est bien instructif, — des joueurs de dés ; ils consacrent leurs gains à la confection de la verrière, dont un simulacre est offert par une des trois dames qui les entourent, très empressées.

Les corporations des métiers du Mans, à leur tour et à l'égal des nobles et des clercs, tiennent à s'y inscrire sur nos verrières et à s'y faire peindre dans l'exercice de leurs

travaux. C'est qu'en contribuant de leurs ressources à l'édification et à la décoration de la majestueuse basilique, ces braves gens des métiers se trouvaient là comme chez eux ; ils avaient, du reste, le privilège de s'y assembler parfois et d'y élire leurs évêques.

Les vigneronns offrent la verrière dite de *Saint-Julien*. Combien sont originales toutes les scènes où nous les voyons donner leurs soins à la vigne, goûter l'ivresse du vin nouveau ; c'est d'un réalisme inquiétant. Un détail piquant au sujet de ces vigneronns : une des corporations du Mans ayant offert un luminaire somptueux, les vigneronns un peu dépités mais finauds, firent don d'une verrière : « Les autres, disaient-ils, ayant offert des lumières fugitives, faisons mieux et payons des verrières qui illuminent l'église pour toujours ».

Puis, ce sont les fourreurs, entourés de pelleteries, parmi lesquelles on distingue le vair ou petit-gris, qui donnent la fenêtre de *Saint-Pierre et de Saint-Paul*.

Les architectes ont également leur vitrail ; de même les hôteliers et les drapiers, qui, par les mains de leur doyen, offrent une verrière. Une inscription l'atteste expressément ; elle porte en blanc sur fond noir : *La verrière à drapiers*. Le doyen a une tunique verte et un surtout violet doublé de fourrure vair ; des drapiers l'entourent.

Au bas d'une des verrières de la chapelle du Chevet, qui retrace la vie de la Vierge, nous voyons les *Changeurs d'Allonnes* échanger, peser et frapper monnaie.

Dans la claire-voie, le vitrail, don des boulangers, est non moins curieux, non moins caractéristique. En quatre panneaux, les donateurs s'y présentent dans toute l'activité de leur métier, versant la farine dans le sac ou la mesurant et la pétrissant, pendant que les *brigadiers* tiennent la pelle au-dessus d'un four dont les flammes jaillissent. Enfin, le pain est retiré du four et placé dans de grands paniers. Aujourd'hui, devant une semblable interprétation de la vie



CATHÉDRALE DU MANS (TRIFORIUM)
VERRIÈRE DES VIGNERONS

(Clichés communiqués par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts
de la Sarthe.)



CATHÉDRALE DU MANS (TRIFORIUM)
VERRIÈRE DES VIGNERONS

(Clichés communiqués par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts
de la Sarthe.)

sociale, on s'exclamerait, on crierait à l'impressionnisme, qui, comme on le voit, n'est pas né d'hier.

C'est qu'autrefois on ne faisait pas de détours, on allait droit au but. Les artisans peignaient ou sculptaient ce qu'ils voyaient autour d'eux. Tout était motif à la décoration ; souvent même les sujets les plus osés se mêlaient aux scènes les plus sacrées, le vice et la vertu se coudoyaient ; c'était au néophyte, au fidèle, à en tirer la morale.

Nos pères ne connaissaient ni la pruderie, ni l'égoïsme, ni l'hypocrisie ; ils étaient, dans leur enveloppe quelque peu fruste, de franches natures ; le vieux sang Gaulois circulait largement et pleinement dans leurs veines généreuses. Combien il est touchant de voir tous ces braves gens de la cité ou de la campagne fraterniser avec les bourgeois, les magistrats, les ecclésiastiques et les nobles, pour affirmer leur volonté d'enrichir et d'orner leur chère cathédrale ! Il y a vraiment un bel exemple et mieux tout un enseignement dans cet accord, dans cette harmonie qui règne entre toutes les classes de la cité, en vue de l'achèvement d'une œuvre architecturale où s'accompliront les mystères de la foi commune. Nous retrouverons ce sentiment plus vif, plus exalté encore chez les Manceaux, lorsque leur trop célèbre suzerain Guillaume-le-Conquérant, roi d'Angleterre et duc de Normandie, viendra au Mans les asservir.

Ce sera l'une des pages les plus belles et les plus palpitantes de notre histoire nationale, page étrangement évoquée par les peintures figuratives de nos vitraux.

Il me semble, lorsque les grandes ombres du soir font paraître ces verrières plus mystérieuses encore, il me semble les voir surgir de leur immuabilité, tous ces gens des métiers, ces seigneurs, ces clercs et magistrats qui, spontanément unis sous forme de communautés ou d'associations, se ruèrent dans un élan irrésistible vers l'aube nouvelle et libératrice, la Liberté ! De cet élan naquit, entre

les années 1066-1073, la commune du Mans, c'est-à-dire l'un des premiers essais en France de régime libéral.

Sans doute, la commune du Mans ne fut et ne pouvait être qu'éphémère, et les Manceaux durent céder rapidement devant le roi d'Angleterre accouru avec toute son armée. Cependant, tout ne fut pas perdu, puisque des princes très puissants et des rois comme Louis XI, respectèrent et confirmèrent par la suite les privilèges de leurs bons sujets du Maine. Qu'on me pardonne cette digression, mais, n'est-il pas vrai qu'au point de vue même de l'histoire municipale, les vitraux du Mans ont leur éloquence en témoignant de la communauté de sentiments qui fit la force de nos pères ?

N'insistons, cependant, ni sur leur sens hagiographique ni sur leur symbolisme, science très spéciale, parfois incompréhensible, que les artisans dociles et simples du Moyen-Age s'assimilaient avec tant de souplesse. Rappelons plutôt les descriptions expressives que le grand mystique Huysmans consacre aux verrières de nos basiliques, « ces tapis orientaux de verres », écrit-il dans son style si imagé, si exalté.

Ce néo-chrétien, ce croyant selon le style primitif, s'arrête quelque part, — que ce soit Chartres ou Le Mans, peu importe le lieu, — devant les feux des verrières de sa *Cathédrale*, pour s'écrier, extasié et vibrant :

« Elle stupéfiait avec l'essor éperdu de ses voûtes et la folle splendeur de ses vitres. Le temps était couvert et cependant toute une fournaise de pierreries brûlait dans les lames des ogives, dans les sphères embrasées des roses.

« Là-haut, dans l'espace, tels que des salamandres, des êtres humains, avec des visages en ignition et des robes en braises, vivaient dans un firmament de feu. Mais ces incendies étaient circonscrits, limités par un cadre incombustible de verres plus foncés qui refoulait la joie jeune et claire



CATHÉDRALE DU MANS (CHAPELLE DU CHEVET)
 VERRIÈRE DES CHANGEURS D'ALLONNES
 (Partie inférieure.)



CATHÉDRALE DU MANS (CHAPELLE DU CHEVET)
 VERRIÈRE DES CHANGEURS D'ALLONNES
 Partie supérieure.)

des flammes, par cette espèce de mélancolie, par cette apparence de côté plus sérieux et plus âgé, que dégagent les couleurs sombres. L'hallali des rouges, la sécurité limpide des blancs, l'alleluia répété des jaunes, la gloire virginale des bleus, tout ce foyer trépidant des verrières s'éteignait quand il s'approchait de cette bordure teinte avec des rouilles de fer, des roux de sauces, des violets rudes de grès, des verts de bouteille, des bruns d'amadou, des noirs de fuligine, des gris de cendre. »

En m'attachant, et c'était ici toute ma tâche, à montrer le sens pittoresque et artistique du vitrail, j'ai essayé de montrer quel effort de méthode révèle sa matière inerte mais que la toute-puissance de coloration pénètre et anime à ce point que nos pères criaient au miracle lorsque le soleil frappait leurs verrières.

Sans doute, l'archaïsme des anciens vitraux, leur compréhension diffuse, déroute, déconcerte quelque peu l'esprit, et leur dessin, rude et dur tout à la fois, n'est parfois pas sans nous faire sourire ou même nous choquer. Dans le cléristory de la cathédrale du Mans, pour ne citer que quelques exemples, les longs phylactères que déroulent les prophètes, les font ressembler, à s'y méprendre, aux comédiens de la Grèce antique qui interprétaient avec des masques de circonstance les tragédies d'Eschyle ou de Sophocle. Dans le triforium, une scène étrange, presque troublante, représente un chevalier en cotte de mailles et protégé de l'écu à croix d'or, qui, de son glaive, transperce un roi, au milieu d'un festin, surpris par cette attaque imprévue, un des assistants se lève, effrayé, le couteau à la main. En côté, on voit suspendu à une courroie le bouclier du justicier ou du meurtrier, alors qu'au couronnement de la fenêtre appa-

rait au milieu d'un nuage, une main bénissante. Qui nous révélera le sens mystérieux de cette scène ? (1).

Quoi qu'il en soit, les naïves légendes des verrières, celles du mystère d'Évron ou de Théophile, notamment, ont fait naître l'idée initiale de ces fameux mystères qui se jouaient autrefois sur le parvis de nos cathédrales ; ce sont ces mêmes légendes, ces mêmes drames, qui se sont trouvés, par une transformation soudaine, vivifiés par le geste, l'action, le mouvement, la parole. C'est bien de nos vitraux qu'est jaillie l'œuvre étonnante de deux chanoines du Mans, les frères Greban, qui eut une vogue sans pareille, *Le mystère de la Passion de Jésus-Christ*.

Ce célèbre mystère qui se jouait en quatre journées et forme une véritable mosaïque de 34.754 vers, reflète le premier souffle de l'art dramatique. Le Mans, qui vit tant de choses au Moyen-Age, en fut le berceau, j'allais dire le premier tréteau.

Le vitrail avait alors sur les esprits une influence considérable, influence qui persiste chez beaucoup d'artistes, de poètes et de littérateurs, comme le prouvait récemment encore le prologue du *Martyre de saint Sébastien*, d'Annunzio, continuateur moderne de l'œuvre des Greban :

« L'artisan de ces cinq verrières,
Consacrées à Saint-Sébastien
Par sa confrérie, se souvient
De son démon et de son ange.
Quand il colorait la louange
Du bel archer avec la flamme,
Pour le remède de son âme
Comme un maître verrier de Chartres,

(1) M. Mâle, à défaut d'autre interprétation, croit y reconnaître la mort de Julien l'Apostat, devant Césarée : *L'art religieux du XIII^e siècle en France*.

De Bourges, de Reims ou de Tours,
Parfois il voyait tour à tour
L'un de ses fourneaux ardre,
L'autre fumer et s'obscurcir.
Et il priait. »

Mais à côté des œuvres littéraires que le travail inspire, nous ne saurions laisser dans l'ombre l'ouvrage non moins fameux sur l'application des arts au XI^e siècle, dans lequel le moine allemand Théophile Roger traite plus particulièrement de l'art du vitrail.

Si surprenant que cela puisse paraître, ce manuel est encore de nos jours consulté et apprécié. C'est que l'art millénaire du vitrail a conservé à peu près les mêmes procédés. En dehors de quelques accessoires plus perfectionnés, rien n'a changé. D'autre part, l'ouvrage de Théophile Roger ayant paru au XI^e siècle, prouve surabondamment que le vitrail était alors en pleine florescence, tout au moins en France, puisque l'auteur s'exprime très nettement sur ce point : « O toi qui liras cet ouvrage. . . , je t'enseignerai ce que pratique la France dans la fabrication des précieux vitraux qui ornent ses fenêtres ».

On peut lui savoir gré, à ce moine, d'avoir été, par la vulgarisation de son ouvrage, le sauveur d'un art qui devait tomber en complète défaveur au XVII^e et surtout au XVIII^e siècle, le siècle des glaces blanches venues si mal à propos de Venise. Théophile Roger a largement contribué à la renaissance du vitrail au XIX^e siècle, en nous révélant tous les secrets antiques de fabrication. Soyons-lui en reconnaissants.

Il décrit, en effet, avec minutie, les matières premières employées, la façon de fabriquer le verre et de le colorer. Il donne méticuleusement toutes les recettes techniques pour arriver à ces belles couleurs, si vives et cependant si douces et si limpides, que nous admirons toujours. Il expose



CATHÉDRALE DU MANS (TRIFOHIUM)
SCÈNE INEXPLIQUÉE

comment on doit s'y prendre pour l'aménagement d'une verrière, depuis le dessin tracé par l'artiste, à l'aide d'une pointe de plomb sur une table de bois enduite de craie, jusqu'à la coupe du verre au moyen d'un fer rouge (le diamant ne devait être employé que quatre cents ans plus tard, au milieu du XVI^e siècle). Il dit également comment on prépare les vergettes de plomb pour le sertissage des morceaux de verre, soit en les fondant dans les lingotières, soit en les amincissant au rabot. Il explique l'usage et la pratique de la soudure et enseigne comment mettre en place le vitrail si laborieusement composé. Enfin, il expose l'art de construire les fours qui auront à recevoir le verre peint pour la cuisson, et il indique même la durée de cette cuisson.

Ce que le moine allemand ne dit pas, et pour cause, ce sont les inquiétudes, les affres de l'angoisse que le peintre éprouve lors du défournage des verres cuits. Car, si parfois le verrier ressent le plus vif plaisir devant certaines surprises agréables, que de mécomptes n'éprouve-t-il pas aussi ! Tantôt c'est le verre dont l'émail s'est terni, tantôt c'est la casse survenue pendant la période du refroidissement. C'est encore la peinture ou le trait qui se sont retirés ou écaillés. Les risques sont très nombreux, il en est de même de tous les arts du feu. Le praticien ne devra alors jamais désespérer, sa constance et sa tenacité le feront triompher de tous les obstacles.

Au sujet de la coloration du verre dont le moine Théophile parle avec tant d'enthousiasme, nous tenons à réduire à néant une légende accréditée à tort, d'après laquelle nous ne posséderions plus les couleurs d'autrefois. Que nos lecteurs se rassurent : tous ces secrets mystérieux, nous les possédons, sinon plus. Les verrières françaises donnent actuellement des produits véritablement surprenants, mais il est évident et logique que ces verres une fois placés ne

peuvent offrir l'admirable patine du temps. Il n'y a pas d'autre mystère.

Ce qui peut davantage surprendre à notre époque si enfiévrée, c'est de constater, d'après l'agencement du vitrail du XII^e et du XIII^e siècle, que, par les moyens d'expression les plus simples et avec l'outillage le plus rudimentaire, on puisse trouver, dans un seul panneau d'un mètre carré superficiel, plus de six cents morceaux de verre, tous coupés au fer rouge et passés à l'égrugeoir, sertis avec des plombs mal fondus ou péniblement poussés au rabot. Or, à la cathédrale du Mans, on compte par milliers le nombre de mètres carrés que comporte la parure de verre, et nous pouvons être surpris, stupéfaits, de la patience de l'exécution. Attentifs et soumis, les verriers interprétaient fidèlement, sous la dictée des clercs, les plus subtiles arcanes du dogme religieux. Sans se rebuter, ils accomplissaient des œuvres dont l'art décoratif en France s'enorgueillit aujourd'hui avec juste raison. Mieux encore, tout subjugués des visions tumultueuses d'Orient que les premières croisades leur firent entrevoir, ils voulurent en quelque sorte les reproduire dans l'art religieux, d'où ces mosaïques transparentes, miracles de la lumière qui éblouissent nos yeux.

Un poète contemporain, M. Edmond Harencourt, l'éminent conservateur du musée de Cluny, a merveilleusement exprimé ce que furent pour nos pères ces miracles de lumière. Il a résumé toutes les aspirations d'une époque qui fut celle du merveilleux et du surnaturel, dans ce beau passage d'un article, ou plutôt dans cette belle strophe d'un poème consacré au vitrail au Moyen-Age :

« Miracle et féerie, joie des yeux et des âmes, fleur de lumière épanouie dans le jardin ombreux des cathédrales, parmi les troncs des colonnes feuillues, soupirail aux couleurs d'arc-en-ciel par où les détresses humaines s'exaltent en prière, trou de clarté vibrante par où la foi s'élance vers

le ciel invisible, peut-être inaccessible, le vitrail est l'énorme fleur dont le calice s'épanouit au-dessus des têtes penchées et que l'œil des fidèles, quand il se relève vers Dieu, rencontre comme une promesse des éblouissements paradisiaques. De ses pétales multicolores, l'espoir tombe en rayons, et c'est la pluie d'espoir qu'il verse sur son peuple ! . . . La chanson du vitrail est un chant d'espérance ! »

Que les hardis ouvriers d'autrefois, nos maîtres aujourd'hui, reçoivent donc le tribut de notre admiration ! Par des œuvres qui ne seront point dépassées, ils ont à jamais glorifié l'art français. Honneur à eux, et sachons garder avec vénération ce trésor incomparable que leur art nous a légué, cette châsse géante de granit et de verre, la Cathédrale !

De ces pierres si précieusement ouvragées, de ces verres si patiemment peints et sertis, de ces arcades triomphales que les roses enguirlandent, artistes et artisans, dégageons la devise qui doit nous inspirer tous : *l'Art par la tradition !*

ÉCHIVARD.

LE COLLÈGE

D'AUVERS-LE-HAMON

L'instruction populaire était en honneur longtemps avant la Révolution, comme l'ont prouvé les travaux de nombreux érudits ; il n'y avait presque pas de paroisses qui n'eussent une ou plusieurs écoles où la jeunesse pouvait s'instruire, même gratuitement, des premiers éléments de la religion et des lettres.

L'instruction secondaire, elle, paraît avoir été plus répandue qu'aujourd'hui. Les grands collèges comme ceux de l'Oratoire au Mans et des Jésuites de La Flèche, comptaient une population scolaire qui s'éleva, à un moment donné, à plus de trois mille élèves. Au commencement du XVII^e siècle, la ville de Sablé inaugurait son collège grâce à la générosité d'un de ses enfants, Olivier Lévesque.

Auvers-le-Hamon avait devancé son chef-lieu en fondant, vingt ans plus tôt, un collège plus modeste dont l'initiative appartint au clergé.

La paroisse d'Auvers possédait des écoles de temps immémorial. Après la fondation du prieuré, les moines de la Couture, comme c'était l'usage dans tous leurs établissements, avaient institué une école paroissiale sous la direction d'un religieux, qui portait le titre de magister. En 1190, ce religieux s'appelait *magister Hugo* (1).

(1) Magister Hugo figure comme témoin d'une charte de Geoffroi Mauchien, sénéchal du Maine, en faveur du prieuré d'Auvers. (*Cartulaire de la Couture*, p. 129.)

Lorsque la vie conventuelle eut cessé, la pédagogie avait été confiée à des prêtres séculiers, qui, moyennant salaire, donnaient l'instruction aux enfants de la paroisse ; mais leurs émoluments, variables par suite des épidémies, des guerres ou des mauvaises récoltes, ne leur assuraient pas une position stable, qu'ils s'empressaient d'ailleurs d'échanger contre une autre mieux rétribuée.

Le prêtre maître d'école était logé dans une maison appartenant à la fabrique et située rue du Châtelet ; la classe se faisait dans une chambre haute à laquelle on accédait par un escalier extérieur en pierre. Nous ignorons à quelle époque cette maison fut donnée à la paroisse (1). Nous savons seulement que M^e Jean Charruau, prêtre, la trouvant insuffisante, acheta de Jean Vielle, un bout de maison et un jardin, puis transmit son acquisition au général des habitants pour l'augmentation du collège, le 26 mai 1533. Le vendeur se réservait une part au mérite de la fondation en donnant pour motif qu'il l'avait cédée au-dessous du prix de sa valeur.

La question de la fondation du collège était donc déjà à l'ordre du jour et intéressait toutes les classes de la société. Il y avait alors un grand nombre de familles nobles qui habitaient les petits châteaux de la paroisse ; les bourgeois qui remplissaient les fonctions des notaires, procureurs fiscaux, baillis ou fermiers généraux, désiraient vivement un établissement d'instruction secondaire pour leurs enfants ; les fermiers, les ouvriers et les pauvres appelaient de tous leurs vœux la création d'une école primaire.

(1) Dans un aveu d'Adam Fumée, prieur d'Auvers, en 1546, la maison d'école dépendant censivement du prieuré, était occupée par Gervais Boisrichart, prêtre, qui n'est pas désigné, il est vrai, avec le titre de maître d'école.

La maison voisine, nommée les Rouaudières, joignant le jardin et les maisons de l'école d'Auvers, près le grand cimetière, appartenait à Louis Moche. (Archives de Juigné.)

Plusieurs bienfaiteurs firent des générosités. Le 20 mai 1570, Mathurin Pélerin, sieur de Chanteloup, donna par testament une vigne à Montégu, à charge par le maître d'école de faire dire tous les jours par ses écoliers, avant le salut qui se dit à l'église, un *De Profundis* à haute voix avec les oraisons *Inclina et Fidelium*.

Le 17 avril 1577, M^e Claude Dugué, prêtre, donna aussi une vigne à Montégu, à charge par le maître d'école de dire une oraison à la messe, pour les bienfaiteurs, chaque vendredi.

M^e François Ménaut, prieur d'Auvers, voulut attacher son nom à la fondation définitive du collège et le doter de biens-fonds suffisants pour l'entretien et le salaire du principal. En 1577, il fut autorisé par décret à vendre la métairie de la Pouillère dépendant de son prieuré, sans doute pour payer les contributions extraordinaires levées sur le clergé au moment des guerres de religion. Thomas Mocquereau, sieur de la Jalluère, s'en rendit acquéreur, avec l'intention de rétrocéder son acquisition au général des habitants, lorsqu'on aurait reçu les lettres-patentes du roi. Il fallut faire des démarches longues et nombreuses qui n'aboutirent qu'en 1584.

M^e François Ménaut donna deux cent cinquante écus de ses économies pour racheter la ferme de la Pouillère, des héritiers de Thomas Mocquereau. Le 5 mai 1584, M^e Jacques Guérin, notaire, procureur député par le général des habitants, accompagné de Jacques Gorgeart, sieur de la Vieuville, fermier général du Prieuré, se rendit au monastère de la Couture pour arrêter les conditions de la fondation du collège.

Nous reproduisons en entier ce document intéressant :

« Du cinq may mil cinq cents quatre-vingts quatre, devant Jehan Bourmout, notaire au Mans, entre vénérable et discret frère François Ménaut, prieur d'Auvers-le-Hamon

et M^e Jacques Guérin, procureur du général des habitants d'Auvers, lesquels ont décrété, convenu et accordé ce que cy après sensuit.

« C'est que led. Ménaut, désireux de fonder à l'honneur de Dieu et au proffict du public intérêt du général des habitants dud. Auvers, une préceptorerie ou maistrise d'escole au bourg dud. Auvers, pour l'instruction de la jeunesse dud. Auvers en la religion catholicque, bonnes mœurs et lettres d'humanités, et à cette fin, y employer ce qu'il peut avoir réservé de ses moyens et biens provenus du prieuré dud. Auvers, il a par ces présentes fondé et fonde icelle préceptorerie pour y être par led. Ménaut pourveu, le temps qu'il vivra, de personne capable, de bonne vie, religion catholicque, d'idoine et suffisante littérature et condition roturière, pour y faire la charge ; constituée aussi lad. personne, en ordre sacerdotal lors de la provision ou qui s'y fera pourvoir dedans les deux ans à peine de vacation, laquelle personne sera notifiée originaire de la paroisse d'Auvers, s'il s'en trouve ès qualités susdites, sinon en sera prins et pourveu personne autre ès qualités susdites, à la volonté dud. Ménaut, et après son décès advenu, par les procureurs fabricaux de l'église parrochiale dud. Auvers, avecques le consentement des six plus notables, consciencieux et enciens paroissiens qui seront nommés et esleus par led. général aussi de condition roturière, lesquels comme aussy le procureur presteront, au préalable de lad. provision, serment solennel sur les Saints Évangiles ès mains du curé ou de son vicaire, de bien et consciencieusement, sans faveur et transport, pourvoir à lad. préceptorerie selon que dessus est dict.

« Lequel pourveu sera tenu instruire gratuitement la jeunesse de la paroisse qui n'aura pas moyen de payer, et l'autre qui a moyen, à salaire compétent et raisonnable, et davantaige de faire célébrer à perpétuité par chacune semaine au jour du jeudy une messe basse de l'office du

Saint-Sacrement en l'église dud. Auvers pour le remède de l'âme dud. Ménaut et de ses parents trespassez, et encore une haute messe de *Requiem* chacun an tel jour que led. Ménaut trespasera, et outre de le faire recommander par nom et surnom ès messes parrochiales dud. Auvers, au premier dimanche de chaque mois, aux prières de ceux qui assisteront auxd. messes, et payer pour ce chacun an au sieur curé, dix sols, et autant à la fabrice de lad. église.

« Pour laquelle fondation de lad. préceptorerie, a led. Ménaut présentement baillé et délivré ès mains dud. Guérin, la somme de deux cents cinquante escuz sol pour icelle convertir au nom et proffit de lad. préceptorerie en acquêts d'héritages ou de rentes, le revenu duquel acquêt sera prins et receu chacun an par led. précepteur pour son salaire et aquit des charges susdites : auquel les paroissiens feront lesd. acquêts bon et valable et l'en rendront jouissant, sans aucun contredit et débat, lequel pourveu assistera au service divin de lad. église ès jours de dimanches et autres fêtes, et aydera à la célébration moyennant la participation qu'il aura aux gaignages d'un autre homme d'église, et vacation de lad. préceptorerie advenant, y sera pourveu le plus promptement que faire se pourra, et où par maladie longue ou vieillesse, led. pourveu ne pourrait exercer lad. charge, aura un sous-maître ou pédagogue pour ce faire. . . .

« Fait et receu en la maison dud. Ménaut, en présence de Jacques Gorgeart, sieur de la Vieuville, demeurant à Auvers, et de plusieurs autres témoins » (1).

Cette donation, inspirée à M^e François Ménaut par son désir de procurer la gloire de Dieu et le bien de la paroisse, était la réalisation des vœux du clergé et des habitants, qui

(1) Les titres de la fondation du collège d'Auvers sont aux Archives de la Sarthe.

allaient enfin posséder une maison d'éducation primaire et secondaire pour les enfants. Le principal devait enseigner le français et le latin, cette dernière langue au profit des enfants des nobles et des bourgeois qui se destinaient à l'état ecclésiastique ou aux carrières libérales. S'il y eut un si grand nombre de prêtres originaires d'Auvers, c'est assurément le collège qui favorisa l'éclosion des vocations et permit aux jeunes gens de faire leurs études sur place et sans frais pour les familles. Les fils des nobles et des bourgeois qui aspiraient aux grades de l'armée ou aux places dans la magistrature et les finances, allaient compléter leurs études au collège de La Flèche.

Par un jugement rendu au Mans le 18 février 1585, les habitants d'Auvers furent envoyés en possession de la ferme de la Pouillère, payée avec les deux cent cinquante écus du fondateur aux héritiers de Thomas Mocquereau. La ferme de la Pouillère, évaluée en 1546, à vingt-sept journaux de terres, sept hommées de pré et un journal de bois, formait un beau domaine dont la nue-propriété appartenait au général des habitants, et la jouissance au principal qui la faisait exploiter par un colon. Le maître d'école avait encore la jouissance d'une maison, d'un jardin, de plusieurs morceaux de terre, la rétribution scolaire et certains honoraires à l'église.

M^e François Ménaut fut donc le plus insigne bienfaiteur de la paroisse d'Auvers, et à ce titre il mérita la reconnaissance de nos aïeux. Il mourut le 14 juin 1589.

Le premier titulaire du collège, présenté par le fondateur, fut M^e Jean Fouqué, prêtre, 1584-1610.

M. François Chéreau, maître chirurgien, donna au collège une petite vigne au clos de l'Ecouflon, à charge d'une messe basse le lendemain de l'Assomption (20 octobre 1607).

M^e François Lebarbier, prêtre, fut élu par les présentateurs en 1610, et exerça ses fonctions jusqu'à sa mort en 1642. Par son testament du 27 juillet 1642, il légua au col-

lège cinq planches de vignes aux Sablonnières, à la charge par ses successeurs de dire à perpétuité cinq messes basses aux principales fêtes de Notre-Dame, et une messe chantée, avec vigiles, le jour de saint Fiacre. Il fut enterré dans la chapelle Saint-Fiacre, au cimetière, où l'on conserve son épitaphe.

CY GIST VENble
MATRE FRANCOIS
LE BARBIER P^{re}BRE
ME. DECOLE LEQU^{er}
DECEDA LE 13 AOUST
1642. REQ^{at} IN PACE.

M. Pierre Gorgeart exerçait depuis 1630 les fonctions de prêtre-sacriste. Le curé lui offrit la place de maître d'école, vacante par le décès de M. Le Barbier ; les paroissiens, qui avaient beaucoup d'estime pour lui, trouvaient ce choix excellent. Cette nomination n'était pas régulière et conforme aux prescriptions que le fondateur avait imposées. Il y eut des protestations et pour se mettre en règle on procéda selon les formes. On proclama au prône de la messe que la place de principal était vacante, que le général des habitants était convoqué après la messe sur la tombe du petit cimetière pour élire les six plus notables consciencieux et anciens paroissiens. Les députés élus et le procureur se réunirent ensuite à l'église pour prêter serment solennel sur les Saints Évangiles, entre les mains du curé, ce dont il fut dressé acte par notaire, et ensuite ils élirent M. Pierre Gorgeart, qui posséda alors un titre légitime de nomination.

C'est ainsi que se firent désormais les présentations en toute liberté, sans ingérence de l'autorité.

M. Gorgeart exerça ses fonctions jusqu'en 1664.

Sa succession donna lieu à une compétition entre M^e Louis Limousin, prêtre habitué, et M^e Jean Coustable. Le premier

se fit nommer directement par provisions de l'évêque du Mans, et fit acte de prise de possession.

« Aujourd'huy 28 octobre 1664, sur les trois heures après midy, en présence de nous, Pierre Dumouche, notaire royal résidant à Bruslon, et des tesmoins cy-après dénommés, a comparu en l'église d'Auvers-le-Hamon, vénérable et discret maistre Louis Limousin, prêtre habitué dud. Auvers, lequel en vertu des provisions à luy accordées par M. Legrand, doyen et grand vicaire de l'Ill. et Rév. évêque du Mans, a pris et appréhendé possession réelle et actuelle du collège et préceptorerie dud. Auvers, et de ses fruicts, par la libre entrée de l'église dud. Auvers, prenant de l'eau béniste, s'agenouillant devant le crucifix du grand autel dud. lieu, y faisant ses prières, baisant led. autel, sonnant la cloche et faisant les autres cérémonies requises en montrant sesd. provisions, laquelle présente prise de possession j'ay publiée à haulte et intelligible voix, devant les soubz nommés et aultres tesmoins, et à ces présentes est intervenu maistre Jehan Coustable, clerc tonsuré, escollier, estudiant en philosophie au collège du Mans, lequel nous a déclaré estre opposant à la prétendue prise de possession que led. sieur Limousin prétend faire dud. collège, comme en estant mal pourveu pour les causes qu'il dira en temps et lieu de laquelle opposition dud. Coustable led. sieur Limousin a protesté de nullité, et a requis de lui donner acte de la prise de possession qu'il fait présentement dud. collège, en vertu des susdites provisions, ce dont luy avons donné acte.

« Faict et arrêté dans lad. église d'Auvers, en présence de » (1).

Jean Coustable, fils de Jean Coustable, sieur de Malvoisine, et de Marie Allain, appartenait à une famille influente

(1) *Insinuations ecclésiastiques.*

d'Auvers. Trop jeune encore pour exercer les fonctions de principal il faisait, par cette opposition, réserve de ses droits pour l'avenir. Il laissa son concurrent en possession provisoire du collège et deux ans après, étant ordonné sous-diacre, il provoqua une nomination régulière par le procureur de fabrique et par les six délégués conformément à la fondation, et fut mis en possession du collège. M. Louis Limousin reçut en compensation la cure du Grez.

Après vingt-cinq ans d'exercice, il fit sa démission et mourut le 15 août 1706.

Son successeur, M^e Jean Roussin, exerça jusqu'en 1694, époque à laquelle il fut nommé curé de Loiron.

M. Gandon ne nous est connu que par les démêlés qu'il eut avec les habitants par rapport aux réparations de la Pouillère. Il fut alors convenu dans l'assemblée générale qui eut lieu pour la nomination de son successeur, que le principal contribuerait à ces réparations pour la somme annuelle de quatre livres.

M. Jean-Baptiste Marie n'appartenait sans doute pas à une famille originaire d'Auvers ; il fut remplacé en 1728 par M. François Briquet, prêtre, fils d'Urbain Briquet, notaire, et de Geneviève Thibaudin.

Pierre Péan, sieur de la Morinière, légua au collège trois cents livres destinées à constituer une rente à charge d'une messe par mois, et d'instruire sans salaire un enfant de sa famille, le 29 avril 1716.

M. Briquet acquit une grande influence sur les familles. Il fut chargé de négocier avec les sœurs de Charité pour l'établissement fondé avec le legs de M^{lle} de Baraton. Il se démit de ses fonctions en 1750 et fut remplacé par M. Louis Leroux. Mais celui-ci ne trouvant pas des revenus suffisants dans l'exploitation de la ferme de la Pouillère, dont les bâtiments tombaient en ruine, donna sa démission en 1753. Les présentateurs furent dans le plus grand embarras pour lui trouver un successeur. Le 28 octobre 1753, l'assemblée

générale, convoquée au prône, se réunit après la messe pour élire les six notables ; mais comme personne ne se présentait pour briguer la charge de principal, il était inutile de nommer des députés. Alors, M. Julien Deslandes, curé, offrit de se charger de trouver un prêtre capable d'être principal, de le prendre chez lui, le coucher, le nourrir et le payer, à la condition de faire exploiter à ses risques et périls la ferme de la Pouillère. Les habitants acceptèrent avec joie cet arrangement, tout en faisant la réserve de leurs droits (1).

Le choix de M. Deslandes se porta sur M. Noël Desrues, prêtre. A la mort de M. Deslandes, en 1757, M. Desrues prit à son compte l'exploitation de la Pouillère ; il remit au procureur de fabrique un billet par lequel il reconnaissait que M. Deslandes avait laissé une prise de sept cent cinq livres de bestiaux et de trente-six boisseaux de blé, net et criblé, mesure de Champagne, et il s'obligeait à laisser la même quantité de bestiaux enprise, et de boisseaux de semence.

Dans les comptes de la fabrique, il est à chaque instant question de réparations aux biens du collège ; le procureur de 1764, M. François Briquet se plaint que ces réparations coûtent très cher.

« Le collège doit quatre francs pour les réparations dont la fabrique est chargée suivant les dernières présentations dud. collège, ce qui est un abus ; les titulaires devant être chargés des réparations qui coûtent beaucoup à la fabrique.

« Le collège est composé : 1^o de la métairie de la Pouillère.

« 2^o D'une maison et jardin sis au bourg.

« 3^o Cinq planches de vignes au clos des Sablonnières.

« 4^o Une petite planche de vigne au clos de l'Ecouflon.

« 5^o Deux petites pièces de terre ou prés, près Montaigu.

« 6^o Quarante sols de rente foncière.

(1) Résultat d'assemblée, devant Jean Pioger, notaire.

« 7^o Quinze livres de rente foncière. (Legs Péau de la Morinière.)

« Le procureur de fabrique doit veiller à la conservation de ces fonds dont les revenus sont touchés par le titulaire du collège » (1).

M. Noël Desrues mourut le 26 août 1790, au moment où la Révolution bouleversait les bases de l'ordre social. Les habitants se hâtèrent de pourvoir le collège d'un nouveau titulaire et le choix des présentateurs se fixa sur M. René Daugré, originaire de Sablé, ordonné prêtre le 20 septembre 1790. Celui-ci s'appliqua de suite aux fonctions de principal avec toute l'ardeur d'une âme généreuse et vaillante, et conquist du premier coup l'estime de ses confrères et l'affection de ses paroissiens.

Mais presque aussitôt la constitution civile du clergé vint l'arracher à son poste de dévouement; suivant l'exemple de son curé et de ses deux confrères, il refusa le serment schismatique. On lui interdit alors de faire la classe et on le chassa de la maison d'école. Condamné à la déportation comme prêtre réfractaire, il ne voulut pas émigrer et resta caché à Sablé chez sa tante, et de là, au péril de sa vie, il se portait au secours des âmes qui réclamaient le secours de son ministère. C'est au milieu d'une de ses courses apostoliques qu'il fut reconnu par un traître et déserteur, dénoncé au commandant des troupes et arrêté. Il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire et condamné à mort.

Le 23 septembre 1793, il fut guillotiné sur la place de Sablé, au milieu de l'émotion générale causée par les nobles sentiments de foi et de résignation chrétienne, qu'il professa en face de la mort. Sa fin édifiante et héroïque mérite de figurer au nombre de celles qui ont le plus honoré les martyrs de la religion.

C'est ainsi que la Révolution favorisait l'instruction popu-

(1) Inventaire des titres concernant la fondation des sœurs de Charité, 1745. (Archives de la fabrique.)

laire en mettant à mort les instituteurs et en confisquant les biens des fondations religieuses.

Il ne faut pas s'étonner alors de voir la génération suivante complètement illettrée. L'ouragan révolutionnaire avait accompli son œuvre de destruction.

Les biens du collège furent vendus nationalement en 1795, par le District de Sablé.

La métairie de la Pouillière, à Anselme Mondière, maire.	12.700 livres
Maison et jardin, à Pierre Raison, couvreur.	1.500
Deux vignes aux Sablonnières, à Nicolas Duchesne.	705
Cloteau du collège, pré, près Gauducon, à Louis Lelasseux.	530
Total.	15.435 livres

CHARITÉ OU ÉCOLE DE FILLES

La prospérité du collège fondé par M^e François Ménant faisait vivement désirer aux habitants d'Auvers un établissement analogue pour les filles.

L'initiative de l'œuvre nous paraît encore venir du clergé et en particulier de M. Félix Legras de Melesve, curé d'Auvers, qui trouva auprès des demoiselles de Baraton, propriétaires de la Touche-Arambois, l'appui et les ressources pour réaliser son projet.

Dans un testament collectif du 26 avril 1711, Gabrielle, Renée-Charlotte et Charlotte de Baraton, léguèrent vingt-cinq livres de rente sur leur métairie de la Touche, pour l'établissement d'une école de filles, une autre rente de quinze livres pour les réparations de l'église, et une somme de trois cents livres pour acheter des ornements.

Après la mort de Charlotte, les deux survivantes,

Gabrielle et Renée-Charlotte, comprirent que la fondation était insuffisante, songèrent à faire de nouvelles dispositions et offrirent au général des habitants de rembourser le capital des rentes constituées par le testament de 1711. Elles versèrent huit cents livres qui furent acceptées par un résultat des habitants, le 10 juin 1714.

Après la mort de Gabrielle, Renée-Charlotte de Baraton fit un nouveau testament, le 15 avril 1716, par lequel elle légua : « Deux cents livres de rente perpétuelle et inamortissable spécialement hypothéquée sur le lieu de la Touche-Arambois, laquelle rente de deux cents livres doit être perçue par deux filles ou veuves, de vertu et probité connues, élues tant par le sieur curé que par le procureur de fabrique et quatre des principaux habitants d'Auvers, nommés pour ce faire par le général, à la charge par lesd. deux filles ou veuves ainsi élues, de visiter les pauvres malades, de fournir ce qui sera nécessaire dans leurs maladies, d'instruire les pauvres filles de la paroisse à prier Dieu, lire, écrire, et les élever selon les principes de la religion catholique, apostolique et romaine, et seront tenues lesd. deux filles ou veuves, rendre compte tous les ans aud. sieur curé et procureur de fabrique, de l'emploi qu'elles auront fait desd. deux cents livres, voulant lad. testatrice que le surplus, si aucun il y a, la nourriture et l'entretien d'habits desd. filles ou veuves déduits, soit employé en toile pour habiller les pauvres nus de lad. paroisse, n'entendant icelle testatrice que lesd. filles ou veuves soient tenues enseigner sans salaire autres que les filles pauvres, et pourront lesd. sieur curé procureur de fabrique et quatre habitants choisis par le général, déposer et ôter lesd. filles ou veuves, en cas qu'elles ne s'acquittent pas bien de leur devoir, et en nommer d'autres, et seront tenues encore lesd. filles ou veuves faire entendre tous les jours la sainte Messe à leurs écolières et les tenir en la modestie chrétienne » (1).

(1) Acte rédigé par René Jamin, notaire à Auvers.

Renée-Charlotte de Baraton mourut le 16 avril 1716, à l'âge de soixante-quinze ans. Il était convenu que le legs ne serait délivré qu'à la mort de ses deux sœurs survivantes. Marie, l'ainée et principale héritière, consentit à la délivrance du legs, en 1717 ; elle mourut le 21 juin 1723, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Mais Louise de Baraton, la plus jeune, mariée en 1700 à Louis du Moulin, seigneur de la Falaise, et alors veuve, s'opposa avec énergie à l'exécution des clauses du testament.

Ne pouvant vaincre l'obstination de la veuve du Moulin, les habitants prirent le parti de conclure une transaction d'après laquelle l'exécution du testament serait différée jusqu'au décès des survivantes, qui s'engagèrent à entretenir en bon état les bâtiments de la métairie de la Touche-Arambois pour assurer la rente, le 5 août 1717.

La veuve du Moulin vivait encore en 1735. Ses héritiers, MM. de la Girouardière de Chantenay, mirent opposition à la délivrance du legs.

Les habitants d'Auvers en poursuivirent l'exécution et entamèrent un procès qui dura de longues années et qui ne fut terminé qu'en 1745 par une sentence du Présidial de Châteaugontier, condamnant M. de la Girouardière à exécuter les clauses du testament et à verser la somme de trois mille livres pour les frais du procès et pour les intérêts échus depuis la mort de la veuve du Moulin.

M. Legras de Melesve, qui, au nom des paroissiens, avait pris la part la plus active dans la revendication des intérêts de la fabrique et de l'œuvre de charité, n'eut pas la joie de voir s'ouvrir l'école qu'il avait si ardemment souhaitée ; il mourut le 19 juillet 1743.

Lorsque Renée-Charlotte de Baraton faisait ses dispositions testamentaires, il n'existait pas encore de congrégations ayant pour objet l'enseignement des enfants et le soulagement des pauvres à domicile ; voilà pourquoi elle ne

faisait sa fondation qu'en faveur de deux filles ou veuves ; mais depuis sa mort, il s'était formé une association religieuse qui répondait parfaitement au but qu'elle se proposait. C'était la congrégation des sœurs de la Charité, inaugurée d'abord à la Chapelle-au-Riboul, puis établie à Sillé-le-Guillaume, par la vénérable madame Tulard. Les règlements de l'Institut des sœurs de la Charité, approuvés par M^{sr} de Froulay, évêque du Mans, obligeaient les sœurs à s'occuper de l'éducation des jeunes filles, du soin des hôpitaux et de la distribution des secours aux pauvres.

Tel était bien le but que se proposait la fondatrice et que cherchaient à atteindre le curé et les habitants d'Auvers. Les sœurs de la Charité acceptèrent l'établissement et le traité suivant fut conclu :

« Du 28 octobre 1744, entre M^e Jean Frontault, curé d'Auvers, M^e François Briquet, prêtre, principal du collège, Julien Couet, Jacques Jodelais et Pierre Cromier, députés de la paroisse, et Louis Buon, procureur de fabrique, d'une part, et la Dame supérieure des sœurs de la Charité de la Chapelle-au-Riboul, de la société de Sillé-le-Guillaume, d'autre part, pour l'exécution des clauses du testament de Renée-Charlotte de Baraton, du 15 avril 1716, qui fonda en faveur des pauvres et jeunesse de la paroisse, une rente de 200 livres sur la Touche-Arambois, pour deux filles ou veuves de probité connue, qui seront nommées par le sieur curé, le procureur de fabrique et quatre des principaux habitants, à la charge par lesd. filles ou veuves, de visiter les pauvres malades, leur fournir ce qui sera nécessaire dans leurs maladies, d'instruire les pauvres jeunes filles de la paroisse à prier Dieu, lire, écrire et les élever dans la religion catholique.

« A été convenu et établi ce qui suit :

« Lesdits habitants d'Auvers ont cédé 160 livres de rente perpétuelle à prendre sur celle de 200 livres, à la Dame

Supérieure pour deux sœurs de la Charité, maîtresses d'école, bien instruites, capables de panser et médicamenter les pauvres malades, en leur fournissant de remèdes par le procureur de fabrique, de tenir une fois par jour l'école pour apprendre à lire et à écrire aux jeunes filles sans aucun salaire, à la charge par les députés de fournir une maison, école et jardin, et les réparations sans aucuns frais pour les maîtresses, et convenu qu'en cas que les députés fassent acquêt d'une maison, école et jardin, pour loger les deux sœurs, ladite maison leur sera mise en bon et suffisant état de réparation.

« Il leur sera donné un état des pauvres ; lesquelles sœurs pourront être changées par la Supérieure seulement, en en substituant d'autres de capacité suffisante, sur les 200 livres, le curé et le procureur donneront aux sœurs 160 livres, le surplus sera employé à ce qui est nécessaire pour l'exécution du testament.

« Et pour l'ameublement des deux sœurs, il leur sera fourni deux lits complets, huit draps de toile de brin, de trois aunes chaque, et tous les objets de cuisine, lesquels objets resteront à perpétuité aux sœurs, sans être tenues d'en rendre aucun compte. »

Le traité fut signé par M. Jean-Emmanuel Leroux, prêtre curé de Saint-Jean-sur-Erve, procureur de dame Mathurine Pottier, supérieure générale des sœurs de la Charité.

La maison du Pavillon fut louée par le procureur de fabrique, et deux sœurs furent installées au mois d'avril 1745, par la sœur Catherine Pellier, assistante générale, qui donna quittance du mobilier fourni par les habitants. M^{sr} l'évêque du Mans approuva le traité et la fondation.

L'établissement de Charité fut très apprécié à Auvers, comme on le voit par les générosités qui augmentèrent les ressources. Des morceaux de vigne furent donnés. M. Mathias Hercé, de Maupertuis, fit don à la Charité, au nom de

sa sœur qui s'était faite religieuse, d'une rente de 200 livres, remboursable au capital de 4.400 livres.

M. Denis de Chaussechat, seigneur de la Panne et Monfrou, établit aussi une rente de 200 livres.

M^e François Briquet, prêtre, ancien principal du collège et procureur de fabrique, s'employa avec beaucoup de zèle à provoquer les libéralités des paroissiens en faveur de la Charité. En 1762, il fit don d'une rente de 200 livres, dont il plaça les fonds sur la Chambre ecclésiastique. Il acheta la maison du Pavillon, et par son testament du 21 septembre 1778, il donna pour cinquante ans à l'établissement, la jouissance de la maison et du jardin du Pavillon, à la charge d'une rente de 36 livres.

A l'époque de la Révolution, les revenus de la Charité s'élevaient à la somme de 850 livres. Le tout fut confisqué, l'école abolie et les sœurs chassées pour avoir refusé un serment contraire à leur conscience.

En l'an VI, les héritiers de M. Briquet réclamèrent à la commune d'Auvers, le paiement de sept années de rente et les réparations ou l'abandon de la maison d'école. Par sa délibération du 29 germinal, l'administration décida que la maison serait rendue aux héritiers.

E. TOUBLET.

VENDEÉENS

MORTS A SAINTE-CROIX

1793-1794

Les registres de l'état-civil de la commune de Sainte-Croix, aujourd'hui réunie au Mans, conservent les noms de soixante-dix-sept Vendéens, ou réfugiés de l'armée royale et catholique, morts sur son territoire. Parmi ceux-ci, treize décédèrent le 17 frimaire an II (7 décembre 1793) avant l'entrée des Vendéens au Mans. Enfermés peut-être à l'hôpital Sainte-Croix, à l'approche des « brigands », ils furent massacrés en masse ; douze étaient connus, du treizième on ignorait le nom. Le registre mentionne, ce qui est rare à cette époque, que tous furent enterrés au Grand-Cimetière (1).

Trois enfants décédèrent, en l'an II, à l'hôpital Sainte-Croix, ancienne église paroissiale convertie en maison hospitalière. Deux concierges de cette maison y succombèrent aussi à peu d'intervalle. A ces cinq décédés, nous pouvons ajouter Marguerite Rousseau, sœur hospitalière, morte à soixante-deux ans, le 20 nivôse an IV « dans le ci-devant

(1) « Aujourd'hui, 17 frimaire de l'an second, sont décédés dans la commune de Sainte-Croix savoir [suivent 13 noms] lesquels dénommés cy dessus ont été enterrés au grand cimetière sis . . . la commune de Sainte-Croix. »

presbytère de Sainte-Croix » (1). Les décès postérieurs de cet hôpital n'ont point été relevés.

Les autres décès de Vendéens, au nombre de soixante et un, eurent lieu à la Mission, l'ancien hôpital de Coëffort, transformé dès le mois d'août 1793, en maison de détention.

M. Chardon, dans son ouvrage *Les Vendéens dans la Sarthe* (2), a dit, au tome III, ce que souffrirent, dans les diverses prisons du Mans, les détenus Vendéens.

Enfermés pêle-mêle, demi-nus, mal nourris, terrorisés, ils étaient sujets à tous les germes morbides, et les vides, parmi eux, se faisaient nombreux. Or, dans les prisons du Mans, il n'y avait pas de registres de décès, et les victimes qui succombaient n'étaient pas inscrites sur ceux de la ville. Plus tard, lorsque l'aurore des jours meilleurs se leva pour les captives et que les portes de la Mission s'entrouvrirent heureusement pour elles, plus d'une Vendéenne fit constater pieusement le décès des compagnes de captivité qui lui avaient été particulièrement unies par les liens de la famille, de l'amitié ou du malheur. Elles s'adressèrent au juge de paix et même à des notaires qui dressèrent des actes de notoriété, plus tard transcrits sur les registres de l'état-civil de la commune de Sainte-Croix, dans l'enceinte de laquelle se trouvait la Mission où avaient péri les prisonnières. C'est de la sorte qu'on trouve inscrits sur les registres de cette paroisse plusieurs décès de Vendéens et surtout de Vendéennes, prisonnières de marque pour la plupart.

Il se trouve dès lors qu'un même acte renferme plusieurs

(1) Sur cet hôpital, voir l'ouvrage de M. Chardon, t. III, p. 5. Le décès de cette religieuse est déclaré par « Véronique Rousseau, sœur hospitalière, 32 ans, demeurant ordinairement à Doué, et résidant depuis quelque temps en cette commune, et Marie Lambert, fille, de cette commune ».

(2) Le Mans, Monnoyer, 3 vol. in-12. La publication de cette œuvre a d'abord paru dans l'*Annuaire de la Sarthe*, 1869-1874.

décès dont les indications sont très sommaires : l'âge, le domicile actuel, parfois le lieu d'origine, rarement la condition sociale ; les dates du décès ne sont pas même indiquées pour un certain nombre de victimes ; on sait qu'elles sont mortes, mais le jour de leur décès n'a pas été retenu ; le nom de certaines est aussi contenu sur deux actes différents.

Un acte de notoriété du 28 pluviôse an II contient treize noms (1) ; celui du 13 ventôse an III en contient trente-deux (2) ; celui du 7 germinal an V en a cinq (3) ; celui du 6 prairial an VI, deux (4) ; d'autres sont isolés (5) ; il en est un qui date du 10 floréal an XIII (6).

Au nombre de ces victimes, certaines brillent d'un plus

(1) Déclaration faite devant Mabillean, juge de paix du Mans, par Julien L'horry, guichetier de la maison d'arrêt de la maison des Ursules, et cy devant concierge de la maison d'arrêt de la Mission ; par Catherine Anfray, épouse Louis Faribault ; Marie Belliard, fille majeure ; Marie Moreau, veuve Pierre Grenouilleau : Renée Laurindeau. Un extrait en fut inséré sur les registres de la commune de Montagne-Gazonfier, cy devant Sainte-Croix, sur la présentation de la citoyenne Dessalay et du citoyen Deschamps, de Calais-sur-Anille (Saint-Calais).

(2) L'acte dit : « Tous décédés depuis le 7 frimaire an II jusqu'au 13 ventôse an III, en la maison de la Mission. » L'acte fut dressé devant Mabillean. Déclarants : Faribault, officier de santé, Jeanne-Louise Ingrand, épouse de Maximilien Houllier-Villedieu, demeurant au Mans, demoiselle Eulalie Gorrin-Ponssay, demeurant au Mans, demoiselle Éléonore Menard, demeurant au Mans, la citoyenne Marie-Madeleine Neveu, épouse Jacques-François Neveu, demeurant au Mans, Renée Neveu-Bellefille, demeurant au Mans.

(3) Acte dressé « à l'effet de constater le décès de plusieurs personnes mortent (sic) dans la cy-devant maison de la Mission ». Déclarants : Marie-Madeleine Neveu, épouse Jacques-François Neveu, Eulalie Gorrin, Éléonore Menard, Renée-Françoise Neveu-Bellefille, Louise Courson, Magdeleine Surel-Monchamp, (toutes deux religieuses du Ronceray, d'Angers), Faribault, officier de santé.

(4) Déclarants : Pierre Hordé, tailleur, et sa femme ; les citoyennes Renée Lemeulnier, Julienne Olive, veuve Jean Allain, Marie Amiot.

(5) Celui de Désirée Bejarry, des 13 et 14 prairial an III, déclaré par les citoyennes Aimée Bejarry, fille majeure, Marie Babarin, Eulalie Ponsay, Françoise Letessier, Faribault.

(6) Celui de la veuve Lecoq.

grand éclat : celles qui, à la palme du martyre, ajoutent l'auréole de la virginité, comme ces religieuses du Ronceray, que conduit leur digne abbesse, madame d'Aubeterre, telles encore ces religieuses de l'Union, de Luçon qui, en compagnie de leurs pensionnaires avaient suivi l'armée catholique (1).

Nous avons relevé, par ordre alphabétique, les noms de ces Vendéens morts sur le territoire de la commune de Sainte-Croix. Eux aussi, peuvent être compris au nombre de ces « martyrs du Maine » dont nous avons entrepris de relater les glorieux et sublimes combats.

1. Allaire (Jeanne), 25 ans, de la commune de Mée, près Cholet, décédée dans la commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II (7 novembre 1793), et inhumée au Grand-Cimetière.

Amiot (Marie Garreau, épouse de Pierre). Voir *Garreau*.
Andagné (Anne Dorveaux-). Voir *Dorveaux*.

2. Arnoult (Thérèse), veuve Joly, 60 ans, de la commune de Fontenay-le-Peuple, morte à la Mission, entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III (27 novembre 1793 - 3 mars 1795). [Voir Joly.] — Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, t. III, page 33.

3. Aubeterre (Léontine Bouchard-Luxembourg d'), « religieuse cy-devant abbesse du Ronceray, de la commune d'Angers, 75 ans, morte à la maison d'arrêt de la Mission, le 19 nivôse an II (8 janvier 1794) ».

(1) Peut-être ne pouvons-nous pas compter parmi ces victimes, Etienne Garnier dit Lafosse, garde-magasin de fourrages. Parmi ces morts de la Mission se trouve aussi la jeune Martel, morte à l'Oratoire, mais enregistrée à Sainte-Croix.

Dans cette nomenclature, nous avons indiqué quelques-unes des pages où M. Chardon cite le nom de nos Vendéens.

Léontine d'Esparbez de Lussan Bouchard d'Aubeterre, née en 1718, abbesse du monastère bénédictin de N.-D. du Ronceray, et sœur du maréchal d'Aubeterre, avait suivi l'armée royale. F. Uzureau, *Les Religieuses de l'abbaye du Ronceray, à Angers, dans Mémoires de la Société nationale d'agriculture sciences et arts d'Angers*, t. IX, 1906, pp. 262-270.

4. Avril [de] Pignerolles (Rose) « dite Pignerolles », épouse de Hector Bauguais, d'Angers, 45 ans, morte à la Mission, le 9 janvier 1794. Déclaration faite le 21 ventôse an III, par Renée-Louise Boucault, épouse Harmand Volage (?) - Vaugirault, Julie-Aimée et Louise Volage (?) - Vaugirault, demeurant au Mans, Anne-Suzanne Garioult, épouse Martin Arnoult, demeurant au Mans, Marie Belliard, fille, demeurant au Mans, Julien Horry, ex-concierge. Chardon, *op. cit.*, t. II, p. 305, t. III, p. 35 ; M. de Quatrebarbes, *Une commune vendéenne sous la Terreur*.
5. Beauregard (la citoyenne), femme Le Bœuf-Saint-Mars, 41 ans, de la Chataigneraye, morte à la Mission entre le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), et le 13 ventôse an III (3 mars 1795). Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 33.
6. Bejarry (Désirée), fille âgée de 28 ans, de la commune de Saint-Vincent-Fordulais, district de la Rochesur-Yon, morte à la Mission le 29 janvier 1794 ; probablement de la famille de M. de Bejarry dont parle Chardon, *op. cit.*, t. II, pp. 206, 313 etc., t. III, p. 36.
7. Beutleau (Jacques), 9 ans, de Chantonay, près Cholet, décédé dans la maison d'arrêt dite hôpital Sainte-Croix, le 26 germinal an II.

8. Bodard (Pierre), tailleur d'habits, de la commune de Chaillié, du côté de La Rochelle, 18 ans, décédé commune de Sainte-Croix le 17 frimaire an II, et enterré au Grand-Cimetière (7 décembre 1793).
Boguais (Rose Avril de Pignerolles, épouse de Hector). Voir Avril. Sur cette famille, voir Chardon, *op. cit.*, t. II, pp. 304-308, t. III, p. 188.
9. Borgue (Pierre-François), boulanger, de la commune de Nantes, 17 ans 6 mois, décédé commune de Sainte-Croix le 17 frimaire an II, et enterré au Grand-Cimetière.
10. Beaussier [ou *Beaussin*] (Louise - Angélique), veuve Paris, 32 ans, de la commune de Montaigu, morte à la Mission, entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III. Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 33.
Bouchard - Luxembourg - d'Aubeterre (Léontine). Voir Aubeterre.
11. Boucherie (Marie-Éléonore-Élisabeth) [ou Boucheire], veuve Menard, 66 ans, de la commune de Montaigu, morte à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III. Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 33.
Bougereau (Éléonore Racodet, veuve Grelier de), voir *Racodet*.
12. Brouard (Marie), femme de Jacques Nicolas, de la commune de Mazières (?), décédée sur la commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, enterrée au Grand-Cimetière.
Chabot (Éléonore Prevost, veuve). Voir Prevost.
13. Chaffault (Marie-Henriette-Pélagie du), 31 ans, épouse de Louis-Augustin-Antoine-Marie de Chevigné, du district de Montaigu, commune de Chavaignes (Vendée), morte à la Mission, entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III, (ailleurs on lui donne 40 ans).

14. Chaffault (Rosalie du), âgée de 18 à 20 ans, du même district et de la même commune, décédée dans le même temps à la Mission. Nous avons deux déclarations de ces deux décès : du 13 ventôse an III et du 28 pluviôse an III.

Chaffault (citoyenne Marin, épouse du citoyen du). Voir *Marin*.

Sur la famille du Chaffault, voir Chardon, *op. cit.*, t. II, p. 318 sq., t. III, p. 32.

15. Charrier (Marie), épouse Pierre Touleux (ou Bouleux), 48 ans « du Cadran de Vereu, près Mortagne », décédée commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, enterrée au Grand-Cimetière.
16. Chesneau (citoyenne), de Nantes, 30 à 40 ans, morte à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
17. Chesny (Marie), 32 ans, de Saint-Martin de Beaupréau, morte à la Mission le 23 prairial an II, 8 heures du matin (11 juin 1794).
18. Chevalier (Jean), tisserand, de la commune du Ménil, près Château-Gontier, 21 ans, décédé commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, et enterré au Grand-Cimetière.
- Chardon signale, *op. cit.*, t. II, p. 321, un Jean Chevalier, de Montaigu, fusillé au Mans.
- Chevigné (Marie-Henriette-Pélagie du Chaffault, épouse de Louis-A.-M.-A. de). Voir *du Chaffault*.
19. Chevigné (Marie de), de 40 à 50 ans, belle-sœur de la dite dame de Chevigné, du district de Montaigu, commune de Chavagnes, décédée à la Mission, entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
20. Chevigné (Marie-Henriette de),
21. Chevigné (Marie-Osmare de), âgées de 6 à 4 ans, toutes deux filles de la dite dame de Chevigné, même

district, même commune, mortes à la Mission dans le même temps.

22. Chevigné (Augustine-Pélagie de), 36 ans, ci-devant religieuse à l'Union, commune de Luçon, morte à la Mission dans le même temps.

Sur cette famille, voir Chardon, *op. cit.*, t. II, p. 319-320, t. III, p. 32.

23. Chouteau (Louis), 13 ans, de Trementières, près Cholet, mort dans la maison d'arrêt dite hôpital Sainte-Croix, le 2 floréal an II (21 avril 1794).

24. Courdou (Louis) [ou Courdon], de Saint-Mars-des-Prés, 39 ans, époux d'Hermine Trotin, mort à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 nivôse an III. Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 34.

25. Cramoi (Marie), veuve Pierre Merlet, de Cholet, 30 ans, morte commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II et inhumée au Grand-Cimetière.

Després-Dembrenil (Rose Joly, femme). Voir *Joly*.

26. Dorveaux - Andagné (Anne), 49 ans, religieuse de la commune d'Angers, morte à la Mission le 2 ventôse an II (20 février 1794).

Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 35, croit que cette religieuse est apparentée à la famille de Marie-Armand Guerry de Maubreuil, marquis d'Orsvault. — Une religieuse du Ronceray, Anne-Armande-Eugénie Audayer, née en 1742, et qui demandait, le 24 janvier 1793, à se retirer de la commune d'Angers, pour aller en Vendée, a quelque ressemblance de nom avec cette morte de la Mission. F. Uzureau, *op. cit.*, p. 270.

27. Emery (Renée-Françoise), 37 ans, veuve de Charles-Eulalie-Ursule Maigrant, négociant, demeurant à Nantes, rue cy-devant de Coutances, 37 ans, morte en la maison de reclusion de la Mission, le 19 ventôse an II (9 mars 1794).

Deux de ses filles lui survécurent. Acte de notoriété dressé devant Hourdel et Morin, notaires au Mans, le 21 pluviôse, transcrit le 29. Déclarants : Marie Hervé, Marie Druat, de Cambon, district de Châteaubriant, Eulalie Gorin-Ponsay, de Saint-Mars, district de la Chataigneraye, Rose Gazet, de la Limouzinière, district de Machecoul, Marie Moulin, fille, de Fontenay-le-Peuple.

Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 32.

Eunesse (Marie Guillot-) ou Lunesse. Voir *Guillot*.

Fontaine (Marie-Madeleine La Pilleterie). Voir *La Pilleterie*.

28. Garnier dit Lafosse (Etienne), garde-magasin des fourrages, né le 19 décembre 1745 à Caen (?), paroisse Notre-Dame, fils de Gilles-Augustin Garnier dit Lafosse et de Marie-Madeleine Contel, époux de Marguerite-Élisabeth Huet, mort le 24 pluviôse an II, en la maison de la Mission (12 février 1794).

29. Garreau (Marie), épouse de Pierre Amiot, cultivateur, 31 ans, originaire de la Verrie, district de Montaigu, demeurant à Saint-Christophe près Mortagne, Maine-et-Loire, morte à la Mission, à la fin de janvier 1794.

Sur son mari et ses enfants, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 35.

Garreau (Renée Grimeau, veuve Jacques). Voir *Grimeau*.

30. Gaudineau (Marie-Anne), 40 ans, de Chantonay, décédée à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III. Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 34.

31. Gorin [ou Gorrin] (Benjamin), 53 à 54 ans, de Saint-Mars-des-Prés, district de la Chataigneraye, décédé à la Mission, entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.

32. Gorin (Herminie), 55 ans, de Chantonay, décédée à la Mission, au même temps.

33. Gorin-Ponsay (François-Philippe), veuf d'Eulalie Gourdeau, 67 ans, de Saint-Mars-des-Prés, décédé à la Mission au même temps.

34. Gorin-Ponsay (Honorine),

35. Gorin-Ponsay (Marie-Ausanne-Jérôme), 7 et 5 ans, de Saint-Mars, décédées à la Mission au même temps.

Gorin-Ponsay (Emilie Gourdeau, veuve Jérôme). Voir *Gourdeau*.

Sur cette famille Gorin de Ponsay, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, pp. 32-34.

36. Gourdeau (Emilie), veuve de Jérôme Gorin-Ponsay, 42 ans, du Puy-Belliard, décédée à la Mission dans le même temps.

Grelier de Bougereau (Éléonore Racodet, veuve). Voir *Racodet*.

37. Grimeau [ou Grimaud] (Renée), veuve du citoyen Jacques Garreau, cultivateur, âgée de 50 ans, originaire de la commune de Saint-Hilaire, demeurant en celle de la Verrie, morte au début de janvier 1794, à la Mission. Déclaration du 6 prairial an VI. Déclarants : Pierre Hordé, tailleur. et sa femme, les citoyennes Renée Lemeulnier, Julienne Olive, veuve Jean Allain, Marie Amiot.

Sur cette famille, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, pp. 35-36.

38. Gué - au - Sang - Vaugirault (Thérèse) [le registre écrit *Guéaussang*], 63 ans, cy-devant religieuse de la commune d'Angers, morte à la Mission le 30 frimaire an II (20 décembre 1793).

Thérèse de Vaugirault de Gué-au-Sang, baptisée à la Poitevinière, le 21 mars 1732, religieuse du Ronceray, se retira avec son abbesse, lors de l'expulsion, la suivit à Beaupréau en juin 1793, et à l'expédition d'outre-Loire.

F. Uzureau, *op. cit.*, p. 273 ; Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 35 [il écrit *Queaussant*].

39. Guilliot-Lunesse (Marie), religieuse de la commune d'Angers, 46 ans, morte à la Mission le 27 nivôse an II (16 janvier 1794).

Marie Guillot de Lunesse, née en 1747, religieuse du Ronceray, se retira au n° 3.217, derrière le « Sauvage », quand elle fut chassée du couvent. En juin 1793, elle suivit son abbesse.

F. Uzureau, *op. cit.*, p. 271 ; Chardon, *op. cit.*, p. 35 [il écrit *Eunesse*].

40. Hérault (Renée), fileuse de la commune de Torfoulx, près Cholet, 20 ans, décédée commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, enterrée au Grand-Cimetière.

41. Houllier-Villedieu (Louise-Rose), 14 ans, de Fontenay-le-Peuple, décédée à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III. Déclaration du 13 ventôse an III. Elle est probablement la même que *Rose Houllier-Villedieu*, 13 ans ou environ, morte le 25 décembre et dont on a une déclaration du 28 pluviôse an III.

Sur la famille Houllier de Villedieu, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 33.

42. Humeau (Jeanne-Françoise), « veuve et femme de Pierre-Angélique Le Coq, de la ville de Cholet, décédée en la maison de la Mission, le 15 nivôse an II » (4 janvier 1794). Inscription faite sur les registres de Sainte-Croix, en vertu d'un jugement du tribunal de première instance du Mans, du 10 floréal an XIII.

43. Joly (Rose), femme Després d'Embrenil, 42 ans, de Fontenay-le-Peuple, morte le 18 décembre 1793, à la Mission, fille de la suivante.

Joly (Thérèse Arnoult, veuve). Voir *Arnoult*.

Deux actes de notoriété pour ces deux décès :
l'un du 28 pluviôse an III, l'autre du 13 ventôse.

Sur cette famille, et la domestique de la veuve
Joly, Marie Moulin, voir Chardon, *op. cit.*, p. 33.

- 44. Joly (Perrine), fille, 18 ans, de Saint-Pierre de Cholet,
morte à la Mission le 4 floréal an III (23 avril 1795).
- 45. Jouffrion (Henry-Constant), 13 ans, de Bazoges, district
de la Chataigneraye, Vendée. Mort à la Mission, le
7 janvier 1794.
- 46. Jouffrion (Marie-Eugénie),
- 47. Jouffrion (Marie-Madeleine), 3 ans, toutes deux décé-
dées à la Mission. Acte de notoriété dressé le 28
pluviôse an III.

Sur la famille Jouffrion de Beauvais. Voir Char-
don, *op. cit.*, pp. 30, 31, 36, 186.

- 48. Juigné (une citoyenne de), morte à la Mission, acte de
notoriété du 28 pluviôse an III.
 - 49. Inconnu (un). « Un individu dont le nom n'est pas
connu, de la commune de Chatillon, âgé d'environ
15 ans, » décédé commune de Sainte-Croix, le
17 frimaire an II et enterré au Grand-Cimetière.
 - 50. La Bordinière (Louise), peut-être *La Bazomière*, 33 ans,
« cy-devant religieuse à la maison de l'Union, à
Luçon », décédée à la Mission entre le 7 frimaire
an II et le 13 ventôse an III.
 - 51. La Pilleterie-Fontaine (Marie-Madeleine),
 - 52. La Pilleterie-Fontaine (la citoyenne), de 30 et quelques
années, de Luçon, décédées à la Mission, à la
même époque. M. Chardon croit l'une d'elles reli-
gieuse, *op. cit.*, pp. 32, 34.
- La Tremblais (citoyennes Robin). Voir *Robin*.
- 53. Laugereau [ou Langereau] (Marie - Anne - Perrine),
« 40 ans, ouvrière en broderie, fille de défunts
Nicolas-André Laugereau et de Françoise-Margue-
rite Chauveau, morte à la Mission le 10 ventôse

dernier ». Déclaration du 28 pluviôse an III (16 février 1795).

Le Bœuf - Saint - Mars (N. Beauregard, épouse). Voir *Beauregard*.

Le Coq (Jeanne-Françoise Humeau, épouse de Pierre-A.). Voir *Humeau*.

Le Houx (Marie-Jeanne Pasquier, veuve Jacques-Augustin). Voir *Pasquier*.

54. Le Houx (Louise-Victoire), morte à la Mission le 1^{er} janvier 1794, fille de la précédente.

55. Le Houx (Marie-Jeanne-Céleste), morte à la Mission le 8 janvier 1794, sœur de la précédente.

56. Le Houx (Valentine - Pauline), morte à la Mission le 31 décembre 1793, sœur des précédentes.

Sur la famille Le Houx, de Cholet, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, pp. 31, 187.

Lunesse (Marie Guillot de). Voir *Guilliot*.

Luxembourg d'Aubeterre (Léontine Bouchard). Voir *Aubeterre*.

Maignan (Renée-Françoise Emery, veuve de Charles-Eulalie-U.). Voir *Emery*.

57. Marin (la citoyenne), épouse du citoyen du Chaffault-la-Guignardièrre, âgée d'au moins 50 ans, mère de madame de Chevigné, née du Chaffault, et de Rosalie du Chaffault, décédée à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.

58. Martel (Élisabeth-Éléonore), morte à l'Oratoire, âgée de 16 mois, d'une famille d'Angers, originaire de La Rochelle. Acte de notoriété dressé le 28 pluviôse an III, sur les registres de Sainte-Croix.

Sur cette famille, voir Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 31.

59. Mauvillais (Louis), laboureur de la commune de Longeville, en Bas-Poitou, 16 ans, décédé commune de

Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, enterré au Grand-Cimetière.

Menard (Marie-Éléonore Boucherie, veuve). Voir *Boucherie*.

Menard (Françoise Moreau, épouse René). Voir *Moreau*.

Merlet (Marie Cramoi, veuve Pierre). Voir *Cramoi*. Un Pierre Merlet, 25 ans, de Saint-Denoine, est fusillé à Sablé le 12 nivôse an II (1^{er} janvier 1793). Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 47.

Mohervé (Laurence Rodais du). Voir *Rodais*.

60. Moreau (Françoise), épouse de René Menard, closier de la commune de Mée, 48 ans, décédée le 17 frimaire an II, commune de Sainte-Croix, enterrée au Grand-Cimetière.

Morès (citoyenne Sochet, veuve). Voir *Sochet*.

Nicolas (Marie Brouard, femme de Jacques). Voir *Brouard*.

61. Paquereau (Marie), 16 ans, de Chaudron [en Mauges, près Cholet], morte à la Mission le 14 floréal an II, à 7 heures du matin (3 mai 1794).

La famille Paquereau fut particulièrement éprouvée au cours de la Grande guerre. Voir Chardon, *op. cit.*, t. III, pp. 69, 73, 100, 101, 106.

Paris (Louise-Angélique Beaussier, veuve).

62. Pasquier (Marie-Jeanne), veuve de Jacques-Augustin Le Houx, morte à la Mission le 18 janvier 1794. Voir la famille *Le Houx*.

63. Petiteau (Claude), métayer, de la commune de Saint-Florence en Bas-Poitou, 33 ans, décédé commune de Sainte-Croix, 17 frimaire an II, enterré au Grand-Cimetière.

Pignerolles (Rose Avril, dite). Voir *Avril*.

Ponsay (Famille Gorin de). Voir *Gorin*.

64. Prevost (Éléonore), veuve Martial Chabot, 45 ans, de la commune de Saint-Philibert, district de la Chatai-

- gueraye, décédée à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
65. Proutière (Anne), de Chavagne, décédée à la Mission le 23 prairial an II, à 5 heures du matin (11 juin 1794).
66. Racodet (Éléonore), veuve Grelier de Bougereau, 50 ans, de la Chapelle, district de la Chataigneraye, décédée à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
67. Richou (Marie), 30 ans, de Beaupréau, morte à la Mission le 14 floréal an II, à 5 heures du matin (3 mai 1794).
68. Robin-La Tremblais (citoyenne Angélique), 47 ans, de Montaigu.
69. Robin-La Tremblais (citoyenne), 46 ans, de Montaigu, toutes deux décédées à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
70. Rodais du Mohervé (Laurence), 58 à 59 ans, de Nantes, décédée à la Mission à la même époque. Sa domestique, Marie Pineau, dit que la citoyenne Rodais, bourgeoise, vivant de son revenu, au Loroux-Bottereau, mourut à la Mission, à Noël, âgée de plus de 50 ans. Chardon, *op. cit.*, t. III, p. 34.
71. Rorthaix-Marmande (Charles), 4 ans, fils du citoyen Rorthaix et de Marie-Osmane du Chaffault, né à Luçon, décédé à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.
72. Sausseau (Louise), 26 ans, de Saint-Mars-des-Prés, décédée à la Mission, à la même époque.
Saint-Mars (la citoyenne Beauregard, femme Le Bœuf).
Voir *Beauregard*.
73. Sochet (la citoyenne), veuve Morès [ou Morais] de Luçon, âgée de 60 ans au moins, décédée à la Mission, à la même époque.

74. Soularde (Jeanne) [ou Foularde], de la commune de la Verrie, près Cholet, âgée de 27 ans, décédée commune de Sainte-Croix, le 17 frimaire an II, enterrée au Grand-Cimetière.

Touleux (Marie Charrié, épouse). Voir *Charrier*.

Tremblais (citoyennes Robin la). Voir *Robin*.

75. Trotin (Hermine) [ou *Brolin*, dit Chardon, *op. cit.*, p. 34], épouse de Louis Courdou, 36 ans, de Saint-Mars-des-Prés, décédé à la Mission entre le 7 frimaire an II et le 13 ventôse an III.

76. Vaugirault (Louise), religieuse d'Angers, 69 ans, morte à la Mission le 27 nivôse an II (16 janvier 1794). Acte de notoriété du 4 germinal an V, inscrit le 7.

M. l'abbé Uzureau écrit que Louise-Françoise de Vaugirault de Gué-au-Sang, dépositaire de l'abbaye du Ronceray, née à la Poitevinière, le 11 mai 1726, alla loger avec son abbesse au sortir du couvent ; au mois de juin 1793, elle la suivit à Beaupréau. Après le passage de la Loire à Saint-Florent-le-Vieil (18 octobre 1793), elle ne suivit point l'armée Vendéenne dans la campagne d'outre-Loire, mais revint à Angers ; le 24 novembre 1793, elle déclara à la municipalité que son intention était de demeurer en cette ville. (*Op. cit.*, pp. 272-273.) Il semble pourtant bien que la religieuse d'Angers, décédée le 16 janvier 1794, soit celle du Ronceray.

Vaugirault [de] Guéaussang (Thérèse). Voir *Gué-au-Sang*.

Sur cette famille, voir Chardon, *op. cit.*, t. II, pp. 139, 140, 305 ; t. III, pp. 35, 188 etc.

Villedieu (Louise-Rose Houllier [de]. Voir *Houllier*.

77. Yvon (Jacques), 13 ans, de Saint-Fort, près Saint-Lambert, mort à l'hôpital Sainte-Croix, 3 floréal an II (22 avril 1794).

A cette liste se peuvent ajouter deux concierges de l'hôpital de Sainte-Croix :

Lefebvre (François), concierge de la maison d'arrêt, dite hôpital de Sainte-Croix, âgé de 60 ans, décédé le 14 floréal an II (3 mai 1794).

Troterie (André), concierge de la maison d'arrêt, dite hôpital de Sainte-Croix, âgé de 62 ans, mort dans ladite maison, le 15 germinal an II (4 avril 1794).

LOUIS CALENDINI.

CHRONIQUE

Dans ces derniers mois ont eu lieu au Mans deux fêtes patriotiques et militaires d'un éclat si exceptionnel et d'un caractère si réconfortant que la *Revue historique du Maine* a le devoir d'en noter au moins le souvenir, bien que la presse locale les ait déjà décrites avec les développements qu'elles méritaient.

Le dimanche 22 juin, c'était la distribution solennelle, aux anciens combattants, des médailles commémoratives de 1870-71 — offertes par la Municipalité à ceux de ses concitoyens qui y avaient droit — et la remise à la Ville, par l'Association amicale du 33^e Mobiles, du glorieux drapeau de ce régiment.

Nous n'avons plus à revenir aujourd'hui sur les détails de cette émouvante manifestation qui a obtenu un succès sans précédent et laissera dans la population du Mans d'inoubliables impressions. Nous tenons seulement à rendre, à notre tour, hommage au patriotisme et au libéralisme dont M. Legué, maire du Mans, et ses collaborateurs ont fait preuve en associant à cette fête mémorable toutes les sociétés d'anciens militaires, de vétérans, de gymnastique, de sports et de musique du département, sans aucune distinction d'opinions politiques ou religieuses.

Pour une fois, de notre temps, le dimanche 22 juin 1913, on aura vu ainsi défiler dans les rues du Mans, unis par un même attachement à la Patrie française, tous les bons citoyens qui placent au-dessus des considérations mesquines

d'ostracisme politique, l'honneur national et l'indépendance du Pays.

L'exemple, hautement apprécié, a eu, nous croyons pouvoir le dire, une portée très salubre. L'histoire locale est heureuse de l'enregistrer pour l'avenir.

Le jeudi 3 juillet suivant, le 117^e régiment d'infanterie célébrait sa fête annuelle du Drapeau, et cette fête inspirée par un culte très élevé des traditions historiques et militaires, prenait, grâce à la délicatesse de sentiments et à l'érudition de ses organisateurs, une importance que n'avaient pas encore eue, au Mans, les fêtes de régiment.

Les 6.000 spectateurs accourus sur le champ de manœuvre, à l'aimable invitation du Colonel, garderont surtout longtemps le souvenir des émotions *intenses* suscitées par la présentation des drapeaux des vieux régiments qui ont contribué à former le 117^e actuel : drapeau de l'ancien régiment de Bourgogne, drapeau de la 117^e demi-brigade, drapeau du 117^e, sous le Premier Empire. L'évocation était d'autant plus saisissante que chaque drapeau était entouré d'une garde portant l'uniforme historique de l'époque, et présenté aux sons des vieux airs réglementaires.

Nous nous proposons de donner sans retard, en même temps que le récit de cette charmante fête, quelques notes sur le 117^e. Mais l'historique du régiment n'existe pour ainsi dire pas encore, et M. le lieutenant-colonel de Caze-nove travaille en ce moment même, avec toute sa compétence d'historien militaire, à le reconstituer. Il a bien voulu nous promettre de nous faire profiter de ses savantes recherches ; nous en attendrons l'achèvement avec un sentiment de gratitude que partageront tous nos confrères.

Au cours d'une de ses séances solennelles, tenues à l'hôtel de ville de Nevers le lundi 30 juin, en présence du

Préfet de la Nièvre, du Maire de Nevers et de bon nombre de notabilités françaises et étrangères, le Congrès de la Société française d'archéologie s'est empressé de voter des félicitations et des remerciements à la Ville du Mans, pour sa récente acquisition de la Maison dite de la Reine Bérengère. Le directeur de la Société, M. Lefèvre-Pontalis, a été chargé d'en transmettre officiellement l'expression à M. le Maire du Mans.

Depuis la publication de la dernière livraison, la Société a eu le grand regret de perdre encore l'un de ses membres dévoués, M. Trentesaux, président honoraire du tribunal du Mans, décédé au Mans, le 16 mai dernier, dans sa soixantième année. Nous prions M^{me} Trentesaux, M. Henry Trentesaux, M. et M^{me} André L'Eleu, d'agréer le nouvel hommage de nos respectueuses condoléances et l'assurance du fidèle souvenir que nous garderons à notre très regretté Confrère.

Nous apprenons avec une vive satisfaction que les trois ouvrages publiés sur la guerre de Trente Ans par M. le vicomte de Noailles, *Le cardinal de la Valette*, *Bernard de Saxe-Weimar* et *le maréchal de Guébriant*, viennent d'être couronnés par l'Académie française. Nos plus sincères félicitations au très distingué auteur.

Nos meilleures félicitations aussi à notre confrère, M. Lionel Royer, dont les superbes fresques de la *Vie de Jeanne d'Arc*, destinées à la basilique de Domrémy, ont obtenu au dernier Salon la plus haute des récompenses réservées aux œuvres historiques de peinture, et méritent en ce moment même les flatteurs éloges de la presse. C'est

un réel honneur pour notre pays du Maine de fournir ainsi à Jeanne d'Arc son peintre officiel du XX^e siècle.

S. G. M^{re} de la Porte, évêque du Mans, a présidé le 23 mai dernier, à Paris, l'assemblée générale annuelle de la grande *Société de secours aux familles des marins naufragés*, qu'avaient présidée précédemment plusieurs membres de l'Académie française. L'éminent prélat a prononcé à cette occasion un discours aussi remarquable par la forme littéraire que par l'élévation des pensées, dans lequel il a esquissé avec une grande hauteur de vues le rôle social des évêques, et rappelé — en termes fort aimables pour ses nouveaux diocésains — les divers travaux d'utilité publique exécutés au Mans par ses prédécesseurs. *La Société de secours aux marins naufragés* ne pouvait donner de meilleur suppléant à ses amis de l'Académie.

Depuis quelque temps nous avons reçu de nombreuses publications que nous eussions désiré signaler dès maintenant. Le défaut de place dans cette Chronique nous oblige à solliciter de l'indulgence de nos correspondants un crédit de quelques semaines.

R. T.

En publiant il y a deux ans ses *Notes et documents sur l'église Notre-Dame de Mayenne*, M. Grosse-Duperon avait annoncé, pour faire suite à ce premier volume, un second qui devait le compléter sous forme d'appendices et de pièces justificatives. C'est de ce second volume que nous voulons aujourd'hui entretenir les lecteurs de la *Revue historique et archéologique du Maine*.

L'auteur nous présente d'abord un certain nombre de

chartes latines relatives aux origines de l'église dont il s'agit : Donation de l'église de Sainte-Marie de Mayenne, par Robert Le Paon, à l'abbaye de Marmoutier (1220). — Vente par Juhel de Logé, à l'abbaye de Savigny, de la métairie du Bas-Montaigu, paroisse Sainte-Marie de Mayenne (1252). — Conventions intervenues entre Jean, curé de Sainte-Marie de Mayenne et les moines de Marmoutier (1224). — Redevance due par le curé de Sainte-Marie de Mayenne au chapitre de l'église du Mans (1160). — Bulle du pape Alexandre III, confirmant à l'abbaye de Marmoutier la possession de l'église de Sainte-Marie de Mayenne (1173). — Confirmation de la possession de l'église de Sainte-Marie de Mayenne, accordée par Hildebert, évêque du Mans, à l'abbaye de Marmoutier (1221). — Transaction concernant certaines dîmes de la paroisse de Sainte-Marie de Mayenne. De ces chartes, quelques-unes avaient déjà été publiées au XVIII^e siècle, par Guyard de la Fosse, dans son *Histoire des seigneurs de Mayenne* ; toutes ont été soigneusement collationnées par M. Grosse-Duperon, avec l'extrême conscience qui caractérise cet historien, sur les originaux conservés aux archives de la Manche ou dans d'autres dépôts publics.

Les autres documents reproduits dans le livre en question sont d'origine plus moderne ; sauf un, ils ne remontent pas au-delà des trois derniers siècles. Nous ne pouvons tous les énumérer ici ; nous nous contenterons de signaler parmi les plus importants : L' « Extrait du cahier des charges du bail à ferme de la sonnerie des cloches de Notre-Dame de Mayenne, en 1737 » ; le « Testament de Jean Legras », vicaire en l'église de Mayenne, fait en octobre 1650 ; la « Liste des personnes occupant des places dans l'église de Notre-Dame, en 1787 » ; la « Bulle du pape Paul III, instituant la confrérie du Saint-Sacrement » (nov. 1530) ; le « Procès-verbal du comité révolutionnaire de Mayenne, concernant les suspects » (21 mars 1794) ; la « Fête de la mort de Louis XVI »

(21 janvier 1796), avec les noms des fonctionnaires publics et salariés par la Nation, présents ; le « Revenu des habitants de Mayenne, en 1818 » ; enfin la liste des « Secours accordés pendant la Restauration aux anciens militaires de l'armée royale de l'Ouest, résidant dans l'arrondissement de Mayenne ».

Outre ces documents proprement dits, le second volume de l'histoire de l'*Église de Notre-Dame de Mayenne* contient quelques notes ou notices de différente nature, plus ou moins développées, qui ont par elles-mêmes un véritable intérêt. Nous citerons, au nombre de ces dernières, les « Fragments de généalogie de la famille de la Broise » ; l'Appendice U, consacré aux « Chouans » pendant les différentes époques de la Révolution ; le « Portrait de Volclair, par Brillault-Beauchamps » ; le « Discours prononcé par Pottier, à la fête des époux, du 10 floréal an VI » ; la « Satire répandue à Mayenne lors de la mission de 1816 » ; le « Couronnement d'une rosière à Mayenne » en 1786 ; la « Légende de Notre-Dame des Miracles, à Mayenne », etc.

Est-il besoin d'ajouter que, comme tous les ouvrages livrés à la publicité par le savant vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, celui-ci ne laisse rien à désirer comme édition de luxe ? On y trouve même deux illustrations qui contribuent à la beauté du volume : Une vue de l'église de Notre-Dame et des Grands-Moulins au XVIII^e siècle, et l'image de la Vierge des Miracles à Mayenne.

Nous ne saurions, du reste, terminer dignement ce compte rendu sans adresser une fois de plus nos sincères félicitations à MM. Poirier-Béalu dont les presses sont décidément à la hauteur des plus luxueuses publications.

Marquis de BEAUCHESNE.

UNE PRISON DU MANS

PENDANT LA RÉVOLUTION

LA MAISON D'ARRÊT DE L'ÉVÊCHÉ

I.

1793 - 1795

Aménagement et inauguration de la Maison d'arrêt de l'Évêché en avril 1793 ; ses premiers occupants, suspects et aristocrates de haute marque. — La Terreur : les prêtres sexagénaires et infirmes ; les prisonniers Vendéens ; les confesseurs de la Foi ; l'*Arche de Noë* de la Révolution au Mans. — Régime intérieur de la prison ; relation inédite du chanoine René-François Fay. — Le geôlier Durand et sa famille. — Fin de la Terreur et premières mesures réparatrices de 1795. — Un projet de transformation du quartier de l'Ancien-Évêché.

Dès les premiers mois de l'année 1793, les amateurs de biens nationaux commençaient à se faire rares au Mans, tout au moins pour les propriétés qui n'offraient pas de certitudes de gain suffisantes. Non seulement, la plupart des citoyens prudents, effrayés des événements ou arrêtés par de légitimes scrupules, ne se mettaient plus sur les rangs, mais beaucoup d'enthousiastes de la première heure,

eux-mêmes, reculaient devant des spéculations que l'encombrement du marché rendait de plus en plus hasardeuses.

L'adjudication du premier lot de l'ancien Palais épiscopal, à tous égards le plus avantageux, avait déjà été difficile et s'était faite à des conditions dérisoires de bon marché (1). Celle du second lot, comprenant les écuries, l'Officialité et ses prisons, ne put avoir lieu faute d'acquéreur. A une époque où les châteaux se vendaient à vil prix, les mesures devaient fatalement rester pour compte à la Nation.

La Nation, il est vrai, n'aura pas à chercher longtemps une destination aux dépendances de l'Évêché du Mans et aux prisons de l'Officialité. En l'année 1793, la libre disposition d'une ancienne prison était une heureuse aubaine pour les administrations révolutionnaires ; sous prétexte de donner au Pays les libertés si pompeusement promises, la Révolution commençait par le couvrir de prisons et par faire des arrestations en masse son système de gouvernement.

Par suite de ce système paradoxal, les suspects étaient déjà si nombreux au Mans, en mars 1793, qu'on avait dû les entasser provisoirement dans l'une des vieilles tours de l'enceinte, la *tour Vineuse* (2). Fort embarrassée de trouver une « Maison d'arrêt » où elle puisse les transférer, la Municipalité s'empessa de solliciter l'autorisation d'utiliser les

(1) V. notre précédent travail « *L'ancien Evêché du Mans avant la Révolution* »

(2) Située sur le bord de la rue actuelle des Fossés-Saint-Pierre, la *tour Vineuse* tirait son nom du voisinage d'anciens entrepôts de vins, et à plusieurs reprises déjà, elle avait servi de prison. L'incendie dramatique de 1707 l'a rendue célèbre dans les annales de la ville. Elle n'a été démolie qu'en 1832. Elle avait « dix-huit toises de circonférence et était couverte en ardoises, en forme de pavillon. Au rez-de-chaussée se trouvait une chambre à feu voûtée en plein cintre, au premier étage une chambre froide, aussi voûtée, au second une autre chambre voûtée avec cheminée ».

dépendances du Palais épiscopal en y établissant l'une des prisons créées par les lois nouvelles (1).

Le 5 avril 1793, le Conseil général de la commune nommait le citoyen Durand, concierge de la *Maison d'arrêt du ci-devant Évêché*, et l'aménagement de la prison, poussé avec activité, était terminé le 26 du même mois (2).

Cet aménagement n'ayant donné lieu à aucune construction neuve, la Maison d'arrêt de l'Évêché est déjà connue par la description que nous avons donnée antérieurement des anciennes prisons de l'Officialité (3). Rappelons seulement, qu'elle comprend deux corps de bâtiments principaux. L'un, de 25 mètres de longueur sur 6 mètres 50 de largeur, est parallèle à la rue neuve de l'Évêché (rue actuelle de l'Ancien-Évêché) ; il a son entrée sur cette rue, qui n'est pas encore bâtie, en face du collège ; il est « distribué » au rez-de-chaussée de deux chambres et d'une cage d'escalier, au premier étage de trois chambres à feu avec grenier dessus. L'autre bâtiment, en retour d'équerre, à la rencontre des murs de la porte du Château, est « distribué » de quatre chambres froides ou cachots. Au centre, s'étend une cour de 425 mètres carrés de superficie (4).

Ces distributions si modestes et ces dimensions exigües sont à retenir, pour bien comprendre, d'une part, les souffrances des nombreux détenus entassés dans un espace

(1) Loi du 29 septembre 1791 créant des « maisons de justice et des maisons de force auprès des tribunaux criminels ; des maisons d'arrêt auprès des tribunaux de district, et des maisons de détention ». — Sur les premiers projets relatifs à l'établissement de ces prisons au Mans, Arch. de la Sarthe, L 154, 72, 38 ; N 17.

(2) Arch. de la Sarthe, L 74, f. 40 ; L 154 ; L 30, f. 81 ; Fonds municipal, 1501.

(3) *L'ancien Evêché du Mans avant la Révolution*, ch. IV.

(4) Arch. de la Sarthe, N 17. *Extrait des registres du Bureau des domaines nationaux*, du 17 prairial an XI.

aussi étroit, d'autre part, les mauvais tours que plusieurs d'entre eux joueront à leurs gardiens (1).

La Maison d'arrêt de l'Évêché fut inaugurée par une noble et brillante compagnie.

A la fin d'avril 1793, on y transférait, de la tour Vineuse ou des prisons du Palais (2), un groupe de suspects appartenant « à la meilleure société ». Parmi ces aristocrates de haute marque, très connus jadis dans les salons du Mans, se trouvaient notamment M. de Sarcé, coupable « d'avoir entretenu une correspondance avec ses enfants émigrés », M. Bayard de la Vingtrie, « prévenu du crime d'embauchage pour les émigrés », M. Ouvrard de Linières, ancien lieutenant-général de La Flèche, MM. Godefroy, de Sablé, le chanoine Nepveu de la Manouillère, l'auteur des *Mémoires*, son domestique, son frère M. Nepveu de Bellefille, et « une infinité d'honnêtes gens arrêtés sans savoir pourquoi ou pour des misères, pour avoir mal parlé de la Convention ou de ce qui se passe » (3).

(1) Les anciennes « prisons royales » du Mans, contiguës au Palais des Comtes, n'étaient, à la vérité, guère plus spacieuses. Cf. dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, 1907-1908, tome LXI, p. 405, la notice de M. Robert Deschamps la Rivière sur « *Les prisons du Mans sous l'ancien régime* » qui forme l'intéressant préambule à la présente étude.

(2) Anciennes prisons royales du Palais des Comtes.

(3) *Mémoires du chanoine Nepveu de la Manouillère*, publiés par l'abbé G. Esnault, II. p. 301. — Arch. de la Sarthe, L 30, p. 30, 66, 108, 124. — Le chanoine Nepveu de la Manouillère ne devait certainement pas regretter la tour Vineuse, car en 1774, alors qu'il était loin de prévoir qu'il l'habiterait un jour, il écrivait « que les prisonniers y étaient bien mal » *Mémoires*, I, p. 184.

Aux noms précédents de suspects enfermés en avril 1793 à la tour Vineuse, nous pouvons ajouter ceux des « citoyens Deslandes, Barillé, Legeay, prêtre réfractaire, Cherrier, de Bergues, Fouet, commissionnaire à la Poste aux chevaux, Noël Parfait, instituteur à Saint-Ouen-en-Belin, Rimbault, notaire à Sargé, Le Tellier, régisseur de la terre de Vassé, Mongendre, Coupvent-Desgravières, élève en chirurgie, etc., et de la citoyenne veuve La Girouardière ». — Arch. de la Sarthe, L 30.

La plupart de ces premiers détenus, cependant, ne restent pas longtemps à l'Évêché. MM. Godefroy en sortent le 22 mai ; le chanoine Nepveu de la Manouillère le 28, grâce aux démarches de ses nièces « qui se donnèrent beaucoup de mouvement et en furent quittes pour de la peine et de l'argent » (1) ; M. Ouvrard, le 8 juillet. Ce dernier dût s'estimer particulièrement heureux, car il avait été menacé, au mois de juin, d'être traduit, comme MM. de Sarcé et Bayard de la Vingtrie, devant le tribunal révolutionnaire de Paris (2). Bientôt, d'ailleurs, il sera derechef arrêté et enfermé à la prison de la Visitation avec sa femme, ses enfants, le chanoine de la Manouillère, et bon nombre des membres les plus distingués de la société mancelle. En ces tristes temps, des séjours périodiques dans les différentes prisons n'étaient, pour les « gens de qualité » de l'ancien régime, qu'une marque de distinction et le moindre des désagréments.

A peine les premiers suspects en étaient-ils partis que la Maison d'arrêt de l'Évêché se remplissait d'un nouveau public.

Bien que le Conseil général du département ait courageusement refusé, le 14 juin, de faire arrêter *quatre-vingt-deux* « suspects », tenus jusqu'alors en réserve et dont l'arrestation immédiate était réclamée par la Société populaire, à l'instigation de Rigomer Bazin (3), la prison de

(1) Les demoiselles de Bellefille, royalistes ardentes, seront pendant toute la Révolution l'objet de furieuses dénonciations. Sous le Directoire la Sureté générale, dans une fiche bien curieuse, les accusera « de distribuer de faux congés aux militaires, de faux passeports et certificats de résidence aux émigrés ; de soudoyer les ennemis du gouvernement, de prêcher la révolte jusque dans les prisons, d'enrôler pour les chouans, de corrompre les soldats et de leur faire abandonner leurs drapeaux, etc. » Arch. de la Sarthe, L 306.

(2) Arch. de la Sarthe, L 30, p. 103, 153, 163, 327, 381, 421. — *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*.

(3) Arch. de la Sarthe, L 30.

l'Évêché garde pêle-mêle, pendant le second semestre de 1793 « d'obscurs citoyens accusés de « propos inciviques » ou de provocations au soulèvement populaire, des réfractaires qui ont refusé d'obéir à la réquisition, des jeunes filles « prévenues de discours contre-révolutionnaires, de détournements de volontaires ou d'avoir offert aux jeunes gens des haches pour abattre les arbres de la liberté ! » (1). Elle garde même un ancien gendarme protégé du représentant du peuple Choudieu (2) ; un entêté royaliste de Vallon, René Hermenge, qui s'est permis de crier « Vive le Roy » par la fenêtre de la prison municipale (3), et un infortuné charlatan du nom de Vitry qui, après avoir débité des drogues et arraché des dents aux habitants de Bonnétable, a été « malgré ses principes républicains, confondu avec les coupables d'incivisme ! » (4). Elle reçoit surtout de très nombreux prêtres.

Le 27 octobre, par exemple, on amène du couvent des Ursulines à l'Évêché, dix-sept des prêtres sexagénaires ou infirmes qu'une interprétation trop précipitée des lois de déportation a fait expédier à Nantes au mois d'août précédent et que les administrateurs de la Loire-Inférieure ont renvoyés à leur Département. Parmi ces prêtres, nous comptons deux de nos oncles, chanoines de la cathédrale du Mans, M. Julien Fay, ancien curé de Boëssé-le-Sec, et

(1) Arch. de la Sarthe, L 30, p. 195, 443, 510, 543, etc.

(2) Le citoyen Sauquaire, de Saint-Jean-du-Bois, demeurant à Angers et à Saint-Jean-du-Bois, chez sa mère, interrogé à l'Évêché le 26 juin, prévenu « de réponses vagues à des questions sur les rebelles et de rapports avec les brigands après l'occupation d'Angers ». Arch. de la Sarthe, L 30 et 299.

(3) Le 15 juillet on propose à René Hermenge de lui rendre la liberté « s'il dénonce ceux qui l'ont égaré ». Il refuse courageusement. Arch. de la Sarthe, L 30 et 299.

(4) Arch. de la Sarthe, L 30 et 299. Les chevaux du pauvre charlatan sont déclarés « chevaux de luxe » et saisis pour le service de la République !

M. René-François Fay, ancien curé de Neuvy, dont un curieux manuscrit de famille, jusqu'ici inédit, nous aidera à peindre, dans ses détails les plus caractéristiques, la vie intérieure des vénérables détenus (1).

Au moment où l'armée vendéenne menace Le Mans, en décembre 1793, la Maison d'arrêt de l'Évêché est donc toujours pleine. Quelques jours avant l'entrée des Vendéens, les autorités qui ne veulent pas abandonner leurs prisonniers aux « Brigands », rendent la liberté aux suspects, aux réfractaires, et font évacuer les prêtres sur Bonnétable, Nogent-le-Rotrou et Chartres. Terminé le 10 décembre 1793, ce transfert fut très pénible pour les malheureux ecclésiastiques. Les infirmes seuls furent placés sur des voitures qu'ils durent payer de leurs propres deniers. Quelques-uns, des vieillards de soixante-dix ans, furent liés avec des cordes et trainés comme des criminels. Aucun d'eux, toutefois, ne fut massacré en route, ainsi qu'on l'a écrit postérieurement ; tous revinrent au Mans, sains et saufs, après l'invasion (2).

La Maison d'arrêt de l'Évêché fut dévastée et « remplie d'immondices par les Brigands de la Vendée ». Dès qu'elle eut été tant bien que mal nettoyée (3), les prêtres les premiers, y furent réintégrés (4). Ils ne tardèrent pas à y être rejoints par quelques prisonniers vendéens qui, plus privilégiés que les autres, avaient échappé aux massacres. Au nombre de ces rares épaves recueillies à l'Évêché, nous pouvons citer un enfant de quinze ans, fils d'un capitaine

(1) Aux dix-sept prêtres sexagénaires ou infirmes dont nous citerons plus loin les noms, on peut ajouter, dès cette époque, M. Rolpot, vicaire à Mamers.

(2) Henri Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, I, p. 151, 199, 297 à 345, 349.

(3) Arch. de la Sarthe, L 30. Arrêté du Conseil général du département, en date du 28 frimaire an II (18 décembre 1793).

(4) Archives de la Sarthe, L 30 : *Arrêté de Garnier de Saintes*.

de navire de Nantes, le jeune Berthome, dont le précepteur, un ancien bénédictin, avait été fusillé le 24 nivôse. Prisonnier pendant huit mois, le jeune Berthome sera réclamé vers la fin de fructidor par le concierge de la prison, Pierre Durand, qui le prendra pour aide-geôlier ! Citons encore trois jeunes filles de la noblesse d'Anjou, M^{lles} Emilie, Aimée et Louise de Vaugirault, qui seront remises en liberté par Garnier de Saintes, le 8 prairial suivant. La famille de Vaugirault semble avoir eu, à l'encontre de bien d'autres, une chance extraordinaire dans ces affreux jours. La mère était parvenue à s'évader de la Mission ; le père, oublié à la Visitation, en dépit de son nom porté par un ancien évêque d'Angers et par l'un des principaux officiers de l'armée vendéenne, y restera paisiblement jusqu'à l'amnistie de frimaire an III (1).

Mais ce ne sont-là que des exceptions presque miraculeuses. Pour leur malheur, les prisonniers vendéens avaient été mis à part à la Mission, dans les églises de Sainte-Croix et de l'Oratoire ; les hommes n'en sortirent que pour marcher à la mort, les femmes et les enfants, décimés par les maladies, y subirent d'atroces souffrances et d'odieux traitements.

Seule, la prison de l'Évêché, en ce terrible hiver de 1793-94, conserva son caractère particulier de Maison d'arrêt et de Maison de réclusion des prêtres insermentés. Elle ne fut donc pas le théâtre de scènes aussi dramatiques que celles qui ont rendu célèbre la prison de la Mission et que M. H. Chardon a si bien décrites. Son histoire n'en demeure pas moins intéressante ; on y rencontre presque exclusive-

(1) Henri Chardon. *Les Vendéens dans la Sarthe*, III, p. 115, 217, 288. Deux autres personnes de cette famille, il est vrai, Thérèse et Louise-Françoise de Vaugirault, religieuses à Angers, sont citées par M. l'abbé L. Calendini, au nombre des prisonnières mortes à la Mission en 1793-94. Cf. *Revue du Maine*, t. LXXIV (1913), p. 82.

ment des Manceaux dont le sort, peu connu jusqu'ici, a été trop souvent confondu avec celui des Vendéens.

Dom Piolin, dans son *Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, a publié, d'après les *Registres d'écrou* conservés aux archives municipales du Mans, les listes des prêtres détenus à la prison de l'Evêché de 1793 à 1795 (1). Ces listes sont si complètes que nos recherches personnelles y ajouteront tout au plus une douzaine de noms (2).

Elles nous font connaître très exactement les quatre-vingt dix ecclésiastiques qui passèrent à l'Evêché pendant cette première période. Il serait fastidieux de réimprimer ces diverses listes d'écrou qui, d'ailleurs, semblent assez mal tenues et n'indiquent que bien imparfaitement les dates d'entrées et de sorties. Nous nous bornerons à rappeler au cours de ce travail, les noms des principaux détenus et nous renverrons aux originaux ceux de nos lecteurs qui tiendraient à connaître les très nombreux habitants de la prison.

A leur tête, saluons tout d'abord un martyr, l'une des gloires de l'Église du Mans, le lazariste Jean Guibaud, arrêté le 24 février 1794 aux portes de la ville, à la Motte, chez une ancienne bénédictine, Louise Pavet de Courteilles et guillotiné au Mans le 18 mars suivant. Saluons ensuite les dix-sept sexagénaires ou infirmes déportés à Nantes en 1792 et que la Providence, indulgente à leurs cheveux blancs, a ramenés dans leurs foyers (3). Aux épreuves de la

(1) Dom Piolin. *Histoire de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, III, p. 521 à 524. — Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 1491. *Liste des détenus civils et militaires de la maison d'arrêt de l'Evêché.*

(2) Entre autres documents non publiés par dom Piolin et que nous avons retrouvés, nous citerons une liste des *Noms des ecclésiastiques détenus dans le ci-devant Evêché du Mans, au mois de floréal an II.* Arch. de la Sarthe, L 271.

(3) MM. Dupuy, curé-baron d'Evaillé; Bouttelou, vicaire de Chauffour; Lemaitre et Manguy, prêtres du Mans; Dumur, vicaire de Mulsanne; Leconte, curé de Saint-Jean-de-la-Motte; Lamarre, vicaire de Mareil-

captivité s'étaient ajoutées pour eux les souffrances d'un cruel voyage qui leur mérite une mention d'honneur parmi les habitants de la prison de l'Évêché. Saluons enfin le chef respecté du clergé orthodoxe du Mans à cette époque, le chanoine Paillé, vicaire-général de M^{gr} de Gonssans, et plusieurs religieux fidèles à leurs vœux, tels que M. Voisin, lazariste, « si infirme qu'il lui faut une personne près de lui jour et nuit » (1), le P. Urbain Deroy, cordelier, le P. Renouard, carme de La Flèche, dom Girou, ex-prieur de Saint-Vincent du Mans, et dom François Sageon, bénédictin de Solesmes.

Ces ecclésiastiques, dont le seul crime est d'avoir refusé le serment, forment pour ainsi dire la population fixe et permanente de la prison. Autour d'eux se groupe toute une population flottante, singulièrement mélangée ; son extrême variété jetterait sur l'ensemble du tableau une nuance assez gaie, si les contrastes, trop violents, n'avaient dû être souvent pour la majorité des détenus une injure et une pénible aggravation.

Dans la bizarre collection de ces hôtes de passage, se rencontrent de très nombreux déserteurs, volontaires peu soucieux de mourir pour la Patrie, des soldats « en bordée », des femmes très honnêtes comme M^{lles} de Vaugirault, et des filles de mauvaise vie, tout au moins de conduite douteuse comme la fille Poirier et la fille Bardet, accusées d'avoir participé avec les Vendéens au pillage de la maison du maire, et d'avoir volé la brosse à dents de ce triste personnage ! (2). On rencontre aussi de pauvres fous qui ont

en-Champagne ; Paris, curé de Sainte-Sabine ; Julien et René-François Fay, chanoines de la cathédrale ; Papillon, curé de Saint-Cosme ; Marin, curé d'Aillières ; Blin, curé des Loges ; Anjubault, curé de Saint-Jean-d'Assé ; Le Tessier, curé de Saint-Jean-des-Echelles ; Bazoge, curé de Trangé ; Brindeau, curé de Beaumont-Pied-de-Bœuf.

(1) Arch. de la Sarthe, I. 73, f. 47.

(2) Les filles Poirier et Bardet, ainsi qu'une autre détenue, la femme

troublé la tranquillité publique, toute une famille de geôliers, René Tripier, concierge de la Mission, sa femme et son fils, accusés d'avoir favorisé l'évasion de M^{mes} de Saint-Georges et d'Escravayac, deux des « Brigandes » les plus aventureuses de la Vendée (1), de vulgaires voleurs, un jeune homme prévenu d'attentat à la pudeur, quelques chouans de la première heure, puis ; après le 9 thermidor, une bande d'obscurs terroristes qui paieront les méfaits de leurs chefs (2).

Il semble que la Maison d'arrêt de l'Évêché soit ainsi, pour le régime révolutionnaire au Mans, le remède à tous les maux, le dépôt de tous les citoyens « à conserver », une véritable *arche de Noë*. Il est vrai qu'on y entre très facilement, sans jugement, par simple mesure « de sûreté générale », et qu'elle n'est que l'anti-chambre de la maison de justice ou prison criminelle.

C'est, par le fait, au temps de la Terreur, l'une des plus douces et des plus agréables prisons du Mans. Essayons, documents en mains, d'en décrire les charmes.

Le premier règlement spécial à la Maison d'arrêt de l'Évêché est daté du 7 avril 1793, et émane du Conseil général de la commune chargé de la surveillance des prisons. Aux termes des articles 1 et 2, les détenus par ordre de l'administration ne peuvent écrire à leurs familles ou à leurs amis qu'à la condition expresse de communiquer leurs

Pinçon, marchande à la toilette, Grande-Rue, étaient en outre accusées de s'être promenées dans l'église Saint-Julien avec des femmes de brigands et d'avoir dit que c'étaient de braves et honnêtes gens ! La fille Bardet ne sortira que le 10 pluviôse de la maison d'arrêt de l'Évêché et elle y gagnera une maladie de peau. H. Chardon. *Les Vendéens dans la Sarthe*, I, 357, et Arch. de la Sarthe, L 285.

(1) Tripier, ancien maçon du faubourg Saint-Gilles, sa femme Anne Papin et son fils, furent acquittés le 15 thermidor par le tribunal criminel qui admit le cas de force majeure. H. Chardon. *Les Vendéens dans la Sarthe*, III, 183.

(2) Henri Chardon. *Les Vendéens dans la Sarthe*, III, p. 366.

lettres aux commissaires de la Municipalité, le matin de 8 heures à 9 heures, ou le soir de 4 heures à 5 heures. Aux termes des articles 5 et 6, ils sont autorisés à se procurer un lit avec une couverture et tels aliments que bon leur semble, à la charge de les faire examiner par le gardien. Il leur est interdit d'avoir aucune lumière la nuit, sauf en cas d'indisposition. Tous les écrits « séditions, inciviques, tendans à rompre l'indivisibilité de la République, ou à demander un autre gouvernement, » doivent être immédiatement saisis et transmis au Comité de sûreté. Le geôlier est tenu de faire deux rondes chaque jour et de recevoir les plaintes que certains détenus peuvent avoir à porter contre d'autres. Il lui est défendu, ainsi qu'à tous les citoyens de garde, de rien accepter de ses pensionnaires (1).

Jusqu'à l'invasion vendéenne, l'administration ne se montre pas trop rigoureuse. Le 20 juillet 1793, le Conseil général du département « permet à la citoyenne Bossé-Laferrière de s'introduire, comme par le passé, dans les différentes maisons d'arrêt, pour y distribuer les aumônes et les secours que l'humanité destine aux détenus » (2). Il étend même cette permission « à tous les citoyens sensibles qui voudront les soulager et qui se présenteront aux heures des visites des Commissaires » (3). Le 16 août, il invite le District à disposer, en faveur des détenus de la Maison d'arrêt de l'Évêché, des matelas déposés au garde-meuble (4).

(1) Arch. de la Sarthe, L 30, p. 10. *Règlement de police pour la maison d'arrêt.*

(2) Ce nom de la « citoyenne Bossé-Laferrière » nous permet d'ajouter un nom à la liste trop succincte, donnée par M. Chardon, des femmes généreuses du Mans qui se distinguèrent par leur charité à l'égard des prisonniers. Peut-être M^{me} Bossé-Laferrière était-elle l'une de ces anciennes « dames de Charité » des prisons, qui avaient, avant la Révolution, la mission en quelque sorte officielle d'adoucir le sort des prisonniers et « leur procuraient la soupe ». V. Deschamps la Rivière. *Les prisons du Mans, etc.*, p. 433.

(3) Arch. de la Sarthe, L 30, p. 407.

(4) Arch. de la Sarthe, L 30, p. 506.

Grâce à cette bienveillance relative, les vieux prêtres transférés des Ursulines à l'Évêché le dimanche soir, 27 octobre, peuvent se procurer quelques adoucissements. Le chanoine René-François Fay nous apprend qu'ils continuent à se faire nourrir par le sieur Bordier, leur cuisinier aux Ursules, à raison de 18 sous par jour. Ils achètent, à leurs frais, du bois et de la chandelle; chacun d'eux a apporté avec lui une petite malle qu'on lui a montée moyennant un pourboire de 5 sous (1).

Après l'invasion des « Brigands » qui marque au Mans l'apogée de la Terreur, la situation des détenus de l'Évêché s'aggrave sensiblement. La plupart ont à souffrir d'une malpropreté révoltante qui engendre des maladies de peau contagieuses et coûte la vie à plusieurs femmes. Ils ont surtout à souffrir de la faim. Le grand nombre de prisonniers, le passage des troupes et les misères de la guerre ayant rendu très difficile l'approvisionnement de la ville, on craint la famine, et on réduit, à l'Évêché, la ration individuelle de pain de deux livres à une livre et demie par jour. On supprime même la mauvaise soupe maigre accordée jusqu'alors aux détenus sans ressources. Beaucoup manquent de pain et se plaignent à grands cris de la faim, ainsi qu'il résulte d'une pétition adressée peu après à la municipalité (2).

Les prêtres, il faut le reconnaître, paraissent avoir moins souffert de cette situation. Entourés de pieuses sympathies, ils reçoivent, de la charité chrétienne, par l'intermédiaire des femmes admirables qui visitaient les prisons, des secours en argent ou en nature (3). Ces secours leur per-

(1) *Itinéraire journalier et livre de comptes du chanoine René François Fay*. Manuscrit de notre bibliothèque.

(2) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 1502. *Pétition du 24 vendémiaire an III aux citoyens officiers municipaux de la commune du Mans*.

(3) En outre de la « citoyenne » Bossé-Laferrière, que nous avons

mirent de conserver un régime de faveur. Au mois de janvier 1794, le chanoine Fay est encore nourri au même prix par son traiteur Bordier. Il habite, en nombreuse société, une chambre commune, sans doute la chambre dite de *la Pistole*, la plus belle de l'établissement, pour la communauté de laquelle il paie 2 livres 2 sous par mois. Il renouvelle sa provision de bois et il est même assez riche pour donner 10 sous d'étrennes à trois citoyens qui lui ont rendu de légers services !

Il faut croire cependant que les menus du sieur Bordier ne sont guère abondants, car le bon chanoine est obligé d'acheter dix-huit livres de pain supplémentaires chaque mois. Jusqu'au mois de février 1794, il ne paie les six livres que quinze sols. Au mois de mars, il les paie une livre, par suite de la rareté des subsistances. D'autre part, Bordier profite de la famine pour élever ses notes : de 18 sols, le prix de la pension de chaque prêtre s'élève à 20, 25 et 30 sols. Ce sont, pour les pauvres vieillards, des événements mémorables « de prendre des draps blancs, de se faire faire les cheveux, d'acheter de la chandelle ou un balai de communauté ». Plusieurs d'entre eux étant infirmes ont besoin de soins particuliers : en octobre 1794, ces soins coûteront 15 livres à M. Fay qui, pour relever son moral, surnomme l'un de ses serviteurs *la Jeunesse* (1).

Mais notre chanoine, en homme prudent, ne dit pas tout. Il se garde des indiscretions compromettantes, et cette vie

citée plus haut pour la première fois, M. Chardon signale parmi les femmes admirables qui visitèrent les prisons du Mans dans ces terribles jours : Marie-Louise Thébaudin de Bordigné, morte de la contagion gagnée parmi les prisonniers, M^{lles} de la Brainière, M^{me} Gandouard, M^{me} Ledru, mère du général, M^{me} Bérard, et parmi les hommes, MM. Vétillart et Ruillé. *Les Vendéens dans la Sarthe*, III, p. 41. — Cf. aussi l'historien révolutionnaire Renouard, *Essais sur la ci-devant province du Maine*, qui reconnaît hautement « que les femmes surtout se distinguèrent par leur active bienfaisance ».

(1) *Itinéraire journalier et comptes du chanoine René-François Fay*.

de prison, en apparence supportable, est agrémentée, dans la pratique, de bien des misères. Cinq de ses confrères en détention, d'humeur moins pacifique ou moins résignée, nous les exposent tout au long dans une plainte adressée le 29 messidor an II (17 juillet 1794) à la Municipalité.

En premier lieu, paraît-il, une haine violente, provenant de jalousies de métier, règne entre le geôlier Durand et le traiteur Bordier. Durand exige que les vivres et la vaisselle soient déposés chez lui ; il casse les plats, les bouteilles et les soupières, ou il refuse de les rendre ; chaque repas est l'occasion d'une querelle épique. Parfois, au mépris des ordres d'un commissaire compatissant, le citoyen Rousseau, Durand refuse de laisser entrer le garçon de Bordier et fait jeûner ses prisonniers. Lorsque ceux-ci ont l'audace de protester, il les menace du Comité de surveillance, les renferme dans leur chambre et « les accable d'injures à travers la porte ».

Dans toute la maison, « la malpropreté est à son comble ». Le pain reste à terre des demi-journées, « exposé aux chiens, aux chats, aux pieds des passants ; si on le couvre, c'est avec les jupes ou le bonnet de la citoyenne Durand ; si on le place sur des planches, les poules juchent dessus et le saupoudrent de leurs excréments ». Inutile d'ajouter qu'on balaie le moins possible ; les jours de grand nettoyage, les ordures ne se portent pas dehors, on les amasse à la porte de la chambre des prêtres !

Sale et paresseux, le citoyen Durand laisse ses détenus manquer d'eau et ne délivre de paille qu'une fois par mois à ceux qui n'ont pas de lits. Il ne fait pas les commissions, « seule consolation des prisonniers », ou bien il brûle leurs lettres. Si par hasard il autorise son beau-frère à aller leur chercher, trois fois la semaine, le *Journal de Perlet*, c'est six sous par voyage, prix si exorbitant que les infortunés lecteurs sont obligés d'y renoncer. Quant à la citoyenne Durand, elle vole le linge des femmes, pendant

que son mari trafique indignement sur les fournitures de vin et de pain, et prend une pistole aux privilégiés qu'il accueille dans l'une des chambres de sa conciergerie.

Types parfaits des geôliers de la Terreur, les Durand sont surtout grossiers à l'égard des prêtres qu'ils poursuivent d'une haine féroce. Leurs phrases les plus ordinaires sont des « juremens exécrables » ou des injures ; les prêtres « sont des scélérats, des aristocrates, des dix mille s prêtres ». Le Commissaire de la Municipalité, Rousseau, « dont l'humanité est un obstacle à la tyrannie du geôlier », les visiteurs, l'adjoint au représentant lui-même, ne sont pas ménagés ; ils sont poursuivis des propos les plus injurieux, les plus indécents, de « calomnies atroces ».

Bien mieux, les membres de la famille Durand se disputent entre eux avec un brio peu ordinaire. Vingt fois par jour, la femme gratifie son mari et sa fille d'épithètes impossibles à reproduire ; le mari et la fille ripostent. La représentation dure jusqu'à ce que « la fille crie et jure plus haut que la mère », ou que le mari « tombant dessus, fasse taire sa charmante moitié à coups de pied et de bâton ». Ce sont, il est vrai, les moments joyeux des prisonniers qui rient aux éclats, malgré leur mauvaise humeur, lorsque le citoyen Durand veut ensuite leur soutenir que sa femme est une femme respectable.

Le réquisitoire où nous puisons ces détails humoristiques est signé de cinq prêtres connus, MM. Cassidi, Deshayes, Baudet, Linguet et Montange, curé de Saint-Mars-la-Bruyère, de deux femmes et de trois autres détenus, dont le propre confrère du citoyen Durand, René Tripier, geôlier de la Mission. Il se termine par cette apostrophe virulente qui nous apporte incidemment une nouvelle preuve des sentiments de modération et d'humanité de la Municipalité du Mans à cette date :

« Vous nous avez témoigné de la bonté, citoyens, vous avez paru compatir à nos peines, vous ne les connaissiez

pas toutes. Vous voyez que vos ordres ne sont pas suivis. Nous pouvons ajouter qu'ils sont méprisés scandaleusement. Vous recommandez, et nous en avons les preuves les plus touchantes, l'humanité, la douceur, la prévenance ; nos geôliers ne les connaissent pas. Rendez-nous donc justice, allégez notre sort et que les ordres que vous voudrez bien donner soient si clairs et si précis qu'il soit impossible à la citoyenne Durand elle-même de les éluder » (1).

Sensible au compliment, la Municipalité tint à honneur de justifier la confiance que les détenus de l'Évêché témoignaient en son équité. Le 5 thermidor, le citoyen Juteau, agent national de la Commune, transmettait leur plainte aux officiers de police ; le 14, le juge de paix procédait à une enquête et faisait une descente de justice à la Maison d'arrêt. Bien qu'on n'ose pas encore frapper le citoyen Durand auquel l'avenir réservait, comme nous le verrons, de plus cruelles mésaventures (2), une certaine satisfaction est donnée aux réclamants, par le transfert à la Visitation, des cinq prêtres qui ont pris la défense de leurs collègues, et qui sont ainsi soustraits aux vengeances de la famille Durand (3).

Cette décision, coïncidant avec la date mémorable du 9 thermidor, était déjà un symptôme de temps moins durs.

Les suites dramatiques de la défaite des Vendéens avaient, il est vrai, quelque peu détendu le ressort de la Terreur

(1) Arch. de la Sarthe, L 308. *Plainte des détenus de l'Évêché contre le geolier Durand.*

(2) Un procès-verbal de prestation de serment par le citoyen Poteau, concierge de la maison de réclusion du cy-devant Evesché, en date du 24 floréal an II (13 mai 1794) pourrait faire croire au remplacement du citoyen Durand, si ce dernier ne prêtait serment, lui aussi, en la même qualité quatre jours plus tard le 28 floréal. Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 1501. En admettant qu'il soit entré en fonctions, Poteau n'a donc pu exercer que conjointement avec Durand.

(3) Arch. de la Sarthe, L 308.

au Mans depuis le mois de prairial. Les massacres de « Brigands » ayant satisfait la soif de sang de la populace et formé une diversion favorable aux suspects du pays, Garnier de Saintes avait élargi lui-même beaucoup de Manceaux et épuré les administrations dans le sens de la modération.

Ce n'est, toutefois, qu'au mois de février 1795 que le représentant du peuple Dubois-Dubais commence à faire bénéficier les prêtres des mesures réparatrices de justice et d'humanité qui caractérisent sa mission dans la Sarthe. Le 9 ventôse an III (27 février 1795), par un arrêté daté d'Alençon, il rend tout d'abord la liberté aux prêtres « non fonctionnaires publics » détenus jusqu'alors à la Maison d'arrêt de l'Évêché. Ces prêtres sont au nombre de 27 : nous retrouvons parmi eux le vicaire général Paillé, les religieux des divers ordres et les deux chanoines Fay qui sortent le 4 mars, après midi, à la suite d'un arrêté signé la veille, 3 mars (13 ventôse an III), par le Directoire du district (1).

Les autres prêtres, « fonctionnaires publics », c'est-à-dire les curés et les vicaires, sortent un mois plus tard, dans les derniers jours de germinal (2).

Le 26 prairial (14 juin 1795), Dubois-Dubais acquiert de nouveaux droits à la reconnaissance de tous les honnêtes gens en accordant une pension annuelle « aux ci-devant prêtres de l'Évêché », que leur grand âge et leurs infirmités mettent dans l'impuissance absolue de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins. Il veut, selon ses propres expressions, « honorer le malheur en soulageant la vieillesse souf-

(1) Cf. dom Piolin. *Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, III, p. 532. Arrêté du Directoire du district du Mans du 13 ventôse an III ; *Liste des ecclésiastiques non fonctionnaires publics détenus dans la maison du ci-devant Evêché*. Par suite d'une erreur de traduction, dom Piolin date cette liste du 3 avril 1795 au lieu du 3 mars.

(2) Arch. de la Sarthe, L 124.

frante » (1). Noble et généreux sentiment dont l'historien, cent ans plus tard, a le devoir de louer hautement le conventionnel Dubois-Dubais.

Peu après, les autres détenus de la Maison d'arrêt de l'Évêché profitent à leur tour de sa générosité. Le 4 messidor (22 juin 1795), il autorise l'officier de police, juge militaire, à élargir les militaires, les déserteurs, les terroristes et même les Chouans qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun. Seuls, les chefs de Chouans, les Chouans arrêtés depuis la pacification et les citoyens coupables d'attentats contre les personnes ou les propriétés doivent être traduits devant les tribunaux (2).

Par le fait, cet arrêté du 4 messidor an III dépeuple momentanément la Maison d'arrêt de l'Évêché. Il ne la vide cependant pas complètement. Du 22 juin au 26 octobre 1795, date de la dissolution de la Convention, nous y trouverons encore, en plus des prévenus de droit commun et des déserteurs, bon nombre de prévenus politiques et d'ecclésiastiques.

Parmi les premiers, une mention spéciale est due à une bande de Chouans de Conlie, les nommés Jean Le Peltier, tisserand, Pierre Leguy, boulanger, Blanchard, journalier, Julien Jouan dit *Passepartout*, Touchet et Le Tessier, arrê-

(1) Arch. de la Sarthe, L 124. Dès le 19 ventôse (mars 1795) un arrêté du département, approuvé par Dubois-Dubais le 20 prairial, avait accordé un secours de 40 sols par jour pendant leur détention à MM. Urbain-Eutrope Houdebert, Dupuis et Charles Voisin, tous trois prêtres insermentés et infirmes détenus à la maison d'arrêt de l'Évêché. Un autre arrêté de Dubois-Dubais, en date du 10 prairial, avait accordé une somme annuelle de mille livres à partir du jour de leur élargissement aux prêtres infirmes qui avaient été simplement détenus pour non prestation de serment. I. 37.

(2) Archives de la Sarthe, L 124. Parmi les détenus de la maison d'arrêt de l'Évêché mis en liberté par les arrêtés de Dubois-Dubais, se trouvait « un aliéné, quatre infirmes et un octogénaire à qui ni l'âge, ni la maladie, ni même la folie n'avaient pu ouvrir depuis trois ans les portes de la prison ! »

tés le 18 août pour avoir mis des citoyens à contribution, assassiné le maire de Conlie, Moreau, provoqué des rassemblements et contraint plusieurs patriotes à se joindre à la horde des Chouans (1).

Parmi les prêtres, citons l'abbé Guillaume Denis, vieillard infirme, de soixante-trois ans, « prévenu d'émigration », qui n'est relâché que le 20 août (2); Jacques Bigot, de la Bazoge, réputé chef de Chouans, qui a dit « que la République était à c . . . » et a conduit plusieurs habitants de sa commune chez le sieur Gagnot, marchand, place des Halles, recruteur pour les Chouans (3); MM. Herbelin la Reveillère, Legeay, Malard, Beaudouin, Letessier, le diacre Jumeau, le sous-diacre Gagnot, transférés à Chartres le 15 septembre (4); MM. Touchard, Boutrot, Sorieul, etc., transférés le 27, sur leur demande, à la maison des Ursulines (5).

Le Comité de sureté générale ne pourra, d'ailleurs, tolérer longtemps la modération de Dubois-Dubais, et, dès le 9 septembre, le Directoire de la Sarthe se conformant à un de ses arrêtés du 18 fructidor an III (4 septembre 1795), remettra en arrestation « à la maison d'arrêt de l'Évêché » tous « les prêtres réfractaires, déportés et rentrés dans le département (6) ».

Par contre, depuis les enlargissements en masse du mois de juin, plusieurs détenus commencent à s'ennuyer et à prendre sans façon « la clef des champs ». Le 24 juillet, un

(1) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 4 et 5; L 130, f. 99.

(2) Arch. de la Sarthe, L 54.

(3) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 10. Après une carrière très mouvementée, Jacques Bigot sera surpris dans l'exercice de son ministère sacerdotal et massacré par la colonne mobile de Domfront-en-Champagne, en septembre 1799. Cf. dom Piolin, t. IV, pp. 58-61.

(4) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 13.

(5) Arch. de la Sarthe, L 55. L'arrêté de transfert, en date du 5 vendémiaire an IV (27 septembre 1795), est motivé par ce fait que « la maison d'arrêt de l'Évêché étant remplie de militaires et autres détenus, les pétitionnaires infirmes ne peuvent s'y procurer les soulagements que leur état exige ».

(6) Arch. de la Sarthe, L 37.

soldat de la 179^e demi-brigade, Marin Lanoix, accusé du vol de deux paires de guêtres au magasin militaire, ouvre audacieusement la marche et saute le mur (1). Le 30 août, il est suivi par le nommé Griffaton, chouan « des plus recommandables », dont l'évasion fait grand tapage (2). En vain, un arrêté du lendemain porte-t-il de 600 l. à 1.200 l. les gages des geôliers — pour mieux stimuler leur vigilance (3) — en vain, l'administration réclame-t-elle instamment d'importants travaux à la prison de l'Évêché, dont la mise en état convenable exigerait une somme de 100.000 livres (4), les évasions ne cesseront désormais de s'y multiplier, et au mois d'octobre, l'illustre famille Durand laisse s'échapper, d'un seul coup, « treize » prévenus de chouanisme (5).

Un tel exploit a au moins pour effet de pousser à bout la patience de l'administration, qui se décide enfin à destituer le citoyen Durand et à le remplacer par un nouveau geôlier du nom de Gautier (6).

Avec cet acte passager de justice et le régime de la Convention, se termine la période tragique de l'histoire de la maison d'arrêt de l'Évêché, période pendant laquelle il eut été dangereux de plaisanter.

(1) Arch. de la Sarthe, L 308.

(2) Arch. de la Sarthe, L 134, f. 19 et L 308.

(3) Arch. de la Sarthe, L 37.

(4) Arch. de la Sarthe, L 134, f. 28. — « Le chef-lieu du département de la Sarthe ne possède pas une seule maison de justice ni d'arrêt qui puisse répondre de la punition d'un coupable Il est très urgent que nous soyons autorisés à faire les constructions et réparations nécessaires aux bâtiments situés sur la place du Château et joignant la maison d'arrêt Tout délai porte un coup mortel à la tranquillité publique. » — Le 19 septembre 1795, un autre arrêté de l'administration prescrira aux concierges des maisons d'arrêt, pour reprendre plus facilement les évadés, d'avertir les municipalités aussitôt qu'ils recevront un détenu, afin que ladite municipalité inscrive ses noms et signalement sur un registre spécial. L 37.

(5) Arch. de la Sarthe, L 82, f. 123.

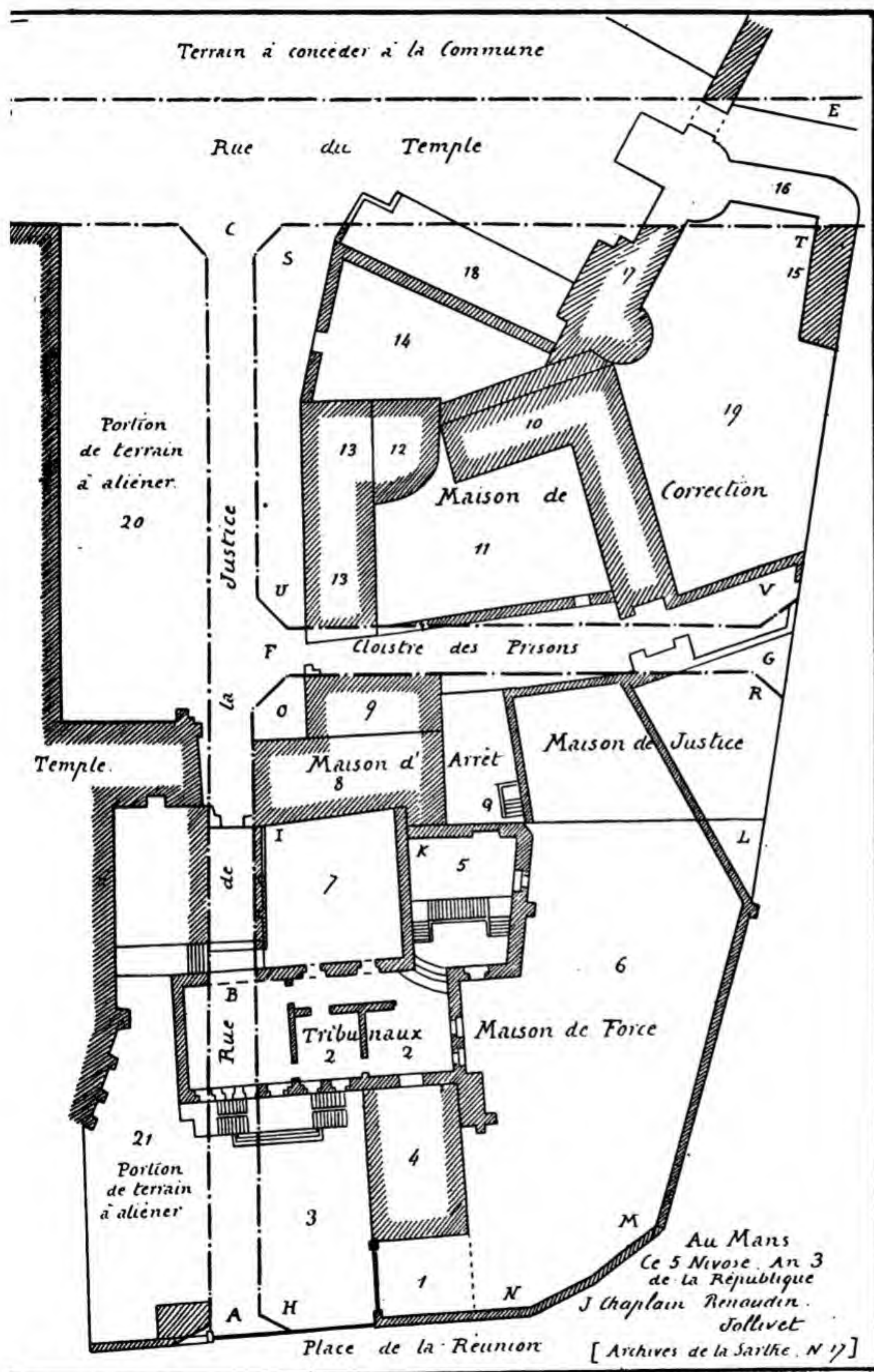
(6) Arch. de la Sarthe, L 114, f. 120.

Avant d'aborder la seconde phase, moins critique et plus gaie, grâce à l'insanité administrative du Directoire, il nous reste à dire quelques mots d'un projet dont l'ancien Palais Episcopal, dans son ensemble, fut l'objet de 1793 à 1795 et qui faillit modifier radicalement les destinées du quartier.

L'administration départementale de la Sarthe, nous l'avons vu, n'avait consenti qu'à regret à la vente nationale de la « maison épiscopale ». Dès le mois d'octobre 1793, le Conseil général de la commune présentait une demande en résiliation de l'acquisition du citoyen Bardou - Boisquetin, dans la pensée d'agrandir la maison d'arrêt de l'Évêché et d'établir définitivement les différentes prisons sur l'emplacement de l'ancien Palais Episcopal. Les événements du mois de décembre retardèrent l'étude de la question, mais ne la firent pas perdre de vue.

Le 17 septembre 1794, le district du Mans reprenant l'idée pour son compte, chargeait les citoyens Chaplain-Renaudin et Jollivet de lui faire un rapport « sur la situation de la cy-devant maison épiscopale et sur les ressources qu'elle offrirait pour y établir les maisons de force, d'arrêt, de justice et de correction. Le rapport fut déposé le 25 décembre suivant, c'est-à-dire quelques semaines avant les arrêtés de Dubois-Dubais qui devaient rendre les circonstances favorables à une réorganisation du régime pénitentiaire.

Or, au dire des rapporteurs, « le local du ci-devant Évêché est par sa position un des emplacements de la cité du Mans qui offre le plus d'avantages pour l'établissement qu'on propose. La circulation de l'air n'y sera jamais interceptée et on pourra facilement, au moyen de quelques canaux, y amener l'eau des fontaines de la ville ». En conséquence, ils proposent de réunir aux terrains du citoyen Bardou-Boisquetin ceux qui font encore partie du domaine national, les anciens remparts et les tours de la porte du Château, appartenant à la commune, ainsi que la place du Château elle-même, dite alors *Place de la Tempérance* « qui est



vague et déserte », et d'établir sur l'emplacement ainsi formé : 1^o une *maison de force*, vaste et commode, capable de contenir au moins 50 à 60 individus ; 2^o une *maison d'arrêt* suffisante pour 10 ou 12 ; 3^o une *maison de justice* qui en contiendrait autant ; 4^o une *maison de correction* pour 60 à 80.

D'après le plan annexé au rapport, ces différents établissements devaient être circonscrits entre la *Place des Jacobins*, la *Rue Neuve* [de l'Évêché] et trois nouvelles rues à ouvrir, l'une dite *Rue du Temple*, dans l'axe de la place de la Tempérance ou du Château, l'autre dite *Rue de la Justice*, parallèle au « Temple de la Raison », c'est-à-dire à la cathédrale, et allant de la place de la Tempérance à celle des Jacobins, la troisième, transversale, dite *Cloistre des Prisons* (1), de la rue de la Justice à la rue Neuve [de l'Évêché].

Les rapporteurs insistent particulièrement sur la nécessité d'ouvrir la voie qu'ils appellent *Rue de la Justice*, « parce que, lorsque les fêtes publiques seront organisées, le Temple [la Cathédrale] sera le seul monument de la Cité qui convienne par sa grandeur et par son caractère au rassemblement des citoyens, qu'il fallait dès lors l'isoler des prisons autant que possible, afin que la joie publique ne fut pas interrompue par les cris et les gémissements des détenus ».

L'évaluation totale de la dépense était portée à 100.000 livres (2).

De ces belles conceptions, tout imprégnées de sottise révolutionnaire, une seule idée était peut-être rationnelle, l'ouverture de la *Rue de la Justice*, qui eut préparé de ce

(1) Cette rue, comme l'indique le plan ci-joint, eut fait disparaître le porche en arc surbaissé, encore existant aujourd'hui dans la cour de M. Doulain, grillageur, qui formait l'entrée de l'ancien passage s'ouvrant sur la place du Château par le portail de la maison actuelle de M^{rs} Gouin.

(2) Arch. de la Sarthe, N 17 ; L 30, p. 667 ; L 160, f. 127 ; L 161, f. 28 et 70.

côté le dégagement futur de la cathédrale, en établissant une communication directe et facile entre les places des Jacobins et du Château. Encore faut-il remarquer que les citoyens Chaplain-Renaudin et Jollivet, peu soucieux de l'esthétique, admettaient la construction de maisons en bordure de la nouvelle rue de la Justice, c'est-à-dire le long de la cathédrale, sauf à ne laisser bâtir qu'à une distance de 24 pieds du pied des murs du « Temple ».

Pendant trois années environ le projet restera à l'étude, avec des variantes plus ou moins importantes. En l'an VI, il donnera naissance à une nouvelle idée aussi absurde que criminelle au point de vue artistique. « On proposera de demander au gouvernement la ci-devant cathédrale Saint-Julien *pour l'abattre* et bâtir à sa place prison et tribunaux » (1). Par bonheur, soit qu'un éclair de bon sens l'ait arrêtée, soit que la Révolution n'ait pas eu le moyen de faire les choses aussi grandement, tous ces beaux projets tombèrent à l'eau d'un seul coup. Les tribunaux furent modestement installés dans l'ancien couvent de la Visitation. Le citoyen Bardou-Boisquetin garda de gré ou de force la partie de l'Évêché qu'il avait achetée, et l'autre partie resta comme auparavant une maison d'arrêt provisoire dont il nous reste à esquisser l'histoire de 1796 à 1805.

ROBERT TRIGER.

(*A suivre.*)

(1) Arch. de la Sarthe, L 173. *Lettre du 3 fructidor an VI* (20 août 1798) « au citoyen Thomas ».

QUELQUES NOTES
SUR
LA CHATELLENIE DE RESNÉ
EN LIGNIÈRES-LA-DOUCELLE
ANCIEN ARCHIDIACONNÉ DE PASSAIS, DOYENNÉ
DE LA ROCHE-MABILE

Cette châtellenie qui relevait du duché de Mayenne à foi et hommage lige, réunissait les seigneuries de Lignières-la-Doucelle, Saint-Calais-du-Désert, le Patronage de Saint-Samson (1) ; de nombreux fiefs en dépendaient, ainsi que des rentes seigneuriales dont nous verrons le détail dans la composition du bail, que nous donnons à la fin de ces quelques notes, par lequel Henri le Veneur, imitant en cela ses ancêtres, loua en 1652 à ferme générale sa terre de Resné, et la forêt de Monnaie de 1.000 hectares.

Les de Doucelles possédèrent pendant longtemps cette châtellenie, qui passa aussi aux Montauban. Ces Montauban étaient une branche cadette de la maison de Rohan ; l'amiral de Montauban, Jean de Rohan, la possédait en 1407, il mourut à Tours au mois de mai 1466 (2), dit le P. Anselme

(1) Une contestation fut soulevée, en 1636, par le sieur Roger-Dumesnil, à propos des droits honorifiques du comte de Tillières, dans l'église de Saint-Samson. M. de Tillières eut gain de cause, il venait après le seigneur de Prez-en-Pail. (Arch. du château de Carrouges.)

(2) On voit son tombeau à Ploërmel, dans les locaux des frères de Ploërmel.

dans sa généalogie de la maison de Rohan. Sa fille unique Marie de Montauban la porta par mariage, en 1443, dans la branche aînée de sa famille, en épousant Louis I de Rohan-Guémené, où elle resta jusqu'en 1531 époque où Louis IV de Rohan-Guémené et Marie de Rohan, sa femme et sa cousine, la vendirent à Jean IX le Veneur et à Gilone de Montejean-Sillé-le-Guillaume, sœur de René de Montejean, maréchal de France. Par sa mère Jeanne du Chastel, vicomtesse de la Bellière, Gilone était petite-nièce de Tanneguy du Chastel, prévôt de Paris, mort sans enfants.

Des différends au sujet de droits seigneuriaux s'élevèrent entre les le Veneur et Louis de Rohan-Guémené et donnèrent lieu à un long procès dont les nombreux documents et mémoires existent dans le chartrier de Carrouges. Il n'était pas encore terminé en 1550, lors du décès de Jean le Veneur ; sa veuve, Gilone de Montejean, continua à le soutenir, elle eut gain de cause.

Il ne reste aucune trace des bâtiments du château ; dès 1652 il n'en est fait mention dans les baux de ferme générale. Habité par les de Doucelles, il dût l'être rarement par les de Montauban, leurs fiefs seigneuriaux bretons étant plus considérables. Quant aux le Veneur, dont la résidence principale était au château de Tillières et incidemment à celui de Carrouges, ils se désintéressèrent de celui de Resné, qui bientôt disparut. Construit dans un fond il n'avait aucune importance stratégique. Seul, le moulin de Resné, dont l'existence est fort ancienne et dont les virants et tournants furent incendiés en 1885, aujourd'hui transformé en ferme, représenta la vie après la disparition des forges qui l'étaient en 1671. A quelle époque remonte leur existence, nous l'ignorons (1).

(1) Dans le détail de la contenance des terres, composant la ferme de Resné on trouve au cadastre l'étang des vieilles forges pour deux hectares ; (ce n'est pas là qu'est placé le tas de scories dont nous par-

Après la disparition du château, le siège du bailliage étant à Lignières, l'usage voulut que dans l'appellation des titres seigneuriaux, on donnât Lignières comme appellation principale, on disait les forges de Lignières. Pour nous c'est une erreur ; l'énorme tas de scories qui se trouve près de l'étang de la forge, aliàs Resné, n'a pas été amené là comme lieu de débarras ; c'est donc bien sur les terres de Resné qu'elles existaient.

Voici un extrait du bail que nous avons entre les mains, concernant ces forges ;

« Par bail du 28 novembre 1657, Henri le Veneur, comte de Tillières, etc., lequel estant en résidence dans son château de Carrouges a, cejourd'hui, fait bail à ferme prix et corps d'argent et non autrement, à M^{re} Thomas Poullain, sieur de la Vallée, de present Maistre des grosses forges du dit Lignères aussi present et acceptant aux clauses, charges et conditions cy après, c'est à scavoir des dictes forges, fourneaux, chauferies et affineries de Lignères, coures, issues, maisons d'icelles forges, garenne et circuit dont il jouist à présent, etc., pour le temps de cinq ou six années au choix du dict preneur, le seigneur parmi les choses qu'il a baillé au preneur, lui baille le nombre de cinq centz unze arpens de bois à prendre dans la forêt de Monnais à la raison de cent perches par arpents et chasque perche vingt-cinq pieds de Roy qui est larpentage ordinaire, devra le preneur pour l'abat du bois, suivre l'exploitation en usage et finir au quinziesme jour de juin etc. Et fut le présent bail ainsi fait outre lire clauses, charges et conditions ci-dessus, par le prix et somme de huit mille deux cent quarante livres, pour le prix entier du dit présent bail, tant pour le courre d'eau, forges, fourneau et autres choses qui en dépendra payable à la Toussaint et Pâques. »

lons ci-dessus), cette dénomination de terrain indique que les forges situées en cet endroit sont antérieures aux autres.

Ces forges n'étaient pas les seules de la contrée. Dans les bois de Montd'hard (1) près de la route neuve de Carrouges à Lignièrès-la-Doucelle, à quatre kilomètres de Resné tout au plus, dans les fonds on voit très bien la trace d'un petit étang desséché, aujourd'hui planté en taillis, mais dont la chaussée existe encore, ainsi que la place de l'empalement ou bonde. Il était alimenté par les eaux qui descendent de la partie supérieure du bois et forment maintenant la mare de la Marche en Pot, sur le bord de la route ; autour de la levée en question on rencontre des scories qui indiquent que là existait autrefois une forge. A l'autre extrémité du Montd'hard, se trouve l'emplacement des forges de Carrouges, aux le Veneur, et dont l'activité a pris fin en 1833.

A cinq kilomètres de cette forge, il y avait celles du Champ de la Pierre aux de Bâmont, qui elles aussi abdiquèrent, mais postérieurement, devant les grandes usines et la facilité des transports actuels. Ces forges particulières trouvaient leurs matières premières dans la région, à Ecouché. Le minerai n'ayant pas été épuisé, on comprendra facilement que la grande industrie qui s'étend toujours, qui déjà à Caen possède de hauts fourneaux, ait fait des études dans le Calvados et dans l'Orne ; que le minerai retrouvé, signalé non loin d'Alençon, des sociétés se fondent pour son exploitation.

Un bailliage annexé à la châtellenie de Resné avait son siège dans le bourg de Lignièrès, à 1.500 mètres de Resné. Le chartrier de Carrouges contient de nombreux dossiers concernant ce bailliage, qui ont été retrouvés dans les greniers du château où ils avaient été dissimulés à l'époque révolutionnaire. Bien que maltraités par un long séjour dans la paille, il y a parmi ces pièces des choses intéressantes.

(1) Commune de Saint-Martin-des-Landes (Orne), limitrophe de la commune de Lignièrès-la-Doucelle.

Ce bailliage était composé d'un bailli, d'un ou deux avocats, d'un procureur fiscal, d'un greffier, d'un notaire.

« En 1650, le 3 febvrier, Jean d'Alençon, escuyer, licentié en droits, sieur de Sacy, bailli de Resné, Lignéres et Saint-Calais ; assisté de M^e René Fournage, commis au greffe du baillage, déferant à la requête de M^e Ambrois du Douet, procureur fiscal du baillage, demandeur et encore de M^e Jacques Patrice, avocat au siège, fermier général de cette terre et seigneuries, Gilles Labinière, fermier, et des soubz fermiers des moulins de Resné, du Tailleul, de Cordouan et de la Blandinière aussi intimés par ledit Labinière, en exécution de mon appointment rendu le dernier jour du dit mois de janvier dernier, se rendit aux dits moulins, susnommés pour faire la visite et montrée des maisons édifiées, chaussées des estangs, esseaux et autres choses en dépendant, en présence aussi de Mathurin le Roy, intendant de Monseigneur. »

En 1657, François Amiot, seigneur du Bourg, était bailli de Lignéres.

En 1744, René Patrice de la Fuye, licencié ès-lois, est bailli civil et criminel des châtellenies de Resné, etc.

En 1766, c'est Louis-René Gérard, avocat licencié es-lois, qui remplit la charge de bailli, à Lignéres.

Le dernier de ces baillis, au moment de la Révolution, est Antoine de l'Escale, écuyer, sieur du Boishébert, en Saint-Martin-des-Landes (1). L'un des derniers avocats est M^e Le Gras (2).

Nous croyons assez intéressant de donner ici, en son

(1) Un autre de l'Escale avait été bailli avant lui.

(2) Dans le dossier du bailliage de Lignéres se trouve une lettre datée de 1784, signée de Le Gras, procureur au Mans, et scellée d'un cachet portant l'empreinte d'un écusson dont la légende est la suivante : *d'argent à six tourteaux de posés 3, 2, 1.*

entier, le texte du jugement de réception d'un notaire du bailliage de Resné, au milieu du dix-huitième siècle :

« A tous ceux qui ces présentes verront, nous, René-
« Patrice de la Fuye, licentié es-loix, bailly civil et criminel
« des chatellenies de Lignére, Resné et Saint-Calais, et juge
« des eaux, forêts et chasses en dépendant. En assistance
« de M^e Jacques Forton, nostre greffier ord^{re}, laudiance
« tenante veu la requeste à nous présentée ; par Jacques
« Barbey, praticien de la paroisse de Saint-Calais, aux fins
« de le recevoir en la charge et office de notaire de ce
« baillage pour la residence dud. Saint-Calais, aux obeis-
« sances de droict nostre ord^{re} de sois communiqué à
« M^e François Dudouet, procureur fiscal de ce siège, les
« conclusions du s^r Procureur fiscal, nostre ordonnance
« portant qu'il sera informé des vies et mœurs du dit Bar-
« bey, assignation donnée aux temoingts en conséquence
« par Normand, sergent du duché, le tout en datte de ce
« jour, controllé au bureau de ce lieu cejourd'huy le bail
« que ledit Barbey aurait accepté de M^{es} Jean Naudet, pres-
« tre et Jacques Fatton, notaire du baillage, en date du
« vingt-neuf octobre dernier, controllé au bureau, sept du
« présent mois, le certificat de son extrait de baptesme, à
« luy délivré par M^e Mathias Lemarchand, prestre vicaire
« de la ditte paroisse de Saint-Calais, le dix-huit avril mil
« sept cent quarante-trois, par lequel il paroist que led.
« Barbey est né le vingt-deux février mil sept cent treize,
« ensemble le certificat dud. sieur Lemarchand, de la reli-
« gion catholique, apostolique et romaine, dud. Barbey, en
« datte dud. jour et an, l'information par nous faite cejour-
« d'hui des vies et mœurs dudit Barbey, nostre ordonnance
« de soit communiqué audit s^r Procureur fiscal, les conclu-
« sions dudit Procureur fiscal, le tout en datte de ce jour,
« nous, après avoir pris dudit Jacques Barbey le serment
« en tel cas requis et qu'il nous a promis et juré de se bien

« et fidèlement comporter en ladite charge et office de
« notaire, et se conformer aux édits, arrest et règlement
« de la cour, et ouï de rechef, led. s^r Procureur fiscal, en
« ses conclusions verbales, avons reçu led. Jacque Barbay
« dans la charge et office de notaire de cette chatelenie,
« dans la résidence de Saint-Calais, pour le temps et terme
« de six années au terme de son bail, pour par luy en jouir
« aux profits, émoluments, honneurs y attribués et luy
« enjoint de se conformer aux édits, arrests et règlement
« de la cour, sous les peines portées par iceux ; pourquoy
« mandant et donné par nous juge susdit, le neufviesme
« jour de novembre mil sept cent quarante-quatre, et a
« ledit Barbay, signé.

« J. BARBÉ. DUDOUET.
« Patrice de la FUYE. »

Dépendante et attenante à la terre de Resné, se trouvait la forêt de Monnaie, de 1.000 hectares d'étendue, dont elle longe les herbages (1), le Cléré de Saint-Ursin et autres taillis environnants. Un saigrier et des gardes pour les eaux et forêts étaient chargés de la surveillance de la forêt et des cours d'eau ; plus d'une fois M. le Bailly eut à connaître des délits forestiers portés devant lui. Cette forêt a des sites pittoresques, nous citerons le plus remarquable, le Saut-à-la-Biche.

Ces dernières années, des plantations de sapins et autres essences y ont été effectuées et ont bien réussi ; les fourrés impénétrables retenaient le sanglier en abondance.

Un prieuré existait à Resné, sous le patronage de saint Maurice. « Par une charte datée de 1305, « Guillaume de

(1) La forêt de Monnaie est aujourd'hui détachée de la terre de Resné, ayant été vendue vers 1865 par M^{me} la vicomtesse du Fay, née le Veneur de Tillières.

« Doucelles donne dès à présent et à toujours au Prieur
« de Resné à quiconque soit ses successeurs, religieux de
« l'abbaye et monastère de Sainte-Trinité de Tyron, ordre
« de Saint-Benoist, confirmant, ratifiant et augmentant le
« dit prieuré fondé par mes prédécesseurs. ».

Cette copie de charte est dans le dossier qui concerne le prieuré de Resné, à Carrouges. On ne voit plus à Resné aucune trace des bâtiments de ce prieuré ; nous pensons qu'à une époque donnée, il y a eu fusion entre ce prieuré et celui de Lignièrès et qu'il était desservi pour la fondation dans l'église paroissiale par des prêtres séculiers. Ce qui militerait en faveur de notre façon de voir, c'est que, toujours dans le dossier en question, existe un plan pour la reconstruction de la chapelle, plan dressé au XVIII^e siècle, à l'instigation de la comtesse de Tillières, Michelle-Gabrielle du Gué de Bagnols, plan qui n'a pas été exécuté par la raison que nous avons avancée.

Dans le détail des clauses des baux à ferme de la terre de Resné, nous verrons que les le Veneur payaient chaque année une rente aux religieux de Saint-Ursin, en même temps qu'ils en faisaient parfois au prieur de Resné.

Voici, toujours d'après la source où nous avons puisé la majorité des documents qui nous ont servi à écrire ces quelques notes, la liste des prieurs de Resné et de Lignièrès remontant à la date de l'acquisition de la Châtellenie par les le Veneur ; d'après elle, la fusion remonterait à 1623.

Jacques Guillard, prêtre de Ciral, 1530, afferme le prieuré.

François le Cointe, religieux de Sainte-Croix, 1551, se désiste en faveur de Guillaume le Bedel, présenté par le seigneur.

Guillaume le Bedel, religieux de Sainte-Croix, jouissait, en 1573, de la dixme de Lignièrès.

Nicolas le Cornu, prêtre de Lignièrès.

Julien le Roy, prêtre de Lignièrès, 1598.

Charles le Vannier, curé de Lignièrès, 1608.

Nicolas le Marchand, 1610.

François Robion, religieux de Sainte-Croix, 1623, consent de remettre le prieuré au seigneur de Lignières.

Jean Barbé, prêtre.

Jean le Roy, chanoine de Carrouges, 1648.

Nicolas Gesland, curé de Lapallu.

Mathurin Broussin, chanoine de Carrouges, 1661, plaide avec Couppard, résignataire de Gesland, son oncle.

Marchand, prêtre de Lignières, 1680.

Pierre le Mesnager, clerc tonsuré, laissa vacquer pour se marier.

Hugue-Jean de Hauteterre, curé d'Acon, il plaida avec Pierre le Mesnager, pourvu en cour de Rome.

M^e Fontaine, prêtre de Lignières, 1724.

M^e Gérard, curé de Chahains, 1748.

M^e Jacques Thibault, curé de Sainte-Marguerite de Carrouges.

Encore sur le territoire de Lignières-la-Doucelle existait le prieuré de Saint-Ursin ; situé à l'entrée de la forêt de Monnaie à 800 mètres de la route de Lignières à Couptrain, fondé par Tiphaine de Doucelles. Les le Veneur furent bienfaiteurs de ce prieuré ; ils lui servaient une rente. Une partie des bâtiments, la maison habitée par les moines, sert aujourd'hui de logement au fermier propriétaire, la chapelle encore debout est convertie en grange ; au chevet, à l'intérieur, on a élevé une cloison qui ne monte pas entièrement jusqu'à la toiture du bâtiment, un plafonnage relie cette cloison au pignon et forme ainsi un petit appartement blanchi à la chaux, la porte s'ouvre dans la cour de la ferme. Le mobilier se compose d'un modeste autel, sur les gradins duquel il y a quelques petites statues, quelques fleurs artificielles fanées ; c'est dans ce modeste sanctuaire que se perpétue la dévotion des gens de la contrée envers

saint Ursin ; lors de notre visite en ce lieu, il y a peu d'années, nous vîmes un cierge qui brûlait devant l'autel.

Sous le badigeonnage malheureux, qui fut de mode vers la fin du XVIII^e siècle et qui cacha tant de choses intéressantes, on devine aujourd'hui des traces de peinture à l'ocre rouge sur les murs ; ce sont des lignes figurant des pierres, des losanges, il nous a semblé aussi, autant que la paille placée dans la chapelle et le demi-jour nous l'ont permis, voir des têtes de personnages, saints ou anges.

Bail de la terre de Resné, aliàs Lignièrès

Tous ceux qui les présentes lettres verront ou ouiront.

Charles Robin, seigneur de Variza, conseiller du Roi en ses Conseils destat et privé, garde hérédital du scel aux contrats et obligations de la vicomté de Bretheuil, salut scavoir faisons que pardevant Marc Brictizbres, tabellion royal en la dite vicomté pour la branche de Tillières et Richard Le Licinours, son adjuvant ordinaire, fut présent hault et puissant seigneur messire Henri le Veneur, chevalier, seigneur, comte de Tillières et Carrouges etc. Lequel de son bongré et bonne volompté a baillé et baille à ferme, par ces présentes, la terre et chatellenie, fiefs et seigneuries de Resné, Lignièrès, Saint Calles, en ce qu'elle consiste tant en fiefs que en domaines, maisons et édifices, moulins, halles, estauts, cours d'eau, rivières, poissons, glanes, lotz et ventes, rentes seigneurialles, rentes par fiefs hommages, rachapts, amandes criminelles et civiles, en oultre les amandes qui pourront provenir de la forest de Monnaie en quelque manière que ce soit, honneurs et dignités, prérogatives, forfétures et confiscations, droits de prévotés et coustumes comprins droit de chasser sur les dictes terres qu'aucun ny puisse chasser, ny tendre, ny prendre gibier aux filetz qu'aultrement et à charge d'en faire informer pardevant le bailly dudit lieu et en pourra suivre les paye-

ments ainsi qu'il advisera etc., a ce compris aussy au présent bail les jardins et charmilles de la grosse forge de Lignéres avec la maison manable du maistre de forges qui consiste en une salle, une chambre au bout sans cheminée, avec la cave ou cellier estant desoubs et une aultre chambre servant de cuissine, le tout tenant ensemble avec les greniers du dessus et la petiste escurie et le dessus, le tout situé au dit lieu de la forge de Lignéres. Les estangs de laditte forge, Verderet, Desnos et aultres scavoir celle des Theilleurs, Resné, La Blandinière et aultres dépendans de laditte terre, les prez du Trichet de l'Escoté et autres prés dépendans de laditte terre, le tout sans aucun réclamation quelconque fors les restes des bastiments, maisons et édifices de la dicte forge desquels ledit seigneur faict retenue. A ce compris aussy au présent bail les corvées duebs par les hommes et sujets des dictes seigneuries pour faucher, faner et charrois les foings des dicts prez à la reservation faicte par ledict seigneur de la forest de Monnaie pour dix amandes. A honorable homme maistre Nicollas Gérard, sieurs des Communs de la paroisse de la Lacelle, estant de present et acceptant pour le temps et terme de six années. A la charge par ledit preneur de paier par chacun an quinze sols au trésor de la fabrice de nostre dame de Lignéres dont ledit seigneur est fondateur, six livres aux religieux de Saint-Vincent du Mans, huict livres aux religieux de Saint-Ursin, douze livres au chapellain de Resné (1), dix livres pour les gaiges du sieur bailly de Lignéres, et soixante et dix livres aux saigrier et gardes des eaux et forêts de laditte chastellenie, le tout par chascun an. A la charge par ledict preneur de bailler et délivrer audit seigneur deux brochets par chascun des pesches des étangs du tailleul, au choix dudict seigneur ou son préposé. Et est le présent bail faict en oultre les charges

(1) Ces rentes se payaient encore en 1780.

ci-dessus au moins et parceque ledit preneur s'est soumis et obligé se submet et oblige de bailler par chacun an de fournir audit seigneur bailleur, la somme de cinq mille trois cent livres tournois en deux termes et paiements égaux à ses chasteaux de Carrouges, de Tillières, de Paris, à la volompté dudit seigneur, au jour et terme de Saint-Michel et Pasques. Et pour le vin du présent bail paira une fois seulement la somme de cent cinquante livres paier présentement, etc.

Ce fut faict et passé au château dudit seigneur comte de Tillières, bailleur, le quinzième jour de novembre mil six cent cinquante-deux, présence de noble homme Anthoine Rigond, maistre d'hostel dudict seigneur, et Tanneguy Dubourg, demeurant à Tillières, tesmoins qui ont avec ledit seigneur bailleur, preneur, signé à la minulte.

Le mercredi 18 février 1671, le comte de Tillières, Henry le Veneur, consentit un nouveau bail à André Broussin-Godardier, marchand-tanneur de Lignières. Dans ce bail il est spécifié que le seigneur bailleur « loue les bastiments, maison, journeaux de la forge de Resné, à présent inutile. Que pour le regard de la chaussée desdits étangs de la Forge, il y a cinq ou six palles ou bondes qui ont été faictes pour la conduite des eaux à faire travailler ladite forge, lesquelles palles sont à présent inutiles attendu que ladite forge est vacante, le seigneur bailleur s'oblige la faire masoner et convoye au plein lesdictes palles, auquel cas les preneurs s'obligent à les réparer ».

En 1719, le 8 février, nouveau bail de la terre de Resné.

« L'an mil sept cent dix-neuf, après midy, au lieu le village de la Vannerie, en la paroisse de Lignères, pardevant nous Julien de Fourneau, notaire et tabellion royal au Maine, réservé par Sa Majesté, en la résidence d'Orgère et y

demeurant soussigné. Et présent Joseph de la Font, agent des affaires de monsieur le comte de Tillières, lequel en laditte qualité a cejourd'hui donné à ferme à prix d'argent, etc., et à Etienne Mesnil et Jean Normand, marchands, demeurans en la paroisse de Lignères scavoir les terres et seigneuries dudit Lignères, Resné et Saint-Callais du désert consistants en domaines fieffés et non fieffés, maisons, édifices, moulins, halles, estaux, lots et ventes, rentes foncières.

« Jouiront les preneurs des moulins de Resné, des Tailleurs, de la Blandinière et Cordouan des étangs des Noës, du Teilleul, Resné, de la forge de Verderet, des prés de l'Escoté, Trichet, Gérardet et autres, à l'exception toutefois du prez dont le procureur fiscal de la seigneurie et de Lignères a coutume de jouir par gratification dudit seigneur propriétaire, de la forest de Monayes, Cléré de Saint-Ursin et autres bois en dépendants, qui ne sont point compris dans le présent bail. »

De CASTILLA.

BIBLIOGRAPHIE DU MAINE

1912

I. ALMANACHS (1)

ALMANACH MANCEAU (le Grand), pour l'année 1912, 47^e année,
Le Mans, Monnoyer, 1 vol. in-32, 254 p.

ALMANACH de l'Action française, édition du Maine, 1912.
Bureaux du *Courrier du Maine*. Laval, rue de la Paix.

ALMANACH du Moissonneur de la Sarthe. Le Mans, Guénet,
1912.

ANNUAIRE du département de la Sarthe, pour 1912.

II. BULLETINS ET PÉRIODIQUES

ANNALES FLÉCHOISES (les) et la Vallée du Loir. Revue historique, archéologique, artistique et littéraire, paraissant tous les deux mois, 10^e année, t. XIII, 1912. La Flèche, E. Besnier; Paris, H. Champion, in-8 de 397 p., avec gravures hors texte et dans le texte.

BULLETIN mensuel de la Commission météorologique du département de la Sarthe, année 1912. Le Mans, Monnoyer, in-8, 1912.

BULLETIN de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 2^e série, t. XXVIII, 1912. Laval, veuve Goupil, in-8 avec planches et vignettes dans le texte.

BULLETIN mensuel de la Chambre de Commerce du Mans,

(1) Voir notre note de la *Revue du Maine*, t. LXVIII (1910), p. 266.

- janvier-décembre 1912. Le Mans, Guénet, 1912, in-8 de 259 p.
- BULLETIN de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, 2^e série, t. XXXV, t. XLIII^e de la collection, années 1911-1912. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8, 536 p.
- BULLETIN de la Société d'Horticulture de la Sarthe, t. XVI, 1912. Le Mans, Monnoyer, in-8, 76 p.
- LA RÉVOLUTION DANS LA SARTHE et les départements voisins. Bulletin du Comité départemental de la Sarthe pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution française, t. VII. Le Mans, Association ouvrière, 1912, in-8.
- MÉMOIRES de l'Académie internationale de Géographie botanique, t. XXII, 1912. Le Mans, au siège de la Société (imp. Benderitter), in-8 de 83 p. [Articles signés H. L.]
- OUEST SPORTIF (l').
- PROVINCE DU MAINE (la), revue mensuelle de la Société des Archives historiques du Maine, t. XX, 1912. Le Mans, au siège de la Société; Laval, veuve Goupil, 1 vol. in-8, 400 p., avec planches et vignettes hors texte.
- REVUE historique et archéologique du Maine, organe de la Société historique et archéologique du Maine, 1912, t. LXXI, in-8, 312 p.; t. LXXII, 304 p., avec planches et gravures.
- REVUE mancelle de Madame et Monsieur (la). Revue mensuelle, 1^{re} année, avril 1912. Le Mans, Benderitter, in-4.
- SARTA STELLO. Bulletin mensuel du groupe espérantiste de la Sarthe, 5^e année 1912-1913. Le Mans, Monnoyer, in-8.
- SEMAINE DU FIDÈLE (la), revue du culte et des bonnes œuvres, publiée sous le patronage de M^{sr} l'Évêque, année ecclésiastique 1911-1912. Le Mans, Bienaimé, 1 vol. in-8.
- TRAIT-D'UNION (le), organe diocésain de l'Association catholique de la Jeunesse française, mensuel, in-4. Saint-Calais, Lefeuvre, 1912.

III. LIVRES, BROCHURES, TRACTS, ARTICLES, ETC.

Publiés dans le Maine, ou par des Manceaux, ou concernant le Maine

ALWROD (le lieutenant V.). — La bataille du Mans. 10, 11, 12 janvier 1871. *Revue de l'Anjou*, 1912, passim., et à part, un vol. in-8 de 246 p., avec plans. Angers, Germain, 1912.

ARNOULD (Louis). — Nos amis les Canadiens. Préface de M. Étienne Lamy, de l'Académie française. Paris, Oudin, 1912, in-12 de LIII-364 p., 9 photo-gravures, cartes du Canada. [Compte rendu, par L. Duval-Arnould, dans *les Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 367-372.]

AUTOMOBILE-CLUB de la Sarthe. — L'ouest touriste. Annuaire régional, 1912, avec cartes, plans et gravures.

BARRE DE NANTEUIL (A. de la). — Le château de Coltfrec. *Bulletin monumental*, n° 5, 6 décembre 1912.

BARRE DE NANTEUIL (le comte de la). — L'Encerclement. *Le Soleil*, 27 juin 1912. — La Révolution dans les ports de guerre, 12 mai. — L'esprit public, 22 juillet. — Puissance de l'aristocratie financière avant la Révolution, 10 septembre. — Le défaut de contrôle et la politique extérieure de la Révolution, 14 septembre. — Le sacerdoce du pouvoir public, 5 octobre.

BAUDOUIN (H.). — Un martyr de septembre 1792, dans l'Orne, le capucin Valframbert. *Études franciscaines*, sept., nov., déc. 1911, pp. 289-300.

BAUDOUIN (le Dr M.). — Les haches plates en Vendée. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8, 128 p. et pl.

BEAUCHESNE (le marquis A. de). — Le marquis de Juigné, ambassadeur de France en Russie sous le règne de Louis XVI. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 32-71, tir. à part. Mamers, Fleury, 1912, in-8.

— Vaugeois et ses seigneurs. *Ibid.*, pp. 286-293.

— L'ancien collège de Sablé. *Ibid.*, t. LXXII, pp. 209-229.

- Christophe et Roland de Chauvigné, évêques de Saint-Pol-de-Léon, au XVI^e siècle. Rapport lu au congrès de l'Association bretonne, tenu à Saint-Pol-de-Léon.
- Les Musset au Maine, *les Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 19-32 ; 105-117 ; 195-205 ; 257-270 ; tirage à part sous ce titre : Les Musset au Maine, Louis-Alexandre, marquis de Musset (oncle et parrain d'Alfred). La Flèche, Besnier ; Paris, Champion, 1912, in-8 de 270 p.
- Le Bois-Thibault, étude historique et archéologique. Laval, Goupil, 1912, in-8, 147 p. et fig.
- Henri III et le château d'Angers en 1585. *Revue de l'Anjou*, juillet 1912.
- L'expédition d'Edouard Wydeville, en Bretagne, en 1488, extrait de la *Revue de Bretagne*. Vannes, Lafolye, 1911, in-8. [Compte rendu dans *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 211-213.]
- BEAUMONT (le comte C. de). — Catalogue des artistes Angevins, Manceaux, Tourangeaux, Vendômois et Blésiens, qui ont exposé aux Salons de 1912. *Les Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 271-288.
- Transaction faite par messire René d'Espinay. *Ibid.*, pp. 353-362.
- BELLAY (Joachim du). — Divers jeux rustiques et autres œuvres poétiques, publiés et augmentés des lettres de l'auteur, avec une notice de Guillaume Colletet ; une bibliographie et des notes par Ad. van Bever. Paris, Sansot, in-18, 1912, 288 p.
- BELLAY (Martin et Guillaume du). — Mémoires publiés par V.-L. Bourilly et E. Vindry, III. Paris, Laurens, 1912, in-8, 466 p.
- BERTHELOT (E.) et Ed. de LORIÈRE. — Le château de Verdelles, étude architecturale avec vues, plans et coupes, précédée d'une étude historique. Mamers, Fleury, 1912, in-8 de 124 p. Ce travail présenté au Congrès archéologique tenu à Angers et Saumur en 1912, a paru dans la

- Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 217-246. [Compte rendu signé P. C., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 319.]
- BESNARD (l'abbé). — Le général Couin de Grandchamp. *Bulletin paroissial* de Beaumont-le-Vicomte, juin 1912.
- BESSE (P.). — Julien de Lagonde. *Le Soleil du Midi*, 24 juin 1912.
- BESSON (M.). — Aldric, évêque du Mans. *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*. Paris, Letouzey, fasc. VII, 1912, col. 69.
- BESZARD (A.). — Le général Couin de Grandchamp. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 171-178. [Voir note complémentaire de M. Triger.]
- BLIN (P.). — Éphémérides sarthoises pendant la Révolution. Années 1788-89. *La Révolution dans la Sarthe*, janvier-mars 1912.
- BOMPARD (J.). — Pierre de Ronsard. *Larousse mensuel illustré*, juin 1912.
- Bussy d'Amboise et M^{me} de Montsoreau. *Ibid.*, juillet 1912.
- BONFILS (S. G. M^{sr} M.-P.-A. de), évêque du Mans. — Lettre au clergé à l'occasion de la mort de M. le chanoine Chanson. *Semaine du Fidèle*, t. L, p. 27.
- Lettre sur la conservation des églises et mandement pour le Carême de 1912. *Ibid.*, pp. 247-266, tir. à part. Le Mans, Bienaimé, 1912, 24 p.
- Sur la mort de ce prélat, voir aux mots : *Rumeau (M^{sr})*, *Vicaires capitulaires*, *Triger*, *Calendini*.
- BONHOURE (G.). — Le collège et le lycée de Vendôme, 1623-1910. Paris, A. Picard et fils, 1912, in-8, 619 p. et 22 pl.
- BONNEAU (Ernest). — Salut à Racan, poésie. *Les Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 338.
- BOUILLONS (J. des). — Excursion de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine au Mans, 20 juin 1911. *Bulletin et Mémoires* de cette Société, t. XLII, 1912, 1^{re} partie.

- BOURCIER (le président). — 1807-1881, *Anjou historique*, mars-avril 1912.
- BOURDEAUT (A.). — La jeunesse de Joachim du Bellay, ses parents, ses amis, ses ennemis en Anjou. Angers, Grassin, 1912, in-8, 225 p.
- BRACHET (le vicomte). — La terreur dans l'Ouest. Le conventionnel J.-B. Le Carpentier, 1759-1829, d'après de nouveaux documents. Préface de Frédéric Masson. Paris, Perrin, 1912, in-8 écu, xvi-404 p. et fig. [Compte rendu dans *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 214-216.]
- BRÉBISSON (R. de). — Histoire illustrée du kaolin d'Alençon. Paris, E. Dumont, 1912, 60 p. in-8. Extrait du *Bulletin de la Société hist. et archéol. de l'Orne*.
- BROUSSILLON (comte B. de). — Documents inédits. *Province du Maine*, t. XX, pp. 130-133.
- BROCARD (le Dr Michel). — Notice généalogique sur M^{sr} de Durfort, évêque de Langres. Langres, Champenaire, 1912. [Compte rendu dans *Revue du Maine*, t. LXXI, p. 214.]
- BUSSON (le chanoine G.). — Notes sur les noms de lieu contenus dans les « Gesta Aldrici », *Province du Maine*, t. XX, pp. 158-165 ; 202-207 ; 234-236 ; 268-271 ; 365-368 ; 393-398.
- Le jugement de Verberie (29 octobre 863). *Ibid.*, pp. 177-190 ; 222-228 ; 254-259 ; 297-302.
- Les deux chartes de saint Domnole, en faveur de son abbaye de Saint-Vincent. *Ibid.*, pp. 305-317 ; 337-350.
- CAILLAUX (J.). — Déposition devant la Commission sénatoriale de l'accord franco-allemand. *Action nationale*, 10 avril 1912.
- CALENDINI (abbé Louis). — Le Maine et ses évêques, étude héraldique. Paris, bureaux d'*Heraldica*, 1912, in-8, 36 p., avec figure.
- Armorial des évêques du Mans. *Heraldica*, janvier-mars 1912, p. 305.

- M^{sr} de Bonfils, évêque du Mans. *Heraldica*, juin 1912, p. 83.
- Bibliographie du Maine pour 1911. *Revue du Maine*, t. LXXII, pp. 278-294.
- Confrérie du Saint-Sacrement de Loué-en-Champagne. *La Province du Maine*, t. XX, pp. 27-42.
- Arbitrage des évêques du Mans, de Chartres et d'Angers, au sujet d'affaires bretonnes. *Ibid.*, pp. 65-68.
- Chouans et bleus. *Ibid.*, pp. 170-175.
- M^{sr} de Sagey, ancien vicaire-général du Mans, évêque de Tulle. *Ibid.*, pp. 209-221 ; 241-253.
- Sans pourpoint. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 118-121.
- Notes d'histoire religieuse. *Ibid.*, pp. 245-246.
- Le vénérable François de Montmorency-Laval. *Ibid.*, pp. 336-338.
- Quelques lettres de M^{sr} de Grasse à l'abbé Brossier. *Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*, t. XV, 1912, pp. 353-388, tir. à part, in-8, 36 p.
- Un prêtre angevin assassiné au Maine en 1793. *Ibid.*, pp. 431-436, tir. à part, in-8, 8 p.
- La famille du P. Timothée, de La Flèche. *Annales Franciscaines*, février 1912, t. XXVII, p. 187.
- Première visite de M^{sr} de la Porte à N.-D. du Chêne. *Revue Mariale*, 16 novembre 1912.
- Claude Allard. *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*. Paris, Letouzey, fasc. VIII, col. 473.
- Saint Almire. *Ibid.*, col. 658.
- Alain, évêque du Mans. *Ibid.*, fasc. V, 1912, col. 1292.
- Alleaume (saint). *Ibid.*, fasc. VII, fol. 77.
- Nos martyrs manceaux. *Semaine du Fidèle*, t. L, pp. 415-434, 635, 672.
- CALENDINI (abbé P.). — Aligné (prieuré Saint-Jean d'). *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, fasc. VII, 1912, col. 455.
- Alberic de Rosate ou Roxiate. *Ibid.*, col. 1411.

- Alberic de Saint-Martin de Tours. *Ibid.*, col. 1412.
- Alberic Veer ou de Vere. *Ibid.*, col. 1414.
- Le Maine. Revue bibliographique des Bulletins régionaux. *Revue d'histoire de l'Église*, mai-juin 1912, pp. 348-359.
- L'Anjou et la Touraine. *Ibid.*, juillet 1912, pp. 477-486.
- Lucien Beszard, *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 53-58, tir. à part in-8 de 6 p. La Flèche, Besnier.
- M^{re} de Bonfils. *Ibid.*, pp. 187-188.
- Un mariage à Champmarin. *Ibid.*, pp. 247-251. Voir aux mots *Hallays*, *Laurain*, *Berthelot*.
- CALENDRIER suivant l'Ordo, à l'usage des fidèles, 46^e année, 1912. Le Mans, Bienaimé, Monnoyer, in-32, 64 p.
- CANDÉ (le Dr J.-B.). — Ch.-P.-A. Boucher, chirurgien fléchois, 1742-1812. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 65-85 ; 156-181 ; 212-232.
- CARRÉ (les RR. PP. Debesse et), S. J. — Xavier Mouton, jésuite missionnaire. Paris, Gabriel Beauchesne, 1912, in-8, 266 p., gravures dans le texte et phototypies.
- CARS (le lieutenant-général duc des). — Son monument à Sidi-Brahim. *Le Soleil*, 30 juillet 1912.
- CAUSSIN (Dr). — Flore des tourbières du département de la Somme. Mayenne, Colin, 1912, in-8, 307 p. et pl.
- CAVAIGNAC (E.). — La population de l'Italie au III^e siècle avant Jésus-Christ. *Revue des études historiques*, mai 1912.
- L'histoire ancienne et l'influence allemande, *Action française*, 15 mars 1912.
- Sparte, *Revue de Paris*, 15 septembre 1912.
- CAVARD (capitaine). — Victor de Musset et Henry Beyle-Sendhal à l'armée de réserve (1800). Limoges et Paris, Ch. Lavauzelle, 1912, in-8, 23 p.
- CELLIER (Léonce). — Saint Charles Borromée, 1538-1584, [collection *Les Saints*]. Paris, V. Lecoffre, 1912, un vol. in-18, XII-207 p.
- Le comité ecclésiastique de l'Assemblée constituante de

- 1789 et ses archives. *Revue des questions historiques*, octobre 1912.
- CHAMBOIS (abbé Ém.-L.). — Une vieille ronde mancelle (Jean de Linière). *Province du Maine*, t. XX, pp. 75-76.
- CHAMBRE SYNDICALE des Entrepreneurs des travaux de bâtiments de la ville du Mans. *Bulletin annuel*, 1911. Le Mans, Ch. Blanchet, 1912, in-8.
- CHAPPÉE (J.). — Le trésor gallo-romain d'Étival-lès-Le Mans. *Province du Maine*, t. XX, pp. 166-169 ; 199-201 ; 229-233 ; 260-267 ; 331-334.
- CHATENET (E. de). — M^{me} de Villedieu : Le roman et les romans d'une femme de lettres du XVII^e siècle. Paris, Champion, 1912, un vol. in-16 de 378 p.
- CHERANCÉ (le R. P. Léopold de). — Jeanne d'Arc, l'héroïne. Angers, Siraudeau, 1911, in-8, xvi-316 p. et fig.
- CONGRÈS archéologique de France. 77^e session tenue à Angers et à Saumur, t. II, Procès-verbaux et Mémoires. Paris, Picard, 1911, in-8, 360 p. [Plusieurs rapports concernent le Maine.]
- COURTE (J.-B.). — Bannissement en Espagne des prêtres manceaux et angevins, 1793. *Anjou historique*, mai 1912.
- CONSEIL GÉNÉRAL. — (Département de la Sarthe), 2^e session ordinaire de 1912. Rapport du Préfet et procès-verbaux des délibérations du Conseil général. Le Mans, Assoc. ouvrière de l'imprimerie Drouin, 1912, in-8 de 1020 p.
- COUBÉ (l'abbé S.). — Les armes de lumière. Panégyrique de saint Julien. *Semaine du Fidèle*, t. L, p. 214 sq.
- CRISSÉ. — (Lettres du maréchal-de-camp de) au prince Xavier de Saxe, après nos revers de 1762 ; communication de M. le comte d'Esche-Vannes. *Carnet de la Sabretache*, juillet 1912.
- DAGUET. — La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe ; pour le 150^e anniversaire de sa fondation. *Bulletin de la Société*, t. LXIII, années 1911-1912, pp. 13-15.
- Souvenirs d'antan. *Ibid.*, pp. 16-19.

- Au Dauphiné. *Ibid.*, pp. 360-363.
- DELAUNAY (le Dr Paul). — L'obstétrique dans le Maine. *Ibid.*, pp. 20-70.
- La Société de charité maternelle du Mans et ses origines. *Ibid.*, pp. 265-289, tir. à part. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8.
- Histoire de la Société de médecine de la Sarthe. *Ibid.*, pp. 387-532.
- Un édile fertois : Le docteur Verdier du Clos. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 143-170.
- Les papiers d'un officier de santé aux armées de la Révolution. *France médicale*, 10 mars 1912.
- Vieux médecins sarthois. *Ibid.*, 10 avril 1912.
- La jeunesse de Laënnec. *Ibid.*, 10 mai 1912.
- L'École militaire de chirurgie rouennaise et la dynastie médicale des Valdajon. Compte rendu. *Ibid.*, 10 mai 1912.
- Trois historiens de la charité (MM. Rambaud, Fossoyeux, Scheyron). *Ibid.*, 25 août 1912.
- Frère Côme, par le docteur abbé A. Chereau. *Ibid.*, 10 juillet 1912.
- Les étapes d'une conversion. La jeunesse de Winslow. *Ibid.*, 10 décembre 1912.
- Vieux médecins sarthois, 2^e série. Le Mans, A. de Saint-Denis, 1912, in-8 de 315 p. et fig. [Compte rendu signé L.-F., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 254-256.]
- DELBAUD. — Histoire populaire de l'Anjou. L'Anjou féodal : Geoffroy Plantagenet. *Revue bleue de l'Anjou*, nov., déc. 1912. [Nombreuses vues du Mans.]
- DELLY (M.). — Fille de Chouans. Paris, Bonne-Presse, 1912, in-16, 221 p.
- DENIAU (F.). M. E. (mort en 1910). — Qu'est-ce que ça vous fiche, Monsieur le Curé ? Souvenirs d'enfance [au Maine]. *Almanach des Missions*, 1912, pp. 15-20.
- DENIS (L.-J.). — La situation religieuse et le clergé fidèle,

- à Château-du-Loir et au Grand-Lucé, de 1798 à 1805. [D'après la correspondance de M^{me} Mesnard de Seillac]. *Province du Maine*, t. XX, pp. 318, 353, 375.
- DENIS-GUIBERT (H.). — Étude sur les 50 pas géométriques dans nos colonies. Mayenne, Colin, 1911, in-8 de 140 p.
- DÉPORTATION des religieuses angevines. Leur séjour à Lorient (1794-1795). *Revue d'histoire de l'Église de France*, mars 1911, p. 226.
- DEROME (le capitaine). — M^{me} de Villedieu inconnue. *Revue du Maine*, t. LXXII, pp. 23-50 ; 113-142 ; 234-277. -- Ce travail a paru en tirage à part sous ce titre : Madame de Villedieu inconnue ; La famille des de Boesset et ses relations avec le Maine. Mamers, Fleury, 1912, un vol. in-8 de 101 p.
- DERRIÉY (M.). — Descartes et la psychophysiologie de la glande pinéale. *France médicale*, 25 août 1912.
- DESCARTES. — Une lettre révisée, 1649. *Documents d'histoire*, mars 1912.
- DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert). — Le moulin de Jouan (nouvelle sarthoise). *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, pp. 141-178.
- Les mésaventures d'un duelliste malgré lui. *Revue du Maine*, t. LXXII, pp. 79-90.
- DESTRICHÉ (M^{me}). — L'abbé de Laval et la cheminée qui fume. *Revue des traditions populaires*, juillet 1912.
- Chansons du Maine. La belle princesse. Faucille à vendre. *Ibid.*, mai 1912.
- DRAULT (J.). — Les petits drames du poste. Tours, Mame, 1912, in-16 de 288 p. et fig.
- ENGLÈME (M. d'). — Les oubliés de l'histoire. Yolande d'Aragon, duchesse d'Anjou, reine des Deux-Siciles. *Mois littéraire et pittoresque*, décembre 1912.
- ESPINAS (G.). — Notice nécrologique sur Léopold Delisle (1826-1910). Nogent-le-Rotrou, Daupéley-Gouverneur, 1912, in-8 de 57 p.

- ESTOURNELLES (Armand d'). — La Flèche, siège de cour d'appel. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 363-364.
- ESTOURNELLES DE CONSTANT (le baron d'). — La limitation des armements. *La Revue*, 1^{er} mars 1912.
- FARCY (L. de). — L'église abbatiale du Ronceray ; les clochers de l'Anjou. Voir *Congrès archéologique de France*.
- (P. de). — Généalogie de la famille de Scépeaux. Laval, Goupil, 1912, in-8, iv-213 p. et fig. [Compte rendu *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 213-214.]
- FLEURY (G.). — La date exacte de la mort d'un évêque du Mans *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 89-91. [Voir *Province du Maine*, t. XX, p. 144, signé A. L.]
- FRAIN. — Vitré, ses origines, ses premiers seigneurs. Vitré, imp. Gilles, 1912, in-16, 175 p. [Compte rendu signé R. T. *Revue du Maine*, t. LXXI, p. 318.]
- Le Tiers-État à Vitré et en Vitréais (1061-1789). Vitré, Lecuyer, 1912, in-8 de 111 p.
- FRANÇOIS (P.). — Le meneux de loups. Légende du Bas-Maine et du Haut-Anjou. *Revue de l'Anjou*, juillet 1912.
- FRITEAU (abbé P.). Marcel de Savignac, curé de Vaiges, pendant la Révolution. Laval, Lecerf, 1912, in-16, xvii-78 p.
- FROGER (le chanoine L.). — Le presbytère d'Assé-le-Riboul au XV^e et au XVI^e siècle. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 72-76.
- Jacques Bellenger, curé d'Amné. *Ibid.*, t. LXXII, pp. 97-112.
- Un prix de vertu à Amné. *Ibid.*, pp. 230-233.
- La confrérie de Saint-Jouin à Pirmil. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 15-18.
- Les visites d'inspection de l'archiprêtre de La Flèche au XVII^e siècle. *Ibid.*, pp. 86-103 ; 140-155.
- Un prêtre du Maine, martyr en 1793 [J. Dervillé.] *Province du Maine*, t. XXI, p. 134.

- La fondation de deux chapellenies à l'autel Sainte-Anne de la cathédrale du Mans, 1371. *Ibid.*, p. 191-198.
- Le protestantisme à Authon-du-Perche. *Ibid.*, pp. 236-239.
- Une fondation « d'anges » à Assé-le-Riboul au XV^e siècle. *Ibid.*, p. 264-268.
- Notes sur le testament du cardinal Pierre de la Forêt (1361). *Ibid.*, pp. 351-352.
- La dotation de la cure de Cherisay. *Ibid.*, pp. 390-393.
Voir aux mots : *Delaunay, Longnon, Molinier, Vagnay.*
- GAZIER (A.). — Madame de Sablé. *Revue des cours et conférences*, 30 mai 1912.
- GELLÉ (l'abbé F.). — La grâce à dix ans. Essai de discernement et d'éducation de la grâce chez les jeunes enfants. Paris, Beauchesne, 1912, 1 vol. in-8 écu, VIII-232 p.
- Notes pour servir à l'éducation de la grâce pendant l'enfance. *Revue catéchistique*, 1^{er} mars, 1^{er} avril 1912.
- GENTIL (Ambroise). — Narcisse Desportes, naturaliste manceau. *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, 1911-1912, pp. 109-119.
- Louis Maulny, naturaliste manceau. *Ibid.*, p. 293.
- Clément-Jacques Goupil, naturaliste manceau. *Ibid.*, pp. 309-320.
- Contribution à la flore sarthoise. *Ibid.*, pp. 382-386.
- GERBAULT (Ed.). — Deux mutations chez la violette. *Ibid.*, pp. 120-139.
- Un cas de prolifération florale axillaire chez la violette. *Ibid.*, pp. 290-292.
- GERMAIN (le chanoine E.). — Les associations paroissiales. Blois, C. Rigault, 1912, in-8, 28 p.
- GIBIER (S. G. M^{sr}), évêque de Versailles. — Lettre annonçant la nomination de M^{sr} de la Porte, au siège du Mans. *Semaine du Fidèle*, t. L, p. 745.
- GOUÉ (Alain de). — La croisade mayennaise de 1158. Les

- premiers seigneurs de Mayenne et de Laval. Mayenne, Poirier, 1911, in-8, 116 p.
- GROSSE-DUPERON (A.). — L'église de N.-D. de Mayenne ; Notes et Documents, II. Mayenne, Poirier, 1912, in-8 de 226 p. et fig.
- GUÉPIN (le R. P. dom), abbé de Silos. — Dom Guéranger et madame Durand. Souvenirs monastiques, d'après la correspondance de l'abbé de Solesmes. Paris, Oudin, 1912, in-8, 86 p.
- GUILLOREAU (le R. P. dom L.). — Les prieurés anglais de l'ordre de Cluny. *Revue Mabillon*, mai 1912.
- Westminster abey. Notes et documents relatifs à son histoire. *Ibid.*
- HAENTJENS (M^{me}). — La laiterie moderne, [en collaboration avec P. Wauters.] Paris, Larousse, 1912, in-8 de 128 p. et 75 fig.
- HALLAYS (A.). — En flânant ; Le « Petit Lyré » de Joachim du Bellay. *Journal des Débats*, 24 mai 1912.
- A travers la France. Touraine - Anjou - Maine. Paris, Perrin, 1 vol. in-8 de 380 p. [Compte rendu signé P. C., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 314-317 ; voir aussi *Gazette de France*, 8-9 avril 1912].
- HAREL (P.). — Madame de la Galaisière. *Revue de Paris*, 1912, passim.
- HARMAND (Jean). — Madame de Genlis. Sa vie intime et politique (1746-1830). Paris, Perrin, 1912, in-8, XII-558 p. et 8 pl.
- H.-C. — M^{sr} de Bonfils, évêque du Mans. *La France illustrée*, 15 juin 1912.
- HESKINS (C.-H.). Normandy under G. Plantagenet. *English Historical Review*. Juillet 1912.
- HEURTEBIZE (le R. P. dom). — Table des volumes de la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. XLI-LX (1897-1906). Mamers, Fleury, 1912, in-8.
- Bénédictins manceaux décédés à l'abbaye de Saint-Denis

XVII^e-XVIII^e siècles). *Revue du Maine*, t. LXXII, pp. 143-149.

HIRON (abbé D.). — Biographie du R. P. A. Blanchet. *Semaine du Fidèle*, t. L, pp. 715, 731, 752, 795, 813, 833, 872, 974, 994, 1033 ; tir. à part, Le Mans, Leguicheux, 1912, in-8 de 60 p.

HUARD-FONTAINE (abbé). — Extrait du testament spirituel du prêtre Simplicien, pour servir à l'histoire de son temps. Laissons passer la justice de Dieu. Le Mans, Benderitter, 1912, in-8 de 113 p.

JOUSSET DE BELLESME (le Dr). — Le château féodal de Saint-Jean à Nogent-le-Rotrou ; ses transformations dans le cours des siècles. Mamers, Fleury, 1912, in-8, vii-170 p. et fig.

JUSSERAND. — La Marie, de Ronsard. *Revue de l'histoire littéraire de la France*. Juillet 1912.

LABELLE (abbé Eug.). — A travers la littérature primaire. *La Croix*, 13 janvier 1912 [signé *André Lucien*]. En lisant Fustel de Coulanges. Comment la religion chrétienne a transformé la condition de l'Esclave antique. *La Croix*, 24 août 1912.

— En lisant Fustel de Coulanges. Que les martyrs ont conquis à l'humanité la liberté de conscience. *Ibid.*, 30 juillet 1912.

— Les conditions du travail dans l'ancienne France. Le régime corporatif au moyen-âge. *Conférences*, 26 décembre 1912.

— Vercingétorix. *La Croix*, 9, 10, 13 novembre 1912.

— [Sous le pseudonyme de *André Lucien*.] Les débuts de la seconde république française, racontée à grands traits d'après les affiches de l'époque. *Mois littéraire et pittoresque*, février 1912, p. 126.

— Fustel de Coulanges. 1 vol. in-16 de 70 p. [Collection *Sciences et Religion*]. Paris, Bloud, 1912.

LACROIX (abbé A.). — Les deux dernières cloches de l'abbaye de Saint-Vincent. *Province du Maine*, t. XX, pp. 369-374.

LAGONDE (J. de). — Un journaliste royaliste : Julien de Lagonde. *Le Panache*, 7 juillet 1912.

LATOUCHE (R.). — Auguste Longnon, notice nécrologique. *Province du Maine*, t. XX, pp. 46-48.

LAUDE (le chanoine). — Statistique de l'enseignement libre, juillet 1912. *Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement*, 15 août 1912.

— Le nouveau grand jour. Librairie des catéchismes [1912], in-12, 64 p.

LAURAIN (E.). — Les croisés de Mayenne et le chartrier de Goué. Laval, Goupil, 1912, 1 vol. in-8, 216 p., avec 13 reproductions de documents. [Compte rendu signé P. C., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 317.]

— Note au congrès des Sociétés savantes, sur les croisés de la Mayenne. *Journal officiel*, 10 avril 1912.

LAVAL (de) à Dantzig. Souvenirs de la guerre de 1870-71, par le sergent P..., du 2^e bataillon des mobiles de la Mayenne. Laval, imp. Beaumont, 1911, in-8, ix-336 p.

LEBRETON (Auguste). — Auvers-le-Hamon, avant, pendant et après la Révolution, depuis sa fondation jusqu'à nos jours. Sablé, V. Hureau, 1912, in-16 de 84 p.

LECESTRE (L.). — Table alphabétique des mémoires du marquis de Sourches. Chartres, imp. Garnier, 1912, in-8, 259 p.

LE COQ (Ch.). — N.-D. de Charné [à Ernée], 1912. Ernée, libr. Leguicheux, gr. in-8, ix-313 p. et 12 photogravures.

LECUREUX (Lucien). — Les peintures murales du moyen-âge dans les anciens diocèses du Mans et d'Angers. [Voir *Congrès archéologique de France*,] *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. LXXVIII, 1912.

— Peintures murales du moyen-âge récemment découvertes

dans l'ancien diocèse du Mans. *Bulletin monumental*, n° 5-6, 1912.

LEDRU (le chanoine A.). — Saint Martin de Tours. Sa popularité dans le Maine. *Province du Maine*, t. XX, pp. 13-26 ; 54-64.

— Notice sur saint Facile. *Ibid.*, pp. 43-45.

— Lucien Beszard. *Ibid.*, pp. 49-53.

— Saint Guingalois ou Guénolé. *Ibid.*, pp. 69-74.

— Ardenay. *Ibid.*, pp. 113-129 ; 145-157, tir. à part in-8 de 42 p. [Compte rendu signé L. F., dans *Province du Maine*, t. XX, p. 272.]

— Lettre au directeur de la *Revue des Questions historiques*. Janvier 1912, pp. 270-271.

— A propos de la messe. Histoire partielle, histoire vraie. Réponses au R. P. dom Cabrol, et à M. Guiraud. Le Mans, Benderitter, 1912, in-8, 15 p. [Compte rendu, *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 318.]

— Les premiers temps de l'Église du Mans : Légende et histoire. Le Mans, Benderitter, 1912, in-18, xvii-276 p.

LEGROS (abbé H.-M.). — La cloche de Béthon. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 278-285, tir. à part. Mamers, Fleury, 1912, in-8 de 8 p.

— Les gardes nationales et les volontaires (1792-1793). *Ibid.*, t. LXXII, pp. 173-193, tir. à part. *Ibid.*, 1912, in-8.

— A propos d'un cadran solaire. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 33, 49, 182.

— Un curé confesseur de la foi [M. Godefroy, curé de Saint-Paterne]. *Ibid.*, pp. 238, 298, 342.

LEMAN (H.). Voir *Singher*.

LESUEUR (Frédéric). — Les influences angevines sur les églises du Blésois et du Vendômois. [Voir *Congrès archéologique de France*.]

LEVEILLÉ (M^{re} H.). — Épopée populaire de Jeanne d'Arc, musique de J. Loizel. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-16 de 4 p.

— Nombreux articles dans les *Mémoires de l'Académie internationale de Géographie botanique*, t. XXII.

LHERMITTE (J.). — Procès-verbaux de la formation de l'Assemblée administrative du département de la Sarthe et de son directoire. *La Révolution dans la Sarthe*. Janvier-mars, avril-juin 1912.

— Rapport de l'Archiviste sur les archives départementales, communales et hospitalières. *Conseil général 1912*, 2^e session, pp. 421-497, tir. à part. Le Mans, Association ouvrière, in-8 de 96 p.

— Rapport du président du Comité départemental d'histoire économique de la Révolution française. *Ibid.*, pp. 498-502.

— Rapport du conservateur départemental des antiquités et objets d'arts, et des monuments historiques. *Ibid.*, pp. 503-512.

LHOMMEAU (P. de). — Beaumanoir. Le combat des Trente. Paris, Lethielleux, 1912, in-16 de 109 p. et fig.

LONGNON (Henri). — Pierre de Ronsard. Essai de biographie. Les ancêtres, la jeunesse. Paris, Champion, 1912, 1 vol. pet. in-8, XII-512 p., 1 portrait hors texte. [Compte rendu signé L. Froger, dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 59-63.]

LORIÈRE (E. de). — A propos d'une fondation de chapelle à Parcé. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 172-206.

— Vieux médecins sarthois. Compte rendu. *Ibid.*, pp. 303-306.

— Voir *Berthelot*.

LUCIEN (André). — Voir *Labelle*.

MALET (G.). — Les ancêtres et la jeunesse de Ronsard. *La Gazette de France*, 8-9 avril 1912.

MARCHADIER. — Le rouissage du chanvre. *Bulletin de la Soc. d'Agric. . . . de la Sarthe*, pp. 71-88.

MARCY (F. de). — Lettres de campagne du général de divi-

- sion Henri de Bouillé (1824-1831). *Carnet de la Sabretache*, 1912, passim.
- MARTELLIÈRE (Jean). — La chanoinesse de Musset, tante d'Alfred. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 6-14, tir. à part, La Flèche, Besnier, in-8 de 11 p.
- MARTINEAU (René). — Les débuts de Léon Bloy. *Mercure de France*, 1^{er} mars 1912.
- Le « Bassion » d'Edouard Corbière. *Ibid.*, 16 sept. 1912.
- Paysage wagnérien : Le château de Courcelles. *Les entretiens idéalistes*, mai 1912, pp. 236-240.
- MARX (J.). — Un nouveau récit de la mort de Guillaume le Conquérant. *Revue historique*, nov. 1912.
- MAUTOUCHET (P.). — Le gouvernement révolutionnaire (10 août 1792-4 brum. an IV). Paris, Cornély, 1912, in-8, 410 p.
- MAZÉ (J.). — Les derniers coups de feu [l'armée de la Loire]. Tours, Mame, 1912, in-16, 344 p. et fig.
- MÉLISSON (S. G. M^{gr}), évêque de Blois. — Lettre pastorale sur le pouvoir d'enseignement qui appartient à l'Église, 2^e partie, et mandement pour 1912 (n^o 31). Blois, Migault, 1912, in-4, 17 p.
- MICHAUT (G.). — Saint-Pavin, poésies choisies. Paris, E. Sainsot, 1912.
- MOLINIER (abbé H.-J.). — Mellin de Saint-Gelais. Etude sur sa vie et sur ses œuvres. Paris, 1901, 1 vol. de xxxiv-614 p. [Compte rendu dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 124, signé L. F.]
- MONTIGNY (Jean). — Le gai Scarron. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8.
- MOTÉY (le vicomte du). — Un homme d'aujourd'hui, le baron Amaury de la Barre de Nanteuil. Paris, Jouve, 1912, 1 vol. in-8, viii-352 p. et 20 illustrations.
- MOUTON (Léo). — Bussy d'Amboise et madame de Montsoreau, d'après des documents inédits. Paris, Hachette, 1912, 1 vol. in-8, vi-358 p., 4 pl. hors texte, 1 fac-simile.

- NOAILLES (le vicomte de). — L'abandon de la Valteline. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 5-22.
- Victoire de Welfenbuttel, 1641. *Carnet de la Sabretache*, juillet 1912.
- Le maréchal de Guébriant (1602-1643). [Compte rendu signé R. T. *Revue du Maine*, t. LXXII, p. 300.]
- ŒUVRES de la Propagation de la foi, de la Sainte-Enfance, de Saint-François de Sales et des campagnes. Compte des recettes et des dépenses pour l'année 1911. Le Mans, Bienaimé, 1912, in-8 de 53 p.
- ORDO DIVINI OFFICII rectandi sacrique peragendi juxta rubricas breviarii ad usum insignis ecclesiæ Cenomaniensis pro anno Domini 1912. Cenomani apud A. Bienaimé, 1912, in-18, xxx-203 p. 1 grav.
- PAPIN (Louis). — Sous la neige, poésie. *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 53.
- Le chemin aux violettes. *Ibid.*, p. 104.
- PARÉ (Ambroise). — Son 4^{me} centenaire. *Action française*, 11 mars 1912.
- PASSE (M.). — Évron et ses environs. Mamers, Fleury, 1912, in-8, viii-344 p. et fig. [Compte rendu, *Revue du Maine*, LXXI, pp. 210-211.]
- PAVET. — Essai sur la première exposition du Mans. *Bulletin de la Soc. d'Agriculture de la Sarthe*, pp. 89, 19.
- PAVIE (A.). — Madame Bouverot, préfète. Paris, Plon et Nourrit, 1912, in-16, 300 p.
- PECCATE (Louis). — Bonne année. *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 5.
- PERSY (le Dr Paul). — Les sonnets de l'or, 1903-1912. Le Mans, Benderitter, 1912, in-8 jésus, 180 p.
- PORTE (S. G. M^{sr} R.-M.-T. de la), évêque du Mans. — Lettre et mandement à l'occasion de son intronisation. Le Mans, A. Bienaimé, 1912, in-4 de 16 p.

- Lettre concernant la retraite mensuelle sacerdotale. *Semaine du Fidèle*, t. L, p. 984.
- Les retraites fermées. *L'Union*, juin 1912.
- POUTEAU (sergent E.). — De Laval à Dantzig ; Souvenirs de la guerre de 1870-71. Paris, Sévin et Sarrat, 1912, in-8, xvi-365 p.
- PRAX (M.). — Caïn ; mystère biblique en 2 tableaux, en vers, d'après lord Byron. Paris, Figuière, 1912, in-8, xiv-55 p.
- QUÉRUUAU-LAMERIE (E.). — Les chouans de la Basse-Mayenne. *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXVIII, 1912.
- La justice révolutionnaire en Maine-et-Loire : La commission Parein-Félix. Angers, Grassin, 1912, in-8, 215 p.
- RABELAIS (François). — Œuvres. Edition critique, I. Paris, Champion, 1912, in-4, viii-clvi-214 p.
- R. B. — La guerre de 1870-71. La première année de la Cour. *Revue d'histoire rédigée à l'État-Major de l'armée*, 1912, passim.
- REBUT (D.). — Ch.-Achille de Vanssay, préfet des Basses-Pyrénées. *Bulletin de la Société d'Agriculture de la Sarthe*, pp. 183, 197, 321, 356, tir. à part. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8.
- RENARD (Adolphe). — Ma gerbe. Le Mans, in-18.
- REST (Joseph). — Kardinal Fillastre bis zur absetzung Johannis xxiii auf dem Konstänzer Konzil. Fribourg en Brisgau, Wagner, 1908. [Voir art. de G. Mollat. *Revue de Bretagne*, mars 1911.]
- RICHARD (J.-M.). — Lettres lavalloises du XVIII^e siècle. Laval, Goupil, 1911, in-8, 108 p. et fig.
- ROBVEILLE (abbé). — Montfort-le-Rotrou, seigneurie et paroisse. Laval, Goupil, 1912, in-8, 102 p. avec pl.
- ROGER-MILÈS (L.). — Voir *Singher*.
- ROMANET (le vicomte de). — Le service militaire sous l'ancien régime, d'après un manuscrit du XVII^e siècle, rela-

- tif à la province du Perche. Paris, nouvelle librairie nationale, 1911, in-8 de 57 p.
- ROQUET (H.). — Le général Cambray, commandant de l'île de Normandie, sept.-déc. 1795. *La Révolution dans la Sarthe*, avril-juin 1912.
- ROUGÉ (Jacques). — Sur un sarcophage antique, poésie. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 329-330.
- ROUSSÉ (Joseph). — Les Germandrées. Le Mans, Bendoritter, in-12 spécial, xxxvi-132 p., 1 portrait.
- ROUSSEAU (Joseph). — Puissance de ténèbres, puissance de lumière. *La Croix*, 18 oct. 1912.
- ROUSSEAU (abbé N.). — Bulletin de la vulgarisation grégorienne. Hommage filial à N.-D. du Chêne. *Revue Grégorienne*, mars 1912.
- Le rythme libre et le rythme mesuré. *Ibid.*, mai, juillet 1912.
- Les désirs de S. S. Pie X, concernant la prononciation latine. *Ibid.*, sept., oct. 1912.
- L'école grégorienne de Solesmes, 1833-1910. Tournai, Desclée, 1911, in-8, vii-181 p.
- ROUVIÈRE (Jean de la). — Le cardinal du Bellay et le palais Farnèse. *Revue de la Renaissance*, janvier-avril 1912.
- RUMEAU (S. G. M^{gr}), évêque d'Angers. — Oraison funèbre de S. G. M^{gr} de Bonfils, évêque du Mans, prononcée le 3 juillet 1912, dans la cathédrale du Mans. *Semaine du Fidèle*, t. L, pp. 645, 700, 731, tir. à part. Le Mans, Bien-aimé, 1912, in-8 de 16 p.
- SALON de la Société des Amis des Arts, 1911. Le Mans, Joniaux, in-16 de 48 p.
- SAUVÉ (le chanoine). — Le chrétien intime, VII. Le culte des mystères et des paroles de Jésus ; Élévations évangéliques. Paris, Amat, 1912, in-16, xvi-586 p.
- SEMERY (G.). — Le premier président Ch. Jac. Extrait des *Mémoires de la Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*, 1912, in-8 de 21 p.

SEVESTRE (abbé E.). — L'enquête gouvernementale et l'enquête ecclésiastique sur le clergé de Normandie et du Maine, de l'an IX à l'an XIII. *Revue catholique de Normandie*, 1912, passim.

— Enquêtes sur le clergé, de l'an IX à l'an XIII, chap. I. Les enquêtes de la Mayenne. *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXVIII, 1912.

SIFFLET (le chanoine). — Le Chapitre du Mans depuis le Concordat, notes et tableaux. Le Mans, Bienaimé, 1912, in-8 de 208 p. Extrait de la *Semaine du Fidèle*.

SINGHER (Collection de feu M. Adolphe). — Catalogue des objets d'art du moyen-âge et de la renaissance vendus à Paris les 20, 21, 22, et 23 mai 1912, dressé par M. H. Leman (avec préface de M. L. Roger-Milès), 1 vol. gr. in-8, 71 p., pl. hors texte.

— Catalogue des sculptures en pierre et en bois, vendues au Mans les 27 et 28 mai, dressé par M. H. Leman (avec préface de M. Robert Triger), 1 vol. gr. in-8 de 34 p., pl. hors texte.

SOCIÉTÉ des Amis des Arts du Maine. III^e exposition. Salon 1912. Le Mans, Joniaux, 1912, in-8 de 45 p.

SŒURE (Th.). — Compendium sur les champignons. Le Mans, Association ouvrière, 1912, in-16 de 69 p.

SOUTY (abbé). — Les yeux de la Madone ; Rêverie de grand'mère. *Bulletin de la Société d'Agriculture de la Sarthe*, pp. 364-381.

STEIN (Henri). — Un architecte de la cathédrale du Mans au XIII^e siècle, Thomas Toustain. *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1910, t. X (1911), pp. 115-134.

STOKES (Hugh.). — Madame de Brinvilliers and her times (1630-1676). London, Lane, 1911, in-8 de 398 p.

SURMONT (Armand). — Les catholiques et les questions syndicales. Le Mans, Monnoyer, 1912, in-8 de 20 p.

THIOLLIER (Marcel). — La vallée du Loir. Dunois, Vendô-

- mois, pays Chartrain. Guide illustré, 5^e édit. Paris, 1912, in-8.
- TORCY (le général de). — Les transports maritimes sur la côte du Maroc et le port d'Aïr. *La Géographie*, 15 mai 1912.
- TOUBLET (abbé E.). — La famille de Courtarvel. *Revue du Maine*, t. LXXI et LXXII, passim.
- TOUT-PARIS. La maison de La Rochefoucauld. *Le Gaulois*, 22 nov. 1912.
- TRIGER (Robert). — Le P. Mersenne et les sous-marins. *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 77-82, 1 portrait.
- Assemblée générale du 20 décembre 1911. *Ibid.*, pp. 92-108.
- M^{sr} de Bonfils. *Ibid.*, 294-295.
- Note complémentaire sur le général Coin de Grandchamp. *Ibid.*, t. LXXII, pp. 91-95.
- L'histoire locale et les bulletins paroissiaux. *Ibid.*, pp. 194-202, tir. à part. Mamers, Fleury, 1912, in-8 de 8 p.
- M^{sr} de la Porte. *Ibid.*, pp. 201-202.
- Première fête annuelle de l'Association du 33^e Mobiles. *Ibid.*, p. 226.
- L'ancien évêché du Mans avant la Révolution et la Psallette de la cathédrale. Le Mans, A. de Saint-Denis, 1912, in-8 de 86 p. et fig.
- Dégagement de l'enceinte gallo-romaine. [Voir *Congrès archéologique de France*.]
- Souvenirs de la bataille du Mans : A l'Etat-major allemand, les 11 et 12 janvier 1871. Le Mans, imp. du *Nouvelliste*, 1912, in-8 de 24 p. [Lib. de Saint-Denis.]
- La bataille du Mans, d'après le Journal du prince Frédéric-Charles. Le Mans, imp. du *Nouvelliste*, 1912, in-8 de 24 pages. [Lib. de Saint-Denis.]
- UBALD D'ALENÇON (le R. P.). — Les Cordelières de Noyen. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 233-238 ; 289-297.
- UZUREAU (abbé F.). — Le duc et la duchesse de Nemours

- à La Flèche, 7-8 août 1843. *Province du Maine*, t. XX, pp. 139-141.
- Pourquoi les fléchois demandaient des États provinciaux. *Ibid.*, pp. 292-296.
- Les curés des archiprêtres de La Flèche et du Lude, en 1780. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 50-51.
- Les Fléchois et la gabelle. *Ibid.*, pp. 206-211.
- Un différend entre magistrats fléchois. *Ibid.*, pp. 331-335.
- Le cahier de la Chapelle-Craonnaise (1789). *Revue du Maine*, t. LXXI, pp. 83-88.
- Le cahier de Saint-Fort (1789). *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXVIII, 1912.
- J.-M. Allard. *Dict. d'hist. et de géogr. ecclésiastique*, fasc. VIII, col. 474.
- Noël Pinot, curé de Louroux-Béconnais (ancien vicaire de Bousse) Guillot, à Angers, le 21 février 1794. Angers, Grassin, 1912, in-8 de 91 p. [Voir *Intermédiaire des chercheurs et curieux*, 30 mars 1912.]
- VAGANAY (Hugues). — Du nouveau sur Ronsard. *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 129-139.
- Bertaut et la réforme de Malherbe. Paris, A. Colin, 1912, in-8 de 7 p. Extrait de l'*Histoire littéraire de la France*. [Compte rendu signé L. F., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, pp. 252-253.]
- Pour l'édition critique des odes de Ronsard. Paris, Champion, 1912, in-8 de 61 p. [Compte rendu signé L. F., dans *Annales Fléchoises*, t. XIII, p. 253.]
- VAISSIÈRES (P. de). — Une vendetta au XVI^e siècle. Les d'Allègre et les Duprat. *Revue des études historiques*, sept.-oct. 1912.
- VELPEAU (Quelques souvenirs sur). — *Chronique médicale*, 1^{er} mars 1912.
- VICAIRES CAPITULAIRES (MM. les) Lefebvre et Geslin, administrateurs du diocèse du Mans, le siège vacant. — Lettre annonçant la mort de M^{gr} de Bonfils, évêque du Mans, et

- ordonnant des prières pour le repos de son âme. Le Mans, Bienaimé, in-4 de 4 p.
- Lettre invitant MM. les Ecclésiastiques du diocèse du Mans au service du 3 juillet, pour S. G. M^{gr} de Bonfils. *Ibid.*, in-4 de 4 p.
- Lettre convoquant le clergé du diocèse aux retraites ecclésiastiques de 1912. *Ibid.*, in-4 de 16 p.
- Lettre annonçant l'élection de M^{gr} Raymond de la Porte au siège épiscopal du Mans, et ordonnant des prières pour l'heureuse fécondité de son épiscopat. *Ibid.*, in-4 de 4 p.
- Lettre annonçant la prise de possession de M^{gr} de la Porte, la date de son intronisation. *Ibid.*, in-4 de 4 p.
- VINCHON (J.). — La psycho-physiologie et la psychiatrie dans les œuvres d'Ambroise Paré. Paris, O. Doin, 1912, 16 p. in-8. (Extr. de la *Revue de Psychiatrie*, septembre 1912.)
- WINSLOW (J.-B.). — L'autobiographie de J.-B. Winslow, publiée par Vilhelm Maar. Paris, O. Doin, et Copenhague, Vilhelm Tryde, 1912, XLII-182-4 p., in-4, et portr. hors texte.
- Z... (commandant). — La bataille du Mans, 10-12 janvier 1871. *L'Action française*, 14 janvier 1912.

LOUIS CALENDINI.

LES ŒUVRES

DE

VÉRON DE FORTBONNAIS

En l'année 1753, Fortbonnais publia un troisième ouvrage, intitulé *Considérations sur les Finances d'Espagne*. A Dresde, M. DCC. LIII ; il se compose de 173 pages in-12, sans nom d'auteur (1), ni d'imprimeur (2). Ce n'est plus une traduction d'un ouvrage étranger, c'est une étude historique des différentes révolutions financières de l'Espagne. Fortbonnais a probablement été amené à entreprendre ce travail, par sa traduction de l'histoire du commerce espagnol écrite par don Geronimo de Ustariz. « C'est un tableau rapide qui n'offre que les principaux objets ; mais ils y sont développés avec autant de profondeur que de précision. L'auteur guide

(1) Fortbonnais, dans ses *Éléments du Commerce*, cite plusieurs fois cet ouvrage sans jamais dire qu'il en est l'auteur ; ainsi, par exemple, à la page 315 du tome I il écrit dans la note : « Je renvoie pour le détail à la page 36 et suivante, d'un petit ouvrage intitulé : *Considérations sur les Finances d'Espagne* ». Il y cite de même son Discours préliminaire du Négociant anglais.

(2) Bibliothèque de Reims, n° 1328 du catalogue des Sciences sociales. — Bibliothèque de l'Arsenal, n° 3519, Sciences et Arts.

Le Prince d'Ardenay, dans son *Éloge*, donne pour titre à cet ouvrage : *Considérations sur les Finances d'Espagne relativement à celles de France*, in-12. Dresde, 1753, et se trouve chez les frères Étienne, à Paris.

ses lecteurs dans l'application des principes, et il y puise des conséquences qui rentrent toujours dans le plan général du gouvernement des peuples. Il n'en est point qui ne doive les adopter parce qu'elles seules peuvent former le bonheur des Empires » (1).

Fortbonnais recherche les causes de l'affaiblissement de l'Espagne qui, en moins d'un siècle, a vu sa grande prospérité s'écouler comme un torrent, puisqu'en 1619 on y retrouvait à peine les vestiges de ce qu'on pouvait admirer en 1516, sous le règne de Charles-Quint ; car alors on y constatait « une grande abondance des plus riches productions, dont la nature ait favorisé la zone tempérée ; de vastes possessions dans les contrées les plus fertiles du nouveau monde ; des mines inépuisables en or et en argent ; une marine puissante, un commerce actif ; de bonnes lois ; une population nombreuse ; un peuple fidèle, doué d'un génie et d'une constance propres à exécuter de grandes entreprises ; tous ces objets présentant l'idée de la plus formidable puissance qui puisse se rencontrer dans un pays de la même étendue que l'Espagne ».

Plusieurs auteurs ont expliqué ce changement par la seconde expulsion des Maures et des Juifs en 1611, par la population des colonies, l'abandon de l'agriculture et la perte de l'industrie. Fortbonnais ne partage pas entièrement ces raisonnements, mais il se rallie aux théories de don Geronimo de Ustariz qui a prouvé « que la disette d'hommes n'a pas influé sur le dépérissement de la monarchie d'Espagne autant qu'on l'a imaginé ». Il estime plutôt que la différence s'est produite principalement par l'abandon de l'agriculture et des arts. L'Espagne avait joui d'un très grand commerce intérieur et extérieur, « dans un siècle où il était fort borné dans tous les autres États ». Séville avait eu jusqu'à soixante mille métiers pour la soie ; d'autre part,

(1) *Journal des Sçavans*. Décembre 1753, p. 802.

de grandes terres très fécondes sont devenues d.
« Pour peu que l'on considère d'ailleurs, explique bonnais, l'inclination naturelle que les hommes ont pour l'agriculture, malgré ses fatigues, et l'attention que d'Espagne avaient eu de la favoriser par préférence à toute autre occupation, on conviendra sans peine, que si ainsi que celle de l'industrie, doit être attribuée à l'influence de quelque principe vicieux dans l'administration ».

Il explique que le labourage a souffert parce qu'il a presque toujours taxé le prix des grains en Espagne pendant trois siècles, ce qui les fait resserrer, produit la disette, prive d'ailleurs le laboureur d'une compensation qui lui est due en faveur des diminutions accidentelles de sa récolte et du bas prix des grains dans les années abondantes. L'extraction des blés est prohibée en tous temps, ce qui détruit les petites fermes et décourage les petits laboureurs toujours pressés de vendre ; l'un et l'autre objet méritent cependant une protection spéciale de l'État en faveur de la population ; car le cultivateur d'une petite ferme a une femme et des enfants ; s'il n'était que valet d'un gros seigneur, il resterait garçon ; l'État perdrait par conséquent cette population et la consommation de cette famille. Les propriétaires des terres et les arts à la portée du laboureur supporteraient aussi une partie de cette perte. D'un autre côté, les réparations des petites fermes sont très onéreuses ; ainsi il convient donc de les encourager par une distention particulière dans les répartitions d'impôts » (1). Il conclut par l'exposition de ces motifs, qu'il soutiendra toujours en suite, par une digression sur la police des grains ; excuse, mais il espère que l'importance de la matière vaudra l'autorisation.

(1) Il remarque en plus, dès cette époque, que « toutes les communes de communauté sont administrées sans zèle, sans intelligence, sans ordre et souvent sans probité », p. 14.

Après avoir constaté que l'Angleterre ne songe pas seulement à prévenir les disettes, mais qu'elle a pour but aussi d'animer l'agriculture et de favoriser les grandes exportations de grains, il demande qu'on se rapproche de son système en prenant le prix des grains pour règle de leur importation et de leur exportation. « On sait, dit-il, à quel prix le laboureur gagne, et à quel prix la rareté du blé s'annonce, soit qu'il en manque en effet, soit qu'on le resserre ; dès lors à chaque frontière et dans chaque port, il est aisé d'en donner un tarif fixe et relatif aux poids et mesures de chaque lieu. On pourrait laisser sortir les grains, suivant qu'ils auraient été au-dessous du prix fixé pour leur extraction pendant trois marchés, jusqu'à ce qu'ils remontassent à ce prix ; et leur entrée serait libre pendant quatre mois, lorsqu'ils auraient été pendant trois marchés au-dessus du prix limité pour leur importation. Par ce double arrangement, il semble que l'intérêt des laboureurs serait ménagé en même temps que la société serait à l'abri de la cupidité de ceux qui resserrent les blés ».

Une autre cause des pertes de l'agriculture, ainsi que de l'industrie, provint du désordre des finances. « Partout elles sont regardées avec raison, écrit Fortbonnais (1), comme les nerfs de l'État, et l'on sait que les nerfs sont par eux-mêmes incapables d'aucune action, qu'ils perdent leur force, si la substance, qui les nourrit et les vivifie, est épuisée par des excès continuels, ou par des exercices trop violents. Il paraît que l'Espagne considéra les finances comme le principe de vie du corps politique ; c'est dans cette erreur funeste qu'on trouve la source principale de son affaiblissement. Le dérangement des finances anéantit l'agriculture et les arts, tandis que leur ruine même précipita celle des finances ».

Si les auteurs économistes espagnols attribuent générale-

(1) Pages 20-21.

ment la crise que traversa leur pays à la nature des impôts qu'il eût à supporter et notamment les impôts affectés aux consommations nécessaires et journalières, Fortbonnais, au contraire, cherche à prouver que la taxe sur toutes les espèces de consommations est la seule barrière que l'on puisse opposer avec quelque succès aux tentatives de fraudes. « Si dans un État, dit-il, la nature et le salaire du travail permettaient à tout ouvrier de payer un tribut journalier de 2 s. et qu'on le perçut sur tout homme en âge de travail, il est constant que l'État serait riche tant que le travail subsisterait, et en proportion du nombre des hommes en âge de travail. Nul impôt ne serait plus simple et d'une régie moins coûteuse Malgré les avantages apparents de cette manière de percevoir les tributs sur un peuple, elle serait vicieuse dans sa nature, parce qu'elle blesserait les principes de la justice distributive. Le pauvre, c'est-à-dire celui qui ne peut subsister que par le salaire d'autrui, contribuerait autant que le riche, et quoique le prix de l'industrie soit en outre payé par le riche lorsqu'il consomme, la proportion ne serait pas égale par plusieurs raisons ». Aussi demande-t-il, comme conclusion, un impôt proportionné sur les consommations ; « car celui qui possède le plus sous la protection de l'État, doit contribuer dans une proportion tirée de l'intérêt qu'il porte à sa conservation », le tarif doit donc distinguer diverses classes de nécessités dans les consommations (1).

Fortbonnais répond ensuite aux objections souvent alléguées contre ce genre d'impôts et il estime « qu'il n'importe pas tant au bonheur du peuple de porter peu d'impôts, que d'être assez occupé pour les porter facilement ».

Après cette digression, Fortbonnais continue à analyser les causes « des funestes effets que l'Espagne a ressentis d'une imposition si douce et si imposante par elle-même ».

(1) Pages 37 à 47.

Il s'appuie d'abord sur l'écrivain anglais, Davenant, qui dès 1698, attribuait les malheurs de l'Espagne à ses anciennes dettes publiques, les principaux revenus de ce royaume étant employés à payer les intérêts des sommes empruntées un siècle auparavant. « Ces vastes anticipations sur les revenus futurs ont commencé vers l'an 1608, et ont continué d'année en année, sans qu'on ait songé à en diminuer le fardeau. Cette négligence seule a plus contribué à énerver la monarchie d'Espagne, que toutes les autres fautes qu'elle a pu commettre ». Les détresses de la monarchie firent éclore une foule de projets et d'expédients dont l'avantage momentané fit fermer les yeux sur la misère dont ils menaçaient la postérité. Le commerce souffrit le premier de ces augmentations forcées, parce qu'il était le moins défendu, étant connu de peu de gens, et ceux qui pouvaient élever la voix en sa faveur étant en petit nombre, isolés et obscurs. L'agriculture, nécessairement attachée à la fortune du commerce, en ressentit les malheurs par degrés insensibles d'abord, et enfin le commerce perdit à son tour l'espérance de se rétablir lorsque l'Agriculture fut anéantie (1).

Fortbonnais explique que cette ruine de l'agriculture et du commerce fut causée par les taxes pour quatre causes différentes, « par leur excès, parce que les espèces ne furent point distinguées, par l'embarras des douanes dans l'intérieur du royaume, et enfin par la mauvaise méthode de la régie ». Un droit de 14 pour cent à chaque vente, renchérit les denrées dans une proportion trop forte et nuisit à leur exportation. « Car l'ouvrier payé le moins cher sera dans un état trop malheureux pour continuer le même emploi ; si son salaire augmente, l'ouvrier plus habile réclame la proportion particulière de son art, et alors la proportion générale cesse ; les marchandises étrangères gagnent le dessus dans la concurrence ; son effet naturel

(1) Page 65.

est de diminuer les profits, cette diminution décourage les artistes de la Nation la plus chargée ; s'ils ne sont pas en état de la supporter, la misère s'introduit ». Notre auteur entre ensuite dans tous les détails de l'administration des impôts et il conclut que « tous les vices imputés en Espagne, à la nature de l'impôt sur les consommations n'étaient donc réellement que ceux d'une contribution personnelle et arbitraire, ou d'une police mal entendue, conséquemment inévitable de l'oubli des bons principes » (1).

Sur la question des non-valeurs dans les Finances d'Espagne, il les attribue aux procédés employés par les fermiers, procédés qui vexent le peuple, qui encouragent les fraudes à tel point que « ce fut une opinion commune et une doctrine saine, que de dire que l'on peut éluder en sûreté de conscience le paiement des droits. L'intérêt personnel étouffa la voix de la raison, les sophismes de l'école osèrent se refuser à l'évidence du précepte de l'Évangile et disputer contre l'exemple divin qui nous enseigne la soumission aux tributs » (2).

Avec don Geronimo de Ustariz, Fortbonnais reconnaît que les immunités accordées au clergé, ou prétendues par lui, n'ont pas été une des moindres causes des non-valeurs dans les revenus publics de l'Espagne. Le clergé, propriétaire d'une très grande partie des terres et par conséquent des denrées, en tirait un gros bénéfice, que les biens laïques perdaient par l'excès des impôts ; ce bénéfice augmentait ses richesses et lui permettait de faire de nombreuses acquisitions qui diminuaient ainsi sans cesse les revenus publics.

Fortbonnais termine sa discussion par un examen général de l'application des impôts à toutes les classes du peuple ; il pense que « les deux manières les plus simples et les plus justes de percevoir un tribut sont, sans doute,

(1) Page 113.

(2) Page 119.

de lever un droit proportionné sur les consommations journalières et d'en lever un sur le revenu des terres.

« Si l'impôt sur les consommations journalières est unique, il sera supporté par le prix des ouvrages et des ouvriers uniquement ; dans les nécessités publiques, une augmentation pourrait nuire au commerce étranger, dès lors au travail, à la population.

« Si la terre paie seule les impôts, l'effet de la concurrence sera d'en faire retomber la plus grande partie sur les fruits de la terre, c'est-à-dire sur le propriétaire et sur le cultivateur. Il y aurait dans la République plusieurs classes de citoyens moins heureux que les autres, et dès lors elles seraient abandonnées, quoique dans ce dernier cas ce fussent précisément les plus utiles.

« Lorsque les impôts sont assis en même temps et sur les consommations journalières et sur les terres, la valeur s'en trouve en partie confondue d'une manière imperceptible dans le prix des productions, soit de la terre, soit de l'industrie ; mais la concurrence partage l'autre partie entre les ouvriers et les marchands qui revendent les denrées, par une diminution des profits, presque insensible à chacun.

« Le laboureur, qui demeure au milieu de son champ, se trouve un peu plus favorisé que les autres, parce que ses consommations de première nécessité ne payent pas, mais c'est une juste récompense de ses fatigues, et son aisance revient au public par de plus amples consommations des denrées de seconde et de troisième nécessité, par l'activité qu'en reçoit son industrie, par une meilleure culture, enfin par une plus grande population » (1).

Fortbonnais estime que si ces principes sont aussi évidents qu'ils le lui paraissent, il est facile de conclure que les besoins de l'État seront plus sûrement remplis lorsque les objets de la contribution seront variés.

(1) Pages 133-136.

L'application du cadastre en Catalogne a attiré aussi l'attention de Fortbonnais. Il rappelle que ce système essuya d'abord pendant douze ans toutes les contradictions que rencontrent toujours les nouveautés et surtout les réformes des abus. « Le Clergé, la Noblesse et les Riches, accoutumés à faire retomber sur le peuple les charges publiques, s'indignèrent de voir la proportion un peu rétablie. Ce qui est remarquable, les pauvres mêmes en faveur desquels on travaillait, séduits par les déclamations ordinaires en pareil cas, réclamaient des privilèges, dont l'usage n'avait jamais été connu d'eux. . . . Parmi les députés, les uns sous le prétexte spécieux de patriotisme ne tendaient qu'à soulager leurs départements, et les autres s'occupaient à disputer sur les vérifications primitives qui servaient de base à l'imposition » (1). Enfin, un ministre se porta de lui-même à approfondir l'opération dans son principe. Il trouva qu'on avait pris les mesures les plus convenables pour parvenir à une vérification scrupuleuse des propriétés. On avait assemblé les notables et les plus expérimentés de chaque viguerie ; on y avait calculé la quantité et l'évaluation des terres suivant leur qualité ; on avait réparti sur chaque classe les sommes proportionnées. Le produit du travail de chaque profession avait été évalué sur le nombre de jours qui y sont destinés. Ces vérifications avaient été faites partout par le secours et en présence des habitants les plus capables, des baillis, des curés.

Fortbonnais approuve ce premier essai du cadastre, malgré les quelques abus qui ont pu se produire ; ainsi, il signale comme abusive l'opération qui ne comprend pas dans le revenu des terres la nourriture des bestiaux, mais l'impose à part comme un point de commerce et d'industrie, et dès lors l'impose arbitrairement. Voici les raisons qu'il en donne : « Cette exception paraît très opposée au

(1) Pages 141-146.

bien de l'agriculture. Les bestiaux consomment plusieurs productions de la terre, et leur engrais la féconde d'un autre côté. Si ce que les terres en peuvent nourrir n'est point compris dans leur revenu, l'évaluation et la taxe de cette partie de l'agriculture seront absolument soumises au caprice, à l'ignorance et aux passions des hommes chargés d'en faire le rapport. Le laboureur actif et entendu pourrait être moins heureux que le laboureur négligent ou ignorant, puisqu'il serait souvent taxé à raison de son industrie, au-delà de la proportion que le Prince a eu en vue d'établir. . . . » (1).

Il proteste également contre la base de la taxe des manufacturiers et des négociants, qui est établie sur l'estimation des bénéfices qu'ils peuvent faire. Il juge que cette taxe est susceptible de nombreux inconvénients, car « les profits ne peuvent être approuvés que sur des apparences trompeuses ; si l'évaluation est trop forte c'est réduire l'artiste au désespoir ; si elle est trop faible, c'est une injustice relative aux autres citoyens qui payent davantage, et relative à l'État qui ne reçoit pas le secours qu'il est en droit d'attendre en proportion des fortunes. L'évaluation fut-elle juste, ce qui est impossible, elle n'en effrayerait pas moins les arts, dont le bénéfice est toujours moins certain que le risque qui le précède » (2).

A son étude sur les révolutions financières de l'Espagne, Fortbonnais donne cette conclusion : « L'aisance du peuple par le travail est l'unique pivot sur lequel puisse tourner solidement toute la masse d'un État, car il n'est point riche par les grandes fortunes de quelques sujets, mais lorsque tous, chacun dans leur classe, peuvent dépenser au-delà des besoins réels. C'est dans ce sens que le luxe dont la plupart de ses censeurs, ainsi que de ses panégyristes,

(1) Page 156.

(2) Page 161.

n'ont point eu d'idée claire, est véritablement utile dans un empire. Une conséquence nécessaire de ce principe, c'est que plus le peuple travaille, plus il est en état de contribuer aux charges de la société, mais on n'en peut pas conclure que le travail même soit la matière convenable d'un impôt. . . . »

Ainsi se terminent les *Considérations sur les Finances de l'Espagne* qui valurent à Fortbonnais l'approbation du ministre espagnol Ensenada, lequel demanda en vain à la cour de Versailles d'envoyer Fortbonnais à Madrid comme consul général.

Pendant que Fortbonnais publiait ces trois précédents ouvrages, il collaborait en même temps à l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, car on y trouve des articles écrits par lui dès 1753, et il y collabora jusqu'en 1755. Ces divers articles, publiés dans les tomes III, IV et V, sont signés seulement par les lettres V. D. F., qui correspondent aux initiales du nom Véron de Fortbonnais. Des renseignements, du reste, sont fournis à ce sujet dans les préfaces des tomes où les articles de Fortbonnais ont été inscrits. A la page xv de l'avertissement imprimé au commencement du tome III de l'*Encyclopédie*, dans le chapitre des « Noms de personnes qui ont fourni des articles ou des secours pour ce volume et les suivans », on peut lire ce paragraphe : « Nous souhaiterions pouvoir nommer l'auteur des excellents et importants articles *Chambre d'assurance, Change, Charte partie, Colonie, Commerce, Compagnie de Commerce, Concurrence*, et quelques autres, marqués des lettres V. D. F. . . . » Cette indication, restreinte et vague, est un peu éclaircie par l'avertissement du tome IV qui nous fournit un renseignement plus précis, quoique ne donnant pas encore le nom de l'auteur. On y lit en effet à la page 2 : « La même personne qui nous avait donné les articles de *Commerce* du troisième volume, nous en a donnés de semblables pour celui-ci, comme *Contrebande, Crédit, Culture*

des terres, et quelques autres. L'auteur de ces différents articles et de ceux que l'*Encyclopédie* contiendra dans la suite sur cette matière, les a réunis dans un ouvrage en deux volumes, intitulé *Éléments du Commerce*, dont on a fait deux éditions en très peu de temps ».

L'avertissement du tome V ne laisse enfin subsister aucune hésitation, ni aucun doute, il dévoile le nom de Fortbonnais pour les articles de ce tome, comme pour ceux parus dans les tomes précédents. En effet, on y lit à la page II : « L'article de la *Circulation des espèces* destiné à l'*Encyclopédie*, par M. de Forboney, est tiré de l'excellent ouvrage du même auteur, intitulé *Éléments du Commerce*, ouvrage qu'on doit savoir gré à l'*Encyclopédie* d'avoir fait naître ».

Cette allusion formulée par les directeurs de l'*Encyclopédie* est exacte ; les articles publiés par Fortbonnais dans cet ouvrage se retrouvent pour la plupart dans les divers chapitres des *Éléments du Commerce*, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par l'analyse que nous allons en donner.

L'article *Chambre d'assurance* inséré dans le tome III de l'*Encyclopédie* est presque conforme au chapitre VII des *Éléments du Commerce*, intitulé : *Des Assurances* ; cependant il contient en plus, à la fin, une note complémentaire sur les deux chambres d'assurances, créées en 1720. L'auteur fait précéder cette mention de la réflexion suivante, qui prouve sa tension d'esprit continuelle pour l'étude des régimes étrangers : « J'ai déjà parlé (1), écrit-il, de la prétention qu'ont les Anglais de nous avoir enseigné l'usage des assurances ; en la leur accordant ce ne sera qu'un hommage de plus que nous leur devons en fait de commerce ; il n'est pas honteux d'apprendre, et il serait beau d'égaliser ses maîtres ».

L'article *Change* est identique au texte du chapitre VIII

1) *Encyclopédie*, t. III, p. 65.

des *Éléments du Commerce*, ayant pour titre : *Du Change*.

Par exception, l'article *Charte-partie* (1), concernant la location d'un bâtiment, n'est pas reproduit dans les *Éléments du Commerce*.

Pour les colonies, l'article de l'*Encyclopédie* (2) est moins développé que le chapitre VI des *Éléments du Commerce*. Certains passages sont semblables, mais le chapitre VI, tout en exposant les mêmes théories, les développe et les complète par d'autres considérations, particulièrement par celles se rattachant à la traite des nègres.

Le chapitre I des *Éléments du Commerce*, intitulé *Du Commerce en général*, est la reproduction textuelle de l'article *Commerce*, de l'*Encyclopédie*, toutefois dans ce dernier on lit en plus à la fin, avec de nombreuses références, cette nouvelle appréciation des ouvrages anglais : « La matière du Commerce est immense, on n'a pu qu'ébaucher les premiers principes dont un esprit droit et réfléchissant tirera aisément les conséquences. Pour s'instruire davantage, on peut consulter l'excellent *Essai* de M. Melon, les *Réflexions politiques* de M. Dutot, avec leur examen ; le *Parfait Négociant*, le *Dictionnaire du Commerce*, l'*Esprit des Lois*, les *Règlements et les Ordonnances de France*, les *Statuts d'Angleterre*, et presque tous les livres anglais sur le Commerce sont les sources les plus sûres » (3).

L'article sur les *Compagnies du Commerce* ne correspond à aucun passage des *Éléments du Commerce*. « On entend par ce mot, écrit Fortbonnais (4), une association formée pour entreprendre, exercer ou conduire des opérations quelconques de commerce. — Ces compagnies sont de deux sortes, ou particulières ou privilégiées. Les compagnies

(1) *Encyclopédie*, t. III, pp. 218-220.

(2) *Ibid.*, t. III, pp. 648-651.

(3) *Ibid.*, t. III, pp. 690-699.

(4) *Ibid.*, t. III, pp. 739-743.

particulières sont ordinairement formées entre un petit nombre d'individus qui fournissent chacun une portion de fonds capitaux, ou simplement leurs conseils et leur temps, quelquefois le tout ensemble, à des conditions dont on convient par le contrat d'association ; ces compagnies portent plus communément la dénomination de Sociétés. . . . »

« Les compagnies ou communautés privilégiées sont celles qui ont reçu de l'État un droit ou des faveurs particulières pour certaines entreprises, à l'exclusion des autres sujets ». Dans la discussion de ces principes, Fortbonnais s'appuie surtout sur le traité publié en 1699 par Josias Child, sous le titre *Trade, and interest of money considered*.

Dans les *Éléments du Commerce*, les neuf premières pages du chapitre II reproduisent sous le même titre l'article sur la *Concurrence* inséré dans l'*Encyclopédie* (1), mais il est complété par plusieurs autres pages de considérations nouvelles.

L'article inséré au mot *Crédit* dans l'*Encyclopédie* (2), avec la mention « Voyez les *Éléments du Commerce*, du même auteur », est la reproduction textuelle et intégrale du chapitre X des *Éléments du Commerce*, ayant pour titre : *Du Crédit*.

De même dans les *Éléments du Commerce*, le chapitre III sur l'*Agriculture* est la copie de *Culture des terres* (3).

Dans ce même tome IV de l'*Encyclopédie* est inséré toutefois un article que nous n'avons pas retrouvé dans les autres ouvrages de Fortbonnais, il concerne la *Contrebande* ; l'auteur y développe cependant des théories sur la libre circulation qu'il a exposées dans d'autres publications, mais il termine ses conclusions par des railleries qui se rencontrent rarement dans ses écrits.

(1) *Encyclopédie*, t. III, pp. 832-833.

(2) *Ibid.*, t. IV, pp. 445-450.

(3) *Ibid.*, t. IV, pp. 552-566.

A partir de 1755, Fortbonnais ne donne plus d'articles originaux à l'*Encyclopédie* ; dans le tome V il y écrit encore sur « la circulation, le surhaussement et l'abaissement des espèces ; mais ce qu'il insère est extrait des *Éléments du Commerce*, ouvrage dont il avait destiné les matériaux à l'*Encyclopédie*, et qu'il a publié séparément, afin d'en étendre encore davantage l'utilité » (1). Ce dernier article est la réimpression du chapitre IX des *Éléments du Commerce*, intitulé : *De la circulation de l'argent* ; il constitue la dernière participation de Fortbonnais à la publication de l'*Encyclopédie*.

Fortbonnais a signalé lui-même ce double emploi de ses articles de l'*Encyclopédie*, car il a écrit dans l'avertissement de la première partie de sa seconde édition des *Éléments du Commerce* : « Quelques-uns des chapitres qui composent cet ouvrage, ont déjà paru dans l'*Encyclopédie*, à un petit nombre de changements près, que j'ai cru nécessaires. Le reste y aura place à son tour, s'il en est jugé digne. Je sens combien mon travail doit perdre à paraître ainsi isolé, mais la matière du Commerce appartient à toutes les classes des citoyens, et cet intérêt général m'a paru devoir être préféré. . . . » (2).

La première édition porte pour titre : *Éléments du Commerce*. Nulla magis præsens fortuna laborum. Georg. Liv. III. A Leyde, et se trouve à Paris chez Briasson, rue Saint-Jacques, David l'ainé, rue Saint-Jacques, Le Breton, imprimeur ordinaire du Roi, rue de la Harpe, Durand, rue Saint-Jacques. M. DCCLIV. Elle parut en deux volumes in-12, sans nom d'auteur ni d'imprimeur ; le premier volume comptait vi-402 pages, et le second iv-276 pages (3). La seconde édition, publiée la même année, a conservé

(1) *Encyclopédie*, t. V, p. 959.

(2) *Éléments du Commerce*, 2^e édition, 2 vol. in-12. Leyde, 1754.

(3) Bibl. nat., R 34986-34987.

exactement le même titre, mais ses deux volumes n'ont pas le même nombre de pages : le premier tome compte xii-381 pages, et le second iv-347 pages (1).

La première édition des *Éléments du Commerce* a dû paraître au commencement de l'année 1754. Dans la *Correspondance de Grimm* (2) on trouve deux lettres, datées du 1^{er} avril 1754, qui signalent cet ouvrage de Fortbonnais. La première, que l'on attribue à Raynal, en fait ainsi l'éloge :

« Il y a trente ans que nous n'avions aucun bon livre sur le Commerce. C'était un art mystérieux, totalement ignoré du public et dont la clef n'était qu'entre les mains des négociants et de quelques ministres. *L'Essai politique sur le Commerce*, par M. Melon, parut (3) et étonna toute la France. On ne soupçonnait personne capable de faire un pareil ouvrage ; la lumière qu'il répandit se communiqua, et on a fait depuis beaucoup de bons livres sur cet objet, mais il n'y en a point, je crois, d'aussi bien fait que les *Éléments du Commerce*, qui viennent de paraître. Cet ouvrage est marqué au coin de l'esprit philosophique du siècle ; on y trouve partout une méthode et une précision singulières ; des principes profonds et réfléchis, des vues grandes et lumineuses, et un style noble, mais un peu trop monotone. Les chapitres de la concurrence, de l'agriculture et du luxe, sont surtout traités avec beaucoup de force. On y désirerait peut-être plus de détails et d'applications, pour mieux faire sentir ces principes ; il est vrai que ce plan n'embrassait guère que des idées générales.

« L'auteur de cet excellent ouvrage est M. Véron, dont le nom n'était pas encore connu. Il en avait déjà fait paraître

(1) Bibl. de la Société d'agriculture du Mans, n° 443. Le premier de ces deux volumes a encore conservé l'ex-libris de Le Prince d'Ardenay.

(2) Tome II, pp. 135 et 138.

(3) La première édition porte la date de 1734.

quelques articles dans l'*Encyclopédie*, qui ont été fort goûtés. »

La seconde lettre (1) confirme cette impression. Voici ce que l'on y lit :

« Nous avons depuis quelques jours deux ouvrages sur le Commerce, qui ont un très grand succès, et qui méritent la plus grande attention ; ils sont faits non seulement pour occuper les citoyens et les commerçants, mais encore les philosophes et les princes, remplis de discussions importantes et de vérités hardies pour le bien de l'État. Le premier volume est intitulé les *Éléments du Commerce* en deux volumes, par M. Fortbonnais. Une partie de cet ouvrage a déjà paru dans le troisième volume de l'*Encyclopédie* ; on y a vu avec grand plaisir les articles *Commerce*, *Assurances*, *Concurrence*, *Échange*, etc., l'auteur y en a ajouté beaucoup d'autres qui ne sont pas moins intéressants. Les chapitres de l'Agriculture, des Manufactures, de la Navigation, des Colonies, de la Circulation de l'Argent, du Crédit, du Luxe, de la Balance du Commerce forment des objets importants et sont remplis de vues et d'idées. »

Hauréau reproche à Fortbonnais d'avoir écrit trop vite, suivant la mode du temps, ses *Éléments du Commerce*. « Fortbonnais avait à cette époque de sa vie, dit Hauréau (2), la passion d'écrire. A peine avait-il vu la dernière épreuve d'un livre qu'il en commençait un autre. » Ce besoin d'écrire, de faire connaître ses sentiments, ses appréciations sur les faits, les besoins, les théories du jour, s'est toujours manifesté chez Fortbonnais, depuis sa jeunesse jusqu'à sa vieillesse. Fortbonnais avait le commerce en haute estime et il cherchait à le rendre digne de la considération qu'il désirait pour lui. Il voyait dans le commerce l'avenir de son pays et la fortune de la France ; c'est avec

(1) Le nom de son auteur nous est inconnu.

(2) *Histoire littéraire du Maine*, t. X, p. 160.

cette conviction qu'il écrivait dans son Avertissement des *Éléments du Commerce* :

« Enfin je crois avoir rendu service au commerce, de l'avoir fait connaître comme une science dans une nation qui n'y avait attaché pendant longtemps qu'une idée mécanique, et chez laquelle l'idée du noble n'est pas toujours jointe à celle de l'utile bien reconnu. La politique et l'humanité assigneront au commerce une place honorable parmi les autres sciences, et la profession du commerce sera noble, lorsque ceux que leur rang ou leur génie distinguent des autres hommes, parleront en sa faveur. »

Dans sa seconde édition des *Éléments du Commerce*, Fortbonnais répond déjà aux attaques que ses théories ont suscitées contre lui ; sa réponse est franche et loyale ; elle défend le commerce dont il prend les intérêts et dont il cherche les causes de prospérité ; mais il ne s'adresse qu'aux travailleurs sérieux, et il le dit franchement : « Ce n'est pas cependant, écrit-il dans son avertissement, que je me flatte d'être utile à tous ceux qui pourraient entreprendre la lecture de ce traité ; je dois même les prévenir qu'il n'est point écrit pour ceux qui lisent afin de s'épargner la peine de penser. Mon plan a été de convaincre, et pour être convaincu, il faut avoir médité ». Il a moins cherché à dire des choses qui n'ont point encore été pensées, qu'à présenter les objets sous une face nouvelle qui en fit mieux sentir le prix et qui servit à en faciliter l'intelligence. « J'ai tâché, dit-il, de ranger les idées qui naissent du fond de la matière, dans leur ordre naturel ; de développer l'origine des principes, leur enchaînement mutuel et nécessaire. J'ai dû être court pour rendre ces rapports plus sensibles ; et si la clarté n'en souffre point, j'aurai rempli l'engagement que je m'étais formé. J'ai même sacrifié à cette clarté plusieurs conséquences très importantes, mais peut-être un peu compliquées au premier coup d'œil ; content, si j'ai pu contribuer à mettre mes concitoyens en état de goûter un

jour des ouvrages plus profonds sur cette matière, et de porter dans l'examen des parties de détail, cette combinaison de vue et cette unité de principes, sans lesquelles l'esprit marche toujours au hasard ». Il s'excuse de n'avoir pas augmenté davantage sa seconde édition pour répondre au désir de quelques personnes, et il ajoute : « J'aime beaucoup mieux que mes talens soient soupçonnés que mon zèle et ma reconnaissance pour l'indulgence que j'ai éprouvée. Si cependant une seconde lecture de ces éléments est capable de développer à la plupart des lecteurs, comme j'ai lieu de le croire d'après l'expérience, des idées qu'ils n'avaient pas saisies à la première lecture, la forme que j'ai employée aura ses faces d'utilité. Car les forces de l'esprit s'énervent si elles ne sont entretenues par un exercice modéré, et le savoir véritable n'est jamais le fruit que d'une véritable étude. Je sens que ce n'est point à moi de décider, si dans les matières abstraites, la clarté consiste dans la netteté des idées d'où dérivent l'ordre de leur exposition et la justesse de l'expression, ou bien dans l'étendue des explications ; mais c'est un point à examiner avant de me juger. »

Après s'être excusé, Fortbonnais défend le plan de son travail : « Quelques-uns ont pensé, ajoute-t-il, que je n'aurais pas dû traiter du commerce comme science. Je conviens que l'ouvrage eût été plus piquant ; et si l'entreprise a des difficultés, elles naissent bien moins du fonds même que des circonstances ; la carrière est ouverte. Je me contenterai de dire que le point de vue sous lequel j'ai envisagé la matière, est utile par plusieurs raisons. L'ordre auquel m'a conduit la méthode que j'ai préférée, aide infiniment la mémoire ; l'instruction qu'elle porte est plus prompte, plus sûre, plus étendue. Il est vrai qu'il faut réfléchir et avant d'entreprendre cette lecture, se demander sérieusement à soi-même, si l'on cherche à savoir ou à paraître savoir ».

Les *Éléments du Commerce* trouvèrent un bon accueil dans le *Journal des Sçavans* (1) qui s'exprime ainsi en annonçant leur publication : « Un travail si bien fait n'avait pas besoin d'appuis étrangers pour se soutenir. Le sujet est intéressant par lui-même, et nous pouvons assurer que la manière dont il est traité, réveillera et excitera l'attention de tous les citoyens. Il ne faut pas néanmoins que le titre d'Éléments fasse illusion et qu'on s'imagine ne trouver ici que des premières notions, dont l'évidence frappe d'abord. L'ouvrage que nous annonçons n'est point fait pour ceux qui lisent afin de s'épargner la peine de penser ». A cette dernière réflexion empruntée à l'avertissement des *Éléments*, le *Journal* ajoute que Fortbonnais pourrait peut-être même être accusé de laisser trop à penser. « L'auteur embrasse le Commerce dans toute son étendue, et quoiqu'il soit très méthodique et que son livre soit écrit avec beaucoup de justesse et de précision, cependant on a besoin d'une attention soutenue et suivie, pour saisir la liaison et les dépendances réciproques des différents objets qu'il présente. D'ailleurs le développement des principes lui donne lieu d'entrer dans des discussions d'où naissent des idées neuves et composées, qui échapperont à ceux qui lisent sans réflexion ; enfin, pour tout dire en un mot, l'auteur a eu dessein de convaincre et c'est avec cette intention qu'il a travaillé. Or, pour être convaincu il faut avoir médité ». Le *Journal* estime que le plan de cet ouvrage est « très philosophique et très pensé » et qu'en le lisant il faut se souvenir que les choses y sont examinées en grand et dans le rapport qu'elles ont avec la politique et les véritables intérêts de l'État, et qu'il ne s'agit pas par conséquent, comme le titre semble l'annoncer, du commerce considéré comme l'occupation d'un citoyen vis-à-vis d'un autre citoyen ».

(1) Septembre 1754, pp. 596 à 602.

Le premier chapitre, portant pour titre *Du Commerce en général*, confirme cette appréciation. Fortbonnais y étudie les transformations des bases du commerce aux diverses époques dans tous les pays ; de ses recherches historiques il déduit en ces termes les principes du commerce dans un corps politique (1) : « L'agriculture et l'industrie en font l'essence ; leur union est telle, que si l'une emporte l'autre, elle vient à se détruire elle-même. Sans l'industrie, les fruits de la terre n'auront point de valeur ; si l'agriculture est négligée, les sources du commerce sont taries. L'objet du commerce dans un État est d'entretenir dans l'aisance, par le travail, le plus grand nombre d'hommes qu'il est possible. L'agriculture et l'industrie sont les seuls moyens de subsister ; si l'une et l'autre sont avantageuses à celui qu'elles occupent, on ne manquera jamais d'hommes ». Il emprunte aux Anglais, « le peuple le plus savant dans le commerce », les principes qu'il propose pour l'avantage des opérations du commerce ; il les résume ainsi : « L'exportation du superflu est le gain le plus clair que puisse faire une nation. — La manière la plus avantageuse d'exporter les productions superflues de la terre, c'est de les mettre en œuvre auparavant, ou de les manufacturer. — L'importation des marchandises qui empêchent la consommation de celles du pays, ou qui nuisent au progrès de ses manufactures et de sa culture, entraîne nécessairement la ruine d'une nation. — L'importation des marchandises étrangères de pur luxe, en échange de l'argent, est une véritable perte pour l'État. — L'importation des choses de nécessité absolue ne peut être estimée un mal, mais une nation n'en est pas moins appauvrie » (2). Il estime cependant que la concurrence est un des plus importants principes du commerce, parce qu'elle produit l'abondance et que celle-ci

(1) Tome I, page 47.

(2) *Ibid.*, pp. 52-54.

assure le bon marché des vivres, des matières premières et des travailleurs (1). Dans son étude de la concurrence, au point de vue du commerce politique seulement, il en établit deux catégories, extérieure et intérieure. La concurrence extérieure du commerce d'une nation consiste à pouvoir vendre au dehors autant de productions de ses terres et de son industrie que les autres nations, à occuper autant d'hommes qu'elles avec l'argent des étrangers, c'est-à-dire en proportion respective de la population, des capitaux, de l'étendue et de la fertilité des terres. La nation qui ne soutient pas cette concurrence a une puissance relativement inférieure, parce que ses hommes sont moins occupés, moins riches, moins heureux et dès lors en plus petit nombre.

Fortbonnais voit dans l'agriculture la base nécessaire du commerce. « La terre est le dépôt de toutes les matières propres à satisfaire les besoins physiques auxquels les hommes sont assujettis, et ceux que la commodité a inventés. L'agriculture est l'art de se procurer ces matières par le travail de la terre » (2). Il demande que la culture des grains procure au cultivateur un bénéfice capable de le maintenir dans sa profession, de le dédommager de ses fatigues, enfin de lui procurer la faculté d'entretenir autant de bestiaux que ses terres en peuvent nourrir. « Car cette dernière partie de la culture dépend du succès de la première, et leur liaison est telle que si l'une s'affaiblit, l'autre s'en ressent sur le champ. Alors toutes les valeurs que l'agriculture pouvait apporter dans le commerce ne s'y trouvent pas. » Il aborde ensuite des questions qui se rapportent à la petite et à la grande culture. « Si les terres sont partagées en petites fermes, écrit-il, le cultivateur ordinairement pressé par ses besoins, est forcé de vendre à quelque prix que ce soit, peu de mois après la récolte ;

(1) Tome I, p. 64.

(2) Chapitre III, p. 104.

souvent ce prix sera tel qu'il ne suffira point à remplir les avances, à payer les impôts et le fermage. Les propriétaires, dont les réparations se multiplient avec le nombre des fermes et qui ne sont point payés, se déterminent à les détruire pour les réunir en un moindre nombre. Chaque opération de ce genre réduit à la mendicité, ou plutôt anéantit plusieurs familles dans l'État Lorsque les terres sont partagées en grosses fermes, il est constant que les cultivateurs doivent être en état de faire de grosses avances, et ces avances leur deviendront plus onéreuses à mesure que les grains seront à plus bas prix faute d'acheteurs. L'effet naturel de cette surcharge sera de tenir les salaires des journaliers extrêmement bas ; dès lors, une partie considérable du peuple sera condamnée à une telle pauvreté, qu'elle ne pourra consommer au-delà du nécessaire physique. De cette incertitude naîtra la crainte du mariage, la dépopulation ; de la dépopulation et de la pauvreté, un vide dans le produit des finances » (1).

Afin de remédier à cette conséquence désastreuse, Fortbonnais demande que l'État, pour maintenir rémunérateur le prix des grains, assure une communication libre, à l'intérieur, entre toutes les provinces ; cette mesure déterminerait aussi un cours régulier dans le prix des grains. Il approuve les théories de Duhamel du Monceau, avec son organisation de magasins pour la conservation des grains, qui remédie aux inconvénients de la surabondance et de la disette. A l'égard des grains venant de l'étranger, il trouve que c'est une bonne police d'en prohiber l'importation pour favoriser les terres du pays. La prohibition peut toujours être levée quand la nécessité l'ordonne.

Fortbonnais désire l'établissement de l'équilibre le plus parfait qu'il soit possible entre les diverses occupations du peuple, et pour l'agriculture qu'on en favorise les diverses

1) Tome I, pp. 140-141.

parties en raison du besoin que le peuple en ressent. Pour arriver à ce but il propose, comme le moyen le plus simple, de taxer les terres ainsi que les consommations, c'est-à-dire proportionnellement au besoin qu'on en éprouve. Cette méthode motiverait un cadastre et chaque espèce de terre serait ainsi utilisée d'après la méthode qui lui conviendrait le mieux. A propos de la proportion de la culture en France, des vignes comparativement aux grains, il établit une comparaison entre les procédés de culture employés en France et en Angleterre où les améliorations se produisent surtout dans le comté de Norfolk, et qu'il analyse dans les plus grands détails, tout en s'excusant de n'avoir pas poussé ses recherches plus avant, n'étant pas assez versé dans l'agriculture et n'ayant point été en Angleterre (1).

L'industrie a également attiré l'attention de Fortbonnais dans ses *Éléments du Commerce* (2) ; il demande pour elle les mêmes attentions que pour l'agriculture et les mêmes procédés de protection et d'encouragement. Sur le personnel ouvrier il aborde une question qui soulève encore de nos jours des incidents regrettables. Il s'agit de l'âge auquel on peut entrer dans l'apprentissage industriel. Il estime que peu d'hommes s'adonneraient au travail industriel si l'on ne pouvait entrer en apprentissage que dans un âge avancé. « Des parents pauvres craindraient d'avoir des enfants dont la garde serait si longue et si dispendieuse ; s'ils en avaient, ces enfants persécutés par la misère, choisiraient des moyens de vivre plus faciles. Par malheur, toutes les inutilités sont de ce genre, et le nombre en est effrayant. Peut-être même ces enfants ainsi abandonnés se porteront à mendier. . . . Enfin les hommes dont nous parlons ne fussent-ils point perdus pour le travail industriel, il est certain, du moins, qu'ils auront perdu un

(1) Tome I, pp. 208-232.

(2) *Ibid.*, chap. IV, pp. 261-342.

temps précieux ; car c'est au sortir de l'enfance seulement qu'on peut inculquer aux hommes ce goût véritable pour le travail, qui leur tient lieu de plaisirs pendant tout le reste de leur vie » (1).

Fortbonnais demande que les manufactures ne soient pas établies dans les grandes villes, il donne pour motif la nécessité de maintenir la subsistance à des prix modérés et il ajoute que l'exemple des grandes dépenses qui se font dans les grands centres « introduit des besoins superflus qui deviennent nécessité dans l'opinion des hommes ; l'exemple introduit des dissipations et des distractions du travail beaucoup plus funestes que la dépense même. Si malgré ces inconvénients, les manufactures réussissent, il en résulte toujours un grand vice dans l'État ; l'appât des salaires plus considérables attire les ouvriers des lieux où l'on travaillait à bon marché ; le travail industriel est englouti dans un petit nombre de villes, au lieu d'établir la circulation dans toutes les parties de l'État ; enfin tous les salaires augmentent jusque dans les campagnes (2).

Pour remédier à l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, il conseille l'emploi des machines ; il demande que l'on encourage et que l'on récompense toutes les inventions propres à abrégé ou à faciliter le travail des hommes, mais il n'approuve l'emploi des machines que dans l'industrie et s'oppose à leur introduction dans l'agriculture, parce que toute machine qui tendrait à diminuer l'emploi des cultivateurs, serait réellement destructive de la force de la société, de la masse des hommes, de la consommation intérieure (3) ; la terre fournit déjà à l'industrie trop d'hommes qui ne reviennent pas chez elle ; l'usage des machines dans les manufactures contribuera au contraire à conserver la population dans les campagnes.

(1) Tome I, pp. 296-297.

(2) *Ibid.*, p. 320.

(3) *Ibid.*, p. 328.

Après avoir constaté que l'agriculture nourrit et occupe les hommes, que le travail de l'industrie multiplie leurs avantages en donnant des formes aux productions naturelles, Fortbonnais avance que ces deux arts qui dépendent l'un de l'autre, n'atteindront leur perfection qu'autant qu'il se fera une grande consommation de leurs produits en dehors du pays. Dans ce but il faut donc établir une communication entre toutes les diverses parties de la terre et traverser les mers. D'autre part, l'opération de la navigation a un double intérêt, elle occupe deux classes d'hommes, les matelots et les constructeurs. Comme le superflu est l'objet de la navigation, ce superflu n'aurait point de valeur sans elle, d'où il est facile de conclure que si l'agriculture et les manufactures sont la base de la navigation, elles sont réciproquement intéressées à la conservation et au progrès de la navigation. Telles sont les conclusions que l'on peut déduire du chapitre sur la navigation (1) écrit par Fortbonnais à la fin du tome premier de ses *Éléments du Commerce*.

Le développement de la navigation a contribué à la création des colonies, et l'esprit de commerce, dit Fortbonnais (2), s'en est servi pour transporter une partie des sujets d'un État dans d'autres pays, et les fixer sans que cet État perdît ses droits sur eux. Ces colonies sont de deux sortes ; les unes n'ont pour objet que le commerce seul, et les autres ont réuni la culture au commerce. Après un récit historique de l'organisation et de la transformation des colonies il constate que « les passions règnent dans les bois et au milieu de la pauvreté, comme au sein des villes et du luxe » et que par conséquent la sûreté des colonies

(1) Chap. V, pp. 343-381.

(2) Tome II, chap. VI, *Des Colonies*, pp. 1 à 50. — A la page 2, Fortbonnais fait un renvoi à l'article *Colonies*, de l'*Encyclopédie*, ce qui prouve que ce chapitre y a été publié avant de paraître dans les *Éléments du Commerce*.

exige des précautions. D'autre part, s'il reconnaît que les colonies contribuent à la richesse de la métropole en lui procurant une plus grande consommation des productions de ses terres, l'occupation d'un plus grand nombre de ses ouvriers, une plus grande quantité des denrées nécessaires à ses besoins, il fait toutefois cette réserve que les colonies « ne doivent avoir aucune culture, aucuns arts qui puissent se trouver en concurrence avec les arts et les cultures de la métropole qu'elles ne peuvent, sans crime, consommer les denrées étrangères, dont la métropole consent de leur fournir l'équivalent, ni vendre aux étrangers celles de leurs denrées que la métropole consent de recevoir dans ses ports. L'une et l'autre entreprise est un vol réel, et trop commun cependant, fait aux laboureurs, aux ouvriers, aux matelots de la métropole, pour enrichir les mêmes classes d'hommes parmi des nations rivales qui s'en prévaudront un jour contre les colonies mêmes » (1). Fortbonnais déclare que les colonies sont faites pour la culture et que les habitants qui s'y attachent doivent y tenir le premier rang ; pour favoriser cette culture il accepte le commerce des nègres.

Si la navigation contribue à la richesse, elle offre aussi des risques ; pour y remédier on a créé les assurances qui, divisant ainsi les risques du commerce entre un plus grand nombre d'individus, rendent les pertes individuelles moins sensibles. Fortbonnais approuve cette assurance appliquée aux pertes matérielles, mais il n'accepte pas l'assurance sur la vie des hommes, telle qu'elle était cependant déjà appliquée en Angleterre. Il estime que « la vie des hommes ne doit point être un objet de commerce ; elle est trop précieuse à la Société pour être la matière d'une évaluation pécuniaire. Indépendamment des abus infinis que cet usage peut occasionner contre la bonne foi, il serait encore à

(1) Tome II, pp. 22-23.

craindre que le désespoir ne fut quelquefois encouragé à oublier que cette propriété n'est pas indépendante, que l'on en doit compte à la Divinité et à la Patrie. Il faut que la valeur assurée soit effective . . . » (1).

Les premières opérations commerciales s'étaient faites par échange de marchandises en nature ; dans la suite ces échanges devinrent embarrassants, et même impossibles ; pour les favoriser on établit des signes communs qui furent empruntés aux métaux afin de les rendre plus durables, susceptibles de division et d'un transport facile. Ce sont toutes ces modifications successives, avec leurs applications et leurs conséquences, que Fortbonnais étudie dans les deux chapitres qu'il consacre au change et à la circulation de l'argent (2). A ses observations personnelles (3) il ajoute, pour terminer, une discussion des ouvrages écrits sur cette même question par Melon et Dutot.

La question du crédit complète cette étude du change et de la circulation de l'argent ; Fortbonnais analyse successivement les bases et les conséquences du crédit général ; il donne comme conclusion que « l'aisance du peuple dépend de l'activité de la circulation des denrées ; cette circulation est active en raison de la répartition proportionnelle de la masse quelconque des métaux ou des signes, et non en raison de la répartition proportionnelle d'une grande masse de métaux ou de signes ; la diminution des intérêts est toujours en raison composée du nombre des prêteurs et des emprunteurs » (4).

Qu'est-ce que le luxe ? Telle est la question que pose Fortbonnais dans un des derniers chapitres (5) de ses *Élé-*

(1) Tome II, chap. VII, *Des Assurances*, pp. 50 à 74.

(2) *Ibid.*, chap. VIII, pp. 74-117 ; chap. IX, pp. 117-226.

(3) A la page 162, il renvoie au Discours préliminaire du Négociant anglais, p. 104. Un autre renvoi au même ouvrage se trouve encore à la page 260 du même tome.

(4) Tome II, p. 273, chap. X, *Du Crédit*.

(5) *Ibid.*, chap. XI, *Du Luxe*, pp. 276-310.

ments du Commerce. Avant de proposer sa réponse, il résume d'abord les diverses définitions qu'on en a données avant lui. « Les uns, dit-il, confondent le luxe avec cette mollesse qui énerve les esprits, amollit les courages, et dégrade l'humanité C'est le luxe asiatique inconnu dans nos gouvernements modérés de l'Europe, et dont l'amour de la patrie, l'honneur ou l'émulation lui ferment l'entrée. D'autres prétendent que le luxe est un grand raffinement dans les plaisirs des sens La morale condamne avec raison les goûts voluptueux en général ; cependant elle reconnaît dans leur habitude divers degrés plus ou moins criminels. Il est d'ailleurs très difficile de tracer métaphysiquement les limites précises du bien et du mal ; de façon qu'en morale il faudrait se contenter de dire que le vice commence où la vertu cesse, si la religion ne nous prescrivait un principe constant auquel toutes nos actions doivent se rapporter » (1).

Pour Fortbonnais, le luxe consiste dans « l'usage que font les hommes de la faculté d'exister agréablement par le travail d'autrui ». Le luxe est bon en soi parce qu'il favorise le commerce, et si les riches ne dépensaient pas, tout serait pauvre autour d'eux, l'État serait presque sans chaleur et sans vie. De toute sa discussion il donne comme conclusion : « Le principe utile du luxe ou l'aisance d'une nation, à commencer par la classe des laboureurs, n'est point une spéculation vague ; l'exécution certaine en est attachée à la protection qui sera accordée au commerce ; ce qui emporte avec soi, comme je l'ai souvent répété, une finance subordonnée au commerce » (2).

Dans son dernier chapitre (3) des *Éléments du Commerce*, Fortbonnais rappelle que l'objet particulier de son travail

(1) Tome II, p. 279.

(2) *Ibid.*, p. 308.

(3) *Ibid.*, chap. XII, pp. 310 à 347.

a été de faire regarder le commerce comme l'intérêt principal d'une nation, et d'insister sur les moyens de procurer du travail au peuple. Avant de terminer son étude il veut encore signaler une autre cause de richesse qui est motivée par les dépenses que les étrangers font dans une nation en voyageant chez elle. Il faut donc chercher tous les moyens pour les attirer : « Il est utile de multiplier les édifices et les monuments publics, les dépôts des choses rares et précieuses, lorsque l'aisance publique le permet. . . . Il ne suffit pas cependant de présenter des motifs de curiosité aux étrangers, il faut les séduire et prolonger leur séjour. Les genres d'amusements publics ne sauraient être trop variés dans une capitale, les spectacles trop magnifiques ». Mais il estime que de toutes les amorces, les plus séduisantes sont la douceur dans les manières d'un peuple et l'affection dans ses procédés.

Il insiste ensuite sur la nécessité d'augmenter le nombre des travailleurs et de procurer du travail au peuple ; il demande que l'on attire les ouvriers étrangers, pour bénéficier de leur travail, qu'on leur accorde toutes les prérogatives des citoyens, mais en exigeant leur obéissance aux lois. Pour les mendiants, il juge qu'il n'est pas suffisant, dans l'intérêt public, de leur assurer une subsistance, il faut aussi combattre leur oisiveté. Les maisons de travail peuvent remplir cet objet ; « tandis qu'elles déracinent l'oisiveté et la paresse, elles forment un nouveau genre de châtiment contre ceux qui troublent l'ordre public, sans avoir cependant mérité d'être totalement retranchés de la Société ». Il regrette aussi que le nombre des travailleurs soit sans cesse diminué par « cette multitude effrayante de gens de livrée choisis dans les campagnes, parmi les travailleurs les plus robustes et les mieux faits ». Il désire que cet objet de luxe soit soumis à un impôt capable d'en modérer l'excès. Il se plaint de l'envahissement des quais, des ponts et des rues de la capitale par toutes espèces d'hom-

mes dont on ne peut définir l'état, qui vivent à faire des inutilités, à vendre des billets de loterie, invention peut-être aussi funeste à l'aisance et à la probité du peuple, que tous les effets de l'oisiveté impunie. « Tous ces hommes, déserteurs du labourage, de la navigation, des manufactures, ne manquaient point d'un salaire ; mais ils en ont trouvé un plus considérable à ne rien faire d'utile ; ils vivent dans une plus grande dissipation, sans famille, sans soins, et quelquefois de rapines » (1).

Fortbonnais ne se plaint pas seulement de l'amour du désœuvrement relevé dans la classe ouvrière et agricole, il constate les mêmes tendances dans toutes les autres classes de la société. Il reconnaît que quoique tous les hommes soient nés pour le travail, les principes d'une éducation frivole ont introduit des sentiments de vanité qui ne peuvent que causer le désordre. « Comme toutes choses tendent à s'élever, les hommes nés dans un ordre mitoyen croiraient s'avilir s'ils descendaient à la classe dont leur aïeul est sorti. . . . Le préjugé public s'accroîtrait ainsi chaque jour avec les causes de la dépopulation, sans que personne s'avisât de définir ce que dans l'ordre public on entend par travail honnête, famille honorable. Le fermage des terres, la navigation, les arts, le commerce, ne se trouvant point compris sous ces termes vagues et indéterminés, puisque personne ne rechercherait des ressources de ce côté, tous ceux qui se seraient enrichis dans ces quatre classes, s'empresseraient d'en sortir ».

Il pense toutefois que supprimer la vénalité de la noblesse pourrait causer un préjudice au pays, car les riches trouvant à jouir dans d'autres pays de ce qui leur serait refusé dans leur patrie, y transporteraient leur fortune.

Fortbonnais termine sa critique des gens étrangers au commerce par une note satirique sur « les poètes médio-

(1) Tome II, p. 330.

cres, les romanciers insipides, enfin tout le peuple nombreux des auteurs frivoles et des beaux-esprits par excellence » qui composent un trop grand nombre de collèges et d'académies purement littéraires. « Je ne demande point, après tout, ajoute-t-il, qu'il soit défendu de perdre son temps à mal écrire, mais que ce soit une chose ridicule. Ce n'est point la multitude des faibles écrivains qui les rend meilleurs ; dans la carrière de l'imagination, tout homme né médiocre restera mauvais. . . . ».

Ainsi, dans les divers chapitres des *Éléments du Commerce* on peut relever les mêmes principes d'indépendance, les mêmes idées de travail, d'encouragement, de perfectionnement, d'appréciation de la valeur personnelle des individus, et par conséquent d'égalité dans l'estimation de leurs mérites et de leurs capacités. Il recommande de juger l'homme d'après son travail et son intelligence, et non pas d'après sa situation et sa fortune.

GABRIEL FLEURY.

(A suivre.)

DERNIÈRE BONNE ŒUVRE ET TRÉPAS DE LA REINE BÉRENGÈRE (1)

« Or sont-ilz mortz, Dieu ayt leurs âmes ! . . .
« Plaise au doulx Jésus les absouldre. »

(François VILLON. *Grand Testament*.)

Avant d'être au tombeau pour toujours assoupie
Et de paraître au ciel devant le Seigneur Dieu,
Béregère a voulu faire œuvre noble et pie
Et laisser ici-bas un perdurable adieu.

Dans l'agreste vallée où, lente et glauque, l'Huisne
Serpente par les prés hantés de maint troupeau,
Où bruit le tic-tac des moulins en ruine,
A cet endroit paisible et riant de l'Épau,

La vieille reine a fait bâtir un monastère;
Puis l'a remis en garde aux moines à froc blanc
Qui, suivant de Citeaux la discipline austère,
Portent, jusqu'en la mort, cilice et corde au flanc.

(1) Bien que la *Revue historique du Maine* ne publie jamais de poésies, elle est heureuse aujourd'hui d'accueillir ces vers inédits de M. René Bardet, et elle remercie M. Pavet d'avoir bien voulu les lui communiquer. Non seulement l'exception est déjà justifiée par le souvenir de la reine Béregère, mais elle nous procure l'occasion de rendre hommage à la mémoire d'un jeune compatriote, mort prématurément au mois de juin dernier. Ancien élève du lycée du Mans, licencié en droit, M. René Bardet s'était révélé de bonne heure poète

Mais sa tâche dévote à peine terminée,
L'an mil deux cent trente et vigile de Noël,
La reine est morte en sa soixante-unième année
Et son âme tout droit s'est envolée au ciel.

Selon sa volonté très ultime obéie,
Seigneurs, prêtres, bourgeois et bon peuple du Mans
Ont conduit en pleurant leur dame à l'abbaye
Où son corps dormira jusqu'aux grands jugements.

Là, les moines rendant grâce à leur donatrice,
Ont érigé sa tombe auprès du maître-autel
Pour que son souvenir à jamais ne périsse
Et qu'ils prient Dieu pour son bonheur sempiternel.

Maintenant, elle gît, longue et roide statue,
Sur le blanc mausolée à triple feuille-rond,
Belle et jeune, d'habits nuptiaux revêtue,
Une couronne en tête, un ample voile au front.

La tunique aux beaux plis, d'une souple sculpture,
Est serrée à son col d'un riche et grand fermail ;
Puis à sa taille avec une large ceinture
Qu'embellissaient jadis les gemmes et l'émail.

de réel talent. Son volume *La vieille Maison* lui avait mérité le prix Sully-Prud'homme et l'avait fait hautement apprécier dans les milieux littéraires, entre autres de MM. Régnier, Richopin, Auguste Dorchain. M. René Bardet laisse de nombreuses œuvres inédites : celle-ci suffit à montrer qu'il ne dédaignait pas de s'inspirer parfois des traditions *locales* et, qu'en bon Manceau, il savait délicatement traduire les sentiments des Manceaux pour la reine Bérengère. — Inutile de rappeler que le tombeau original de la reine est, depuis 1821, à la cathédrale du Mans, et qu'il ne reste à l'Épau qu'un moulage.

(Note de la Rédaction.)

Le missel précieux, qu'entre chaque main blanche
Elle tient, dit ses soins pieux et diligents,
Et l'escarcelle aussi, qui pend contre sa hanche,
La montre pitoyable et douce aux pauvres gens.

Et la morte, touchante et triste allégorie
De sa joie éphémère et son amour ancien,
Pose ses longs housseaux qu'un dessin historie
Sur un lion qui, fier, foule un timide chien.

. . . Mais tout s'oublie : et deuils et gloires fastueuses ;
Et si ton âme, ô reine ! est au saint paradis,
Dans « la Nef au miroir des Femmes vertueuses »
On ne lit pas ton nom si doux du temps jadis.

Ton abbaye est vide et muette, en ruine ;
Vide aussi ton tombeau ! Mais les poètes seuls, [ne,
Aux soirs pourprés d'automne, errant aux bords de l'Huis-
Parmi les feuilles d'or, dans l'ombre qui bruine,
Ont couché ton fantôme en d'immortels linceuls.

RENÉ BARDET.

CHRONIQUE

Au moment où nous commençons cette Chronique, la Société des Amis des Arts du Maine ouvre, à la Bourse de Commerce du Mans, sa quatrième exposition artistique. Cette exposition, comme les précédentes, présente plusieurs œuvres intéressantes signées de nos confrères. Nous leur consacrerons une note spéciale dans la prochaine livraison.

Notre Société vient d'éprouver deux nouvelles pertes bien sensibles.

Le 23 août est mort au Mans, dans sa 77^e année, M. Georges Enlart, chevalier de Grandval, ancien maire de Trangé, l'un des plus anciens et des plus fidèles amis de cette Revue. D'une extrême bienveillance qui lui avait conquis de très nombreuses et très sincères amitiés, M. Georges de Grandval était un aquarelliste de grand talent et un bibliophile distingué, d'un goût aussi sûr que délicat. La bibliothèque de son château de la Groirie est, on le sait, l'une des plus belles de la Sarthe ; il l'aimait et l'entretenait avec un soin jaloux, justement fier des trésors artistiques qu'elle contient. Profondément attaché à notre pays du Maine, M. de Grandval s'intéressait à tous ses souvenirs historiques et, après avoir pris part à plusieurs de nos excursions où sa présence avait été tout particulièrement appréciée, il n'avait cessé de témoigner à la Société son amicale sympathie. Sa mort cause parmi nous les plus vifs regrets.

Le 5 septembre suivant, M. le vicomte de Vannoise décédait prématurément à l'âge de 56 ans, non moins regretté

de tous ceux qui avaient l'honneur de le connaître. Maire de Saint-Mars-la-Bruyère et président de l'Association des anciens élèves de Sainte-Croix, M. le vicomte de Vannoise apportait tout son dévouement à l'administration de sa commune et venait de rendre d'éminents services dans la grande œuvre de réorganisation du collège de Sainte-Croix. Lui aussi, faisait partie de notre Société depuis de longues années et lui conservait un très bienveillant intérêt. Nous nous associons de tout cœur aux hommages si éloquents et si mérités, rendus à sa mémoire par M. le vicaire-général Lefebvre, au nom de M^{sr} l'Évêque du Mans, par M. le marquis de Vézins et M. René Pavie.

Notre confrère, M. le vicomte de Romanet, ancien élève de l'École des Chartes, vient de publier sous le titre *Les Provinces de France*, une étude très complète et très documentée sur la formation et l'histoire des anciennes provinces. Si nous n'avons pas à donner ici notre appréciation au sujet du mode préalable de restauration des libertés provinciales, nous pouvons, sans réserve, rendre justice à l'érudition consciencieuse de l'auteur, à ses idées générales de décentralisation et à ses recherches toutes nouvelles de géographie provinciale. A ce point de vue de la géographie provinciale, l'ouvrage sera d'une grande utilité aux travailleurs et tous, partisans ou non du régionalisme, ne peuvent manquer d'apprécier hautement sa valeur historique.

C'est, dans un genre différent, un autre chapitre d'histoire provinciale que nous donne M. Jules-Marie Richard avec ses *Lettres lavalloises du XVIII^e siècle*. Si, comme le dit modestement M. Richard, la portée de ces lettres est médiocre au point de vue des événements, elles nous apportent sur les mœurs provinciales des documents d'un

très réel intérêt : « Elles nous font pénétrer dans l'intérieur d'une des plus notables familles bourgeoises de Laval, et pour ainsi dire, dans l'âme de ces Hardy dont la personnalité, le caractère et les idées méritent d'être étudiées par tous ceux qui veulent pénétrer l'intime de ce temps ». Pour notre part, nous y relevons quantité de détails imprévus, de traits pittoresques, un mélange naïf d'affaires publiques et privées, qui forment un ensemble peu banal et assurément fort instructif. M. Richard a été, à tous égards, bien inspiré en analysant ces lettres et il en a tiré un excellent parti.

Le nom de Bonald évoque aujourd'hui, dans beaucoup d'esprits, l'idée de doctrines vieilles et qui ne sont plus de notre temps. Cependant, si son point de vue n'est plus le nôtre, le discrédit de Bonald est exagéré et l'on peut dire de la politique théocratique ce que Leibniz disait de la philosophie scolastique : « Il y a de l'or dans ces scories ». C'est à dégager cet or de la doctrine de Bonald que vient de s'appliquer, dans une thèse très étudiée, notre jeune et distingué compatriote, M. Roger Mauduit, licencié en philosophie, docteur en droit. La place nous fait défaut pour analyser comme elle le mériterait cette œuvre philosophique et littéraire. Nous devons nous borner à dire qu'elle nous a vivement intéressé en nous révélant Bonald comme un précurseur de la sociologie, en nous montrant sa grande influence sur les idées politiques du XIX^e siècle et en particulier sur les idées d'Auguste Comte. Nos sincères compliments à M. Roger Mauduit, dont nous sommes heureux de signaler le brillant début.

Avec grand plaisir aussi, nous avons vu récemment un autre de nos compatriotes, M. L.-A. Paugoué, prendre pour sujet de sa thèse de doctorat en droit, un point de notre droit coutumier *manceau* et étudier, d'après ce droit, la

part des enfants dans les biens de leurs parents. Sous une forme nette et précise, M. Paugoué conclut en mettant en relief des principes et des aperçus qui méritent une très sérieuse attention. Avec lui, nous pensons « que la cellule sociale n'étant pas l'individu mais la famille », certaines dispositions du *droit manceau* avaient bien leur raison d'être, et que le Code civil les a peut-être trop méconnues. Nous félicitons le jeune auteur de son heureuse inspiration, et nous le remercions d'avoir rendu justice à nos vieux jurisconsultes.

Parmi les autres publications auxquelles nous aurions voulu consacrer quelques lignes si la place ne nous faisait défaut, nous citerons au moins en adressant aux auteurs nos meilleurs remerciements : *Quelques mots sur les Croisés de Mayenne*, réponse très courtoise de M. le vicomte Le Bouteiller et mise au point définitive de la défense du chartrier de Goué ; une notice toute nouvelle du R. P. dom Heurtebize sur *Dom Jacques Le Bossu, bénédictin de l'abbaye de Saint-Denis* ; une curieuse étude consacrée par M. P. de Cénival à *Jacques de Champ-Repus*, poète bas-normand, et à ses relations littéraires avec le manceau Nicolas de Montreux, dit Olenix du Mont-Sacré ; une intéressante biographie du *P. Germain Queudeville, de Caen, curé de Coulans au diocèse du Mans, mort sur l'échafaud, à Paris, le 22 messidor an II*, par M. l'abbé Queudeville ; un travail, comme toujours, très documenté et très consciencieux, de M. E. Quérueu-Lamerie sur la *Commission Parcin-Félix*, (Angers, Grassin, un vol. in-8° 1912) ; enfin, la 13^e série des *Andegaviana* et neuf récentes brochures de M. l'abbé Uzureau, qui continue, avec une activité et une persévérance dignes de tous les éloges, à réunir et à sauver pour le plus grand profit des travailleurs les moindres fragments de l'histoire de l'Anjou. R. T.

GUILLAUME DE SAINT-CALAIS

ÉVÊQUE DE DURHAM

(... ? - 1096)

Bien que Guillaume de Saint-Calais n'appartienne à l'Angleterre que par les seize dernières années de sa vie, ce pays n'en est pas moins devenu pour lui comme une seconde patrie. C'est là de fait que le prélat a réalisé ses œuvres les plus fécondes et les plus durables ; c'est là que se sont déployées en tous sens les ressources de son souple génie, là enfin que son souvenir survit au temps et aux hommes, lié en quelque sorte aux destinées de la massive cathédrale qui domine sa cité épiscopale. Le Maine, néanmoins, aurait bien aussi quelques titres à revendiquer comme sien, un tel personnage. Avant de devenir l'ami du Conquérant et le conseiller du roi Roux, Guillaume est venu habiter notre province ; il y a fait un long séjour, et c'est durant cette période que, dans une situation plus modeste, il se prépara au grand rôle joué plus tard. Ajouterai-je qu'aujourd'hui encore le nom de la localité mancelle où le futur évêque de Durham était tout d'abord venu chercher l'oubli, sert par delà le détroit, à le distinguer de ses divers homonymes (1).

(1) Les historiens anglais anciens le nomment d'ordinaire *Willelmus primus*, pour le distinguer de son troisième successeur Guillaume de Sainte-Barbe ; mais les modernes l'appellent indifféremment William

Les deux appellations Guillaume et Saint-Calais sont inséparables chez les historiens anglais, lorsqu'il s'agit de désigner notre quasi compatriote. Ce double motif justifiera dans une certaine mesure, j'ose l'espérer, l'insertion des pages qui vont suivre dans le corps de la présente Revue.

Guillaume était originaire de Normandie, du Bessin probablement. Sa mère s'appelait Aisceline (1). Quant au père, dont le nom ne nous a pas été conservé, Siméon de Durham se borne à rapporter de lui, qu'ayant quitté sa femme et son fils, il était allé revêtir le froc monastique dans l'abbaye de Saint-Calais, au Maine (2). Cette démarche explique le silence qui s'est fait autour d'un homme, de par sa nouvelle condition, désormais mort au monde et n'ayant plus de commerce avec le dehors. Guillaume avait embrassé la cléricature ; il appartenait à ce clergé de Bayeux alors si fort en renom pour sa culture intellectuelle (3). Mais il ne paraît pas s'être attardé longtemps en cette dernière situation. Lui aussi était sollicité par les attraites de la vie claustrale ; il n'attendit pas à plus tard pour y répondre et, en pleine vigueur d'âge, il vint rejoindre son père à Saint-Calais. L'acte était parfaitement réfléchi, sans arrière-pensée de retour ; la suite le démontra amplement. Pour l'instant, Guillaume ne songea qu'à devenir un vrai moine, à s'instruire de la Règle et à en pratiquer les observances avec un joyeux entrain. Comme il avait l'intelligence prompte et

de Carilepho, William de Saint-Carileph, ou même tout court Bishop Carileph.

(1) *Excerpta ex Obituario Ecclesiæ Dunelmensis*, dans Stevenson, *Liber Vitæ eccles. Dunelmensis*, p. 140.

(2) Siméon de Durham, *Historia eccles. Dunhelmensis*, édit. Th. Arnold, p. 119. — Siméon était moine de Durham, il écrivit son histoire entre 1104 et 1108 ; son témoignage au sujet de Guillaume, est donc celui d'un témoin oculaire. Le livre quatrième de l'Histoire de l'Église de Durham est consacré tout entier à l'ancien moine de Saint-Calais. J'aurai souvent occasion de citer cette source.

(3) Orderic Vital, *Historia ecclesiastica*, édit. Le Prévost, t. III, p. 265-266.

la mémoire heureuse, il ne se borna pas à l'étude de la science sacrée ; les lettres profanes le captivèrent non moins et il s'y appliqua avec succès. Si vous ajoutez à ces qualités premières un esprit délié, beaucoup de distinction dans les manières, une grande facilité à s'exprimer, de la fermeté et de la modération, puis avec tout cela un sens pratique auquel s'alliait ce coup-d'œil exercé qui excelle à démêler une situation, vous aurez dans son ensemble le portrait moral du futur évêque de Durham (1). Il ne mentait pas à son sang, on le voit, et chez lui apparaissaient réunies la prudence et la hardiesse, qualités caractéristiques de sa race (2).

Un homme si remarquablement doué ne pouvait manquer de grandir en renom, tôt ou tard. Dans son propre monastère où ses talents avaient été appréciés, Guillaume devint successivement prieur claustral, puis grand prieur (3). C'était un acheminement vers les honneurs. A une époque qui nous échappe, mais vraisemblablement vers 1078, nous le voyons gravir un nouvel échelon. Il devient abbé de Saint-Vincent du Mans, et la faveur de Guillaume le Con-

(1) « Ecclesiasticis et secularibus litteris nobiliter eruditus . . . In « divinis et humanis rebus multum industrius . . . Inerat illi tanta « ingenii subtilitas, ut non facile quis occurreret, qui profundius con- « silium inveniret. Cum gratia sapientiæ, multa ei suppetebat facultas « eloquentiæ . . . » Siméon, *op. cit.*, p. 119.

(2) Sur le vélin de l'un des manuscrits donnés par lui aux moines de Durham et conservés encore dans la bibliothèque du Chapitre actuel, [Augustinus super Psalterium, pars secunda, B. II, 13], notre évêque apparaît dans une magnifique lettre ornée, haute de dix-neuf centimètres. Il est paré des vêtements pontificaux et porte une étole rouge et blanche, bordée d'un galon vert. Sa main droite se lève pour bénir ; de la gauche il tient la crosse. Autour de la tête nue et tonsurée, on lit ces mots : *Willelmus episcopus*. Aux pieds du prélat, l'auteur de cette riche enluminure, exécutée du vivant de Guillaume, se tient à genoux en posture de suppliant, vêtu d'une robe bleue. J. Raine, *Auckland Castle*, p. 8-9.

(3) Siméon, *op. cit.*, p. 119.

quérant n'est peut-être pas étrangère à cette élévation (1). En tout cas, le moine et le souverain anglais sont déjà en relations — et en excellentes relations, ainsi que l'atteste un acte du Cartulaire de cette abbaye (2). Guillaume, au surplus, ne fera que passer à Saint-Vincent. Deux ans sont à peine écoulés que la volonté de son royal protecteur l'appelle plus haut encore et, le 9 novembre 1080, il est nommé à l'évêché de Durham. Ce choix ne doit point nous étonner. En agissant de la sorte, Guillaume de Normandie ne fait que poursuivre, avec méthode et lentement, la conquête du royaume que lui avait livré le hasard d'une bataille. Partout en effet, sur les sièges épiscopaux comme dans les abbayes, il procède par voie d'extinction ou d'expulsion et remplace par de loyaux sujets normands le clergé anglo-saxon séculier et régulier (3). Déjà Cantorbéry, Exeter, Lichfield, Lincoln, Rochester, Winchester et York avaient été pourvus de la sorte. C'était l'invasion des clercs et des moines après celle des barons (4). Le sacre de Guillaume de Saint-Calais eut lieu à Gloucester le 3 janvier 1081, en présence du roi, de la reine et de tout l'épiscopat anglais (5). Le prélat consécrateur était Thomas, archevêque d'York et

(1) Guillaume ne fut élu ou choisi comme abbé de Saint-Vincent qu'après une vacance. Abbé Charles et V^e Menjot d'Elbenne, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans*, col. 357-359, n^o 621.

(2) *Ibid.*, col. 68, n^o 99.

(3) Ce n'était pas sans raison que Guillaume redoutait l'influence du haut clergé anglo-saxon, au lendemain de la conquête. Les archevêques Stigand de Cantorbéry et Ealdred d'York lui étaient certainement hostiles, puisqu'ils prirent part l'un et l'autre à l'élection d'Edgar Ætheling, après la bataille de Senlac.

(4) En 1061, Gautier prend à Hereford la succession de Leofgar assassiné cinq ans auparavant ; en 1067, Rémi, moine de Fécamp, remplace Wulfwig, évêque de Dorchester. En 1070, Wauquelin est substitué à Stigand, évêque de Winchester, et Thomas, succède à Eadred sur le siège d'York. A Exeter, Osbern remplace Leofric en 1072 ; à Rochester, en 1075, Ernost, moine du Bec, succède à Siward.

(5) « Electus v idus novembris, ordinatus a Thoma Eboracensi archiepiscopo, die Dominica tertio nonas januar. apud Gloucester,

ancien chanoine de Bayeux, un compatriote de l'élu et probablement l'un de ses amis.

INTRODUCTION DES MOINES A DURHAM

Le nouvel évêque recueillait une lourde succession. La Northumbrie, dans les limites de laquelle se trouvait compris le vaste diocèse de Durham, demeurait l'un des foyers de résistance du nationalisme anglo-saxon expirant, et, alors même que ses chefs politiques et ecclésiastiques faisaient leur soumission au vainqueur, la population continuait de témoigner son hostilité contre les envahisseurs. Cela s'était vu en 1069, lorsque Robert de Cumin vint s'installer à Durham avec le titre de comte de Northumberland. Au lieu d'user de ses pouvoirs avec modération, ainsi qu'il en avait été averti et supplié, le fonctionnaire normand s'était entêté à vouloir traiter la ville en place conquise. Mal lui en prit car, dès le lendemain de son arrivée, les habitants exaspérés tombaient sur sa troupe, incendiaient son logis et le massacraient lui-même (28 janvier 1069). Révolte rudement expiée par la campagne d'extermination qu'entama Guillaume le Conquérant au cours de l'automne et de l'hiver suivants. La répression fut sans merci, féroce et, à la suite de cette marche sanglante à travers le Nord, certains cantons du pays Northumbrien demeurèrent déserts pendant des années (1).

Sur un théâtre plus restreint, les mêmes scènes de carnage devaient se renouveler dix ans plus tard. En 1076,

« presente Willelmo rege et totius Angliæ astantibus episcopis . . . »
Siméon, *édit. cit.*, t. I, p. 170.

(1) Le souvenir de ces atrocités est demeuré attaché comme une flétrissure à la mémoire de leur auteur. *Saxon Chronicle*, édit. Thorpe, t. II, p. 173. Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, p. 98-101. *Hist. regum* [continuation], édit. Hodgson Hinde, p. 84-86. Orderic Vital, *op., cit.*, t. II, p. 195-196.

après l'exécution du comte Waltheof, impliqué dans le complot de Roger Fitz-Osbern et de Raoul de Guader pour détrôner le Conquérant à leur commun profit, Guillaume avait confié le gouvernement civil de la Northumbrie à l'évêque Walcher qui, depuis l'année 1071, était à la tête du diocèse de Durham (1). Walcher, il va sans dire, n'appartenait pas au clergé anglo-saxon ; il était lorrain d'origine. Malgré cette différence de nationalité, il fut accueilli sans défaveur. Il réussit même à faire du bien autour de lui, car c'était un prélat vraiment bon et zélé. Dans l'exercice de ses fonctions de magistrat, Walcher aimait à prendre conseil d'un *theign* anglais nommé Liulf, personnage de haut lignage, d'une probité à l'abri de tout soupçon et au courant comme pas un de la jurisprudence et des coutumes de son pays. Un tel auxiliaire était précieux. Cette confiance de l'évêque pour un homme qu'ils regardaient comme un étranger, offusqua néanmoins deux de ses familiers, eux-mêmes très en vue : le chapelain Liévin et le shériff Gilbert, parent de Walcher. Liulf devenait gênant pour ces deux envieux ; ils s'en débarrassèrent par un meurtre. Au lieu de punir les coupables, dont le crime n'était un mystère pour personne, l'évêque les continua dans leur emploi. Cette faiblesse et le forfait lui-même avaient exaspéré la population. Pour calmer les esprits, Walcher consentit à fournir des explications devant un *gemot* ou assemblée populaire convoquée à Gateshead. La réunion eut lieu le 14 mai 1080 ; mais, au lieu de se présenter franchement devant l'assistance, l'évêque et ses familiers allèrent se réfugier dans une église voisine. De là, ils essayèrent de parlementer avec la multitude. Le colloque ne dura pas longtemps. Une voix dans la foule ayant crié : « Court jugement, bon jugement ; mort à l'évêque ! » l'église fut aussitôt incendiée et la populace se mit à massacrer les partisans

(1) L'Église de Liège l'avait compté parmi ses clercs. Siméon, *Hist. regum* [continuatio], p. 89.

de Walcher. Lui-même, pour échapper aux flammes, s'était avancé vers la porte. Il eut le sort des autres (1). La répression ne se fit pas attendre ; bientôt arrivait à Durham le trop fameux Eudes de Bayeux, à la tête de forces considérables. Eudes procéda sommairement, sans instruction ni sentence. Il massacra plus que moins et, cet exploit accompli, il se retira — non sans avoir fait main-basse sur une partie du trésor de la cathédrale (2). Et c'est en de telles conjonctures que Guillaume de Saint-Calais quittait le Maine pour venir prendre possession de l'église de Durham.

Le successeur de Walcher était moine ; il voulut inaugurer son épiscopat par un coup de vigueur, en substituant une conventualité de moines au Chapitre cathédral qu'il trouvait en fonctions. L'entreprise était hardie, elle fit du bruit et fut diversement appréciée. Pour en bien juger, il est nécessaire de remonter quelque peu dans le passé, afin de présenter l'épisode avec toutes ses particularités. Le lecteur saura donc que, deux cents ans avant la conquête normande, le pays au-delà de l'Humber était célèbre à cause des établissements religieux de l'un et de l'autre sexe qu'il renfermait. Là se trouvait Lindisfarne (3), véritable métropole monastique, et en même temps siège d'un évêché — celui de Bernicie — Ripon (4), Lastingham (5), Hartle-

(1) Cet épisode a été raconté en détail par Siméon de Durham dans les chapitres 24 et 25 du troisième livre de son *Historia Dunelm. ecclesiæ*, puis dans sa continuation de l'*Historia regum*, p. 98-101. Guillaume de Malmesbury a fondu ce double récit dans son *De gestis Pontif. anglor.* Patr. lat., t. CLXXIX, col. 1584-1585.

(2) Siméon, *Hist. Dunelm. eccl.*, p. 118.

(3) Petite île de la mer du Nord, assez rapprochée de la côte nord du comté actuel de Northumberland pour qu'on y puisse accéder à pied sec, à la marée basse. Les ruines du monastère et de la belle cathédrale qui fut élevée là plus tard, se trouvent dans la partie sud-est, non loin du village de Holy Island.

(4) Yorkshire, (West Riding) sur l'Ure ; aujourd'hui ville manufacturière. La belle cathédrale actuelle s'élève sur l'emplacement de l'église de l'abbaye anglo-saxonne.

(5) Yorkshire, (North Riding) à trois milles nord-est de Kirkby

pool (1) et Whitby (2), remplis du souvenir de l'abbesse Hilda (3); Jarrow (4) et Wearmouth (5), les deux fondations de Benoît Biscop illustrées — la première surtout — par le séjour du vénérable Bède (6). Là encore on rencontrait Col-dingham (7), où le *Laus perennis* retentissait de nuit et de jour, Gateshead (8), Old Melrose (9), Hexham (10), Tyne-mouth (11) . . . Tous ces établissements étaient prospères et comptaient un nombreux personnel. Dans la plupart florissait une vie intellectuelle intense. Mais sur la fin du neuvième siècle étaient survenus les Danois païens, et ces

Moorside. Sa belle vieille église du XI^e siècle renferme la crypte où se trouvait jadis le tombeau de saint Cadd.

(1) A dix-huit milles au sud-est de Durham, sur un promontoire qui commande l'embouchure de la Tees.

(2) Yorkshire, (North Riding) à l'embouchure de l'Esk. Les ruines de l'abbaye, considérables encore, dominant une falaise d'où la vue s'étend au loin sur la mer du Nord.

(3) Petite-nièce d'Eadwine, roi de Northumbrie (av. 585-† 633). Elle était née vers 614, fut baptisée en 627 et prit le voile à Chelles, en France, un peu plus tard. Hilda mourut en 680, après avoir exercé autour d'elle une influence considérable.

(4) Comté de Durham, sur la rive droite de la Tyne et non loin de son embouchure. Il subsiste quelques vestiges du vieux monastère. L'église actuelle de Saint-Paul occupe l'emplacement de l'ancienne.

(5) Aujourd'hui Monk Wearmouth, à l'embouchure du Wear et sur la rive gauche de cette rivière.

(6) Né à Jarrow en 673; il avait sept ans lorsqu'il fut offert au saint abbé Benoît Biscop pour être élevé dans son monastère. Bède le Vénérable, mourut le 25 mai 735, après une vie de retraite et de labeurs. Ses œuvres historiques, en particulier son *Histoire ecclésiastique* du peuple anglais, sont des sources de premier ordre.

(7) Berwickshire, Ecosse, à trois milles nord-ouest d'Eyemouth.

(8) Comté de Durham, sur la rive droite de la Tyne. C'est aujourd'hui un centre minier et manufacturier.

(9) Roxburghshire, Ecosse, sur un promontoire jadis boisé, formé par une boucle de la Tweed. Ce n'est plus aujourd'hui qu'une ferme.

(10) Northumberland, sur la rive droite de la Tyne. Le monastère, ruiné par les Danois, fut relevé en 1113 et de nouveau détruit par les Écossais en 1296.

(11) Northumberland, sur la rive gauche et à l'embouchure de la Tyne. Les ruines du monastère se voient encore dans l'enceinte du château.

mécréants en voulaient surtout aux prêtres, aux moines et aux églises. Rien de ce qui était consacré à Dieu ne trouvait grâce à leurs yeux ; ils incendiaient les édifices, torturaient et massacraient les personnes. Les survivants se sauvaient au hasard, emportant les reliques de leurs saints, leurs plus précieux manuscrits, quelques hardes. Le monachisme anglo-saxon de la contrée disparut à peu près complètement dans cette tourmente.

L'une de ces communautés, celle de Lindisfarne, réussit néanmoins à subsister et à se perpétuer, mais au prix d'héroïques efforts et à travers les plus étranges vicissitudes. Il avait fallu se disperser en 875, à l'approche du *wiking* Halfgar qui rôdait dans les parages au nord de la Tyne (1). L'évêque Eadulf s'était éloigné de l'Ile-Sainte avec l'abbé, une partie des moines et le groupe de jeunes clercs qui étaient élevés et instruits au monastère. Parmi les objets précieux soustraits intentionnellement à l'avidité des pirates se trouvait la châsse de saint Cuthbert (2), dépôt sacré autour duquel se serrèrent les fugitifs et qui allait devenir pour eux comme un centre et une sauvegarde partout où ils séjourneraient. L'on s'était d'abord dirigé vers le sud-ouest, avec l'intention de gagner l'Irlande. Mais,

(1) *Saxon Chronicle*, t. II, p. 63.

(2) Cuthbert, le thaumaturge de l'Angleterre, était né vers 635 en Bernicie, croit-on. Il avait été berger dans son adolescence. Parvenu à l'âge d'homme, il vint se faire moine à Melrose, d'où il fut envoyé à l'abbaye nouvellement fondée de Ripon. En ce temps-là, il y avait divergence parmi les religieux de la Grande-Bretagne, au sujet de la date à laquelle devait se célébrer la fête de Pâques ; les uns avaient adopté l'usage romain, les autres se conformaient à la coutume bretonne ou celtique. Cuthbert était au nombre de ces derniers. Toutefois, à l'issue de la conférence de Witby (664) où la question avait été débattue à fond, il se déclara convaincu par les raisons alléguées en faveur de l'usage romain et il reçut mission de l'aller introduire à Lindisfarne. Il demeura vingt ans dans ce monastère et, à force de tact et de douceur, il mena à bien cette délicate entreprise. Cuthbert avait été consacré évêque de Bernicie en 685 ; sa mort arriva deux ans après, le 20 mars.

parvenue à l'embouchure du Derwent, la pieuse caravane avait rebroussé chemin, remontant vers l'Écosse. On fit un séjour à Whithorne, sur la côte méridionale du Galloway, puis l'on revint dans le sud de la Northumbrie, à Craike, dans le Yorkshire actuel. Ces marches et contremarches avaient duré sept ans, et sur les entrefaites, Halfgar étant venu à mourir, l'on se remit en chemin pour gagner le nord. L'on n'alla pas au-delà de Chester-le-Street et, cette fois, l'on se fixa pour de bon. Le siège de l'évêché de Bernicie demeura là pendant cent treize ans (1). En 995, nouvel exode provoqué par l'apparition des bandes confédérées d'Olaf Trigwisson et de Swain Forkbeard ; le corps de saint Cuthbert est transporté à Ripon. Ce n'était qu'une alerte. Au bout de trois ou quatre mois, la communauté regagnait Chester lorsque près d'arriver, elle fit halte à Werdelaw. A deux pas se dressait la colline de Durham enserrée par le cours du Weare, qui lui formait comme une défense naturelle (2). C'est au sommet de cette colline que saint Cuthbert voulait reposer enfin — et c'est là que ses restes dorment encore après plus de neuf cents ans de séjour. Ainsi prit fin cette longue pérégrination. Mais on le devine sans peine, le clergé ambulante qui, en 997 prenait ses quartiers à Durham, ne rappelait plus que de très loin les moines fugitifs de Lindisfarne. Il n'avait plus rien de monastique et tout au plus conservait-il la pratique de réciter l'Office divin selon le rite bénédictin, pratique que lui fit abandonner l'évêque Walcher (3). C'était donc bien avec des clercs séculiers que Guillaume de Saint-Calais entamait conflit, lorsqu'il eut résolu de les remplacer par de vrais moines.

(1) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. II, chap. 6, 10, 11, 12, 13.

(2) Siméon, *ibid.*, p. 79.

(3) « Qui, cum clericos inveniret ibidem, clericorum morem in diurnis et nocturnis officiis eos servare docuit . . . » Siméon, *op. cit.*, p. 106.

Ces derniers, il n'eut pas à aller les chercher très loin ; il les trouva dans son propre diocèse, à Jarrow et à Wearmouth où ils venaient de se réinstaller. En 1075, un religieux de l'abbaye de Winchcomb (1) nommé Aldwin, enthousiasmé par les récits de Bède le vénérable, s'était résolu à visiter les monastères témoins des vertus des illustres abbés dont le moine historien avait raconté la vie (2) et même, si possible, à se fixer dans l'un ou l'autre. Il se mit en route et, passant par Evesham (3), il fit part de son projet à quelques-uns des frères qu'il rencontra là. Deux d'entre eux, Elfwi et Reinfrid, obtinrent de leur abbé permission de l'accompagner, et les trois voyageurs, ayant pour tout bien un âne chargé de quelques livres et des ornements et vases sacrés nécessaires pour célébrer la messe — car deux d'entre eux étaient prêtres, — s'acheminèrent vers le pays au-delà de l'Humber. Arrivés à Monkschester, au nord de la Tyne, ils firent halte. En dépit de son nom, *Civitas monachorum*, cette localité ne renfermait trace de souvenirs monastiques (4) ; de plus, elle faisait partie du comté de Northumberland, quoique dépendante du diocèse de Durham. Pour ces motifs, Walcher, instruit de la présence des pèlerins et de leurs projets, les manda près de lui et leur proposa comme retraite le monastère de Jarrow, dont les murailles étaient encore debout. L'offre fut

(1) Gloucestershire, à six milles nord-est de Cheltenham.

(2) *Vitæ abbatum Benedicti, Ceolfredi, Eosterwini, Sigfridi atque Hwælberti*. Pat. lat., t. XCIV, col. 713-730.

(3) Worcestershire, sur l'Avon, à quinze milles sud-est de Worcester.

(4) Monkschester en effet n'est mentionné nulle part dans les écrits historiques de Bède. Ce silence de l'historien incline M. Hodgson Hide à identifier la localité de ce nom, non point avec Newcastle-on-Tyne, ainsi qu'on le fait d'ordinaire, mais bien plutôt avec Chester-on-Wallsend, à quelques milles au nord-est de Newcastle, sur la rive gauche de la Tyne et presque en face de Jarrow. [Simeonis Dunelmensis Opera, t. I, p. 94, note k.] Cette identification paraît la meilleure de toutes celles qui ont été proposées.

acceptée et les premiers frais d'installation dans ces ruines se réduisirent à peu de chose. On refit un toit en chaume et les ouvertures furent simplement bouchées à l'aide de claies. L'arrivée de ces trois hommes fit sensation en Northumbrie, car depuis deux siècles on n'y avait plus aperçu de religieux. Aussi le bruit s'en répandit-il au loin et les recrues ne tardèrent pas à arriver. Bientôt même, Aldwin, auquel la jeune communauté obéissait comme à un supérieur, songea à essaimer. Laissant Elfwī à Jarrow, il envoya Reinfrid à Whitby et lui-même accompagné d'un autre groupe de moines, il partit pour Melrose (1). Mais là on se trouvait dans les états de Malcolm III, roi d'Écosse, et Malcolm que l'influence de Marguerite, sa sainte femme, n'avait civilisé qu'à moitié, n'épargna aucun genre de vexations aux nouveau venus. Ce fut un motif pour Walcher de presser Aldwin de revenir dans son diocèse et, ayant mis les édifices ruinés de Wearmouth à sa disposition, il eut la joie de voir la petite colonie de Melrose revenir en Northumbrie. Le bon évêque songeait même à faire plus encore pour ses protégés ; il projetait de les appeler à Durham même, lorsque la tragique aventure de Gateshead vint brusquement ajourner ce dessein (2).

Avant de rien entreprendre, une démarche préliminaire s'imposait. Il convenait que Rome fut instruite de l'affaire, qu'elle donnât son avis sur l'ensemble, puis finalement qu'elle en ratifiât l'exécution. Ce point de vue n'avait pas été négligé plus que les autres. Aussi, après s'être concerté avec le roi et avec l'archevêque Lanfranc, Guillaume prit-il le chemin de l'Italie. Le pape alors régnant était Grégoire VII, de vaillante et sainte mémoire, Grégoire VII qui

(1) Écosse, comté de Roxburgh. Cette très ancienne localité s'appelait primitivement Fordel. Les belles ruines monastiques que l'on y admire aujourd'hui, appartiennent à une période plus récente.

(2) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. III, chap. 21, 22 ; *Hist. regum [continuatio]*, p. 94.

avait béni les débuts de la conquête normande. Les deux hommes étaient faits pour s'entendre. L'évêque exposa les faits — et il les possédait bien s'en étant fait instruire avec soin — il dit ce qu'avait été Cuthbert, il raconta l'histoire finale de Lindisfarne et les transformations successives par lesquelles était passé le clergé qui avait fini par échouer à Durham. Pratiquement, et pour conclure, il sollicitait la fusion des deux communautés de Jarrow et de Wearmouth en une seule, puis le transfert de cette communauté ainsi unifiée près du tombeau de saint Cuthbert. Il insistait notamment sur ce fait, qu'eu égard au peu de ressources dont disposait actuellement son diocèse, il était douteux que trois maisons religieuses y pussent subsister à la fois. Grégoire se rendit sans peine à ces raisons. Il approuva tout et congédia le messager, non sans lui avoir remis pour Lanfranc et pour le roi, des lettres respectives où l'entreprise était louée hautement et encouragée, ainsi que tous ceux qui lui viendraient en aide (1).

Rien dès lors n'empêchait plus de passer aux actes et, après le retour, Guillaume-le-Conquérant pressait l'évêque d'agir. Ce dernier n'avait pas besoin de stimulant. Le 26 mai 1083, les moines de Jarrow et de Wearmouth formant un total de vingt-trois personnes, arrivaient à Durham, et deux jours plus tard, c'était en la fête de la Pentecôte, Guillaume de Saint-Calais les introduisait lui-même dans sa cathédrale, après avoir notifié aux fidèles présents le mandat pontifical et les volontés du roi. Puis le prélat célébra la messe et fit renouveler aux moines leur vœu de stabilité, leur enjoignant de demeurer pour toujours les inséparables gardiens des ossements du saint patron de sa cathédrale, mandat — pour le dire en passant — fidèlement conservé jusqu'aux origines du schisme anglican (2). Les chanoines

(1) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 2.

(2) Le prieuré de Durham fut remis à Henri VIII le 31 décembre

avaient été invités à prendre une décision. L'évêque eût souhaité les voir endosser la coulle monacale et se joindre à ses protégés ; la situation générale en aurait été simplifiée d'autant. Un seul, le doyen, répondit à l'invitation (1). Les autres préférèrent se retirer et, suivant les instructions du pape, Guillaume de Saint-Calais dût pourvoir à leur subsistance (2). Entre temps, le prélat mettait la dernière main à l'organisation complète de la jeune communauté. Il choisit et nomma lui-même les premiers titulaires des divers offices du monastère ; il maintint en charge le prieur Aldwin et enfin il décida que les deux menses épiscopale et conventuelle seraient complètement distinctes et administrées chacune à part — précaution sage, en dépit de laquelle pourtant, éclateraient par la suite de pénibles conflits entre l'évêque et les moines. Siméon nous apprend encore que, de concert avec le roi, Guillaume se préoccupait d'assurer au monastère un revenu plus considérable ; mais que la mort du souverain tout d'abord, puis les embarras auxquels le prélat se trouva en butte presque aussitôt après, anéantirent ce projet (3).

RELATIONS AVEC LA COUR

Les séjours de Guillaume de Saint-Calais à Durham furent intermittents. L'évêque avait à réorganiser son diocèse et

1540, par le prieur Hugues Witehead. Le 12 mai de l'année suivante, un bill royal substituait aux moines invités à se dissoudre, un Chapitre de treize membres, dont Witehead devint le premier doyen. Hutchinson, *Hist. and Antiquities of Durham*, t. I, p. 423.

(1) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 3.

(2) Eilaf, l'un de ceux-ci, se retira à Hexham dont il releva l'église. J. Raine, *The Priory of Hexham*, t. I, p. 191.

(3) Il existe dans les archives du Chapitre de Durham tout un lot d'actes relatifs à la fondation de Guillaume de Saint-Calais : donations ou confirmations de biens attribuées à notre évêque. Ayant été amené à examiner de près ces documents, le Rév. William Greenwell en a

le lecteur vient de voir que, presque au lendemain de sa consécration, force lui avait été de partir pour Rome afin de négocier en personne la fondation monastique qu'il projetait dans le voisinage de la basilique de Saint-Cuthbert. J'ajouterai que le prélat était en même temps seigneur temporel et qu'à ce titre il devait faire près de son suzerain, c'est-à-dire le roi, de fréquentes apparitions. Telle est la raison pour laquelle, à la Noël de 1085, nous le rencontrons à Gloucester où le souverain tint une sorte de cour plénière entouré de ses « witan » ou barons (1). L'abbé de Saint-Nicolas d'Angers se trouvait là également, achevant de s'entendre avec Ives Taillebois, l'un des grands tenanciers du Lincolnshire, au sujet de l'introduction des moines angevins dans le prieuré de Spalding (2). Guillaume de Saint-Calais figure parmi les témoins du concordat rédigé à cette occasion (3). L'historien Siméon ne nous laisse pas ignorer d'autre part que, jusqu'au dernier jour du Conquérant, le prélat conserva son crédit auprès de ce dernier, demeurant le conseiller toujours écouté ; il ajoute que plus d'une fois même, Guillaume réussit à épargner aux Églises et aux abbayes d'outre-Manche, les mesures oppressives dont l'administration royale n'était que trop coutumière à leur égard (4). Cette assertion ne repose point en l'air. Elle est confirmée par un certain nombre de privilèges octroyés par le fondateur de la dynastie normande à des établissements tels que Saint-Augustin de Cantorbéry (5), Croy-

discuté longuement le texte et le contenu dans la préface de son *Feodarium Prioratus Dunelmensis*, p. X-LXXIX. De cette enquête, il résulte que les actes en question sont des faux qui probablement ne remontent pas au-delà de la première moitié du treizième siècle.

(1) *Saxon Chronicle*, t. II, p. 186.

(2) Lincolnshire, sur le Welland, à quatorze milles sud-ouest de Boston.

(3) Dugdale, *Monasticon anglic.*, t. III, p. 216, n° v.

(4) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 1.

(5) *Historia monasterii Sancti Augustini Cantuar.*, édit. Hardwick, p. 356.

land (1), Glastonbury (2), Westminster (3), et il est à remarquer que le nom de l'évêque de Durham apparaît dans chacun de ces documents.

Cette faveur allait s'accroître encore. Aux débuts du règne suivant, Guillaume de Saint-Calais devint le conseiller intime du roi Roux (4). L'État n'eut plus alors de secrets pour lui ; on le consultait à propos de tout et l'Angleterre, remarque la chronique anglo-saxonne, ne se gouverna plus que par ses avis (5). C'était le comble de la fortune. Survint la chute — provoquée par la plus hasardeuse des aventures. Elle fut soudaine et, il faut l'ajouter, peu honorable pour l'évêque de Durham. Voici en raccourci, l'enchaînement des faits. Avant de mourir, Guillaume le Conquérant avait réglé lui-même le détail de sa succession. La Normandie devait revenir à Robert, l'aîné de ses fils ; Guillaume, le cadet, aurait l'Angleterre. Henri, le troisième, reçut, en attendant mieux, le bien de sa mère. Ces dispositions furent scrupuleusement respectées. En conséquence, le vieil archevêque Lanfranc avait couronné le nouveau roi à Westminster le 25 septembre 1087, aux acclamations de la foule. Pas un sujet anglais ne s'était refusé à prêter le serment de fidélité. Parmi les Normands il n'en fut pas de même. Plus d'un, surtout parmi les grands tenanciers, vit avec inquiétude l'avènement d'un prince, brillant chevalier ; mais que son naturel violent, incapable de frein, prédisposait aux pires excès. A la première contradiction, il fallait s'attendre à voir un tel homme briser tout et ne céder devant aucune considération. On trouvait encore que Guillaume le Roux était bien jeune, bien léger et trop dépourvu d'esprit de

(1) Dugdale, *Monasticon*, t. II, p. 118, n° XVI.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 27, n° X.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 301. n° XLII ; p. 302, n° XLV.

(4) « Quasi cor regis erat. » *Annales Wintonienses*, ap. Luart, *Ann. monastici*, t. II, p. 36.

(5) *Saxon Chronicle*, t. II, p. 191.

suite pour maintenir la ferme politique de son père. Bref, on lui préférait son aîné qui, après maintes fugues de jeunesse, avait pris, lui — au moins voulait-on le croire — le parti de s'assagir (1).

Le meneur de cette cabale était l'évêque de Bayeux (2), oncle du jeune roi, personnage remuant que ses agissements avaient fait emprisonner sous le précédent règne. Guillaume le Roux venait précisément de lui restituer le comté de Kent. Parmi ses complices se rencontraient l'évêque de Coutances, Geoffroi de Montbrai, plus fait pour commander un corps de routiers que pour gouverner un diocèse ; Roger de Montgommery, comte de Shrewsbury ; Hugues de Grentemaisnil, comte de Leicester ; Roger Bigot, Robert de Montbrai, neveu de l'évêque de Coutances ; Guillaume d'Eu, Roger de Lascy, Raoul de Mortimer, Osbern Le Scrop et Bernard de Neufmarché. On ignore quel mobile poussa Guillaume de Saint-Calais à faire cause commune avec ces mécontents. Le complot avait pris naissance en Normandie dès avant la Noël de 1087. Les premiers mois de l'année suivante furent employés par les conjurés à en régler le détail et l'exécution. Chacun d'eux, après les fêtes de Pâques, se retirerait dans son comté ou dans sa forteresse, s'y établirait solidement ; puis, de là, opérerait des sorties et ravagerait au loin les terres royales et celles des

(1) Guillaume de Malmesbury et Orderic Vital nous ont conservé les échos de ces conversations, le premier dans ses *Gesta regum Anglorum. Pat. lat.*, t. CLXIX, col. 1271-1272 ; le second dans son *Historia ecclesiastica*, t. III, p. 268-269.

(2) Eudes était demi-frère de Guillaume le Conquérant qui, en 1049, lui avait procuré l'évêché de Bayeux. En 1066, il accompagnait l'armée d'invasion. Contraint de quitter l'Angleterre en 1088, après l'échec de son complot, il revint en Normandie où son neveu Robert le combla d'honneurs. Il avait pris la croix à la suite du concile de Clermont et il s'était acheminé vers la Palestine. La mort le surprit à Palerme en février 1097. Orderic Vital, *op. cit.*, t. III, p. 263-266, a tracé un curieux portrait de ce prélat.

barons demeurés fidèles à Guillaume le Roux. De fait, les choses se passèrent ainsi et la révolte éclata simultanément sur plusieurs points du pays : dans le Gloucestershire, le Shropshire, le Norfolkshire, le Leicestershire et le Northamptonshire. Mais, grâce à l'appui des milices anglaises, le roi Roux put parer au danger et sortir victorieux de ce mauvais pas (1). L'insurrection normande tomba comme une flamme qui manque d'aliment ; elle ne fut fatale qu'à ceux qui l'avaient provoquée et soutenue.

Le premier à en subir les conséquences fut l'évêque de Durham. Au premier bruit de ce qui se tramait, le roi l'avait invité à remplir son devoir d'homme-lige et lui, non content de protester qu'il était prêt à assister son souverain, à la tête des sept chevaliers qui l'accompagnaient à la cour, il avait parlé d'en mobiliser un bien plus grand nombre. Ce zèle n'était pas sincère et, un beau jour, Guillaume de Saint-Calais s'esquiva sans prendre congé de personne, entraînant à sa suite quelques gens du roi. Ceci devait se passer vers la fin de janvier 1088, très peu de temps après l'installation des moines de Witby dans un faubourg d'York, près de l'église de Saint-Olaf ; cérémonie à laquelle assistait l'évêque de Durham, ainsi que ses deux collègues de Bayeux et de Coutances (2). Le procédé était plus qu'étrange et il n'y avait pas à se méprendre sur les intentions. Guillaume le Roux riposta par un mandat d'amener contre le prélat et l'ordre de saisir immédiatement le temporel de son évêché (3). (4 mars 1088) Guillaume de Saint-Calais

(1) *Saxon Chronicle*, t. II, p. 187-190. Florent de Worcester, *Chronicon*, édit. Thorpe, t. II, p. 21-26. Guillaume de Malmesbury, *Gesta regum Anglor.*, loc. cit., col. 1273-1274.

(2) Dugdale, *Monasticon*, t. III, p. 546, n° 1.

(3) Cet épisode nous est connu grâce à un long Mémoire intitulé *De injusta vexatione Willelmi I* et rédigé très probablement, eu égard aux détails très circonstanciés qu'il renferme, soit par l'évêque lui-même — soit par l'un de ses familiers. Le texte, conservé dans trois ou quatre manuscrits, a été imprimé plusieurs fois. M. Thomas Arnold,

avait réussi néanmoins à regagner Durham. Là il était en sûreté provisoirement, ce qui explique le ton quelque peu hautain d'une première lettre au souverain, dans laquelle il réclamait restitution des biens saisis, protestant de la loyauté de ses intentions et offrant de se justifier devant le conseil du roi, si ce dernier consentait à lui accorder un sauf-conduit (1).

Pour toute réponse et, en présence même du messenger qui venait de lui remettre cette lettre, le roi Roux procéda au partage des terres de l'évêque entre les barons de son entourage. C'était la façon ordinaire de traiter les gens hors la loi. Cette opération terminée, le souverain voulut bien donner l'assurance que, si son ancien favori voulait se présenter devant le conseil, il le pouvait et que, s'il ne lui convenait pas de se conformer aux vœux subséquents du prince, il lui serait loisible de retourner à Durham sans être inquiété. L'invitation était plutôt sèche. Aussi, avant d'y répondre, Guillaume de Saint-Calais crut-il prudent de s'assurer des dispositions des shériffs. Il requit donc celui d'York, Raoul Paynel, de lui délivrer un laissez-passer pour lui-même et pour ses gens. Paynel opposa un refus et n'eut que de mauvais procédés envers le moine que lui avait dépêché le prélat. Parmi les officiers royaux du quartier, la consigne venue de la cour était en effet de nuire à l'évêque partout où l'occasion s'en présenterait. Et l'occasion naissait d'elle-même, si bien que durant près de deux mois, Guillaume, n'osant bouger de Durham, fut le témoin attristé et impuissant du ravage des domaines de son évêché.

L'expiation commençait à peine. L'évêque cité de nouveau n'ose se hasarder encore à comparaître ; il voudrait de plus sérieuses garanties. Derechef, il écrit pour expliquer

le moderne éditeur de Siméon de Durham, l'a reproduit à son tour au tome I^{er} des *Opera omnia*, [Rolls Ser. 75], p. 170-195. Mes citations se réfèrent à cette dernière édition.

(1) *De injusta vexat.*, p. 171-172.

sa conduite et dénoncer les procédés des officiers royaux à son égard ; il affirma être tout disposé à se rendre près du roi. Mais il réclame le bénéfice des privilèges de son Ordre, en d'autres termes il entend n'avoir d'autres juges que ses collègues dans l'épiscopat. L'abbé de Saint-Augustin de Cantorbéry qui avait apporté la citation, s'en retourne emportant cette lettre. Une entrevue a lieu cependant et les deux parties achèvent de prendre nettement leurs positions. Le roi prétend traiter Guillaume comme un feudataire laïc et le contraindre à comparaître devant l'assemblée des barons ; Guillaume, au contraire, persiste dans son plan de défense, il décline la compétence d'un tribunal laïc. L'archevêque d'York étant présent avec plusieurs autres prélats, le prévenu se tourne de leur côté comme vers ses auxiliaires naturels, il leur demande conseil. L'archevêque consulte le roi, et le roi interdit non seulement à lui, mais au Primat d'Angleterre et à tout le corps épiscopal, d'intervenir dans la cause. Guillaume, enfin, insiste pour être admis à faire la preuve de son innocence. Sa démarche n'est pas accueillie et il ne lui reste qu'à reprendre le chemin de Durham (1).

On était alors au mois de juin et partout dans les comtés, là où les conjurés avaient pu agir autour d'eux, la révolte battait son plein. Rentré dans son diocèse, Guillaume de Saint-Galais fit comme les autres ; il se jeta dans la lutte. Le mémoire de *Injusta vexatione* glisse rapidement sur ce fait, ou mieux, ne l'énonce pas ; il se contente de relater que l'armée du roi livra le pays à l'incendie et au pillage. Mais la Chronique saxonne qui n'était pas tenue à la même réserve, raconte sans ambages que « l'évêque de Durham, « partout dans le Nord, causa tout le mal qu'il put » (2). Et, comme bien on pense, ce furent les ouailles surtout qui

(1) *De injusta vexat.*, p. 172-175.

(2) *Saxon Chronicle*, t. II, p. 192.

subirent les conséquences de la brouille entre le prélat et son souverain. De jour en jour, cependant, l'issue de ce conflit apparaissait moins douteuse. L'élément indigène, gagné par quelques concessions habiles s'était serré, j'ai eu déjà occasion de le dire, autour de Guillaume le Roux, faisant cause commune avec lui. On avait même vu le vieil évêque de Rochester, Wulfstan, le dernier survivant de l'épiscopat anglais d'avant la conquête, tenir tête aux insurgés du Shropshire et du pays de Galles et leur infliger une humiliante déroute (1). Eudes de Bayeux, l'âme de tout ce mouvement, venait au reste d'être expulsé d'Angleterre ; il devenait urgent pour les autres complices de trouver une combinaison afin de se tirer d'embarras aux meilleures conditions.

Guillaume de Saint-Calais n'a pas été un des derniers à renouer les pourparlers avec le roi. Dès le 8 septembre il arrête, de concert avec trois barons dépêchés vers lui à Durham, les termes d'un nouveau sauf-conduit que ces trois envoyés s'engagent sur leur foi à faire respecter (2). Moins que jamais, le prélat n'était homme à négliger les garanties. Le 2 novembre suivant l'entrevue avait lieu à Salisbury. Ce fut une scène mouvementée que, grâce au Mémoire déjà cité, il nous est facile de reconstituer jusqu'en détail. Guillaume le Roux préside, ayant pour assesseurs, d'un côté les évêques et les abbés avec Lanfranc à leur tête, de l'autre les barons et la tourbe des familiers. L'évêque de Durham et sa suite sont introduits dans la salle, au milieu d'un silence glacial ; aucune marque de sympathie n'est accordée à celui-ci, pas même de la part de ses collègues. Lui cependant, il n'a nullement perdu contenance. Debout devant le roi, il réclame son évêché

(1) Florent de Worcester, *Chronicon*, t. II, p. 24-26.

(2) Ces trois seigneurs étaient Alain, comte de Richmond, Roger le Poitevin et Eudes, probablement le comte de Penthievre. *De injusta vexat.*, p. 176.

qui, ajoute-t-il, lui a été enlevé sans forme de jugement. L'offensive était hardie. Guillaume le Roux garde le silence et c'est Lanfranc qui prend la parole, pour faire observer que la réclamation porte à faux. Personne n'a jamais songé à dessaisir l'évêque de Durham de son siège. Ce dernier insiste et proteste. On épilogue sur les mots et la discussion s'engage aigre et serrée entre les deux hommes. Lanfranc invite son interlocuteur à ne pas intervertir les rôles : Guillaume de Saint-Calais n'en continue que de plus belle à s'ériger en victime. Pendant ce temps les laïcs, à l'arrière-plan, échangent de durs propos à l'adresse de l'ancien favori.

Brusquement, le roi intervient à son tour. Il somme l'évêque de répondre sans faux-fuyants aux charges qui pèsent contre lui. « — Volontiers, réplique celui-ci, mais à « la condition que l'on me jugera selon les canons. Dans « une cause comme celle-ci, j'entends ne déroger en rien « aux privilèges de mon Ordre. » Et il insiste sur cette déclaration, il déclare très haut qu'il ne se soumettra pas à la compétence d'un tribunal laïc. Hugues de Beaumont, un des barons présents, a beau élever la voix pour formuler en quelques phrases l'acte d'accusation, à savoir que le prévenu a déserté la cause de son suzerain en face du péril. L'évêque lui riposte par une fin de non-recevoir. Qu'on lui rende son évêché, ou bien qu'on lui prouve qu'il en a été dessaisi en droit. Et le débat ne sort plus de ce cercle vicieux très habilement imaginé. On s'impatiente. Quelqu'un des prélats, l'ex-conspirateur Geoffroy de Coutances, propose alors de soumettre la question à une commission choisie mi-partie parmi les deux fractions de l'assemblée. Au lieu de cela, Lanfranc trouve plus simple de faire sortir l'évêque de Durham et ses gens, et l'assemblée se constitue en comité secret pour délibérer (1).

(1) *De injusta vexat.*, p. 179-183.

La fin de cette orageuse séance correspond aux débuts. Guillaume de Saint-Calais que l'on vient de réintroduire, conserve l'attitude que nous lui connaissons déjà, celle du plaideur retors se raccrochant à chaque incident de la discussion. Serré de plus près, il cherche à se rendre insaisissable par un dernier tour d'adresse, l'appel au Saint-Siège. Mais ce parti extrême qui lui semble imposé par les circonstances, n'est en réalité qu'une mise en scène habile. L'évêque de Durham y avait réfléchi à l'avance, il s'en était même expliqué à mots couverts dans la convention arrêtée avec les barons. Lanfranc, d'autre part, a nettement précisé le caractère du débat, lorsque répondant à une véhémence sortie du prévenu contre lui-même et contre ses co-assesseurs, il a fait remarquer que ce n'est pas la personne ecclésiastique qui est ici en cause, mais bien le feudataire, le tenant du roi. Le recours à Rome, il ne le dénie pas à son collègue ; mais dans l'occurrence, il n'en saisit pas l'opportunité (1). De quoi s'agissait-il en définitive ? D'une question d'ordre civil. Guillaume de Saint-Calais avait manqué à son souverain, il avait été déloyal envers lui. Or, le traitement dont il se plaignait à son tour, n'était après tout que l'application de la peine prévue contre les délits de cette sorte. Sous le règne précédent, Eudes de Bayeux, convaincu du même crime, n'avait pas été plus épargné.

Mais voilà qu'en se soustrayant ainsi à la justice du roi, selon l'expression d'alors, l'évêque encourait du même coup la forfaiture. Il perdait tous ses titres à conserver plus longtemps, bien qu'il l'eût spécifié dans sa convention, la garde de la ville et du château de Durham. Remise lui en fut réclamée immédiatement, le roi exigeant la reddition effective avant douze jours écoulés. Protestations et récriminations éclatèrent de plus belle. Cependant Guillaume le Roux commençait à perdre patience ; plusieurs fois on

(1) *De injusta vexat.*, p. 184-185.

l'entendit s'écrier d'un ton courroucé : « Évêque, par le « vout de Lucques — c'était son juron familier — je ne « vous lâcherai pas avant d'avoir eu le château » (1). Le prélat sollicitait en effet l'autorisation et les moyens de passer sur le continent, afin de soutenir l'appel qu'il persistait à interjeter. L'heure n'était plus aux discours, ni aux raisons à côté de la question ; il fallut tout promettre et l'on se sépara là-dessus.

Guillaume de Saint-Calais voulait se rendre en Normandie. Il alla attendre à Wilton (2), que les navires promis par le roi, pour lui et sa suite, fussent préparés. Le départ avait été fixé au 21 novembre et l'on devait s'embarquer à Southampton (3). Néanmoins, le 26, rien n'était encore fait et, qui plus est, Guillaume le Roux manifestait l'intention d'ouvrir de nouvelles poursuites contre l'évêque, à propos de dommages commis à Durham par ses gens. Une citation lui fut même signifiée (4). L'intervention des barons qui, trois mois auparavant, s'étaient portés garants pour le prélat, vint très à propos clore cet incident et, dans les premiers jours de décembre, les équipages mirent enfin à la voile (5). Ce fut, on peut le croire, à la grande satisfaction des passagers qu'ils transportaient par delà.

Dom LÉON GUILLOREAU, m. b.

(A suivre.)

(1) *De injusta vexat.*, p. 188. — L'animosité des barons était plus vive encore ; si on les eût écoutés, l'évêque aurait certainement été arrêté sur l'heure et jeté en prison.

(2) Wiltshire, à deux milles et demie au nord-ouest de Salisbury.

(3) *De injusta vexat.*, p. 191.

(4) *Ibid.*, p. 193.

(5) *Ibid.*, p. 194.

UNE PRISON DU MANS

PENDANT LA RÉVOLUTION

LA MAISON D'ARRÊT DE L'ÉVÊCHÉ

II.

1796 - 1805

La Maison d'arrêt de l'Evêché sous le Directoire. — Avant le 18 fructidor : période de « détente » ; le geôlier Gautier ; réintégration et derniers méfaits de la famille Durand ; règlement de 1796 et état lamentable de la prison ; évasions. — Après le 18 fructidor : réouverture de la chasse pour les Jacobins manceaux ; leur gibier de choix, prêtres, recéleurs de prêtres, royalistes et chouans ; les « fiches » de la police ; les geôliers Hubert et Bance ; complots et évasions pittoresques, une partie de Colin-Maillard et un diner peu banal, un joli *truc administratif* ; le geôlier Seré, ses cruelles mésaventures ; invasion de la prison et mise en liberté des détenus par les Chouans. — Le 18 brumaire : suprêmes exploits des irréductibles ; vente et évacuation de la Maison d'arrêt de l'Évêché, 1803-1805.

Malgré les nouvelles arrestations décrétées dans les derniers jours de la Convention, la Maison d'arrêt de l'Évêché ne reçoit plus, jusqu'au coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797), de prisonniers aussi nombreux et aussi intéressants qu'au cours de la période précédente.

On n'y rencontre, pendant l'année 1796 et les sept premiers mois de 1797, que d'obscurs prévenus de délits privés

ou politiques, et surtout des volontaires, déserteurs ou réfractaires. C'est manifestement une époque de « détente », de modération relative.

Parmi les prêtres originaires du diocèse du Mans, cinq seulement jouissent de quelque notoriété : MM. André Chaumont, de Bourg-le-Roi, et Charles-Julien Roussel, de Domfront-en-Passais, arrêtés à Nouans le 12 mars 1796, emprisonnés à l'Évêché le 27 avril et condamnés à la détention par le tribunal militaire ; M. Michel Launay, vicaire de Ruperroux, incarcéré le 17 mars pour rétractation de serment et transféré le 31 mars à la Visitation ; M. François Pasquier, entré le 14 juin, plus tard déporté à l'île de Ré, et M. René-Jean-Marin Bougon, de Saint-Rigomer-des-Bois, entré le 15 avril 1797 sous prévention de « chouanisme » (1).

L'un des prisonniers « civils », tout au plus, mérite une mention : le citoyen Pierret, « continuateur des *Annales de Linguet* » (2) qui, le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), réclame des nouvelles de son enfant par une lettre touchante adressée à Rigomer Bazin, rédacteur de la *Chronique de la Sarthe* :

De la Maison d'arrêt du Mans.

Je supporte avec courage, citoyen, la détention la plus injuste, puisqu'elle a pour cause une affaire dans laquelle

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal, 1503 ; dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, pp. 318, 515. — Libéré le 27 février 1797, l'abbé Chaumont sera de nouveau arrêté, après le 18 fructidor, par la colonne mobile de Saint-Christophe-du-Jambet, mais parviendra à s'enfuir. Après avoir été déporté à Rambouillet M. Roussel, lui, mourra en prison. Quant à M. Pasquier, il sera déporté en 1799. En outre de ces cinq prêtres manceaux, signalons à la même date, à la Maison de l'Évêché, MM. Nicolas Guyon et Jean Lambert, étrangers au diocèse.

(2) Sans doute, les *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle*, publiées de 1777 à 1792 par Simon Linguet, avocat et publiciste, né à Reims le 14 juillet 1736 et guillotiné à Paris le 27 juin 1794.

je ne devrais figurer que comme plaignant ; mais je n'ai pas la force de lutter contre l'incertitude où je suis sur la situation d'un enfant de quatre ans, confié à des mains étrangères et duquel je n'ai aucune nouvelle. Le silence de sa bonne et de mes amis est le fruit des torrens de lettres que j'écris par chaque courrier, Succombant sous la douleur et bien convaincu que ma correspondance est interceptée, je vous demande la grâce de prier les journalistes, par la voie de votre journal, de prendre des renseignements sur ce malheureux orphelin et de me les transmettre par leurs feuilles. J'ose croire que quelqu'un d'entre eux, sensible à la peine la plus cruelle d'un père, voudra bien se transporter rue Dominique, Maison Belle-Chasse, à mon domicile, pour me soustraire à un si grand supplice.

Salut et fraternité.

PIERRET (1).

Ce pathétique appel indique suffisamment que même à la Maison d'arrêt du Mans, en 1797, et pour les « hommes de lettres », l'emprisonnement restait parfois dur.

Du mois de novembre 1795 au mois de septembre 1796, cependant, les prisonniers demeurent débarrassés du trop fameux geôlier Durand, dont le successeur, Gautier, est animé de moins mauvais sentiments.

(1) Ce « citoyen Pierret » fort peu connu au Mans, et domicilié, croyons-nous, à Paris, pourrait bien être le rédacteur du *Conciliateur ou Annales des assemblées primaires*, publiées au Mans (Bouquin, rue de Gourdain, deux numéros des 1 et 10 germinal an V (21-30 mars 1797) « par des écrivains amis de l'Union » sous la signature Pierret. Ce journal, conservé à la bibliothèque de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe (n° 4113) et devenu très rare, devait être consacré « à l'affermissement de l'ordre, à la *recivilisation* et au retour de la paix sociale ». Il devait paraître tous les cinq jours et son prix d'abonnement avait été fixé à 18 livres par an. Le 18 frimaire an VI, l'imprimeur Bouquin sera dénoncé par la *Chronique de la Sarthe* comme le collaborateur « d'écrits enfantés par le génie hypocrite et pervers des prêtres réfractaires » et obligé de prendre la fuite.

A plusieurs reprises, du moins, Gautier réclamera de la paille pour ses pensionnaires avec une telle insistance que l'administration, faute d'en trouver à acheter, finira par en requérir au magasin à fourrages ou dans les cantons de la banlieue (1). Le dénuement des prisonniers, il est vrai, est arrivé à ce point que la justice et l'humanité ne peuvent plus tolérer une telle situation, et que la municipalité, prenant enfin en considération leur « nudité », leur distribue trois à quatre cents chemises provenant « des dons patriotiques ou des émigrés » (2). Quelques jours plus tard, le 14 mai 1796, un arrêté élève à 3.000 livres (en papier) le traitement du concierge de la Maison d'arrêt de l'Évêché, à charge par lui de payer les guichetiers et garçons de service (3).

Mais l'humanité apparente de Gautier n'éteint pas dans le cœur des habitants de la prison « l'amour sacré de la liberté » et, sans souci des déboires qu'ils lui causent, plusieurs recommencent à s'évader ; ils ne font, d'ailleurs, que continuer des traditions depuis longtemps en vigueur dans les prisons du Mans (4).

Le 31 décembre 1795, un honnête chouan et un vulgaire voleur se sont associés pour prendre l'air de la nouvelle année par les greniers (5).

Dans la nuit du 21 au 22 février 1796, un maréchal, de nationalité anglaise, un cultivateur de Degré, un meunier de Saint-Georges-le-Gaultier et quatre militaires, « sortent » à leur tour sans permission, unis malgré la différence de

(1) Arch. de la Sarthe, L 57, 61, 82, f. 77 et 93.

(2) Arch. de la Sarthe, L 58, 61, 82, f. 89.

(3) Arch. de la Sarthe, L 82, f. 100.

(4) V. les extraordinaires évasions racontées par M. Deschamps la Rivière, dans sa notice *Les prisons du Mans sous l'ancien régime*, entre autres celle du 23 février 1778, au cours de laquelle trente et un détenus avaient trouvé moyen de s'échapper en traversant la salle d'audience même où siégeait le lieutenant criminel !

(5) Évasion d'Allard et Monney. Arch. de la Sarthe, L 308.

nationalités et de conditions sociales, dans un même dédain de l'hospitalité de la République ! (1).

Le 17 août, cinq autres détenus, dont deux chasseurs du 14^e, s'envolent encore au-dessus des toits ! (2).

Des essais d'aviation si brillamment réussis désespèrent le pauvre Gautier ; il se dégoûte du métier de geôlier et ne veut plus le continuer.

Non moins navrée et nécessairement furieuse, l'administration départementale a alors la faiblesse de reprendre Durand, l'homme de la Terreur. S'autorisant d'une délibération de la municipalité en date du 9 fructidor an IV (26 août 1796) qui déclare n'avoir jamais reçu de plaintes sur la probité du personnage, et d'une recommandation du ministre de l'Intérieur, le Directoire arrête, en date du 7 vendémiaire an V (28 septembre 1796), « que le citoyen Durand sera réintégré dans la place de concierge de la Maison d'arrêt de l'Évêché du Mans ! » (3).

La décision recevra bientôt la récompense qu'elle méritait.

En attendant, l'autorité s'efforce d'en atténuer l'effet par une réglementation plus uniforme du régime des prisons, jusqu'alors très variable. Aux termes des principaux articles du règlement du 11 brumaire an V (1^{er} novembre 1796), « il devra être délivré quinze livres de paille tous les quinze jours à chaque prisonnier ». Chaque jour il leur sera donné une ration de pain d'un kilogramme et demi et aux indigents « une soupe nourrissante et saine », payée aux concierges sept centimes et demi ou six liards par individu. Un membre de la municipalité fera deux fois par décade la visite de la prison, veillera à la distribution exacte des fournitures et assistera aux livraisons. « L'objet des visites sera non seu-

(1) Évasion de Michel Longrais, Eutrope Chevreul, Charles Dubois, Jean Géeau, François Pichon, Fourcy et Urbain Cuanot. Arch. de la Sarthe, fonds municipal, 1503.

(2) Arch. de la Sarthe, L 308.

(3) Arch. de la Sarthe, L 82, f. 123.

lement de surveiller les concierges, de leur faire exécuter les règlements et de parcourir tous les recoins de la prison pour en examiner la solidité, mais de pourvoir au bien-être des détenus, de les interroger avec douceur sur leurs maux et leurs besoins, de les consoler et d'adoucir leur sort par tous les moyens possibles, etc., etc. » (1).

Certes, ces dernières prescriptions ne sont pas superflues, car en ce même mois de novembre 1796, le 9 frimaire an V, les administrateurs de la Sarthe écrivent au ministre de l'Intérieur : « Nous devons, citoyen ministre, fixer encore une fois votre sollicitude sur le triste état des prisons de notre arrondissement. Tous les jours, notre cœur est affligé des pénibles récits qui nous sont transmis sur l'insalubrité de ces lieux destinés à resserrer des victimes malheureuses, innocentes peut-être, toujours intéressantes dans leurs malheurs. Dans plusieurs endroits, elles gisent sur une paille infecte, pourrie par l'humidité, exténuées par l'air le plus méphitique. Tous les jours, nous sommes avertis que des évasions ont eu lieu par suite du délabrement actuel de ces maisons, qui la plupart ont le plus grand besoin de réparations. A la maison d'arrêt notamment, les murs sont trop bas et il y a une terrasse de franchissement à supprimer » (2).

Le 25 décembre (5 nivôse an V), on en est réduit à signifier au Ministre l'impossibilité de pourvoir au service des prisons, les fonds continuant à manquer. Peine perdue ! Les bureaux du ministère montrent une telle inertie que les fournisseurs non payés refusent les livraisons, et qu'en mars 1797, les administrateurs, aux abois, résumeront la situation en disant : « Il n'y a plus de temps à perdre, nous ne pouvons

(1) Arch. de la Sarthe, L 62. Règlement longuement analysé dans *l'Inventaire sommaire*.

(2) Arch. de la Sarthe, L 159, f. 62.

plus répondre des événements . . . le service est sur le point de cesser » (1).

A la prison de l'Évêché, Durand lui-même ne parvient pas mieux que son prédécesseur à garder en cage ses pensionnaires.

Le 30 frimaire an V (20 décembre 1796), deux d'entre eux, peu galants, profitent d'une courte promenade qu'il est allé faire en ville, pour sauter à la gorge de la citoyenne Durand ; ils la rouent de coups, lui arrachent ses clefs, et « s'ouvrent la porte à eux-mêmes » (2).

La citoyenne Durand, hélas, n'est pas seulement battue : elle partage avec son époux les reproches amers de l'administration, qui écrit sans la moindre compassion au commissaire du Directoire près la municipalité : « Si malheureux que soit le coup qui a frappé la citoyenne Durand, nous ne pouvons nous dissimuler qu'il y a de sa faute et de celle de son époux. Nous savons que par une commisération mal entendue, pour ne pas dire par l'attrait d'un profit particulier, ils se laissent flatter et tromper par les prisonniers qu'ils admettent au foyer de leur cheminée, à qui ils fournissent de la boisson et mille autres choses dont l'effet tourne contre eux-mêmes et la sûreté publique. Le concierge a déjà subi la peine de son inadvertance ; il nous mettra dans la nécessité de lui retirer notre confiance que nous lui avons rendue sous la promesse d'être plus circonspect et plus attentif à ses devoirs. Il faut lui enjoindre d'observer ses règlements avec rigueur, de retenir dans les chambres qui leur sont destinées les prisonniers, de ne jamais les admettre dans son foyer, et surtout de prendre toutes les précautions lorsque l'un ou l'autre des époux auront à sortir en ville. D'autre part, citoyen, il faut faire placer à la porte

(1) Arch. de la Sarthe, L 159, f. 52, 63, 69, 76, 78, 82, 116.

(2) Arch. de la Sarthe, L 159, f. 102 ; *Chronique de la Sarthe*, du 4 nivôse an V.

de la prison une sonnette dont le cordon donnera sur la rue. Par ce moyen, les portes de la cour et de la rue resteront toujours fermées. Vous en avez une toute prête, il coûterait peu pour la faire placer. Veuillez, citoyen, faire part au concierge de ces observations et l'engager à s'en pénétrer pour prévenir de nouveaux malheurs » (1).

Les Durand, on le voit, s'étaient laissé atteindre de la maladie de l'époque. A leurs principes jadis si purs de terroristes, se substituait insensiblement l'attrait moins pur des « petits profits ».

Sans aucun doute, les variations successives du chiffre de leur traitement, réduit de 3.000 livres à 600 en avril 1797, puis péniblement relevé à 800 au mois de juin, contribuèrent à les pousser sur la pente où glissaient avec tant de facilité les agents du Directoire. En tout cas, le citoyen Durand fit énergiquement remarquer que 800 livres alors équivalaient à peine à 500 en 1790, le prix des denrées s'étant accru de plus d'un tiers depuis la Révolution (2), et à l'appui de sa protestation il continua le commerce des petits profits.

La spéculation, du coup, devient désastreuse.

Le dimanche 16 juillet 1797 (28 messidor an V), sur les sept heures du soir, Durand autorise l'un de ses bons clients, le détenu Fisset, qui couche dans la chambre de la *Pistole*, à descendre seul dans la cour. Un autre détenu, Besnier, s'empresse de profiter de l'instant où la porte est ouverte pour sortir, lui aussi, de la *Pistole*. Après y avoir soigneusement renfermé à leur place les deux chasseurs de garde, Besnier et Fisset se jettent sur le factionnaire posté au bas de l'escalier et le désarment. D'autres camarades attaquent aussitôt Durand en personne, s'emparent de ses clefs, bousculent le chef de poste sur le carré de l'escalier. En quelques secondes, le chemin est si bien dégagé que seize

(1) Arch. de la Sarthe, L 159, f. 102.

(2) Arch. de la Sarthe, L 159, f. 78 ; 116, f. 180 ; 161, f. 2.

prisonniers décampent à la file. Les autorités civiles et militaires ont beau « prendre et exécuter de concert les mesures les plus actives pour l'arrestation de ces seize individus », quatre seulement peuvent être repris ; les douze autres persistent à courir les champs sans aucun scrupule (1).

Aux aveux administratifs, toujours un peu secs en telle circonstance, l'une de ces inexactitudes que la presse se permet de tout temps, nous autorise à ajouter un détail qui n'est pas sans saveur. La *Chronique de la Sarthe*, dans son désir d'atténuer l'importance du fait, ayant annoncé que deux des évadés, les nommés Couriot et Montangé, célèbres pour avoir dévalisé, dix-huit mois auparavant, des artistes dramatiques du Mans, avaient été repris sur le champ, s'attira du frère d'un des prévenus la rectification suivante :

Au rédacteur de la *Chronique*.

Citoyen,

Je viens à l'instant de lire ton dernier numéro : j'y vois avec étonnement que tu y dis que Couriot et Montangé ont été arrêtés après s'être échappés de la maison d'arrêt de l'Évêché et réincarcérés ; je ne me permettrais aucune observation si c'était la vérité (me contentant de gémir sur leur position) ; mais, me devant tout entier à leur défense, jusqu'à ce que je soie convaincu de la vérité, je vais te dire que ceux qui t'ont fait un tel rapport t'ont induit en erreur.

Couriot, mon frère, et Montangé ont effectivement profité de la porte ouverte pour s'évader, mais réfléchissant que, d'une simple affaire, ils allaient furieusement l'aggraver par

(1) Arch. de la Sarthe, L 134, f. 97 ; L 308 ; *Le Préservatif de l'anarchie ou l'Espion constitutionnel*, du 2 thermidor an V (20 juillet 1797) : « Il n'est pas surprenant de voir des prisonniers s'échapper, les prisons de la ville en sont regorgées ».

leur fuite, ils sont rentrés d'eux-mêmes, sans être rencontrés par qui que ce soit, si ce n'est au moment où l'on ouvrait la porte de la prison où ils avaient sonné pour rentrer, que la patrouille qui avait entendu du bruit et qui passait par là a crié « *Qui Vive ?* » A quoi il fut répondu « *Prisonniers qui se rendent* ».

Voilà la vérité : si tu ne m'en crois pas, prends des informations plus sûres, et particulièrement au geôlier lui-même !
..... Je suis avec estime,

Ton concitoyen,

COURIOT, chirurgien (1).

C'était, il faut le reconnaître, une aimable attention de la part des citoyens Courriot et Montangé, de revenir d'eux-mêmes sonner à la porte de leur prison. Mais c'était aussi une naïveté dont ils seront mal récompensés, en frimaire an VI, par une condamnation à seize années de fers (2).

L'administration, du reste, n'en fut pas moins consternée de l'aventure. Elle s'excusa tant bien que mal auprès du ministre de la police, en invoquant « l'état d'insolitude de la Maison d'arrêt de l'Évêché » si souvent signalé (3), et elle se fâcha sérieusement cette fois contre les Durand. Tout en continuant avec une indulgence excessive à regarder le citoyen geôlier « comme un homme plus faible que mal-intentionné, elle suspecta véhémentement sa femme et sa fille ». Par peur surtout de l'opinion publique et du gouvernement, « qui allait être instruit de cette évasion extra-

(1) *Chronique de la Sarthe*, du 2 thermidor an V.

(2) « Les nommés Courriot et Montangé, traduits au tribunal criminel de la Mayenne, convaincus d'avoir été les auteurs du vol fait aux citoyens Courcelle et Auguste, artistes dramatiques, il y a près de dix-huit mois, ont été condamnés à seize années de fers ; deux femmes à seize années de détention, et la citoyenne Courriot, femme du condamné, a été acquittée. » *Chronique de la Sarthe*, du 28 frimaire an VI.

(3) Arch. de la Sarthe, L 134, f. 97.

ordinaire », elle n'osa « maintenir en place des fonctionnaires si ineptes ou si coupables ». Le 1^{er} thermidor an V (19 juillet 1797), enfin, elle déclara, avec une solennité comique, « retirer pour toujours sa confiance à la famille Durand et la destituer définitivement des fonctions qu'elle avait si mal gérées » (1). Mieux encore, des poursuites furent intentées contre l'ex-geôlier Durand, qui à son tour fut mis sous les verrous le 11 thermidor (29 juillet), dans la prison même de l'Évêché (2).

Bien que Durand ait été acquitté le 30 thermidor, ses grossières injures et ses haines anti-cléricales de 1793 étaient vengées : le geôlier de la Terreur avait piteusement fini sa carrière.

Il fut tout d'abord remplacé par son guichetier ; mais celui-ci ne paraissant pas assez sûr, l'administration fit établir une liste de candidats au poste important de geôlier, et, au mois d'août 1797, choisit pour nouveau titulaire le citoyen Hubert (3).

Quelques semaines plus tard, le Coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797) venait rendre une vie nouvelle à la Maison d'arrêt de l'Évêché, en la repeuplant d'un public beaucoup plus nombreux et surtout beaucoup plus intéressant.

Au Mans, en effet, comme dans la France entière, le 18 fructidor fut le signal d'une violente réaction révolutionnaire et rendit le pouvoir aux sectes jacobines.

Les prêtres nécessairement furent les premières victimes. Sous le prétexte « classique » de mettre en application les lois existantes, on recommença à leur faire la chasse et à les réincarcérer « pour insoumission, exercice illégal du

(1) Arch. de la Sarthe, L 161, f. 14, 25 et 26.

(2) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal 1491 et 1503, et L 308.

(3) Arch. de la Sarthe, L 161.

ministère, propos inciviques, rétractation de serment ou prétendue complicité avec les Chouans ».

Cinquante ecclésiastiques environ — dont une dizaine étrangers au diocèse — défilent ainsi à la prison de l'Évêché depuis le 18 fructidor an V jusqu'au 18 brumaire an VIII. Bon nombre l'ont déjà habitée précédemment ou y font plusieurs séjours successifs.

La plupart ont un nom dans l'histoire religieuse du département.

L'arrestation d'un des premiers, le 11 octobre 1797, causa une joie particulière aux Jacobins manceaux. La *Chronique de la Sarthe* du 22 vendémiaire an VI (13 octobre 1797) l'annonce en ces termes : « On vient de se saisir d'un des plus dangereux coquins de ce pays, connu sous le nom de *Grand Julien* ; c'est un soi-disant prêtre, brigand de son métier, que le débordement des hordes vendéennes avait laissé sur notre territoire, et qui, depuis lors, y manœuvrait la contre-révolution. Ce charlatan va être déporté ».

Le 10 brumaire suivant (31 octobre), le même journal publie, en première page, une formule banale de bénédiction d'épées, écrite de la main de l'abbé Julien, et trouvée dans sa poche. Il ajoute avec une indignation trop emphatique pour être sincère : « Après la lecture d'une telle formule, dont l'authenticité ne peut être révoquée en doute, d'une telle formule digne des croisades, des vêpres siciliennes et de la Saint-Barthélemi, on est à portée de connaître de quel côté sont les terroristes, les assassins et les buveurs de sang ! . . . Sont-ils envoyés du ciel ceux qui arment le fils contre le père, qui égorgent ou font égorger l'époux entre les bras de son épouse, l'enfant à la mamelle entre les bras de sa mère et repaissent leurs yeux barbares du sang qu'ils ont fait répandre ! »

Tous les habitants du Mans ne pensent pas de même, paraît-il, au sujet du *Grand Julien*, car dans son numéro du 28 brumaire, le rédacteur de la *Chronique* n'hésite pas à

raconter que le jour du départ pour la déportation des « buveurs de sang », de quatre autres prêtres et de trois émigrés, 26 brumaire (16 novembre), la Maison d'arrêt de l'Évêché était pleine de royalistes et de dévotes qui y étaient depuis 5 heures du matin ! De plus, il prétend que le terrible abbé avait ses poches remplies d'or et qu'il chercha à corrompre les grenadiers de l'escorte. Malheureusement, les exagérations du journal de Bazin ne font point le compte du geôlier Hubert qui, pour dégager sa propre responsabilité, lui donne un démenti formel (1).

Le *Grand Julien*, croyons-nous, n'était autre que l'abbé Julien Haye de la Saurière, ancien curé du Calvados, resté dans la Sarthe à la suite de l'invasion vendéenne et agent zélé des royalistes. Il fut condamné à la déportation par arrêté du Directoire en date du 28 brumaire an VI (18 novembre 1797), en même temps que MM. Lebouc, ancien curé de Verneil, et René Pillon, ancien curé de Saint-Mars-sous-Ballon.

Seul des prêtres alors détenus à l'Évêché, le *Grand Julien* semble avoir joué un rôle vraiment politique. Tous les autres ne sont poursuivis que pour l'accomplissement de leur devoir sacerdotal et l'exercice de leur ministère.

Tels sont, par exemple, en outre de MM. Lebouc et Pillon, MM. François Pichard, de Maigné, Pierre Leroi, curé de Briosne, ancien volontaire au 1^{er} bataillon de la Sarthe et ancien président de l'administration municipale de son canton, Jean Ballin, de Marolles-lès-Saint-Calais, Jean Dujarrié, de Javron, Louis Chollet, de Sablé, François Pineau, du Pas, Pierre Leroux, de Villedieu, Jacques-Pierre Fleury, de Mamers, Jean-Baptiste Linguet, curé de Saint-Aubin-des-Coudrais, ancien président de l'administration municipale du canton de La Ferté, Michel Rousseau, ex-vicaire à Monbizot, le chanoine Tuffier, Michel Gourdet, Pierre

(1) *Chronique de la Sarthe*, des 26 brumaire et 4 frimaire an VI.

Marchand, Pierre-Benjamin Rousseau, Pierre Dumur, curé de Mulsanne, et Simon Guilloreau, condamnés à la déportation en 1798 et 1799, après avoir passé par la prison de l'Évêché (1).

Tel est le chanoine Leconte, nommé par M^{sr} de Gonssans, le 8 octobre 1796, administrateur du diocèse.

Tels sont l'abbé Herbelin, curé de Melleray (Mayenne), déféré en août 1798 à la Commission militaire de Tours, qui s'évadera audacieusement du château de Laval quelques semaines plus tard (2), et l'abbé Glatier, vicaire de Précigné, l'un des prêtres les plus admirables de l'époque, arrêté par trahison le 7 janvier 1798 aux environs de Sablé, entré le 26 à la prison de l'Évêché, condamné à mort le 23 mars par la même Commission militaire de Tours, et fusillé le lendemain 24 mars.

Fait caractéristique à remarquer : au nombre de ces prêtres détenus à la Maison d'arrêt du Mans après le 18 fructidor, ne se trouvent plus seulement des ecclésiastiques hostiles dès le principe à la Révolution, mais aussi des prêtres constitutionnels, assermentés, qui ont racheté des fautes souvent graves par un repentir sincère et attiré ainsi sur leurs têtes les fureurs de leurs anciens amis. L'un de ces convertis les plus célèbres, que les Jacobins appellent des « rempaillés » par un mauvais jeu de mots sur le nom du vénérable chanoine Paillé, vicaire-général de M^{sr} de

(1) Faute de pouvoir, sans allonger démesurément ce travail, donner des détails biographiques sur ces ecclésiastiques et même citer tous ceux qui furent alors détenus à l'Évêché, nous nous bornons à ces citations et nous renvoyons une fois pour toutes aux *listes d'écrou*, Arch. de la Sarthe, Fonds municipal 1491 et 1503, à l'*Inventaire sommaire* de la série I., aux journaux la *Chronique de la Sarthe* et l'*Abeille*, an VI, et à l'*Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, du R. P. dom Piolin.

(2) En brumaire an VII. E. Quérueu-Lamerie et E. Moreau. *Trois évasions au château de Laval*. Laval, L. Moreau, 1890. L'abbé Herbelin était entré à la Maison d'arrêt du Mans le 14 août 1798 (27 thermidor an VI). *Listes d'écrou*.

Gonssans, est Louis Chollet, de Sablé. Chassé de partout pour ses mauvaises mœurs au début de la Révolution, Louis Chollet avait paru dans la cathédrale, le jour de la Fédération, avec un habit violet, des épaulettes et un sabre, et accepté le grade de colonel d'une milice nationale ! Ramené à l'Église catholique par les excès mêmes de la Révolution, il avait honorablement expié ses extravagances, et en fin de compte avait été incarcéré à l'Évêché. Déporté à Rochefort, il parviendra à s'évader et reviendra évangéliser avec toute l'ardeur d'un apôtre les environs de Sablé.

Quelques autres, enfin, méritent une mention pour l'originalité de leur caractère et l'exagération même de leurs convictions, comme Michel Gourdet, vicaire de Nogent-le-Bernard, « un incorrigible entêté », Jacques-Pierre Fleury et Charles Gasselin du Verger, devenus plus tard deux des grands pontifes de « la Petite Église ».

Autour des prêtres, « confesseurs de la foi », il est juste de grouper, dans cette rapide revue des prisonniers de la Maison d'arrêt de l'Évêché, une catégorie spéciale de détenus, victimes exclusives, elles aussi, de la persécution religieuse : « les recéleurs de prêtres insoumis ». Citons, entre beaucoup d'autres dignes d'une égale sympathie, François Leroux, cultivateur à Chantenay, qui a recueilli son frère Pierre Leroux, ex-curé de Villedieu, et sera traduit comme lui devant la Commission militaire de Tours ; Guillaume Harrouet, bordager à Précigné, amené à la Maison de l'Évêché le 7 pluviôse an VI, pour avoir donné asile à l'abbé Glattier ; le tonnelier Jousse, qui a caché au Mans, rue de la paille, l'abbé Herbelin ; le citoyen Rocher, fripier rue de la Sarthe, « dont la maison était la retraite ordinaire des prêtres » (1), le citoyen Gaignot, boulanger place des Halles, etc.

La famille Gaignot est en droit, assurément, de reven-

(1) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 67, 70, 82, 83.

diquer une place d'honneur parmi celles qui se dévouèrent alors au salut des prêtres. Pendant toute la Révolution, elle ne cessa de servir la cause catholique avec un courage et un dévouement sans bornes. Déjà, en 1795, des couvreurs qui travaillaient sur le toit de l'hôtel *du Dauphin*, avaient dénoncé dans le grenier du citoyen Gaignot « un prêtre vêtu d'une aube et d'une chasuble, feuilletant un missel ». Ce fait ayant rendu la maison suspecte, la police la surveillait étroitement. Au mois de fructidor an VI (août 1798), une visite domiciliaire y fit découvrir, « dans des caches secrètes », trois cents lettres de prêtres réfractaires, des ornements d'église et « d'autres objets prouvant que ladite maison était un foyer de fanatisme et de conspiration contre la République ! » Le fait fit grand tapage. L'administration du département ordonna aussitôt l'impression de la correspondance saisie et la répandit dans le public avec d'odieuses accusations. Le citoyen Gaignot fut en même temps écroué à l'Évêché et sa femme aux Ursulines. L'enquête ayant établi que leur maison servait, en effet, de refuge « à tous les prêtres insoumis du Mans », l'un et l'autre furent déférés à l'accusateur public. Heureusement, l'ère sanglante de la Terreur était close. En brumaire an VII, le directeur du jury d'accusation leur rendit la liberté, « faute de preuves matérielles » (1). Les époux Gaignot avaient trois enfants, une fille, un fils diacre et un autre fils, Alexis, officier au 16^e régiment de dragons. Devenu pour les Jacobins « un conspirateur féroce », en dépit de dix ans de services militaires et de plusieurs blessures, le lieutenant Gaignot paiera pour toute sa famille. En germinal an VII, à la suite d'une odieuse dénonciation, il sera traduit devant le Conseil de guerre de la 22^e division militaire à Tours, qui s'honorera en l'acquittant à l'unanimité, le 1^{er} fructidor (2).

(1) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 10, 81 ; 163, f. 45. H. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, III, 140, etc.

(2) « Cette affaire a présenté le plus vif intérêt : on voyait un militaire

Mais les prêtres et les catholiques ne furent pas les seuls, au lendemain du 18 fructidor, à remplir la Maison d'arrêt de l'Évêché ; le parti royaliste lui fournit aussi un nombreux contingent.

Dès le matin du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) l'administration centrale de la Sarthe se donnait le plaisir d'un petit coup d'État local. A la grande joie du rédacteur de la *Chronique*, elle faisait inopinément emprisonner à l'Évêché « quelques hommes les plus marquants et les plus évidemment coupables dans le parti qui conspire au sein de la République contre sa liberté, sa gloire et sa tranquillité : Négrier-Possé, fils, ex-accusateur public ; Savarre, ex-officier municipal ; Labaussonnière, aîné, ex-chef de Chouans ; Longlay ; Berriat, ex-adjoint de l'adjudant-général Leblanc ; Brion, parfumeur ; Lambert, maître d'armes ; Desgraviers, chirurgien ; Arnoult, ci-devant chantre de la cathédrale ; Peloie, cabaretier ».

De furibonds articles de la *Chronique* (1) et les fiches si curieuses de la police de sûreté (2), nous permettent de connaître dans leurs moindres détails les crimes imputés à ces « dangereux citoyens ». Résumons-les en quelques lignes.

Clément Négrier de Possé a été maire du Mans avant la Révolution. Depuis, il a mendié sans pudeur les emplois qui ne sont dûs qu'au patriotisme et aux talents : nommé juge et redevenu maire pendant quelque temps, il a été l'un des

âgé de 26 ans, après avoir servi dix ans son pays, couvert d'honorables blessures qui lui avaient procuré son avancement à l'armée, prêt à devenir la victime de la dénonciation la plus atroce L'accusé s'est défendu lui-même avec la candeur et l'énergie que lui donnait la certitude de son innocence qu'il a démontrée jusqu'à l'évidence. L'indignation était générale contre le dénonciateur, etc. » *Affiches du Mans*, du 20 fructidor an VII.

(1) *Chronique de la Sarthe*, des 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16 frimaire an VI. (*L'opinion publique éclairée sur les agents de Louis 18 dans la Sarthe.*)

(2) Arch. de la Sarthe, L 306. Inutile de faire remarquer que ces notes émanent d'agents du plus pur jacobinisme et contiennent trop souvent d'odieuses calomnies.

héros de la pacification, semant de tous côtés le poison de ses opinions contre-révolutionnaires ; il a fait jeter dans les cachots les prétendus terroristes Promu par la cabale de l'an V aux fonctions d'accusateur-public, il s'est montré l'un des agents les plus actifs du royalisme !

Savarre, ex-officier municipal de l'an V, faisait il y a deux ans les fonctions de trésorier dans le comité secret des Chouans. La correspondance lui parvenait sous le nom de *Petit Pierre*, et on peut le considérer comme l'un des hommes les plus dévoués de Rochecot. Il a soldé les *coupe-jarrets* chargés d'enlever la poudre et l'argent de la République ; il a amassé de grandes provisions de paille dans les prisons pour les terroristes qui devaient bientôt y être réintégrés par ses soins.

La Baussonnière, « chef de Chouans, fripon à outrance, s'est ruiné à soutenir les compagnies dont il est le chef. Il a fait partie de la cabale anarchique qui s'est attachée, par la représentation de l'*Intérieur des Comités*, à déverser le ridicule sur les institutions de la République ! »

Longlay, « avec l'air d'un jeune étourdi, porte le cœur d'un tigre ! » Il tient des propos atroces contre le gouvernement !

Berriat, jadis patriote exalté, aujourd'hui royaliste impudent. A commencé par être l'espion des généraux dans la belle société et a fini par devenir l'espion de la belle société chez les généraux. Directeur des émeutes au spectacle, il donnait le signal des clameurs au nom d'une poignée de pantins, singes niais et maladroits de la jeunesse parisienne. Ses aventures galantes peuvent donner la clef de sa carrière politique.

Brion, ex-coiffeur de dames ; sa vie privée et publique n'offre qu'un tissu de crimes et d'horreurs ! C'est un scélérat consommé, stipendié par le royalisme, ennemi né du gouvernement républicain, qui arrête les bons Jacobins en pleine ville du Mans et recrute pour les Chouans ! Il a fait prêter, à ses néophytes, une main étendue sur l'Évangile

et l'autre sur des poignards, le serment d'exterminer tous les ennemis de la religion et des rois !

Lambert, ancien sergent au 3^e bataillon de chasseurs des Ardennes, est le compagnon inséparable de Brion, un aboyeur de parterre, un insolent spadassin, le chef « des habits quarrés », avec Maisonneuve dit *Tête quarrée* !

Desgraviers, élève en chirurgie, est initié dans les grands mystères du royalisme et l'ami intime des Bellefilles, des Lambert, des Savare.

Quant à Arnoult, c'est un fournisseur des Chouans, un colporteur de leurs correspondances et un embaucheur, etc.

« Tous, ajoute la *Chronique*, étaient gagés par la Chambre ardente pour semer le trouble dans les lieux publics, épier les pas des républicains, les provoquer par l'outrage et les menaces et les attirer dans des pièges perfides où leur perte était assurée. »

Dès lors, c'est un gibier de premier choix pour la prison de l'Évêché, qui vient de recevoir en plus M. de Sarcé, père, arrêté *par erreur* au lieu et place de son fils émigré !

Plusieurs de ces détenus de marque, il est vrai, n'y restent pas longtemps et sont transférés le 4 décembre à Paris, mais ils sont remplacés par d'autres, non moins éminents : tout d'abord, par M. Samson [de] Lorchère, « royaliste prononcé qui ne cesse de faire un accueil ouvert et distingué à Rochecot, dans sa maison de la Groirie », par M. Bastard [de] Fontenay, « l'un des directeurs de la contre-révolution, l'un des principaux meneurs des élections de l'an V », et par l'émigré Malivaud ; dans la suite, par M. Maudoux d'Ecommoy, ancien administrateur réactionnaire du canton d'Ecommoy, par Treton et Maudet, rédacteurs de l'*Espion constitutionnel*, imprimeurs de tous les écrits contraires aux vues du gouvernement », par les allemands Frique et Dillemborg, émissaires des émigrés, etc.

Au mois de mai 1798, à la violente indignation des Jacobins, MM. Négrier, Savarre, Longlay, Brion, Lambert, Desgraviers,

Arnoult, Peloie, Bastard de Fontenay, parviennent à se faire relâcher ; s'il faut en croire le rédacteur de l'*Abeille*, M. Savarre a payé sa liberté 15.000 francs et on a fait une quête pour La Baussonnière dans le canton d'Écommoy (1).

Naïfs royalistes ! Ils ne tardent pas à être indignement volés ; en juin 1798, ils sont de nouveau réincarcérés à la prison de l'Évêché. Par le fait, on les relache quand les événements marchent au gré de la République et, à la moindre alerte, on leur remet la main au collet !

A ces représentants du Comité royaliste du Mans, on réunit comme de juste dans la Maison d'arrêt de l'Évêché, en 1798 et 1799, les meilleurs soldats du parti, la « fine fleur » de la Chouannerie, qui trouble alors profondément le pays. Beaucoup de ces extraordinaires figures de Chouans, mal peintes jusqu'ici, mériteraient un portrait spécial ; leur énumération suffit à évoquer bien des souvenirs tragi-comiques (2).

Ce sont, par ordre d'ancienneté d'emprisonnement : Rouault, dit *Chapelle*, de Rouillon, ancien garde-forestier, chef redouté, homme féroce et sanguinaire, au dire de la police ; Jean Mersenne, dit *d'Ardeville*, cultivateur à Laigné-en-Belin, « chef fameux lui aussi », et Pageot, de Teloché ; Etienne Duval, dit *Brisebarrière*, tourneur à la Suze ; Launay, dit *Fleur de Lys*, fils de l'ancien sonneur de Saint-Julien, capitaine des chasseurs de Rochecot ; Charles Maloubier, dit *Martial-Moirant*, *Lemaître* ou *Tessières*, adjudant-général de Rochecot, accusé d'avoir voulu faire assassiner le général Hoche, célèbre entre tous par la terreur qu'il inspire aux autorités, son étonnante évasion du château de Laval et sa mort tragique le 25 février 1798 (3) ; Julien Rouillard, ma-

(1) *L'Abeille*, du 20 prairial an VI.

(2) Comme ci-dessus pour les prêtres, nous ne donnons cette énumération qu'à titre d'exemples. V. les *Listes d'écrou* et l'*Inventaire sommaire des Archives de la Sarthe*, série L, la *Chronique de la Sarthe*, an VI, et les notes de la Sûreté. L 306.

(3) V. *Trois évasions au château de Laval*, etc. On trouve dans la

réchal à Yvré-sur-Huisne ; Landeau, dit *Fleur d'Épine*, d'Auvers-le-Hamon, l'un des « capitaines de paroisse » les plus aimés et les plus estimés ; Jean Delaunay, dit *Comte d'Artois*, modeste cultivateur de Précigné en dépit de son surnom princier ; Pierre Boulai, dit *Saint-Louis*, de Joué-en-Charnie ; René Chevallier, dit *Matelot*, du Pertre, en Ille-et-Vilaine ; Jacques Babin, dit *Place nette*, de Chauffour ; Jacques Ruillé, bordager à Saint-Léonard de Louplande ; Mathurin Poirier, le terrible *Mousqueton*, domestique de ferme à la Roche-Talbot et capitaine de Souvigné-sur-Sarthe, « qui court la nuit pour faire crier aux femmes Vive le Roy ! » (1) ; Joseph Chevreuil, dit *Cœur de lion*, tisserand à Chemiré ; Louis Turmeau, dit *Franccœur*, de Rouez, entré dans les ordres après le Concordat et devenu curé de Louvigné ; Jean Desilles, journalier à Marolles, soupçonné d'être l'espion des Chouans et d'avoir tenté de surprendre le corps de garde de La Fresnaye ; Mathieu Voile, Pichonneau-Cordoux et Jean Chereau, du Mans, etc.

Le doyen d'âge de ces honorables « prévenus de Chouanisme », qui sont pour la plupart des jeunes gens de 18 à 35 ans, est un cousin des chanoines Fay, Henri-Emmanuel Fay, pacifique propriétaire de la commune de Saint-Pavin-

Chronique de la Sarthe de nombreux détails complétant les documents publiés dans cette brochure sur ce célèbre Chouan, et notamment le récit de sa mort ; il fut tué dans les bois de Maule, alors qu'on le transférait de la Maison d'arrêt du Mans à Alençon, par une balle des Chouans qui avaient attaqué son escorte, dit le rapport officiel de la gendarmerie ; par son escorte elle-même sur l'ordre de la police, pensent quelques « incrédules ». V. aussi, pour son arrestation, A. Lebreton, *Auvers-le-Hamon*, Sablé, Hureau, 1913, in-8°.

(1) *Mousqueton* fut arrêté dans la soirée du 22 brumaire an VII à la Roche-Talbot même, par la gendarmerie de Sablé. Pour elle, « c'était la terreur du pays, un homme très dangereux, d'une conduite horrible, tortueuse et équivoque ». Arch. de la Sarthe, L 131, 164, 241, 243. On lui joignit, à l'Évêché, deux de ses voisins de Morannes, Mathurin Chauchet, accusé d'avoir assassiné le citoyen Cosnard-Desportes, et son domestique.

des-Champs, âgé de 61 ans. Garde national malgré lui au moment de l'invasion vendéenne, il avait manqué en 1793, à quelques jours d'intervalle, d'être fusillé par les Vendéens comme bleu et guillotiné par les Bleus comme ami des Vendéens (1). Poursuivi par la mauvaise chance, il lui faudra rentrer encore quelques jours à la prison de l'Évêché en octobre 1799, à la veille même de la pacification.

Non content de recevoir tant d'individualités marquantes, le geôlier de l'Évêché ouvre en outre ses portes, de temps à autre, à des bandes entières, arrêtées pour des méfaits d'une gravité discutable. Au mois de nivôse an VI (janvier 1798), elle reçoit ainsi une troupe joyeuse de sept habitants de Sargé, près Le Mans, qui, « travestis, armés de pistolets, portant la cocarde et des plumets blancs au chapeau, sont entrés à 9 heures du soir, chez le citoyen Pineau, à la Fontaine-Saint-Martin, y ont bu à la santé du Roy, crié « *Vive les Plumets blancs et Monsieur Tranche-Montagne* », insulté une société de citoyens paisibles et battu à coups de triques l'un de ces citoyens ! » (2).

Tout ce public de défenseurs du trône et de l'autel — de qualité si variée — se mélange à la fin du Directoire, comme du temps de la Terreur, de très nombreux militaires, de vulgaires coquins et de gens fort inoffensifs. Parmi les soldats, beaucoup ne sont coupables que de fautes contre la discipline, car en dépit de toutes les réclamations de la municipalité, l'autorité militaire n'a pas le moyen de rétablir comme jadis « une chambre de discipline dans la tour Vineuse », et elle encombre la prison de l'Évêché de tous ses mauvais soldats, sans même les faire écrouer (3). Parmi

(1) Le récit détaillé des aventures mémorables d'Henri-Emmanuel Fay à cette époque, a été donné par M. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, t. I, p. 149 et suiv.

(2) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 4, 5, 65 ; L 130, f. 99. *Chronique de la Sarthe*, 22 nivôse an VI.

(3) Arch. de la Sarthe, L 214.

les coquins, un voleur de diligence, un garde-champêtre prévaricateur, un « jeune artiste » de Ballon, qui a enlevé une femme, et un juif voleur, se disputent les premières places.

Parmi les gens sans aucun doute peu dangereux, elles reviennent sans contestation à l'honorable citoyen Benoit, futur maire de Souvigné-sur-Sarthe, à un de ses compatriotes « perclus d'une gale rentrée » (1), à un vulgaire imbécile rencontré sans passeport, et à d'infortunés habitués du théâtre, qui se sont permis de siffler un acteur ou de réclamer aux musiciens les airs de la *Marseillaise* ou du *Chant du Départ* ! (2).

Si disparates qu'ils soient, tous ces personnages paraissent vivre en bonne intelligence ; plus d'une fois, ils s'uniront avec la même confraternité que leurs prédécesseurs pour jouer à l'ennemi commun, le geôlier, quelques tours pen-dables.

L'état des prisons et la situation du service pénitentiaire deviennent, d'ailleurs, de plus en plus lamentables. Dans les derniers mois de 1797, la République, tout-à-fait ruinée, ne peut encore ni réparer les bâtiments, ni payer les dettes les plus criardes. Les fournisseurs jettent les hauts cris, les concierges donnent leur démission, les détenus vont manquer de pain, les malades de viande, les prisons vont être à la merci du premier venu. Elles sont, dit un rapport officiel du 30 décembre, dans une détérioration désespérante ; leur sûreté exige de grandes réparations et les fonds

(1) Notes de M. le marquis de Beauchesne, maire actuel de Souvigné.

(2) « Quand cessera-t-on d'insulter à la dignité du peuple ? Jusqu'à quand la fêrle magistrale et l'appareil de la force armée le poursuivront-ils au sein même de ces plaisirs ? Et ces commissaires de police, à l'œil inquisiteur, qui me défendent, *sous peine de me conduire à l'Évêché*, de juger hautement les pièces et les acteurs, de rappeler aux musiciens les airs de la *Marseillaise* et du chant du Départ ! » *L'Abeille* du 8 messidor an VI.

manquent. Le zèle des concierges et des autres employés est bien ralenti. (1).

Enhardis par une telle détresse, les détenus comme on le pense, continuent à s'évader avec un rare brio.

A l'Évêché, dans la nuit du 13 janvier 1798, *Martial-Moirant* dit *Lemaitre* — un professionnel qui a fait ses preuves — et son camarade *Fleur de Lys*, projettent de faire les choses en grand. Au moyen d'une scie fabriquée avec un ressort de pendule qu'on leur a fait passer dans leur pain, ils projettent de couper leurs fers et ceux de quarante-trois autres Chouans (2). « Rendus à la liberté, ils comptaient, prétend la *Chronique de la Sarthe*, parcourir la ville et se baigner dans le sang des républicains ! » (3). Pour une fois, le complot est découvert avant son exécution, mais les lecteurs de la *Chronique* n'en frémissent pas moins d'horreur.

Ils ont vraiment tort, car les détenus de l'Évêché ne sont pas aussi féroces qu'ils croient, témoin la pittoresque évasion que raconte Fleury dans ses *Mémoires* (4), et qui doit dater de cette même époque, du printemps de 1798.

Malgré sa longueur et des contradictions qui le rendent quelque peu suspect (5), le récit mérite d'être reproduit ;

(1) Arch. de la Sarthe, L 161, f. 99. 116, L 162, L 130.

(2) Arch. de la Sarthe, L 162, f. 72.

(3) *Chronique de la Sarthe*, des 24 et 28 nivôse an VI.

(4) *Mémoires sur la Révolution, le premier Empire et les premières années de la Restauration*, par Jacques-Pierre Fleury, publiés et annotés par le R. P. dom Piolin, Le Mans, Leguicheux. 1874, un vol. in-8, p. 315 à 320.

(5) Dans ses *Mémoires*, par exemple, Fleury dit qu'il partit le 16 mai 1798 de la prison de Rennes, qu'il quitta Laval le 21, Alençon le 25, et qu'il arriva le 26 à la prison de l'Évêché au Mans, pour en sortir le 31 mai, en vertu d'un arrêté de renvoi provisoire à Mamers. Or, la liste d'écrou de la prison de l'Évêché du Mans enregistre son entrée à la date du 7 mai 1798, date confirmée officiellement par une lettre des administrateurs de la Sarthe à ceux d'Ille-et-Vilaine, du 22 floréal an VI (11 mai 1798). Arch. de la Sarthe, L 162. D'autre part, l'arrêté de renvoi de Fleury à Mamers est du 21 floréal (10 mai 1798). *Ibidem*.

s'il se passa ainsi que l'écrit le futur pontife de la Petite Église, « le tour fut comique et digne de paraître sur les théâtres ».

« La Maison d'arrêt du Mans, où je trouvai, comme à Rennes et à Laval, des Chouans dans le haut et dans les cachots, était la prison de l'Officialité. On y entrait par une porte qui donnait sur la place du Château (1) et de l'autre sur une petite cour avec un appenti qui contenait la boisson et le bois du geôlier ; on montait, de cette cour, un petit escalier pour entrer à la geôle, d'où l'on passait, à pieds droits, dans un appartement séparé de la geôle par une porte fermée, un petit guichet grillé de minces barres de fer, qu'ouvrait et fermait le geôlier pour répondre aux prisonniers ; le chef de la garde se tenait dans ce second appartement avec deux soldats en sentinelle aux côtés de la porte ; on entrait ensuite dans un troisième où étaient les prisonniers qui payaient leur coucher ; là se tenaient, jour et nuit, huit soldats armés de fusils chargés à balle, avec la bayonnette au haut ; entre ces deux appartements était placé un escalier pour descendre dans la cour, fermée par une grosse porte, et où étaient encore six autres soldats armés, placés de distance en distance. Cette cour était grande et bien aérée ; l'évêché, qui était devant, n'existait plus ; il avait été abattu par les vandales manceaux. Au midi de cette cour étaient les cachots très propres et très sains.

« Le nombre des prisonniers alors n'y était point prodigieux, parce qu'on avait soin de les transporter dans la maison d'iniquité ; il y en avait à peu près cinquante, ou pour opinions, ou pour dettes, ou pour police correctionnelle, ou des soldats pour défaut de discipline. Je trouvai autant de courage dans cette prison que j'avais trouvé de lâcheté

(1) Porte « de derrière », en usage sans doute entre les descriptions du commencement et de la fin de la Révolution que nous avons précédemment citées.

dans quelques autres. Les Chouans qui y étaient, étaient résignés à tous les événements ; il y avait avec eux un vicaire du Haut-Maine. Quand j'eus examiné cette prison, je demandai aux Chouans pourquoi ils ne tentaient pas fortune. « Que voulez-vous dire, Monsieur, par tenter fortune ? » — Nous descendîmes dans la cour pour parler plus à notre aise. Ils s'attroupèrent tous, comme des étourdis, autour de moi ; je les repoussai, n'en réservai que deux pour rendre compte aux autres. »

Sur ce, Fleury expose, avec une évidente complaisance, le plan qu'il a conçu et dont il s'attribue entièrement le mérite, puis il invite ses complices à se tenir prêts pour le lendemain.

« Le soir, continue-t-il, je priai M^{lle} Elbert, qui m'apporta à souper (le geôlier ne nourrissait plus personne), de me procurer, le lendemain, de quoi donner à dîner à plusieurs de la prison. Elle s'imagina que je voulais régaler les prêtres et les Chouans ; je ne lui confiai point mon secret (1). La garde se renouvelait toutes les vingt-quatre heures, à partir de 5 heures du soir. Je passai la soirée avec le commandant de la garde nouvellement arrivée ; c'était un bordelais, charmant jeune homme, ainsi que tous les soldats qui la composaient, ou bordelais, ou berrichons, ou périgourdins ; ils étaient tous de la dernière réquisition, envoyés au Mans

(1) M^{lle} Elbert, dit Fleury dans un autre passage, était alors l'une des bienfaitrices des prisons du Mans. Originnaire de Laval, c'était une fille douce, honnête, prévenante, très discrète et disposée, comme toutes les autres, à favoriser les évasions des prisonniers bien pensants. Elle avait été prévenue de mon arrivée par sa compatriote (Suzanne Loyand). *Mémoires* etc., p. 314.

Ajoutons que l'usage d'offrir à dîner aux prisonniers remontait à l'ancien régime. Le chanoine de la Manouillère écrit, à la date du 29 juillet 1772 : « Ma mère a fait servir à dîner aux prisonniers ; ils étaient 54 ; il y avait 25 livres de viande et 4 pains de 12 livres, pain michard ». A la date du 5 novembre 1774 : « Ma mère a donné la soupe aux prisonniers ; il y avait 50 personnes. On s'est procuré 30 livres de bonne viande à Saint-Georges, et 4 pains de 12 livres ».

pour s'exercer. Le geôlier, appelé Hubert, était un homme veuf, âgé de cinquante ans, ayant trois enfants, un garçon et deux filles ; l'aînée était mariée, les deux autres, encore jeunes, passaient la journée aux écoles ; son gendre venait, le matin et le soir, lui donner un coup de main en cas de besoin. Ce geôlier dînait à 10 heures, avec son gendre et sa fille qui s'en retournaient à leur ménage. Le petit nombre des prisonniers et la modicité de ses appointements ne lui permettaient pas d'avoir un guichetier avec lui.

« Je priai donc à dîner mon jeune bordelais avec une partie de la garde ; ils acceptèrent avec le plus grand plaisir. Quand nous fûmes un peu en train de manger et de boire, je lui fis appeler les deux autres jeunes gens qu'il avait laissés en sentinelles dans la chambre du milieu ; ils accoururent avec armes et bagages, les déposèrent derrière la porte et s'assirent à table avec les autres. Pendant que nous nous livrions à la gaieté, buvions, trinquions, les Chouans, au nombre de dix, se glissèrent dans la seconde chambre avec le prêtre ; un d'eux appela doucement le citoyen Hubert, — « Que voulez-vous ? » — « Une bouteille d'eau. » — « Tout-à-l'heure. » — Le citoyen Hubert, croyant le commandant et les sentinelles à leur poste, ouvrit la porte pour présenter la bouteille. Au même moment, un autre lui appliqua sur le visage une serviette épaisse ; tous s'élancèrent sur lui, le poussèrent dans sa chambre, lui tenant les mains, le serrant entre leurs bras, lui affublèrent le visage et la tête de la serviette qu'ils lièrent de plusieurs nœuds, le portèrent dans son appenti, le mirent par terre, ôtèrent la clef de sa poche, ouvrirent la porte et s'évadèrent, laissant toutes les portes ouvertes et les clefs dans les serrures.

« Pendant cette farce, les petits bleus, qui croyaient les Chouans et le prêtre dans la cour, chantaient, se livraient à la joie. Le pauvre Hubert qui, de son côté, ne pouvait ni voir, ni souffler, ni respirer, cherchait inutilement à rompre

les nœuds de la serviette, serrés et multipliés à l'infini. Il se leva, chercha à tâtons l'escalier de sa chambre, passa dans la seconde, s'appuyant aux murailles, entra dans la nôtre. Quand je l'aperçus, je ris de tout mon cœur ; sa tête était affublée comme celle du bon Dieu de Gibriloux ; les soldats, le verre à la main, restèrent stupéfaits, croyant voir un fantôme. — « Jouez-vous à Colin-Maillard, citoyen Hubert ? » — Citoyen Hubert frappait du pied, portait la main à la serviette qu'il tirait de toutes ses forces ; je riais à gorge déployée.

« Les jeunes gens qui ne le connaissaient que sous le nom de geôlier, demandaient : « Que veut donc cet homme ? » — « C'est le geôlier, leur dis-je, qui sans doute s'amuse avec ses enfants. » — Au mot geôlier, le jeune commandant se leva, s'approcha de lui, lui demanda qui l'avait ainsi emmaillotté ; ce jeune homme ne se défiait de rien. Je ne crois pas avoir goûté, depuis longtemps, un plaisir aussi agréable ; je ne pensais guère aux tourments que j'avais déjà éprouvés, et à ceux qui m'attendaient dans mon propre pays. Hubert, le pauvre Hubert, qui n'entendait point raillerie et qui frappait des pieds par terre et du poing sur la table, saisit le jeune bordelais et lui porta la main aux nœuds de la serviette ; celui-ci, ayant réussi avec difficulté à les rompre, reçut de vifs reproches du citoyen Hubert, qui parlait si bas qu'on ne pouvait le comprendre.

« Je fis boire un coup au citoyen Hubert qui toussait, crachait ; il annonça l'évasion des prisonniers sans en connaître le nombre. Le commandant entra dans sa chambre dont la porte était ouverte, ainsi que celle du geôlier et celle de l'entrée ; il les ferma et remit les clefs au citoyen geôlier. Celui-ci accusait le bordelais et les soldats d'avoir quitté leur poste ; ceux-là répliquaient qu'il ne devait point ouvrir la porte sans les prévenir. Le geôlier et les soldats étaient innocents ; j'étais le seul coupable. Il est naturel que ces jeunes gens qui périssaient de faim au

service de la République, acceptassent un diner qu'on leur offrait, comme il était naturel que le citoyen Hubert ouvrit la porte, croyant les sentinelles à leur poste. On fit l'appel des prisonniers ; on en trouva onze, le prêtre compris, évadés.

« Hubert, qui était seul, ne savait comment faire pour avertir la municipalité. Le jeune commandant envoya un de ses soldats porter une lettre à son capitaine dans laquelle il s'excusait de son mieux ; le capitaine communiqua la lettre à la municipalité ; un de ses membres se rendit à la prison avec l'officier. Quand ils eurent appris la manière dont l'évasion s'était faite, ils en badinèrent, mais il fallait exécuter la loi. Ils dressèrent procès-verbal.

« Le geôlier, les deux soldats de l'appartement du milieu et le jeune commandant furent mis en arrestation ; ils subirent un interrogatoire. Hubert fut acquitté et rétabli dans son emploi ; il le refusa ; il fut remplacé par un normand. Les deux soldats et le jeune bordelais furent condamnés à huit jours de détention. On plaisanta partout du Colin-Maillard Hubert ; les soldats et moi nous nous en amusâmes comme il faut, pendant le peu de temps que nous passâmes ensemble. »

Mieux que tout autre, ce récit de Jacques-Pierre Fleury, malgré les inexactitudes qu'il peut contenir, fait connaître avec de joyeuses surprises, la vie intime des détenus de l'Évêché à cette époque. Une fois de plus, il prouve qu'il y a loin souvent de la théorie à la réalité.

Le tableau de ces « charmants » conscrits mourant de faim et déposant au plus vite leurs fusils dans un coin, pour dévorer le diner que leur offrent leurs prisonniers, est particulièrement typique. La douce gaieté avec laquelle les autorités elles-mêmes apprennent l'aventure du Colin-Maillard ne manque pas de piquant. Elle semble bien indiquer que les haines ne sont plus guère féroces dans la bonne ville du Mans et que le régime si déconsidéré du

Directoire y prépare l'avènement d'une ère nouvelle où persécuteurs et persécutés seront également heureux « de diner ensemble ».

Toutefois, Fleury commet une erreur en disant qu'Hubert fut acquitté : ce geôlier, condamné à un an de détention « pour faits d'évasions opérées pendant sa gestion » (1), était suppléé, dès le 5 mai 1798, par son guichetier René Bance (2). D'autre part, il est permis de se demander si Fleury ne confond pas les noms, et si « son évasion » n'est pas la même que la suivante, survenue au lendemain de l'entrée en fonctions de René Bance (3). A peine, en effet, celui-ci avait-il remplacé Hubert que, dans la soirée du 16 au 17 floréal an VI (5-6 mai 1798), vers les neuf heures, six de ses pensionnaires prenaient la clef des champs.

La compagnie était agréablement mêlée. Elle comprenait Pierre Boulai, dit *Saint-Louis*, chef de Chouans de Joué-

(1) *L'Abeille*, du 18 floréal an VI. — Arch. de la Sarthe, L 83, f.73. — Nous sommes forcé d'en conclure que nous ne connaissons pas *toutes* les évasions qui eurent lieu à la prison de l'Évêché ; nous n'avons retrouvé aucune trace *administrative* de celles qui amenèrent la condamnation d'Hubert.

(2) *L'Abeille*, du 18 floréal an VI, dit expressément qu'à cette date du 5 mai 1798 (16 floréal an VI), « le citoyen Hubert, concierge de l'Évêché, est devant le tribunal pour y être jugé ».

(3) Des documents incontestables des Archives de la Sarthe, il résulte que Jacques-Pierre Fleury ne fit à la prison de l'Évêché du Mans que deux séjours : le premier très court, du 7 mai 1798 à son renvoi à Mamers, en exécution de l'arrêté du 21 floréal an VI (10 mai 1798) ; le deuxième du 16 juillet 1798 (28 messidor an VI) au 4 août (17 thermidor an VI), date où il fut transféré à la maison de justice pour être ensuite déporté, par arrêté du 7 fructidor an VI (24 août 1798). Le geôlier Hubert ayant été mis en arrestation, d'après *L'Abeille*, dès le 5 mai (16 floréal), Fleury n'a pu le trouver en fonctions. Tout au plus peut-on admettre, qu'inscrit le 7 seulement sur le *Livre d'écrou*, il soit arrivé au Mans le 4 mai, la veille de l'évasion qui marque l'entrée en exercice du guichetier Bance. D'autre part, nous n'avons rencontré dans les nombreuses pièces d'archives relatives aux évasions de l'Évêché, aucune trace précise de la pittoresque évasion dont Fleury s'attribue le mérite. Ses *Mémoires* seraient-ils donc sur ce point quelque peu fantaisistes ?

en-Charnie, âgé de 30 ans ; Poirier, dit *Cœur de Roi*, originaire de La Suze, âgé de 25 à 26 ans, ancien commis d'épicier de 1789 à 1793, ancien capitaine de volontaires, passé de la République aux Chouans, soldat dévoué de Rochecot ; Pierre-Benjamin Rousseau, d'Alençon, âgé de 47 ans, ancien vicaire de Thoigné, sous le coup d'un arrêté de déportation pour avoir repris les fonctions de son ministère ; Joseph Bodereau, vitrier au Mans ; Landeau, dit *Fleur d'Épine*, l'estimable chouan d'Auvers-le-Hamon, déjà cité ; Forêt, dit *Laroche-Jaquelin*, cultivateur et chouan du Tronchet (1).

Respectueuse des convenances, l'autorité gémit lamentablement — sur le papier — en apprenant cette nouvelle évasion, feint une vive indignation et manifeste les intentions les plus énergiques. « Conformément à la loi du 4 vendémiaire dernier, écrit l'un de ses représentants au ministre de la police, l'évasion a été dénoncée au directeur du jury, afin que le concierge de la maison d'arrêt et le chef de poste soient poursuivis suivant la rigueur des lois. J'ai écrit à ce sujet à l'accusateur public et je ne négligerai rien pour qu'une punition exemplaire soit infligée au coupable. » — « Montrer de l'indulgence, de la molesse en pareil cas, déclare un autre, ce serait trahir la société. Ne pardons jamais de vue que l'homme de bien n'est libre que lorsque le méchant est esclave et réduit à l'impossibilité de rien faire. » — « Je suis bien décidé à suivre la dénonciation avec la plus grande activité, ajoute un troisième. Il faut des exemples afin que de semblables événements ne se reproduisent pas ; il faut que la loi soit promptement et strictement exécutée ! »

L'évasion de *Saint-Louis*, de *Cœur de Roi* et de l'abbé Rousseau semble cruelle, en effet, à MM. les administrateurs de la Sarthe qui envoient immédiatement leurs signalements

(1) *L'Abeille*, du 18 floréal an VI ; Arch. de la Sarthe, L. 80 ; 130 ; 131 ; 162, f. 123 à 126 ; 167, f. 72 ; 169 ; 174, etc.

de tous côtés, et parviendront, le 1^{er} septembre à reprendre le vicaire de Thoigné dans la maison du citoyen Rocher, fripier rue de la Sarthe, et à le faire réintégrer à la prison de l'Évêché d'où il sera déporté à l'île de Ré (1).

Par contre, les mêmes administrateurs prennent très philosophiquement leur parti de la fuite de Bodereau, de *Fleur d'Épine* et de *Laroche-Jaquelin*. Non seulement, ils se résignent de fort bonne grâce à les laisser courir en paix, mais pour s'éviter la peine de les poursuivre et pour atténuer devant le public l'effet de l'évasion, ils revendiquent l'honneur de les avoir remis eux-mêmes en liberté !

Une lettre confidentielle au ministre de la police — que nous avons eu l'indiscrétion de lire après un siècle — révèle le *truc* dans toute son ingéniosité. Il fut bien simple. Il consista de la part de l'autorité locale, à prendre en faveur des trois fugitifs trois arrêtés de mise en liberté, *antidatés du 15 floréal an VI — veille de l'évasion* (2) — et à les adresser bien vite aux municipalités du Mans, de Sablé et de Beaumont, de manière à ce qu'ils parvinssent à destination avant les évadés ! Quant au citoyen ministre de la police, si on n'osa pas lui dissimuler le *truc*, on lui persuada éloquemment, « que lesdits évadés, se voyant tranquilles et se montrant sans crainte, seraient bien moins dangereux, que, du reste, ils n'avaient été arrêtés que par mesure de sûreté générale ». Pauvre ministre ! Qu'eut-il pensé s'il avait lu la fiche de Joseph Bodereau, que ses agents notaient « un des plus zélés partisans du Royalisme et des Prêtres,

(1) Arch. de la Sarthe, L 77, f. 82, 93 ; 167, f. 70, etc. La *Chronique de la Sarthe*, du 30 brumaire an V, avait dénoncé en ces termes l'un des crimes de l'abbé Rousseau : « Ces jours derniers, l'émigré Rousseau, ex-vicaire de Toigné, a dit une grand'messe à 10 heures du matin dans un carrefour dépendant de ladite commune ; il y a eu un rassemblement *considérable*, l'ex-administrateur Romet y fit une espèce d'amende honorable et y communia ».

(2) Arch. de la Sarthe, L 130, etc.

un ennemi juré du gouvernement, colporteur de tous les libelles contre-révolutionnaires aux habitants des campagnes ! » (1).

Comme Hubert, du moins, René Bance fut décrété d'accusation (2) et remplacé, le 20 mai 1798, par Charles-François Seré (3).

Cette fois, l'administration était bien persuadée qu'elle avait découvert un geôlier modèle. Dans son arrêté de nomination, elle proclama pompeusement les mérites de la conduite morale et politique du citoyen Seré et le définit « un citoyen réunissant à beaucoup de moralité des principes de justice et d'activité ». Bien mieux, le 22 mai, un membre de l'administration municipale, en personne, vint l'installer et lui remettre avec toute la solennité voulue « les registres d'écrou, les clefs de la prison — au nombre de 24 — une paire de fers à chainons, une chaîne à pieds et à mains, et autres ustensiles » (4).

Douces illusions ! Deux mois ne s'étaient pas écoulés que, le 6 thermidor an VI (24 juillet 1798), deux détenus de l'Évêché, Ambroise des Buttes et Jean Pioger, trouvaient encore le moyen de faire un trou dans le plancher de leur cachot et de se sauver par un grenier attenant à une ancienne tour. Le premier fut repris presque aussitôt, mais le second, qui avait volé un cheval à son beau-père, « court toujours » (5).

Dans sa haute estime pour le nouveau geôlier, l'administration ne peut décemment s'en prendre à lui. En désespoir de cause, elle lui prescrit de ne jamais ouvrir la prison aux

(1) Arch. de la Sarthe, L 306. La même note ajoute que Bodereau, salarié par Savare pour porter la correspondance des émigrés et des chefs de Chouans, était désigné tantôt sous le nom de *Colombe*, tantôt sous celui de *Potiron*.

(2) Arch. de la Sarthe, L 83, f. 73.

(3) Arch. de la Sarthe, L 118, f. 103.

(4) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal, 1501.

(5) Arch. de la Sarthe, L 214 ; 308.

fournisseurs, de ne laisser entrer, à l'heure des visites, qu'un homme ou deux femmes à la fois dans sa cuisine même pour les détenus de la *Pistole*, dans la *cage de bois* pour les autres ; elle l'avertit charitablement que « lorsque les prisonniers préparent un coup, ils font des querelles d'allemands au boulanger ou au boucher, qu'ils jouent, crient et boivent ; que l'un d'eux, Félicité Herbelin, est très lesté et a déjà joué plusieurs tours de son métier. De plus, elle fait ajouter un factionnaire à l'extérieur ou promener dans la cour deux soldats armés de leurs sabres, et elle recommande particulièrement la prison de l'Évêché — où le nombre des prisonniers est alors exorbitant — au capitaine de gendarmerie Philippon, en le suppliant d'y faire une ronde journalière (1). Au mois de janvier 1799, enfin, elle parvient à mettre en adjudication un modeste devis de réparations aux cachots (2).

Tous ces avis, toutes ces mesures, n'empêchent pas les incorrigibles pensionnaires de Seré de continuer à creuser des trous. Par malheur pour eux, le 22 pluviôse an VII (10 février 1799), ils se trompent de direction et leur trou les amène dans un autre cachot (3).

Les jours heureux ne sont cependant pas finis pour les habitants de l'Évêché et le 23 vendémiaire an VIII (15 octobre 1799) leur réserve une surprise plus agréable que toutes les précédentes.

En ce jour mémorable, la prison est vidée en bloc par les Chouans de M. de Bourmont, par l'armée royale du Maine, maîtresse de la ville du Mans !

Bien que nous ayons déjà raconté ailleurs cet extraor-

(1) Arch. de la Sarthe, L 173 ; 214.

(2) Arch. de la Sarthe, L 83 et N 17. Devis dressé le 28 frimaire an VII (18 décembre 1798) par l'ingénieur Chaubry.

(3) Arch. de la Sarthe, L 214. A la suite de cette tentative, cinq prisonniers furent transférés à la maison de justice et quatre mis aux fers.

dinaire événement (1), nous ne pouvons nous dispenser d'en rappeler ici les détails essentiels, car il forme le dernier des épisodes marquants de l'histoire de la Maison d'arrêt de l'Évêché.

Le 23 vendémiaire an VIII (15 octobre 1799), à quatre heures du matin, le geôlier Seré est réveillé en sursaut par une violente fusillade. Il se lève en toute hâte, rassemble la garde et invite le sergent qui la commande à faire charger les armes. Pendant plus de deux heures, la fusillade se poursuit, mettant tout le quartier en émoi. Ce sont les Chouans de la première colonne, aux ordres de M. de Bourmont, qui s'emparent de l'Hôtel de ville, de l'arsenal et de la place du Château.

Vers 7 heures, une troupe d'environ deux cents Chouans débouche dans la rue Neuve (rue de l'Ancien Évêché) et vient frapper à la porte de la prison. — Qui vive ? crie Seré. — Chouans royaux, répond une voix en le sommant d'ouvrir la porte. — S'il faut l'en croire, le citoyen geôlier refuse tout d'abord et se consulte avec le sergent de garde qui est d'avis de faire feu. Mais Seré, très effrayé, hésite à engager la résistance, « de peur que l'ennemi, maître de la ville, ne revienne en plus grand nombre ». Sur ce, le chef de la bande insiste poliment, tout en menaçant de faire enfoncer la porte à coups de hache : « *Monsieur*, crie-t-il à Seré, ouvrez votre porte, il ne vous arrivera point de mal, foi de chevalier de Saint-Louis et de commandant ! » Rassuré par cette promesse et cette politesse inattendue, Seré l'invite à ne pas faire de mal à la garde, ce qu'il promet », et ouvre la porte.

Ce commandant si correct, chevalier de Saint-Louis, n'est autre qu'un des principaux généraux de l'armée royale du

(1) *La prise du Mans par les Chouans, le 15 octobre 1799*. Mamers et Le Mans, 1899, in-8°, extrait de la *Revue historique et archéologique du Maine*.

Maine, le chevalier de Tercier, *M. Adolphe* de son nom de guerre (1), ancien officier et auteur de curieux *Mémoires* (2) ; il dirige la deuxième colonne d'attaque qui est entrée par Pontlieue et vient d'occuper le centre de la ville.

Fidèle à son engagement, le commandant laisse sa troupe au dehors et pénètre dans la prison, escorté seulement de trois à quatre hommes. Introduit dans la chambre de la *Pistole*, il dit aux prisonniers « de s'habiller et de sortir ». Seré ayant pris à ce moment « la hardiesse de lui faire observer que, parmi les prisonniers, il y avait des scélérats qui ne méritaient pas leur liberté », Tercier l'invite à les désigner, mais un cri général de protestation s'élève parmi les détenus ; le pauvre geôlier s'épouvante et par crainte de suites fâcheuses, il n'ose insister. Le chevalier de Tercier descend alors dans la cour et fait ouvrir les derniers cachots.

Soixante-dix-sept prisonniers recouvrent ainsi leur liberté, « y compris les militaires, plus les suspects ». Dans leur nombre se trouvent quelques personnages à nous connus et déjà nommés : le chouan *Mousqueton*, l'allemand Dillemborg, Mathieu Voile, Charles Lambert, Henri-Emmanuel Fay, René Pichonneau, etc.

Tercier, avant de prendre congé de Seré, fait retourner leurs habits aux soldats de la garde et les consigne dans la geôle où ils se tiennent soigneusement cois.

A 4 heures du soir, trois chefs de Chouans à cheval, reviennent à la Maison d'arrêt de l'Évêché, demander de la part de leur général s'il n'y reste plus de prisonniers ?

(1) Dans deux travaux précédents, nous avons, par suite d'une confusion facile entre les noms de guerre des Chouans du Maine, attribué à Tercier le surnom de *Monsieur Charles*. Nous nous empressons de saisir l'occasion pour rectifier cette inexactitude, définitivement démontrée par le récent ouvrage de M. G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*.

(2) *Mémoires politiques et militaires du général Tercier (1770-1816)*, publiés par C. de la Chanonie, (et annotés par nous en ce qui concerne la Chouannerie du Maine). Paris, Plon, 1891, un vol. in-8°.

N'y trouvant plus que la garde et les déserteurs, ils font venir tout d'abord ces derniers et leur demandent « quelles sont leurs intentions ? » Tous répondent en chœur « qu'ils veulent retourner chez eux et qu'ils n'ont l'intention de se battre ni pour les Chouans ni contre eux. Les trois chefs s'adressent alors aux soldats de la garde — qui ont toujours leurs habits retournés — et leur disent paternellement : « Mes amis, nous savons que vous êtes des militaires ; il faut que vous juriez de ne point marcher contre nous ». Aussi pacifiques que les déserteurs, les soldats s'empressent de donner leur parole et de déclarer « qu'ils ne veulent autre chose que retourner dans leurs foyers ». Tous sont dès lors emmenés au quartier général pour s'expliquer ». Seré, lui, en est quitte pour la perte de deux paires de pistolets, d'un fusil de munition et d'un sabre et pour une petite contribution de cinquante francs en argent qui lui est imposée le lendemain (1).

Les temps « héroïques » de la Révolution sont décidément finis et bien finis. Bleus et Blancs n'ont plus qu'un rêve, « s'en retourner chez eux ».

Toutefois, le 18 brumaire laissa pour plusieurs années encore à la Maison d'arrêt de l'Évêché quelques Chouans d'un incorrigible entêtement et des prisonniers de droit commun.

Ces derniers habitants, trop expérimentés et de moins en moins endurants, continuent à faire passer de bien mauvaises heures à leurs geôliers.

Le 6 floréal an VIII (26 avril 1800), Seré en laisse échapper un, par sa faute, parait-il. Comme les autorités du Consulat ne plaisaient plus, il est aussitôt mis en arrestation et rem-

(1) Archives de la Sarthe, I. 273. *Procès-verbal constatant l'évasion des prisonniers de la maison d'arrêt dans la journée du 23 vendémiaire an VIII, et les vols faits par les Chouans au concierge Seré.*

placé par le guichetier Bryon. Mais sa responsabilité ayant été dégagée après deux mois de détention, le nouveau maire, Négrier de la Crochardière, le réintègre dans ses fonctions le 8 juin (1).

A la date du 15 thermidor an VIII (3 août 1800), Seré, en somme, n'a plus que quarante pensionnaires, dont 21 « brigands prévenus d'arrestations, vols, pillages de diligences ou assassinats, 12 Chouans et 7 déserteurs. La plupart se distinguent par des noms de guerre significatifs : *Brise-Bleu, Belle-humeur, Monte à l'assaut, Chasse-Coquin, Joly Cœur, Risqu'à tout, Chassepataud, Brise-fer, Sans-quartier, la Violette, le Lièvre !* (2).

Comme de juste, ils tiennent à honneur de justifier dignement certains de ces surnoms.

Le 24 octobre 1800, deux d'entre eux, se jettent à la gorge du malheureux Seré pour lui enlever ses clefs ; d'autres attaquent les soldats de garde. La bagarre est si sérieuse qu'un tué et trois blessés restent sur le terrain (3).

Au mois d'août de l'année suivante 1801, on découvre, à la dernière heure, un complot tel que la Maison d'arrêt de l'Évêché n'en avait jamais connu, un complot ayant pour but de faire sauter, au moyen d'une mine, l'un des murs de la cour ! Les chefs de « cette entreprise grandiose » sont un ancien militaire nommé Lelarge et un ancien chef de Chouans, Leprou, originaire de Nantes (4).

Dès lors, la prison de l'Évêché n'est plus une prison politique et les derniers vestiges du Palais Épiscopal du Mans sont menacés de n'avoir plus d'autre histoire que celle de la criminalité.

Cette lamentable fin leur est au moins évitée par un arrêté du chef de brigade Auvray, préfet de la Sarthe, en date du

(1) Arch. de la Sarthe, L 122, f. 100 ; 297.

(2) Arch. de la Sarthe, L 297.

(3) Arch. de la Sarthe, L 308.

(4) Arch. de la Sarthe, L 308.

6 juin 1803, qui prescrit leur mise en vente, « le produit de la vente, devant être employé à la construction des nouvelles prisons de la Visitation. »

Le 25 juin 1803 (6 messidor an XI), la Maison d'arrêt de l'Évêché est adjugée 9.900 francs aux citoyens Pierre Gaignot, marchand fripier, et Pierre Lucas, cafetier au Mans ; ils en prennent définitivement possession au mois de mai 1805, date où les derniers prisonniers sont transférés à la Visitation (1).

L'ancien Palais Épiscopal des évêques du Mans, tout entier, appartenait désormais au domaine privé.

ROBERT TRIGER.

(1) Arch. de la Sarthe, N 17 et 18.

SOLDATS MORTS A LA MISSION

DE L'AN IV A L'AN VII

L'ancien hôpital de Coëffort où nous avons vu mourir de nombreux Vendéens (1), fut affecté, vers 1795, à l'hospitalisation des soldats de toutes armes, qui parcouraient alors le département de la Sarthe ou stationnaient au Mans. Un grand nombre d'entre eux y moururent dont les noms furent inscrits sur les registres de la commune de Sainte-Croix, dans l'étendue de laquelle se trouvait alors la Mission.

Nous n'avons point ici le projet d'entreprendre l'historique de cet hôpital, auquel on donna le nom « d'hôpital militaire de l'Espérance », nous voulons seulement tirer de l'oubli les 51 soldats qui y succombèrent.

Qu'il nous suffise de savoir qu'en l'an IV, le « commissaire aux entrées » de cet hôpital est le citoyen Montoro, en l'an V, et les années suivantes, le citoyen François-Achille Marcassin, dont la femme y mourut (2). Le chef de l'établissement, en l'an IV, est le citoyen B. Bacoulet ; en l'an V, le citoyen René Moricière, intitulé « éconôme ou directeur dudit hôpital ».

Un médecin ou chirurgien est affecté à la maison : Turpault,

(1) Voir notre travail *Vendéens morts à Sainte-Croix*, dans la *Revue du Maine*, t. LXXIV, p. 82.

(2) Marie-Madeleine Delêtre, 28 ans, épouse de François-Achille Marcassin . . . née à Dieppe (Seine-Inférieure), morte le 18 germinal an VI, audit hôpital ; Joseph Moutard y est alors infirmier major.

médecin, en l'an IV, Joseph Fiory, chirurgien en chef, 28 ans, en l'an V et années suivantes.

Dans cet hôpital, de l'an IV à l'an VII, moururent 33 simples soldats, 5 caporaux, 2 sergents, 2 brigadiers, 2 musiciens. Ces morts appartenaient à des bataillons bien divers. La plupart étaient incorporés à la 30^e demi-brigade ; les autres étaient des volontaires, des vétérans, débris des bataillons de la Mayenne, de la Haute-Saône, de Lot-et-Garonne, de la Charente-Inférieure, du Nord, de la Dordogne, des Vosges, des Ardennes. Ceux-là faisaient partie des 14^e, 24^e, 28^e, 86^e, 94^e demi-brigades ; ceux-ci des 12^e et 14^e régiments de chasseurs. D'autres suivaient le général Cambrai, en mission dans le département.

Quels qu'ils soient, ils succombaient nombreux. En une seule année, en l'an V, sur 29 décès de la commune, 26 sont constitués par les morts de la Mission. Ils tombent en grande partie « extenués par les fatigues de la guerre » ; ce motif n'est indiqué que pour onze d'entre eux, mais il pourrait l'être, ce nous semble, pour tous, à peu d'exceptions près.

Le médecin qui accompagne presque toujours le directeur de l'hôpital, lors de la déclaration du décès devant l'officier de la municipalité, fait connaître, en effet, le plus souvent, le genre de maladie auquel le défunt a succombé. La « maladie scrophuleuse » en a fait périr cinq, l'hydropisie et la fièvre putride, quatre ; d'autres meurent « d'affection lethargique » [2], de « maladie chronique » [2], de « phtisie pulmonaire », de « fluxion de poitrine », ou de « fièvre maligne » [3]. Trois autres ont été asphyxiés « par un gaz inflammable qui s'est développé à la caserne ». Trois autres encore meurent des suites de leurs blessures. J'en rencontre un qui meurt de « caducité » et l'autre de « nostalgie ! ».

Eloignés du coin de terre qui les avait vus naître, fatigués par les marches nombreuses auxquelles on les contraignait,

souvent mal vêtus, peu nourris et peu rétribués, étrangers aux divisions contemporaines, insuffisamment soignés à l'hôpital, ces pauvres enfants de France moururent cependant victimes de leur dévouement au pays (1). Leurs noms méritaient, à cause de celà, d'être connus ; à cette heure surtout où, de tous côtés, souffle un vent antimilitariste, il était bon de rappeler ce que nos frères aînés ont souffert ! (2).

1. Arnoult, caporal de la 85^e demi-brigade, 1^{re} compagnie, 4^e bataillon, né à Boulogne (Pas-de-Calais), entré à l'hôpital de l'Espérance le 8 frimaire an IV (29 novembre 1795), mort le 24 (15 décembre) (3).
2. Badreau (Sébastien), carabinier au 1^{er} bataillon de la 30^e demi-brigade d'infanterie, compagnie de carabiniers, né à Moyen-Moutiers (Vosges), entré et mort le 9 pluviôse an V (28 janvier 1797) « de méphitisme indomptable par un gaz inflammable qui s'est développé à la caserne ».
3. Bardin (Antoine), fusillier au 1^{er} bataillon de la 85^e demi-brigade, né à La Chapelle (Nièvre), entré 27 vendémiaire an VI (18 octobre 1797), mort 28 frimaire (18 décembre), « d'une maladie scrophuleuse ».
4. Belle (Jean), fusillier au 1^{er} bataillon de la 94^e demi-brigade d'infanterie, 6^e compagnie, né à Tresle (Allier), entré 1^{er} germinal an V (21 mars 1797), mort 29 pluviôse an VI (17 février 1798) « d'une maladie scrophuleuse ».

(1) Voir à ce sujet : Dr P. Delaunay, *Médecine militaire d'autrefois*, 1 vol. 150 p., Le Mans 1913.

(2) Le dernier décès que nous voyons, à l'hôpital de l'Espérance, est celui de Rose Chevrier, veuve Jean Robidas, morte « en son domicile, maison nationale de la Mission » 24 ventôse an VIII. (Reg. de l'état-civil de la commune de Sainte-Croix.)

(3) Nous inscrivons les noms de lieu, si déformés qu'ils soient, tels que nous les avons rencontrés sur les registres.

5. Besnard (Adrien), fusillier au 1^{er} bataillon de la dernière brigade d'infanterie légère, 4^e compagnie, né à Dain-L'Espace (Nièvre), entré 18 pluviôse an V (6 février 1797), mort le 19, « d'une hernie avec étranglement ».
6. Betestre ou Detestre, sergent au 1^{er} bataillon du Nord, 6^e compagnie, né à Areind (Ardennes), entré 29 frimaire an V (19 décembre 1796), mort 14 pluviôse (2 février 1797), « d'un coup de sabre au genou gauche ».
7. Boisseau, volontaire, mort à l'hôpital le 27 germinal an IV (16 avril 1796) entré le 1^{er} (21 mars).
8. Chanal (Jean), chasseur au 12^e régiment de chasseurs à cheval, compagnie d'Estrée, né à Sarnac (Allier), entré 28 pluviôse an VI (16 février 1798), mort 6 ventôse (24 février), « d'affection hypochondriaque, suite de fatigues de la guerre ».
9. Chassouillé, trompette au même régiment, à la suite du général Cambrai, né à Allaire en Dauphiné, entré le 21 fructidor an V (7 septembre 1797), mort le 30, « suite de nostalgie ».
10. Chatignais (Jean), chasseur au 2^e bataillon des chasseurs francs du Nord, 1^{re} compagnie, né à Saint-Clement (Allier), entré 23 floréal an IV (10 mai 1796), mort 21 fructidor an V (7 septembre 1797), « d'une fièvre hétique ».
11. Cocu (Jean-Hubert), chasseur au 14^e régiment de chasseurs à cheval, 7^e compagnie, né à Precourt (Ardennes), entré 1^{er} ventôse an IV (20 février 1796), mort 28 nivôse an V (17 janvier 1797), « d'une maladie scrophuleuse ».
12. Collet (Joseph), chasseur au 3^e bataillon de la 30^e demi-brigade, 6^e compagnie, né à Thimecourt (Ardennes), entré le 8 germinal an V (28 mars 1797), mort le

- 18 (7 avril), « d'une fièvre maligne suite des fatigues de la guerre ».
13. Delloge (François), chasseur à la même brigade, compagnie auxiliaire, né à Cambrai (Nord), entré le 2 prairial an VI (21 mai 1798), mort le 21 (9 juin), « fluxion de poitrine dégénérée en hemoplyse suite des fatigues de la guerre ».
14. Deret (François), volontaire, caporal au 3^e bataillon de la 179^e demi-brigade, né à Rivière (Aisne), entré le 7 frimaire an IV (28 novembre 1795), mort ce même jour.
15. Drouart (Jean), fusillier au 2^e bataillon de la Haute-Saosne, 3^e compagnie, né à Athenay (Sarthe), entré le 17 messidor an IV (5 juillet 1795), y meurt en vendémiaire an V.
16. Fronteaux (Julien), fusillier au 2^e bataillon de la demi-brigade des Vosges et de Paris, né à Saint-Mars-d'Outillé (Sarthe), entré 16 messidor an V (4 juillet 1797), mort 26 germinal an VI (15 avril 1798), « d'une maladie scrophuleuse suite des fatigues de la guerre ».
17. Garniché (Laurent), brigadier-fourrier au 12^e régiment de chasseurs à cheval, 3^e compagnie, né à Dampierre (Doubs), entré le 12 ventôse an VI (2 mars 1798), mort le 28, « d'une maladie venerine ».
18. Gelly (François), carabinier au 3^e bataillon de la 24^e demi-brigade d'infanterie de ligne, compagnie de carabiniers, né à Cormon (Pyrenées-Occidentales), entré le 7 nivôse an VI (27 décembre 1797), mort le 9, « d'affection letargique ».
19. Geury (Pierre), caporal au 1^{er} bataillon de la 30^e demi-brigade d'infanterie, compagnie de carabiniers, né à Parrecend (Vosges), entré et mort le 9 pluviôse an V (28 janvier 1797), « de mephitisme indomptable ».

par un gaz inflammable qui s'est développé à la caserne ».

20. Godard (François), du 3^e bataillon des Ardennes, né à Fougerolles, entré le 27 germinal an IV (16 avril 1796) et mort le 29.
21. Goret (Dominique), fusillier au 1^{er} bataillon des (?), né à Dourdan (Seine-et-Oise), entré le 27 vendémiaire an V (18 octobre 1796), mort le 21 brumaire (11 novembre), « de fièvre putride ».
22. Goujeon, musicien au 3^e bataillon de la 30^e demi-brigade, né à Léogane, isle de Saint-Domingue, entré le 29 nivôse an V (18 janvier 1797), mort 15 germinal an V (4 avril 1797), « d'une fièvre maligne qui s'est terminée par la gangrène, suite des fatigues de la guerre ».
23. Guérin (Etienne), né à Yvoy-le-Pré (Cher), entré le 1^{er} ventôse an IV (20 février 1796), mort le 10, « d'une fièvre putride ».
24. Hard (Pierre), fusillier au 3^e bataillon de la Charente-Inférieure. 2^e compagnie, né à Rompsay [?] (Charente-Inférieure), entré le 18 germinal an IV (7 avril 1796), mort le 4 nivôse an V (24 décembre 1796), « de maladie scrophuleuse ».
25. Hervois (Pierre), chasseur au 14^e régiment, 8^e compagnie, né à Vignon (Loire-Inférieure), entré le 29 germinal an IV (18 avril 1796), mort le 10 floréal (29 avril).
26. Hucher (Etienne), volontaire des vétérans nationaux, né à Villers-au-Tertre (Nord), entré le 3 nivôse an IV (24 décembre 1795), mort le 14 ventôse (4 mars 1796), « d'une fièvre putride, suite de ses longs services militaires ».
27. Lambert (Michel), fusillier au 1^{er} bataillon de la 28^e demi-brigade, né à Saint-Cyr (Manche), entré le 11 thermidor an IV (29 juillet 1796), mort le 4

fructidor (21 août), « était affecté de phtisie pulmonaire ».

28. Le Compte (Jean), vétéran de la 43^e compagnie de vétérans nationaux, né à Beaumont (Sarthe), entré le 29 nivôse an V (18 janvier 1797), mort le 6 pluviôse an V (25 janvier), « d'une hydropisie de poitrine suite de son grand âge et de ses longs services militaires ».
29. Leger (Valentin), volontaire au 3^e bataillon des Ardennes, 8^e compagnie, né à Château-Surennnes [?] (Ardennes), entré et mort le 10 prairial an IV (29 mai 1796), « à la suite d'une blessure faite au Mans le 2 du même mois ».
30. Le Got (Joseph), fusillier au 1^{er} bataillon de la 14^e demi-brigade, 8^e compagnie, né à Gourdain (Sarthe), entré le 8 vendémiaire an V (29 septembre 1796), mort le 6 frimaire (26 novembre), « de peripneumonie ».
31. Le Roux (Michel), sergent des vétérans nationaux, 43^e compagnie, né à Mayenne (Mayenne), entré le 1^{er} nivôse an IV (22 décembre 1795), mort 19 floréal an V (8 mai 1797), « de caducité ».
32. Luron (Pierre), fusillier au 3^e bataillon de Lot-et-Garonne, né à Lannion (Côtes-du-Nord), entré le 2 vendémiaire an V (23 septembre 1796), mort le 3 ventôse an V (21 février 1797), « suite de fièvre étiqque causée par les fatigues de la guerre ».
33. Malfait (Jean-Baptiste), fusillier au 1^{er} bataillon du Nord, 8^e compagnie, né à Neufmaison (Ardennes), entré le 30 vendémiaire an V (21 octobre 1796) mort le 19 frimaire (9 décembre 1796), « d'ydropsie suite d'une longue fièvre intermittente contractée par son service dans un lieu marécageux ».
34. Marquant (Claude), carabinier au 1^{er} bataillon de la 30^e demi-brigade d'infanterie légère, compagnie de

- carabiniers, né à Port-sur-Saosne (Haute-Saosne), entré le 2 nivôse an VI (22 décembre 1797), mort le 11 ventôse an VI (1^{er} mars 1798), « d'une maladie chronique suite des fatigues de la guerre ».
35. Misère (Jean-Baptiste), chasseur au 3^e bataillon de la 30^e demi-brigade, 5^e compagnie, né à Thin-le-Moutier (Ardennes), entré le 7 nivôse an V (27 décembre 1796), mort le 30 pluviôse (18 février), « d'une maladie chronique ».
36. Montjacques (Antoine), né à Namur (Sambre-et-Meuse), entré le 16 ventôse an IV (6 mars 1796), mort le 8 floréal an IV (27 avril).
37. Montpayroux (Joseph), fusillier au 1^{er} bataillon de la 86^e demi-brigade d'infanterie légère, 3^e compagnie, né à Marinchal (Creuse), entré le 16 ventôse an VI (6 mars 1798), mort le 17 germinal (6 avril), « dysenterie et fièvre hetique ».
38. Nicolle (Amable), brigadier provisoire au détachement du 12^e régiment de hussards à la suite du général Cambrai, né à Bayeux (Calvados), entré le 23 vendémiaire an VI (14 octobre 1797), mort le 16 brumaire (6 novembre), « d'une playe au crane avec enfoncement ».
39. Nicque (Jean-Baptiste), chasseur au 12^e régiment de chasseurs à cheval, 6^e compagnie, né à Germaine (Aisne), entré le 5 Germinal an VI (25 mars 1798), mort le 19, « d'une fluxion de poitrine provenant des fatigues de la guerre ».
40. Nossé (Jacques), infirmier audit hôpital, né à Saint-Ouen (Sarthe), entré le 21 fructidor an IV (7 septembre 1796), mort le 23.
41. Pacher (Joseph), neuf ans, né à Sarre-Libre, fils de Christophe Pacher et de Catherine Goyer, mort « à la maison dudit hôpital », le 1^{er} nivôse an V

(19 février 1797). Etait probablement le fils d'un volontaire.

42. Passemard (Antoine), caporal au 2^e bataillon de la Haute-Saosne, 8^e compagnie, né à La Cropte (Dordogne), entré le 26 fructidor an IV (12 septembre 1796), mort le 26 nivôse an V (15 janvier 1797), « de fièvre putride ».
43. Plé (Maurice), gendarme, né au Mans, entré le 15 floréal an IV (4 mai 1796), mort le 20.
44. Rapin (Antoine), caporal au 2^e bataillon de la Haute-Saosne, 5^e compagnie, né à Moncey (Haute-Saosne), entré le 2 vendémiaire an V (23 septembre 1796), mort le 9 frimaire (30 octobre 1796), « d'hydropisie ».
45. Richard (Pierre), infirmier de la 2^e classe dudit hôpital, né à Chemiré (Sarthe), entré le 23 pluviôse an VI (4 février 1798), mort le 25, « d'hémophysie et fièvre putride ».
46. Rollé (Ignace), fusillier au 3^e bataillon de la 34^e demi-brigade d'infanterie, 2^e compagnie, né au Puy-en-Velay (Haute-Loire), entré le 1^{er} fructidor an V (18 août 1797), mort le 6 « d'une affection léthargique ».
47. Rouillet (Giraud), caporal au 2^e bataillon de la Haute-Saosne, né à Rûts (Dordogne), entré le 22 fructidor an IV (8 septembre 1796), mort le 25.
48. Sabatier (Jean), grenadier au 2^e bataillon de la 27^e demi-brigade, compagnie de grenadiers, né à Sarrouilles (Hautes-Pyrénées), entré le 25 prairial an V (13 juin 1797), mort le 2 vendémiaire an VI (23 septembre 1797), « d'une phtysie pulmonaire ».
49. Saintout (Jean), chasseur au 14^e régiment de chasseurs à cheval, 1^{re} compagnie, né à Agen (Lot-et-Garonne), entré le 3 prairial an IV (22 mai 1796), mort le 9

brumaire an V (30 octobre), « de phtysie pulmonaire ».

50. Soudan (Louis), carabinier au 1^{er} bataillon de la 30^e demi-brigade, né à Neuillé (Nièvre), entré et mort le 9 pluviôse an V (28 janvier 1797), « de mephitisme indomptable par un gaz inflammable qui s'est développé à la caserne ».
51. Toupel (Jean-Louis), grenadier au 1^{er} bataillon du Nord, compagnie de grenadiers, né à Neufmaison (Ardennes), entré le 2 frimaire an V, (22 novembre 1796), mort le 25 pluviôse (13 février 1797), « d'hydropisie anasargue, et à la suite d'une fièvre quarte fort ancienne, contractée au service de la République ».
52. Vailiant (Jean-Baptiste), fusillier au 4^e bataillon de la Dordogne, 6^e compagnie, né à Santeuil (Seine-et-Oise), entré le 12 ventôse an V (2 mars 1797), mort le 23 germinal (12 avril), « d'un ulcère scrophuleux ».

LOUIS CALENDINI.

LES ŒUVRES

DE

VÉRON DE FORTBONNAIS

Les *Éléments du Commerce* eurent une troisième édition en 1767. Cette nouvelle édition (1) parut après les *Principes et Observations économiques*, dans un moment où cette dernière œuvre de Fortbonnais avait soulevé contre lui toute une campagne physiocratique. Les *Éphémérides du Citoyen*, dans leur fascicule de septembre, annoncent cette nouvelle édition, qui leur sert de prétexte (2) pour critiquer les théories émises par Fortbonnais dans ses *Éléments du Commerce* et dans les *Principes et Observations économiques*. Elles avaient été amenées à cette critique par une lettre anonyme parue dans le *Journal de l'Agriculture* (3), à laquelle elles répondaient en motivant ainsi leur réplique :

« En attendant qu'il (4) rende à la vérité des hommages qu'il ne peut pas longtemps lui refuser, les écrivains de second ordre, qui n'affirment et ne nient que sur parole, et qui s'imaginent avoir réfuté les raisons les plus solides quand ils ont pu citer un auteur connu, ne cessent d'oppo-

(1) Deux volumes in-12, à Paris, chez Durand.

(2) Voir plus loin le passage relatif aux *Principes et Observations économiques*.

(3) Août 1767, t. X, p. 57-101. Lettre de M. A. B. C. D. etc.

(4) Il s'agit de Fortbonnais lui-même.

ser les *Éléments du Commerce* aux principes les plus certains de la Doctrine. Un anonyme de cette espèce nous reproche comme un crime de chercher à dénigrer cet ouvrage. La lettre de cet inconnu, désigné par les lettres *a, b, c, d, etc.*, se réduit en dernière analyse, à deux prétentions, peu faciles à concilier ensemble. La première que les principes de la *science économique* sur le commerce, présentés en abrégé dans le sixième volume des *Éphémérides*, sont précisément les mêmes que ceux des *Éléments du Commerce*. La seconde que ces principes sont faux, exagérés, pernicioeux et injurieux au corps des négociants, en ce qu'ils appartiennent à la *Science* ; mais vrais, exacts, utiles et honorables aux marchands en tant que contenus dans les *Éléments du Commerce*. »

La lutte continue ainsi avec la promesse d'avoir « tous les égards possibles pour la personne et les lumières de l'auteur des *Eléments du Commerce*, mais aussi avec la plus grande sévérité pour sa doctrine ». On annonce que les douze chapitres qui composent les deux volumes des *Éléments du Commerce* seront examinés successivement, mais que le premier qui porte pour titre du Commerce en général, étant le plus important de tous, sera discuté spécialement, et on ajoute : « Pour qu'on ne nous accuse pas de tronquer les articles critiqués, ou de détourner les expressions à un sens différent de l'auteur, nous rapporterons toujours le texte entier avant nos réflexions, et nous ne passerons pas une syllabe de ce premier chapitre fondamental, sans la mettre sous les yeux de nos lecteurs, en observant de ne rien troubler dans l'ordre et la suite des idées et des expressions de l'auteur, depuis le commencement jusqu'à la fin ».

Cette discussion ne fut commencée que deux mois plus tard, c'est-à-dire le 20 novembre 1767. Ainsi qu'il l'avait annoncé, l'auteur de cette critique publia le texte des Élé-

ments et fit suivre chaque paragraphe de ses réflexions (1) qui consistèrent surtout en chicanes de mots, comme on peut s'en rendre compte par ces quelques extraits :

« Nous croyons bien sincèrement que le titre général de l'ouvrage et de ce chapitre devait être *Éléments du trafic* ou du *négoce*, non pas *Éléments du commerce*. Nous avons dit ailleurs qu'il faut mettre dans le langage exact et philosophique une très grande différence entre *commerce* et *trafic* ou *négoce* ; nos lecteurs en savent tous la raison. »

Plus loin, à la page 190, il revient ainsi sur la même idée : « Si l'ouvrage que nous critiquons ne traite presque jamais de l'action d'*acheter* pour *revendre* ; si l'auteur ne s'y occupe que des *intérêts* et du *profit* des *acheteurs-revendeurs*, si sa doctrine tend surtout à leur sacrifier les intérêts, c'est-à-dire les *jouissances* des *producteurs* et des *consommateurs*, nous avons raison de dire que son livre doit s'intituler *Éléments du trafic* ou du *négoce*, non *Éléments du Commerce* ».

Ces attaques contre les *Éléments du Commerce* étaient bien suscitées, ainsi que nous venons de le dire, par les théories que développait Fortbonnais dans ses *Principes et Observations économiques*, et par ses attaques contre les doctrines physiocratiques. L'écrivain des *Éphémérides* le laisse voir par cette réflexion insérée à la page 198 du même article, quand il dit : « A la faveur de ces expressions confuses, l'auteur insinue à ses lecteurs une opinion très fausse, dont il fait beaucoup d'usage dans ce livre même, et qu'il a cru devoir soutenir avec chaleur dans ses *Principes et Observations économiques*. Cette erreur consiste à compter deux espèces de denrées, ou deux *richesses* réelles pour un pays ou pour une nation. « Les productions naturelles de ses terres et de ses eaux comme la première, et les productions de son industrie comme la seconde ».

(1) *Ephémérides*. Novembre 1767, t. XI, p. 186-208.

La critique des *Éléments du Commerce* s'arrêta avec ce premier article ; les *Ephémérides* n'en parlèrent plus dans les numéros suivants, et ne tinrent pas leur promesse de discuter l'ouvrage dans son entier, ainsi qu'elles l'avaient annoncé.

Ces attaques contre ses œuvres ne paraissent pas avoir impressionné douloureusement Fortbonnais, car, à diverses époques, il apporte la plus grande modération dans ses réponses. Ainsi, quelques mois avant cette attaque des *Ephémérides* il répondait à une lettre insérée dans la *Gazette du Commerce*, se rapportant à un passage de ses *Éléments du Commerce* : « Je ne prétends point dissimuler le tort de ne pas s'exprimer toujours avec la précision la plus scrupuleuse. Si même quelqu'un a du plaisir à croire que j'aie erré très lourdement sur le fonds, je consens encore très volontiers à le laisser jouir de cette satisfaction ; car je n'aurais aucune répugnance à changer d'opinion, lorsque j'en trouverais une meilleure, plus favorable à l'intérêt public qui m'a seul occupé » (1).

Une quatrième (2) édition des *Éléments du Commerce* fut imprimée en l'an IV, par Chaigneaux ; elle forma aussi deux volumes in-12. Un exemplaire en fut offert au Conseil des Anciens, dans la séance du 21 germinal an IV (dimanche 10 avril 1796) ; un des membres de l'assemblée en fit cet éloge en le présentant : « Il y a plus de quarante ans que Forbonnais publia les *Éléments du Commerce*. C'est le premier ouvrage où les principes de cette profession aient été développés avec clarté et précision. Il fut traduit en anglais, en allemand, en italien ; et quoique l'auteur, indépendant comme tous les hommes de génie, n'ait appartenu à aucune école, quoiqu'il se soit élevé au-dessus de toutes les sectes,

(1) *Gazette du Commerce*, année 1767, 9 mai, n° 37, p. 362.

(2) Daire la donne à tort comme étant une deuxième édition. Voir ses *Mélanges d'économie politique*, t. I, p. 236, note 1.

ses *Éléments* ont été reconnus et cités comme un livre classique par les écrivains français et étrangers qui ont écrit avec le plus de succès sur la science du commerce. Mais ce livre était devenu fort rare. On ne le trouvait plus ni chez les libraires, ni dans les bibliothèques récemment formées. Le citoyen Chaigneaux aîné vient de le réimprimer, et le Conseil, qui manifeste dans toutes les occasions l'intérêt qu'il prend aux progrès des connaissances utiles, apprendra avec satisfaction que des changements et des additions donnent un nouveau prix à cet ouvrage. Le sage et savant auteur consacre encore dans sa retraite son temps et ses méditations à ses concitoyens, et les *Éléments du Commerce* sont aujourd'hui présentés à la Nation, enrichis de tout ce que l'expérience et l'observation ont pu ajouter pendant quarante-trois ans aux lumières de Forbonnais lui-même » (1).

Une des principales additions apportées à cette dernière édition consistait dans l'insertion de la première partie des *Principes et Observations économiques*, que Forbonnais avait publiés pour la première fois en 1767, treize ans après la première édition des *Éléments du Commerce* (2).

Les *Éléments du Commerce* édités pour la première fois en 1754, furent accompagnés, dès l'année suivante, par deux autres livres écrits par Forbonnais sur le commerce au Levant et sur l'usage des toiles peintes ou indiennes.

Le premier a pour titre : *Questions sur le Commerce des François au Levant*. A Marseille, chez Carapatria, libraire près de la Loge, M.DCC.LV ; il constitue un petit volume in-12 de 153 pages, sans nom d'auteur (3) ; il parut vers le milieu de l'année ; le *Journal des Sçavans* le signale en septembre, et dans la *Correspondance de Grimm*, une lettre

(1) *Moniteur universel*, réimpression, t. 28, p. 210-211.

(2) Voir plus loin les lignes que nous avons consacrées à l'étude des *Principes et Observations économiques*.

(3) Bibliothèque Mazarine, n° 36.070.

datée du 1^{er} août 1755 en donne cette appréciation, avec le nom de l'auteur : « Vous lirez avec grand plaisir une brochure intitulée *Questions sur le Commerce des Français au Levant*, écrite à la manière anglaise, avec beaucoup de sens et de force, par M. de Forbonnais, auteur des *Éléments du Commerce*. La bonne façon de politiquer est celle des Anciens. Cette maxime n'arrange pas nos gens à secret, qui sont toujours occupés d'importants riens, et qui croient que le salut d'un peuple consiste dans le mystère. Le vrai intérêt de l'État n'a pas besoin de voile. Nous pouvons parler hautement de tout ce qu'il faut faire pour nous maintenir dans le commerce du Levant, sans crainte de révéler nos secrets aux Anglais, nos rivaux. Les gens à secrets ont de petits tours pour faire des dupes et des sots, mais ils ne font rien pour l'avantage réel de l'État » (1).

Une autre lettre, du 15 octobre 1755, confirme cette attribution du nom d'auteur ; malgré quelques critiques générales sur les œuvres de Forbonnais, elle approuve cependant ce dernier traité. On y peut lire le passage suivant : « J'ai eu plusieurs fois occasion de parler avec éloge de M. de Forbonnais, le premier parmi les Français qui ait porté, dans les matières de commerce, la méthode et la philosophie. Ce sujet devient tous les jours plus intéressant et pour peu que le public fixe ses regards de ce côté-là, comme il paraît le vouloir, nous aurons le double avantage de nous instruire dans une science qui deviendra bientôt la base de la supériorité et des ressources du gouvernement français, et de voir s'anéantir totalement ce faux et mince bel esprit qui a si longtemps infecté nos contrées. M. de Forbonnais même n'a pas toujours été exempt du reproche d'affecter un peu trop le bel esprit, et plus encore la philosophie, ce qui nuit ordinairement à la clarté, qui est indispensable dans ces sortes d'ouvrages ; à force de vouloir

(1) *Correspondance de Grimm*, t. III, p. 72.

être précis et méthodique, il devient obscur. C'est ainsi qu'une mode succédant à l'autre, l'esprit philosophique prendra insensiblement la place du bel esprit, et qu'on en abusera par trop d'affectation. Ce que M. de Forbonnais a fait de mieux en ce genre, et qui peut même servir de modèle, quoique ce ne soit pas un ouvrage en forme, ce sont ses *Questions sur le commerce du Levant*. Cet ouvrage réunit la clarté, la méthode, l'exactitude de raisonnement, la force et la noble hardiesse d'un citoyen qui pense librement et qui n'a en vue que le bien de l'État » (1).

Forbonnais, dans son ouvrage, demande la liberté du commerce dans le Levant; sous la forme d'une lettre, signée J. K., négociant à Marseille, qu'il place en introduction de son volume, il expose d'abord le plan de son travail, en ces termes : « Je vous parlais avec certitude, Monsieur, lorsque je vous annonçais que le projet de la compagnie exclusive du Commerce du Levant ne pouvait réussir; j'avais pour moi la raison d'État. Et quoique cette affaire paraisse finie pour toujours, je consens avec grand plaisir à vous donner de plus grands éclaircissements sur cette matière. Des personnes fort entendues, me dites-vous, soutiennent que le Commerce du Levant ne doit point être libre, et vous en concluez qu'une compagnie exclusive, avec des fonds considérables, pourrait pousser ce commerce plus loin et plus avantageusement pour la nation, que ne le font les négociants sous les restrictions actuelles. Je nie le principe sur lequel ce raisonnement est établi Je réduirai les raisons dont vous appuyez la nécessité des restrictions actuelles en simples questions, et je tâcherai d'y répondre d'une manière commode pour vous qui n'êtes point au fait de la marche du Commerce Vous verrez aussi par la manière désintéressée dont je parle du Commerce du Levant, que les négociants ne sont pas toujours

(1) *Correspondance de Grimm*, t. III, p. 104.

uniquement guidés par l'intérêt personnel comme on vous l'a dit »

Fortbonnais base ses conclusions sur deux principes ; le premier, c'est que le bien de l'État et celui du commerce sont inséparables ; le second, que le bien de l'État et celui du commerce sont très différents du bien et de l'avantage du commerçant. L'État et le commerce peuvent gagner beaucoup où le négociant perd, et réciproquement un négociant peut faire un gain considérable où l'État perd de plusieurs manières. Notre auteur le prouve par les réponses qu'il donne à onze questions qu'il a posées.

Dans la première question il demande : Doit-on, pour le bien de l'État et du commerce, fixer le prix des marchandises, tant d'entrée que de sortie ? Doit-on les répartir également entre tous les négociants d'une échelle, soit pour l'achat, soit pour la vente, afin d'éviter le désordre dans la concurrence, l'affaiblissement du prix de nos marchandises et l'augmentation de celles des étrangers ? Sur le premier point, sa réponse est négative, parce qu'un peuple qui fixe le prix des marchandises qu'il vend au dehors, limite ses ventes par cette fixation, et facilite celles des autres pays ; de plus, en limitant les ventes on diminue la culture des terres et les travaux des laboureurs, des artisans, des matelots, et on augmente la dépopulation. Sur le second point, il estime qu'une répartition serait nuisible à l'industrie en supprimant l'émulation de la concurrence.

Sur la question concernant la limitation du nombre des maisons françaises en rapport avec le Levant il répond que la maison qui a le plus de représentants, fait le commerce le plus lucratif et le plus étendu, et que si l'État limitait le nombre des maisons françaises, il travaillerait ainsi à borner ses ventes, à gêner l'industrie et à diminuer la somme générale des gains de ses sujets.

Pour le transport des marchandises au Levant il croit

que l'association avec les étrangers doit être permise, parce que les Français y trouveront plus de profit qu'à le faire par eux-mêmes. Ils le feraient par eux-mêmes s'ils en avaient les moyens, mais en attendant que l'État les leur procure, on doit leur permettre de se servir de l'étranger pour augmenter leurs capitaux. On ne peut rien faire de plus utile à l'État que d'animer la navigation, d'engager les Français à naviguer pour eux et pour les autres peuples, le plus qu'il sera possible.

Fortbonnais reconnaît les nombreux risques que court le commerce ; il les appelle les « ouragans du commerce » et il conseille de les braver. « Calculons le profit général, ajoute-t-il en terminant, et nous ne nous arrêterons plus à considérer ces apparences d'un inconvénient dans le détail. Il faut que la somme des gains soit plus forte que la somme des pertes, puisque le nombre des négociants et des ventes s'accroît sous un commerce libre. Sans ses risques, je le répète, la profession du négociant ne serait plus aussi distinguée, un profit certain accompagnerait ses entreprises. Il marche à la fortune au travers des débris et des ruines ; semblable à ce guerrier intrépide qui vole à la victoire dans le même champ où des vestiges funestes conservent la mémoire de la défaite de ses compatriotes » (1).

Ce sentiment d'estime pour le commerce sera encore développé par Fortbonnais, en 1756, dans son *Examen politique des prétendus inconvénients de la faculté de commercer en gros, sans déroger à sa noblesse*.

La dernière conclusion de Fortbonnais est que le commerce du Levant n'ayant dans son opération, relativement à l'État aucune différence qui le distingue des autres commerces, il n'y a pas de motifs pour le conduire différemment (2). Il se déclare ainsi pour la liberté du commerce

(1) Pages 148-149.

(2) Page 153.

extérieur, et pour l'exportation des produits fabriqués en France, mais dans un autre ouvrage il se montre l'adversaire de l'importation en France des productions de l'étranger.

Cet ouvrage, intitulé *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des toiles peintes*, à Marseille, chez Carapatria, libraire près de la Loge, M.DCC.LV, forme un petit volume in-12 de 127 pages, publié sans nom d'auteur (1).

Cette édition se compose de trois parties ; la première, ayant pour titre *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des toiles peintes*, commence à la page 3, se divise en cinq paragraphes et se termine avec la page 71 ; elle a été rédigée par Fortbonnais.

La seconde partie, intitulée : *Observations sur l'examen*, commence à la page 72 et finit avec la page 90 ; elle a été écrite par Vincent de Gournay.

La troisième partie porte pour titre : *Réponse aux Observations sur l'examen* ; elle commence à la page 91 et termine l'ouvrage avec la page 127 ; elle est une réponse, écrite par Fortbonnais, aux *Observations* présentées par Gournay.

Dans cet ouvrage, Fortbonnais nous présente donc en même temps ses théories sur le commerce des toiles peintes, les observations soulevées par Gournay, et les réponses qu'il fait aux objections de son contradicteur, permettant ainsi au lecteur d'étudier et d'apprécier la franchise de la discussion. Fortbonnais n'est pas un adversaire absolu de la fabrication des toiles peintes ; il établit plusieurs catégories dans leur usage et en reconnaît, comme conséquence, des motifs variés de tolérance et de prohibition.

Plusieurs auteurs ont reproché à Fortbonnais de manquer de précision dans son ouvrage et d'accepter divers sys-

(1) Bibl. nat., Vz 2243.

tèmes. Cependant le titre même de son travail prévient le lecteur des diverses opinions qu'il va rencontrer ; Fortbonnais, dans son étude sur les *avantages* et les *désavantages* de la prohibition des toiles peintes, doit nécessairement examiner les divers cas qu'elle présente et faire ressortir les diverses conséquences qui en peuvent résulter à tous points de vue.

Dès les premières lignes il informe le lecteur du plan qu'il va suivre dans son travail. « Il se fait en France, écrit-il, une consommation considérable de toiles teintes, peintes ou imprimées. Les manufacturiers et des personnes éclairées dans les matières économiques réclament, chaque jour, les prohibitions portées par nos ordonnances en faveur du travail du peuple ; mais d'autres qui n'ont pas moins d'habileté et de zèle pour la cause publique, prétendent de leur côté que les lois impuissantes doivent être abrogées.

« L'un et l'autre parti soutient son opinion par des raisons dignes d'une profonde méditation, puisqu'en les écoutant séparément, on se porterait presque à croire qu'il leur est réciproquement difficile d'aplanir toutes les difficultés avec un pareil succès.

« Le moyen le plus propre à parvenir à une solution satisfaisante paraît être de remonter à la nature même des choses, de comparer et de compenser les objections soit en faveur de la prohibition, soit contre elle. On va tâcher de traiter la question sur ce plan, et l'on n'oubliera point, pendant le cours de cette discussion, que toute espèce de partialité rendrait ce travail inutile. On joindra même à la suite quelques observations faites sur cet examen, afin de ne rien ôter à la force des objections, et comme le but est de chercher la vérité, ces observations seront accompagnées d'une réplique. »

Après la lecture de ce programme franchement tracé, on ne comprend guère l'appréciation de cette étude, fournie par une lettre de la correspondance de Grimm, dans la-

quelle il est écrit que le travail de Fortbonnais « est obscur, et mal conçu » (1).

Il faut remarquer, il est vrai, que la question des toiles peintes soulevait depuis longtemps de nombreuses controverses, dans lesquelles les divers partis se combattaient avec passion. Hommes et femmes, industriels et commerçants, vendeurs et acheteurs, y prenaient part, ainsi que les âmes jalouses de leur élégance et de leurs succès. Aux plaintes de ces dernières, Fortbonnais répond sur un ton sarcastique : « La moitié de la nation réclame l'usage libre des toiles peintes, c'est la plus propre à se plaindre et à séduire ; mais puisqu'elle a abandonné à l'autre le soin pénible d'ordonner dans les matières d'État et de les discuter, elle ne s'est réservée que la gloire de l'obéissance. C'en était une pour leurs mères qui n'étaient pas moins aimables, et dont la parure ne coûtait point de larmes aux pauvres. Pour consoler nos dames, il serait juste d'accorder à nos manufacturiers une liberté entière d'employer la soie crue et de varier à l'infini le goût de ces petites étoffes, soit de laine mêlée de soie, soit de soie pure, qui paraissent agréables lorsque le marchand assure qu'elles viennent des Indes ou d'Angleterre » (2).

La prohibition des toiles peintes remontait à la fin du XVII^e siècle (3) ; le 26 octobre 1686, un arrêt avait interdit l'importation des toiles peintes des Indes et la fabrication en France des toiles imprimées qui imitaient les indiennes. Cet arrêt donnait pour principal motif de la prohibition, que la grande quantité des toiles de coton peintes aux Indes, ou contrefaites dans le royaume, avait causé la diminution des manufactures établies en France pour la fabrication des étoffes de soie, de laine, de lin et de chanvre, et qu'en con-

(1) *Correspondance de Grimm*, t. III, p. 104, lettre du 15 octobre 1755.

(2) Pages 48 et 49.

(3) Cf. *La toile peinte en France au XVII^e et au XVIII^e siècle*, par Edgard Depitre. Paris, 1912.

séquence les ouvriers, sans travail et appauvris, quittaient la France où ils ne trouvaient plus d'occupations, ni de subsistances pour leurs familles (1). Cette interdiction des toiles peintes fut également prononcée à la même époque en Angleterre, en Espagne et en Prusse ; mais ces états la maintinrent moins longtemps. En France les règlements d'interdiction furent, suivant les époques, plus ou moins rigoureusement appliqués. Une grande modification avait été apportée dans le tissage. Les toiles de coton utilisées en France à la fin du XVII^e siècle venaient toutes de l'importation, mais depuis le commencement du XVIII^e siècle, le tissage des toiles de coton s'étant développé en France, l'impression des toiles de coton n'a donc plus le même motif d'être interdite. Pour un semblable motif, l'Angleterre avait permis l'usage des toiles peintes chez elle. L'exemple de l'Angleterre est dès lors mis en avant par le libéralisme économique, qui se révèle dans la lutte entre les adversaires des toiles peintes et les défenseurs de la liberté du commerce. Fortbonnais prend part à cette lutte et, par son *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des toiles peintes*, il cherche à faire connaître au public les motifs qui doivent guider les partis dans la décision qu'ils ont à prendre.

Il expose d'abord la situation de cette industrie et l'emploi que l'on fait de ses produits. « Les toiles d'un haut prix semblent réservées au luxe d'un petit cercle de personnes opulentes, chez lesquelles ce n'est qu'une consommation de plus, lorsqu'elles les emploient en habillements. Si ces personnes les emploient en meubles, elles remplacent évidemment des étoffes de soie, de fil ou de coton. Les toiles médiocres sont d'un usage plus étendu, parce qu'elles sont d'un moindre prix, et dans les classes moyennes des

(1) Ce départ des ouvriers avait été aussi motivé par la révocation de l'Édit de Nantes.

habitants, elles remplacent presque entièrement les étoffes nationales de toutes les espèces, pour l'habillement des enfants et des jeunes personnes. Elles meublent quelque pièce ou cabinet dans chaque maison à la ville ; et l'on ne voit autre chose dans les maisons de campagne de ceux qui, sans y porter le faste des villes, veulent y voir régner la propreté et l'élégance. Elles bannissent dès lors de ces maisons les tapisseries, les siamoises, les cotonnades, les brocatelles. Les plus basses qualités des toiles peintes forment l'habillement commun des femmes du menu peuple dans les villes, et, si celles qui sont occupées à de gros ouvrages, n'en composent pas leur habillement entier, l'indienne y entre en partie, ou est du moins réservée pour les jours de parure ».

A ces détails de l'emploi des indiennes en France, Fortbonnais ajoute leur consommation dans les colonies, qu'il reconnaît obligatoire ; dès lors il ne met en discussion que la consommation intérieure, qui est motivée par le bon marché de ces étoffes, leur agrément et leur commodité. Il estime que la liberté de consommation de ces étoffes en diminuerait le prix de vente et que, par conséquent, leur emploi en serait plus grand surtout dans la classe pauvre qui est la plus nombreuse et qui dès lors « occupe et alimente le plus grand nombre d'artisans, contribue le plus à favoriser la nourriture du mouton, la culture du lin et du chanvre dans nos terres, celle des cotonniers dans nos colonies ». Cette grande consommation causerait ainsi un dommage à l'industrie et à l'agriculture ; la prohibition est donc nécessaire pour remédier à ce mauvais effet. Mais d'un autre côté l'on objecte que si le peuple est habillé et meublé à meilleur marché, la main-d'œuvre sera moins chère, le bas prix des ouvrages accroîtra le commerce avec l'étranger, fournira de nouveaux emplois aux hommes occupés par la consommation intérieure, et si ceux-ci n'en trouvent pas suffisamment, ils retourneront à la terre qui

gémît de leur absence. Les partisans de la suppression de la prohibition font aussi remarquer que le goût du public attiré par la singularité des toiles peintes ne persistera plus dans les classes distinguées dès que le menu peuple en fera usage ; il se produira alors en France ce qui s'est produit dans d'autres pays.

Fortbonnais proteste contre ces dernières appréciations, parce qu'il estime que l'usage des toiles peintes enlèvera du travail à un grand nombre d'ouvriers dans nos usines et que ces usines n'emploieront plus les produits de l'agriculture française. L'intérêt des usines et de l'agriculture demande donc la prohibition des toiles peintes étrangères, afin d'assurer le travail des ouvriers et par conséquent de faciliter leur vie. Fortbonnais en tire cette conséquence : « Indépendamment de la proportion réelle qui se remarque entre le nombre, la fécondité des mariages, et la facilité de subsister en travaillant, il est important d'observer combien il est plus facile de se procurer de nouveaux hommes dans un pays où l'on travaille sans cesse à les rendre heureux, que de remplacer un vide subit et immense dans le travail » (1). Dans l'emploi par l'agriculture, de ces hommes privés de travail, il ne prévoit pour elle aucun bon effet : Le retour des artisans à la terre, dit-il, est démontré impossible par une expérience concluante et funeste. Des hommes et des enfants accoutumés à des travaux sédentaires, à l'abri des injures des saisons, ne sont point en état de suivre le laboureur et le journalier de la campagne dans leurs exercices pénibles ; leur exemple ne serait propre qu'à corrompre les autres, car parmi les travailleurs, de tous les vices, le plus contagieux est celui de l'indolence . . . Ce ne sont point les familles de nos mendiants qui cultivent nos terres . . . » (2).

(1) Page 23.

(2) Pages 28-29.

Si Fortbonnais demande la prohibition des indiennes, il ne s'oppose pas à leur fabrication en France, par l'établissement de manufactures nouvelles qui emploieraient les produits du pays, car « dans un pays, dit-il (1), en possession d'un grand commerce actif avec les étrangers, la liberté et la variété des ouvrages sont la source de l'abondance de l'argent, qui procure un excédent de population toujours favorable aux terres. Toute condition est remplie lorsque les ouvrages entrepris offrent une compensation à la culture nationale et au travail du peuple occupé par la consommation intérieure ». Il prévoit même un succès pour la fabrication française qui, à la faveur de ses dessins, surpasserait en beauté les produits étrangers. Toutefois, il demande que l'on agisse avec prudence et qu'on limite la création des premières fabriques : « Si elles réussissent, on aura l'avantage de se conduire avec certitude, avec confiance ; nos manufactures de toiles propres à l'impression seront fondées dans diverses provinces, nos fileuses exercées, nos ouvriers instruits ; la concurrence ouverte à la nation entière, offrira un travail aux ouvriers que le changement des goûts réduirait à l'inaction, nous saurons enfin que l'usage des toiles peintes emploie nos matières et nos ouvriers, qu'il étend notre navigation et les consommations de nos colonies » (2).

Telle est la première conclusion que présente Fortbonnais et à laquelle Gournay répond par ses *Observations sur l'examen*, dans lesquelles il ne conteste pas absolument les principes émis par Fortbonnais ; seulement il ne croit pas que les lois, quelque sévères qu'elles soient, puissent empêcher l'entrée des toiles peintes et leur usage, « les Grands trouveront toujours, tôt ou tard, les moyens de se soustraire à la loi » (3), et il n'y aura que le pauvre peuple

(1) Page 35.

(2) Page 71.

(3) Page 85.

qui en sera victime. Les obstacles que l'on apporte à l'introduction d'une marchandise commode ne peuvent que dégoûter les hommes d'habiter un pays, où non seulement l'on a rendu difficile l'entrée dans toutes les professions, mais encore où l'on n'est pas libre de vivre et de s'habiller au meilleur marché. Gournay en conclut que Fortbonnais « est trop humain lui-même pour que ces réflexions lui aient échappé ; on en trouve plusieurs traits en le lisant, mais il me semble, ajoute-t-il, qu'il n'insiste pas assez sur un objet aussi important, et qui paraît avoir entré pour si peu jusqu'à présent dans les vues de la législation » (1). L'auteur des *Observations* proteste contre la limitation du nombre des fabriques demandée par Fortbonnais, mais pour favoriser la main-d'œuvre et l'occupation du peuple, il demande l'application d'un droit sur les produits venant de l'étranger, une imposition sur l'emploi actuel des toiles peintes, et des gratifications pour encourager la culture du coton à la Louisiane, la filature du coton en France et la fabrication des toiles de coton. « Par ces encouragements et l'avantage que l'on donnerait par leur moyen aux toiles de coton fabriquées chez nous, sur celles de l'Inde, on pourrait faire pencher la balance en faveur des nôtres, diminuer la consommation de celles de l'Inde, et augmenter celle des nôtres, sans avoir recours à des prohibitions et à des violences qui ne répondent jamais à l'objet qu'on s'est proposé, et qui ne font au contraire que diminuer la population » (2).

Fortbonnais réplique à ces *Observations* de Gournay que la tolérance sur la consommation des toiles peintes a déjà été nuisible au travail du peuple en France, et qu'une permission générale le deviendrait encore davantage. Il reconnaît qu'en France on peut fabriquer des toiles de coton

(1) Page 79.

(2) Page 89.

propres à l'impression, mais il fait remarquer que l'on n'y a pas encore atteint la perfection nécessaire pour en assurer un complet succès, et qu'il faut travailler à ce perfectionnement de la main-d'œuvre. « S'il est vrai, dit-il (1), que la bonne filature du coton n'est pas un mystère, lorsqu'il est une fois bien préparé, on doit aussi faire attention au peu d'adresse et d'aptitude de l'espèce du peuple qu'il serait avantageux d'y employer. Il paraît que cet établissement pourrait être commencé à peu de frais dans tous les hôpitaux du royaume à la fois, et les enfants qui en sortiraient, répandraient bientôt l'art parmi le reste du peuple. On pourrait même, avec de légères dépenses, établir des maîtresses fileuses dans les villages et des cardeurs dans le lieu du marché le plus considérable des environs ».

Aux insinuations soulevées contre lui, qu'il est entraîné dans la question par la défense d'intérêts personnels, Fortbonnais répond (2) que « n'exerçant aucune espèce d'emploi, ni de profession dans la Société, il n'apporte dans cette discussion d'autre intérêt que celui d'un honnête homme, pour le bien du pays où il est né. Ce qu'il pense sur l'usage des toiles de coton des Indes est la conséquence de ces principes si connus : qu'un État doit consommer le moins qu'il lui est possible de denrées étrangères ; que tout commerce qui exporte de l'argent en échange de la consommation nationale, est ruineux ; que l'égalité d'un traité de commerce ne consiste même pas dans l'égalité des ventes et des achats, mais dans le nombre respectif des hommes employés ».

Fortbonnais termine sa réponse en affirmant « que la liberté du commerce ne consiste pas à faire tout ce qu'on veut, car le but de l'État est d'avoir un commerce utile, et pour avoir un commerce utile, il faut nécessairement avoir recours à des restrictions, à des prohibitions ».

(1) Page 105.

(2) Page 113.

Le *Journal des Sçavans* (1) a annoncé cet ouvrage de Fortbonnais mais sans donner le nom de l'auteur et sans prendre un parti dans la question ; il déclare que « l'auteur remonte à la nature même des choses ; il pèse sans partialité les raisons qu'on emploie pour soutenir la prohibition, et celles dont on se sert pour la combattre ; il compare les objections de l'un et de l'autre parti, et après un examen, qui paraît être le fruit de beaucoup de méditations, il conclut en faveur de la prohibition totale ». Puis il ajoute avec raison : « Nous souhaiterions qu'il eut un peu moins compté sur la pénétration de ses lecteurs, et qu'il se fût souvenu que les matières qu'il traite ne leur sont pas aussi familières qu'à lui. Il aurait évité le reproche qu'on lui fera, peut-être avec fondement, de n'être pas toujours aussi clair qu'on le désirerait ».

Un semblable reproche est formulé dans une lettre de la Correspondance de Grimm (2), datée du 15 octobre 1755, qui nous fournit en même temps comme noms d'auteurs ceux de Fortbonnais et de Gournay. En annonçant la publication de l'*Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des toiles peintes*, ainsi que celle des *Observations de cet examen*, l'auteur de la lettre annonce à son lecteur qu'il ne sera content que du passage écrit par Gournay. « Vous y trouverez, écrit-il, de la simplicité, de la clarté, un vigoureux désir du bien public, et une tendre et généreuse affection pour les hommes en général, caractère qui doit toujours briller dans l'homme public : toute politique qui ne tend pas à rendre les hommes heureux et l'État florissant est non seulement futile, mais odieuse. Il est fâcheux, pour M. de Fortbonnais, que ses deux morceaux fassent un aussi parfait contraste avec M. de Gournay. Ils sont obscurs, mal conçus, mal digérés ; on ne sait jamais

(1) Décembre 1755, p. 845.

(2) Tome III, p. 104.

quelle est l'opinion de l'auteur, et on y découvre un esprit de despotisme diamétralement opposé à l'esprit de commerce, et que ceux qui pensent pardonnent difficilement ».

Cette dure critique des conclusions de Fortbonnais est certainement l'œuvre d'un partisan de la liberté absolue du commerce des toiles peintes, qui réclame pour lui la facilité de jouir sans embarras d'une industrie dont quelques privilégiés seuls peuvent profiter sans ennuis. Il en donne les motifs dans cette même lettre, et il reconnaît dans plusieurs passages que les observations de Fortbonnais sont fondées, mais il n'en tire pas les mêmes conclusions. Après avoir avoué que si le trafic des toiles peintes est puni par les galères, cette peine ne frappe guère que les petits contrebandiers sans appui ; il constate que « ceux qui peuvent le faire en gros, et qui ont le moyen d'acheter des protections, non seulement ne courent point de risque, mais trouvent un asile sûr dans les maisons royales, où l'on étale publiquement ces marchandises prohibées, à la faveur des privilèges et de l'immunité ; comme si dans un état bien policé, il dut y en avoir de contraires à la loi. Bien plus, nos femmes se promènent publiquement en robes d'indiennes et de Perse ; il n'y a point de maison de campagne aux environs de Paris où l'on ne trouve des meubles de toile. Et comment la loi serait-elle en vigueur, puisqu'elle n'est pas respectée par les législateurs, et que par exemple, dans tout le château de Bellevue, il n'y a pas un meuble qui ne soit de contrebande ? » (1).

A la suite de cette conclusion, il reproche à Fortbonnais de vouloir faire réprimer ces abus et de demander « que la loi redouble de sévérité, qu'elle soit exécutée à la lettre, dans toute sa rigueur ; que les peines tombent plus encore sur les acheteurs que sur les vendeurs ; que les commis aient le droit d'entrer dans toutes les maisons, sans en

(1) *Correspondance de Grimm, etc.*, t. III. Lettre du 15 octobre 1755.

exempter celles des princes ; de faire la visite et d'arracher les meubles de toile ; que les toiles confisquées soient brûlées publiquement pour en prévenir l'emploi. . . . » Il n'accepte pas non plus les conclusions de Fortbonnais sur les intérêts du commerce et de l'agriculture dans l'application des droits de liberté absolue ; quand Fortbonnais prévoit, dans l'autorisation des fabriques de toiles peintes, la chute des manufactures de soie et de laine, il réplique : « Ce raisonnement ressemble à celui qu'on a opposé au projet d'établir des fontaines dans toutes les maisons de Paris et qui en a empêché l'exécution. Que deviendraient les porteurs d'eau ? a-t-on dit » « Revenons aux toiles peintes et supposons avec M. de Forbonnais, que leur permission fasse un tort réel à nos manufacturiers. C'est un inconvénient sans doute. Ils ne retourneront pas à la charue, dit M. de Forbonnais. Vous avez raison ; ces gens seront donc perdus pour l'État ; soit. Mais ne voyez-vous pas que si, dans la génération suivante, le métier de manufacturier devient moins lucratif, et qu'il ait besoin de moins d'hommes, cela fera autant de sujets gagnés pour la charue, puisque vos cultivateurs auront ce débouché de moins pour abandonner leur métier avec profit. Il est étonnant que ce raisonnement ait échappé à M. de Forbonnais. Les soins les plus importants de notre gouvernement doivent tous se tourner du côté de l'agriculture. Qu'elle soit protégée, encouragée ; que le laboureur ne soit point écrasé, qu'il soit favorisé et libre comme les autres habitants dans leurs conditions respectives, et la France fleurira, le gouvernement sera brillant de gloire, parce que les peuples seront heureux. Si vous négligez ce soin, tous ceux que vous pourrez prendre, d'ailleurs, ne procureront jamais de bonheur solide. Que le gouvernement ne se mêle point du commerce de ses sujets ; qu'il n'y ait d'autre marchandise de contrebande que celle dont l'usage sera nuisible aux citoyens ; qu'il n'y ait point de monopole de favorisé, point

de privilèges exclusifs, point de gêne ni d'embarras dans le trafic public et dans le transport des marchandises, et le commerce fleurira et l'État sera opulent » (1).

Les théories de Fortbonnais continuèrent à être acceptées encore pendant plusieurs années ; en 1759 seulement furent levées les prohibitions d'imprimer sur soie, et celles de port, usage, commerce et fabrication des toiles peintes (2) ; le ministère de Silhouette adoptait les solutions proposées par Gournay et par Morellet après une longue période de discussions et de polémiques dont les principaux auteurs avaient été Morellet et Moreau ; mais dans cette dernière lutte à laquelle prirent part aussi le *Journal œconomique* et le *Mercure*, les théories de Fortbonnais ne furent pas oubliées, car le *Journal des Sçavans* (3) a rappelé « un ouvrage composé sur le sujet des toiles peintes, par un auteur qui a fait une étude profonde des maximes du commerce ; cet ouvrage a pour titre : *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des toiles peintes*. La question y est traitée à charge et à décharge avec autant d'impartialité qu'en peut conserver un homme qui a pris son parti ; et l'auteur ne cache point celui qu'il a pris ; il réclame clairement l'exécution des règlements prohibitifs au sujet des toiles peintes, aussi l'auteur du premier mémoire (4) que nous annonçons, prend-il le soin de le réfuter ; mais il le fait avec tous les égards dus aux talents et aux lumières du judicieux écrivain qu'il attaque, et à la force même des raisons qu'il avait employées. Ces raisons et celles qu'on leur oppose étaient reserrées avec beaucoup de précision

(1) *Correspondance de Grimm, etc.*, t. III. Lettre du 15 octobre 1755.

(2) Cf. Edgard Depitre. *La toile peinte, en France, au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Paris, Marcel Rivière, 1912.

(3) Juillet 1759, p. 475.

(4) Morellet, *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France, pour servir de réponse aux divers mémoires des Fabricants de Paris, Lyon, Tours, Rouen, etc., sur cette matière*. Genève, 1758.

et d'énergie dans l'*Examen*, et ce tableau raccourci pouvait suffire pour rappeler les principes de la matière aux personnes instruites ; mais il fallait peut-être pour l'instruction du public, que ces principes fussent développés contradictoirement ». C'est le but qui fut atteint par les mémoires de Morellet et de Moreau (1) qui parurent en 1758 et 1759.

La Correspondance de Grimm est plus gracieuse pour Fortbonnais quand elle signale la publication de son *Essai sur l'admission des Navires neutres dans nos Colonies* ; « c'est sans contredit, y lit-on dans une lettre du 15 août 1756, ce qu'on a fait de mieux sur cette matière délicate » (2). Cet *Essai* forme un petit volume in-12 de 107 pages, qui a été publié sans titre, sans date, sans nom d'auteur, ni d'éditeur (3). Le *Journal des Sçavans*, comme la Correspondance de Grimm, nous donne la date de 1756, pour cette publication (4). Hauréau, dans son *Histoire littéraire du Maine* (5) signale une autre édition qui aurait été publiée à Paris en 1759. C'est donc au commencement de la guerre de Sept ans que Fortbonnais demande l'admission des navires neutres dans les colonies françaises ; au début de son travail il expose d'abord la situation de la France à cette époque, il nous en donne ce tableau : « La France se reposait sur la foi des traités, sur l'exemple frappant de modération que son monarque avait donné à l'Europe, en n'apportant au sein des conquêtes d'autre intérêt que celui de ses alliés, et d'autres vues que le repos des nations. Une réforme considérable dans nos armées de terre avait rendu au labourage et aux manufactures une partie de nos

(1) Moreau, *Examen des effets que doivent produire dans le commerce de France, l'usage et la fabrication des toiles peintes ou Réponse à l'ouvrage intitulé : Réflexions sur les avantages de la libre fabrication des toiles peintes*. Genève, 1759.

(2) *Correspondance de Grimm, etc.*, t. III, p. 270.

(3) Bibl. nat., L 9, K 18. — Bibl. Mazarine, n° 41.610.

(4) *Journal des Sçavans*. Décembre 1756, p. 771-775.

(5) Tome X, p. 162, note 3.

soldats. Le Commerce commençait à réparer avantageusement les pertes qu'un trop long oubli des forces maritimes l'avait mis dans le cas de supporter. Les vues du Gouvernement semblaient entièrement tournées vers les moyens paisibles de perfectionner son administration intérieure, vers cette politique bienfaisante et du droit naturel de tous les peuples, qui veille sans cesse à occuper les hommes, à rendre leur situation plus heureuse. La marine, sans laquelle aucun système économique ne peut avoir de consistance dans un état qui a des côtes, des ports et des colonies, commençait à se relever. Mais l'acquittement de dettes pressantes, contractées pendant la dernière guerre, et la crainte de partager trop tôt avec les peuples, les fruits de la paix et de l'abondance, retardaient la marche de ce projet.

« Une nation violente et injuste s'est sentie blessée de nos prospérités, parce que la sienne lui échappait chaque jour ; des paroles de candeur et d'amitié couvraient la trame de ses complots secrets ; en pleine paix, des forteresses ennemies se trouvent élevées sur les terres de nos colonies ; pour les soutenir, une armée paraît vouloir pénétrer dans le centre de nos habitations ; les mers sont couvertes de pirates.

« Parmi les traits odieux dont les fastes de l'humanité n'ont que trop à rougir, celui-ci serait encore inconnu aux nations policées, si les Anglais n'avaient été admis dans leur nombre. Mais quoique la France eût déjà éprouvé deux fois que leur politique ne s'est point encore soumise aux maximes du droit des gens, les circonstances dont cet événement-ci est accompagné l'ont rendu plus éclatant, en même temps que l'influence actuelle et nécessaire des affaires maritimes sur la fortune de notre État en ont rendu les suites plus considérables. Nous recevons d'eux un service signalé, si enfin nous établissons à jamais pour

maximes d'État, que notre conservation est attachée à celle de notre marine, et que, même en signant des traités, l'Angleterre jure dans son cœur de nous haïr toujours.

« Cette révolution imprévue nous a fait connaître une de ces situations nouvelles où l'on chercherait en vain des expédients dans les principes ordinaires. En effet les principes ont été établis sur ce qui résulte nécessairement de la nature des choses, mais dès que les affaires sortent de leur cours ordinaire et naturel, les maximes sont contredites par les faits auxquels il devient nécessaire de les subordonner.

« Alors la ressource du génie consiste uniquement à trouver des moyens propres à concilier la loi qu'impose une nécessité passagère, avec la facilité d'un prompt retour vers les principes ordinaires. Il est presque impossible que ces sortes de positions violentes produisent des opérations bonnes en elles-mêmes ; mais la moins mauvaise est toujours la meilleure, comme le plus mauvais parti est moins dangereux que l'inaction.

« C'est sans doute dans ces vues qu'il a été proposé d'admettre, sur des permissions momentanées, les vaisseaux neutres dans nos colonies. Cette question qui doit être regardée comme une affaire d'État, semble partager les opinions, et par malheur dans des cas semblables, beaucoup d'opinions fondées sur des intérêts particuliers, trouvent, dans l'apparence des choses, assez de raisons spécieuses pour séduire ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas y porter un examen plus pénible.

« Un citoyen d'autant plus assuré de la pureté de ses intentions, que sa façon de penser dans cette affaire est opposée à son intérêt personnel, se croit en droit de proposer ses réflexions ; bonnes ou mauvaises, elles seront utiles à la Patrie, parce que c'est du sein de la discussion que les hommes doivent arracher la vérité. »

Au sujet de cette dernière affirmation de Fortbonnais,

le *Journal des Sçavans* (1) estime qu'on « a le droit de se faire écouter quand on est assez citoyen pour faire céder son bien particulier au bien général, et les réflexions, qu'on présente à ses lecteurs, en acquièrent une nouvelle force ». Fortbonnais en effet étudie avec la plus grande impartialité toutes les questions que soulève cette admission des navires neutres ; il les groupe en quatre catégories dont il discute successivement toutes les conséquences. Dans la première il dévoile la mauvaise foi politique des Anglais qui veulent intercepter la circulation des matelots français et par ce moyen réduire les forces maritimes de la France, puis par leur inaction contribuer au manque d'approvisionnement des colonies. L'admission des navires neutres assurera la vie des colonies et permettra aux matelots d'augmenter le nombre des vaisseaux français.

Dans la seconde partie il constate qu'en cas de guerre la France ne peut pas disposer du nombre de vaisseaux nécessaires pour le commerce des colonies ; il en manque les deux tiers, Fortbonnais se déclare donc fondé à conclure qu'il est impossible dans ces circonstances d'assurer le commerce des colonies françaises d'une manière conforme à l'intérêt national.

Il examine dans la troisième partie quels sont les moyens que l'on peut employer pour approvisionner les colonies sans accepter les navires neutres. Il en cite deux, la liberté d'admettre les interlopes suivant les besoins des colonies, et donner des permissions particulières et cachées aux étrangers, mais il les trouve insuffisants et dangereux, et de plus sans utilité pour le commerce général comme pour le commerce particulier.

La quatrième partie de la discussion repose sur l'examen de l'admission générale et autorisée des navires neutres avec conditions et limitations. L'État doit mettre à couvert

(1) Décembre 1756, p. 771.

les matelots, les vaisseaux marchands et leurs cargaisons jusqu'à ce que la protection de sa marine rende les risques des Anglais égaux à ceux des Français ; il doit pourvoir à la subsistance de ses colonies de manière à prévenir la ruine de leurs habitants et à conserver le droit du commerce général. Fortbonnais démontre par ses explications que l'admission générale et autorisée des navires neutres remplit tous ces objets d'une manière supérieure à tout autre système, parce qu'il « permet de soumettre les Étrangers à des conditions plus favorables au Négociant, et à des restrictions essentielles à la conservation de nos manufactures ; qu'il est absolument indispensable d'interdire aux navires neutres le commerce des marchandises sèches, à moins qu'ils ne viennent les charger dans nos ports, de peur qu'ils ne les tirent de chez nos ennemis, et qu'ils n'en forment des magasins qui priveraient la métropole du produit de ses colonies pendant plusieurs années après la paix ; que par le même principe, le commerce des nègres dans nos colonies, excepté la Louisiane, paraît devoir rester exclusivement à nos négociants ; que l'admission des navires neutres procurera à nos terres, à nos manufactures un plus grand débouché de leurs productions dans nos colonies ; que nos matelots ne manquent point d'emplois ; que les passeports pouvant toujours être refusés, dès que le besoin actuel sera passé, les intérêts et le droit exclusif du Commerce dans les colonies sont conservés en leur entier » (1). Cependant, tout en reconnaissant que l'admission des navires neutres correspond à l'intérêt du commerce général comme à celui des colonies, il observe « qu'il paraît utile de trouver le moyen de faire arriver de préférence dans nos ports les denrées de nos colonies ; sans cette précaution le Royaume pourrait se trouver dépourvu de celles qui sont nécessaires à l'entretien de ses manufactures,

(1) Pages 105-106.

à sa consommation, et obligé dès lors de les faire revenir de l'étranger à plus grands frais » (1).

Cette étude sur l'admission des navires neutres a dû être l'objet de certaines critiques car nous avons trouvé dans la correspondance (2) de Fortbonnais une réponse explicative qui commence ainsi : « Je dois des remerciements à l'auteur de la lettre sur mon essai et de l'honnêteté de sa critique, et des détails instructifs qu'elle renferme. Je le prie de m'excuser si je n'entre pas dans un grand détail sur les objets en question, parce que je me trouve un peu pressé d'affaires qui ne sont pas les miennes et que mon devoir m'impose ; je me contenterai d'exposer quelques-uns des motifs que j'ai eus et dont il jugera ». Il discute ensuite toutes les observations qui lui sont faites particulièrement sur le commerce des nègres ; il maintient toutes ses précédentes affirmations et il reconnaît qu'il n'a pas toujours fourni toutes les preuves qu'il possédait, mais il observe « que sur certaines matières il n'est pas possible, ni prudent de dire tout en public ». Après avoir fourni de nouveaux arguments à l'appui des théories qu'il a encore développées il termine sa réponse par cet acte de soumission qui lui est habituel : « Au surplus, je ne me flatte point de ne jamais me tromper, et j'ai moins d'envie d'établir mon opinion que les motifs sur lesquels elle est établie ; ils me paraissent mériter quelque considération »

GABRIEL FLEURY.

(A suivre.)

(1) Page 107.

(2) Dossier de la Société d'agriculture de la Sarthe. Cette lettre n'est ni datée, ni signée ; mais elle nous paraît une copie autographe. Elle ne porte pas d'adresse.

CHRONIQUE

Comme les années précédentes, la *Société des Amis des Arts* a organisé au Mans, pendant les mois de novembre et de décembre, une exposition artistique qui a obtenu un succès de plus en plus marqué.

Plusieurs de nos confrères avaient pris part à cette exposition, entre autres MM. Lionel Royer, (*Bataille de Mentana ; Intérieur de la cathédrale du Mans*, etc.), Armand Surmont, Paul Verdier et M^{lle} Thoré, (*Paysages manceaux et vendéens*), M. A. Beszard, (*Aquarelles militaires et intéressantes reconstitutions des Gardes nationaux de la Sarthe, en 1814*), P. Giraud, (*Fusains du Bois-Thibault et du Vieux-Mans*), l'abbé Lécureuil, professeur à l'Institution Saint-Paul, à Mamers, et Rondeau du Noyer, (*Aquarelles des environs d'Alençon et de Fresnay-sur-Sarthe*), Échivard, (*Carton de vitrail*). Ces différentes œuvres, traitées avec un réel talent, ont été très remarquées. Nos meilleurs compliments à nos confrères.

Ajoutons que M^{me} Auburtin avait exposé plusieurs de ses aquarelles de fleurs si hautement appréciées, M. Julien Chappée, des natures mortes des mieux réussies, MM. Monziès, Hervé-Mathé, Louis Goupil, P. Malassigné, A. Messenger, M^{me} Ogier de Baulny, M^{lles} Jeanne des F. et Vincent, des vues du Vieux-Mans ou des études d'un intérêt archéologique tout spécial ; enfin que le 7 décembre, la Société a bien voulu nous demander une conférence sur les *Origines de l'Art dans le Maine*, conférence accueillie avec une cordiale sympathie par un auditoire des plus brillants.

De son côté, la Société de Géographie du Mans a procuré à ses membres, le lundi 15 décembre, la bonne fortune d'entendre une remarquable conférence de M. Camille Julian, membre de l'Institut, l'éminent historien de la Gaule, sur *Le Maine à l'époque gauloise et gallo-romaine*. Cette revue aura l'honneur d'en publier le texte dans une prochaine livraison ; nous n'avons donc aujourd'hui qu'à y renvoyer nos lecteurs, en remerciant bien sincèrement M. Camille Julian et la Société de Géographie du privilège qu'ils ont l'aimable pensée de nous réserver.

A l'occasion de la fête de Noël, on veut bien nous communiquer ce nouveau sonnet du regretté René Bardet, dont la poésie sur la Reine Bérengère a été lue avec tant de plaisir dans notre dernier numéro. Nous sommes heureux de la circonstance pour annoncer la publication, vers le mois de mars, d'un charmant petit volume de poésies inédites de M. René Bardet et pour recommander particulièrement ce volume à nos confrères.

NOEL

Fixant l'étoile d'or pour mieux se reconnaître,
Bergères et pastours aux rustiques propos
Sont venus, amenant avec eux leurs troupeaux,
Adorer Monseigneur Jésus qui vient de naître.

Sur le seuil de l'étable, en hoquetons de laine,
A genoux et tenant houlettes et pipeaux,
Ils contemplent l'enfant qui sommeille en repos,
Entre l'âne et le bœuf soufflant leur chaude haleine,

Et notre bonne Dame et Monsieur Saint-Joseph
Ecoutent, en priant benoitement, les anges
Chanter sur Bethléem ainsi que des mésanges ;

Cependant qu'enlevant son capuce du chef,
Pour Jésus qui s'éveille, en façon d'amusette,
Tout bas, l'un des bergers souffle de la musette.

Tristement éprouvée déjà au cours de l'année, notre Société faisait le 23 octobre une dernière perte bien sensible en la personne de M. Henri Vétillart, inspecteur général de 1^{re} classe des Ponts-et-Chaussées, officier de la Légion d'honneur, décédé à Paris, à l'âge de 65 ans, dont la sépulture avait lieu le 27 octobre au cimetière de Pontlieue.

Fils de M. Marcel Vétillart — dernier maire de Pontlieue, adjoint au maire du Mans pendant les jours cruels de l'invasion allemande, député et sénateur de la Sarthe de 1871 à 1881 — M. Henri Vétillart appartenait à une vieille famille originaire de Fresnay, qui a occupé longtemps l'un des premiers rangs dans l'histoire industrielle du département. Il avait été reçu, en 1868, à l'école Polytechnique, et au moment de la guerre était major de promotion à l'École des Ponts-et-Chaussées ; affecté pendant le siège de Paris à la défense de la redoute de la Faisanderie, il prit une part active à la bataille de Champigny.

Nommé en 1874 ingénieur à Calais, il dirigea avec une rare habileté les grands travaux de construction du nouveau port.

Ingénieur en chef en 1886, il fut ensuite successivement chargé des ports de Boulogne et du Havre où il fit exécuter de nouveaux et considérables travaux.

Parvenu, en 1905, au grade d'inspecteur général, il continua à diriger plus spécialement les travaux maritimes dans lesquels il avait acquis une compétence très universellement appréciée. L'importance de ce service ne l'empêcha cependant pas de faire partie des Commissions les plus diverses et de recevoir de nombreuses missions à l'Étranger,

entre autres aux États-Unis. De plus, en 1908, il devint membre de la Commission consultative internationale du Canal de Suez.

Ingénieur de haute valeur, patriote et catholique aux convictions inébranlables, M. Henri Vétillart, dont le nom restera à jamais uni à l'histoire des ports de Calais, de Boulogne et du Havre, a fait honneur à son pays natal et à ses concitoyens. Fière de l'avoir compté au nombre de ses membres, la Société historique du Maine, lui gardera le plus fidèle souvenir et tout entière elle s'associe aux regrets profonds qu'il laisse à ses enfants, à sa famille, à tous ceux qui l'ont connu.

Nous nous reprocherions de ne pas consacrer aussi un souvenir ému à l'excellent directeur honoraire de la Société française d'archéologie, M. Emile Travers, décédé à Caen le 28 novembre 1913, à l'âge de 73 ans. M. E. Travers, ancien élève de l'École des Chartes, était un vétéran de l'érudition provinciale et un ami fidèle de notre Société, dont il avait bien voulu accepter le titre de membre honoraire. Il était connu et apprécié d'un très grand nombre d'entre nous ; sa mort cause d'unanimes regrets dans les Sociétés archéologiques de la région.

En relations personnelles et amicales avec les tenants des deux opinions, le Bureau de la Société historique du Maine a cru pouvoir rester en dehors de la polémique relative aux Croisés de Mayenne en 1158, et se borner à signaler, au fur et à mesure de leur envoi, les diverses publications qui lui étaient spécialement adressées.

M. Laurain venant d'offrir à la Société un exemplaire de

son ouvrage « *Les Croisés de Mayenne et le Chartrier de Goué* », nous nous empressons de l'en remercier et, conformément à la règle adoptée, de rappeler l'attention sur ce savant mémoire, bien qu'il soit déjà connu de la plupart de nos lecteurs. Si nous avons précédemment présenté la brochure de M. le V^{te} Le Bouteiller comme la mise au point définitive de la défense du chartrier de Goué, nous présenterons aujourd'hui le travail de M. Laurain comme décisif pour la critique de ce même chartrier. Désormais, chacun est bien en mesure de se faire une opinion raisonnée, et la discussion ne peut manquer d'être close.

Nous n'insistons pas, de peur de rouvrir une polémique trop longue déjà, et en remerciant M. Laurain de son envoi, nous nous référons de nouveau, en ce qui concerne le fond de la question, à la note publiée par M. le chanoine Froger dans le tome LXXI de cette Revue.

Notre érudit et infatigable confrère, M. l'abbé Angot, vient de couronner sa grande œuvre historique sur la Mayenne par la publication de l'*Armorial monumental de la Mayenne*, (Laval, Goupil, 1912). Digne complément de l'*Épigraphie* précédemment parue, l'ouvrage se présente sous la forme d'un superbe volume in-4^o raisin, de 558 pages, orné de très nombreux dessins dus au remarquable talent de M. Paul de Farcy. Il faudrait de longues pages pour mettre convenablement en relief la valeur exceptionnelle d'une telle œuvre qui est tout à la fois une œuvre d'érudition et une œuvre artistique, une source inépuisable de renseignements sur les familles et un instrument de travail de premier ordre. Nous nous bornons à l'annoncer, car tous, dans notre province, devront y recourir et pourront l'apprécier par eux-mêmes. Toutefois, en

présence de cette nouvelle publication, que tant d'autres départements envieront, nous ne pouvons nous défendre d'une réflexion mélancolique : Il est triste de vivre dans un temps qui ne sait récompenser que les services politiques. La postérité, espérons-le, sera plus juste, et, comme nous aujourd'hui, elle saluera en M. l'abbé Angot, l'un des hommes qui auront élevé le plus beau monument à l'histoire de son pays.

Bien qu'ils n'aient pas davantage de récompenses à attendre, bon nombre de curés de la Sarthe continuent, eux aussi, dans leur humble sphère, à apporter d'utiles contributions à l'histoire locale. Dans leurs *Almanachs paroissiaux de 1914*, qu'ils ont bien voulu nous envoyer, M. l'abbé Didion, doyen de Fresnay, M. l'abbé Vavasseur, doyen de Pontvallain, M. l'abbé Legros, curé d'Arçonnay, publient des épisodes historiques ou des notes de topographie locales que nous tenons au moins à citer, à titre d'exemples, pour rendre justice à des efforts très méritoires et en provoquer de nouveaux, s'il se peut. En outre, M. l'abbé Legros vient de donner, dans le *Bulletin de la Société historique de l'Orne*, une notice sur les *Cloches et Horloges de l'Hôtel de ville d'Alençon*, avec de charmants dessins de M. P. de Farcy, et M. l'abbé Souty, une intéressante monographie de la commune de *Gesnes-le-Gandelin*, (Le Mans, A. de Saint-Denis).

Parmi les autres publications que nous avons reçues récemment, nous devons des mentions très spéciales aux *Rapports sur les archives départementales, la conservation des antiquités, des objets d'art et des monuments historiques de la Sarthe* de M. J. L'Hermitte, qui contiennent de nom-

breuses indications d'un intérêt très pratique pour les travailleurs ; à une nouvelle étude de notre excellent confrère, M. Frain, intitulée « *Avec les Vitréens chez les imprimeurs flamands, hollandais, rhénans, suisses, italiens et espagnols des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles* », étude comme toujours abondante en détails inédits et en notes bibliographiques fort curieuses ; enfin à un savant article de M. Louis de Farcy sur la *Tapisserie Tournaisienne de 1502 à 1504*.

Dans cet article où s'affirme une fois de plus la haute compétence technique de l'auteur, M. L. de Farcy révèle l'existence d'une remarquable série de tapisseries du commencement du XVI^e siècle qu'on croyait à jamais perdue. Avant d'être envoyée à l'exposition de Gand par son propriétaire, M. le Marquis de Dreux-Brezé, l'une de ces tapisseries « tournaisiennes » avait été *rentrayée* avec un complet succès dans les ateliers de la Communauté de Champfleur (Sarthe), dont la renommée artistique s'étend de jour en jour en France et à l'Étranger.

Cette renommée des ateliers de Champfleur est dès maintenant flatteuse pour la Sarthe ; nous souhaitons vivement qu'elle se développe de plus en plus et nous adressons aux habiles ouvrières, si heureusement formées par M. le chanoine Bruneau, l'hommage de nos sincères compliments.

Pour terminer, il nous reste à annoncer une bonne nouvelle.

Après de longues années d'un travail consciencieux et bien ingrat, M. le V^{te} d'Elbenne vient d'achever définitivement la table et l'introduction du *Cartulaire de Saint-Vincent*, annoncées depuis 1886.

Non seulement ce deuxième fascicule — de 231 pages à 2 ou 3 colonnes, in-4^o — forme le complément indispensable du texte, mais à la table proprement dite qu'on peut

qualifier un modèle du genre, M. le V^{te} d'Elbenne a tenu à ajouter une superbe vue inédite de l'ancienne abbaye de Saint-Vincent et un résumé par paroisse de toutes les chartes du *Cartulaire*, résumé très bien compris et qui facilitera de beaucoup les recherches.

Cette seconde partie sera mise incessamment en distribution au prix très réduit de 10 francs pour les membres de la Société, (port non compris); elle ne sera adressée d'office, conformément à l'article 4 des statuts, qu'à ceux qui ont reçu, en 1886, le premier fascicule.

D'autre part, le *Cartulaire complet* — premier fascicule (texte) et deuxième fascicule (table et introduction) — pourra être accordé aux membres de la Société au prix non moins exceptionnel de 20 francs (port non compris), sous la réserve d'adresser directement leurs demandes à l'un des Membres du Bureau.

Dès maintenant, nous prions instamment nos confrères qui désirent, soit le deuxième fascicule isolément, soit l'ouvrage complet, de nous adresser sans retard leurs souscriptions avec l'indication du mode d'envoi.

ROBERT TRIGER.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-QUATORZIÈME VOLUME

	Pages
Les œuvres de Véron de Fortbonnais, par M. Gabriel Fleury.	5, 170, 282
L'art du vitrail au Mans du X ^e au XIII ^e siècle, par M. Échivard.	35
Le collège d'Auvers-le-Hamon, par M. l'abbé E. Toublet.	65
Vendéens morts à Sainte-Croix (1793-1794), par M. l'abbé L. Calendini.	82
Une prison du Mans pendant la Révolution : La Maison d'arrêt de l'Évêché (1793-1805), par M. Robert Triger.	105, 233
Quelques notes sur la châtellenie de Resné, en Lignières-la-Doucelle, par M. de Castilla.	131
Bibliographie du Maine pour 1912, par M. l'ab- bé Louis Calendini.	144
Dernière bonne œuvre et trépas de la reine Bérengère (poésie), par M. René Bardet.	202
Guillaume de Saint-Calais, évêque de Durham, par le R. P. dom Guilloreau, bénédictin de Solesmes.	209
Soldats morts à la Mission, de l'an IV à l'an VII, par M. l'abbé L. Calendini.	272

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Fête patriotique des médaillés de 1870 au Mans et fête du Drapeau du 117 ^e	99
--	----

Vote de félicitations à la Ville du Mans, par le Congrès de Nevers, pour l'acquisition de la Maison de la reine Bérengère.	101
Nécrologie : M. Trentesaux.	101
M. le V ^{te} de Noailles, lauréat de l'Académie.	101
Les fresques de M. Lionel Royer, à Domrémy.	102
S. G. M ^{sr} de la Porte, évêque du Mans, à la <i>Société de secours aux familles des marins naufragés</i>	102
Publications récentes : <i>L'église Notre-Dame de Mayenne</i> , de M. Grosse-Duperon.	102
Exposition de la Société des Amis des Arts.	205
Nécrologie : MM. G. de Grandval et V ^{te} de Vannoise.	205
<i>Les Provinces de France</i> , par M. le V ^{te} de Romanet.	206
<i>Lettres lavalloises du XVIII^e siècle</i> , par M. J.- M. Richard.	206
<i>La politique de Bonald</i> , par M. Roger Mauduit.	207
<i>Thèse de droit coutumier manceau</i> , par M. L.- A. Paugoué.	207
Publications récentes de MM. le V ^{te} Le Bou- teiller, dom Heurtebize, P. de Cénival, l'abbé Queudeville, E. Quérueu-Lamerie, l'abbé Uzureau.	208
Exposition des Beaux-Arts au Mans.	310
Conférence de M. Camille Jullian.	311
<i>Noël</i> , sonnet de R. Bardet.	311
Nécrologie : MM. H. Vétillart et E. Travers.	312
<i>La Croisade Mayennaise de 1158</i>	313
<i>L'Armorial monumental de la Mayenne</i> , par M. l'abbé Angot.	314
<i>Almanachs paroissiaux de 1914</i>	315
Publications récentes de MM. L'Hermitte, Frain et L. de Farcy.	315

L'atelier de tapisseries de Champfleur. . .	316
Mise en distribution de la table du <i>Cartulaire</i> de Saint-Vincent.	317

PLANCHES ET GRAVURES

François Véron de Fortbonnais.	5
Cathédrale du Mans. Vitrail de l'Ascension. .	37
— Entrée de saint Julien au Mans. .	41
— Jean ou Simon de Chamailart, sei- gneur de Pirmil.	49
— Verrière des vigneron.	52
— Verrière des vigneron.	53
— Verrière des changeurs d'Allonnes. .	56
— Verrière des changeurs d'Allonnes. .	57
— Scène inexpiquée	61
Plan du projet des prisons du Mans en 1795.	127

NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
René Bardet.	202, 311	G. Fleury.	5, 170, 282
L. Calendini.	82, 144, 272	Dom Guilloreau.	209
De Castilla.	131	E. Toublet.	65
Echivard.	35	R. Triger.	102, 105, 233, 310

Le Gerant : G. FLEURY.

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1913.






The Ohio State University



3 2435 05439412 7

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	aisle	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	05	008	4